

LEURS ENFANTS

DEUXIÈME PARTIE (1)

Moi, déclara Cliffe Wheeler, je vais me promener... Tu viens, Martin? Non? Alors, au revoir... Ah! ça, me diras-tu pourquoi tu as été te fourrer dans cette lugubre pension avec les mioches? Tu n'avais qu'à me laisser faire, je t'aurais bien trouvé une chambre ici. Enfin, à ton idée, mon vieux. Je vous laisse. Tenez, arrangez donc, vous deux, une petite course pour demain; seulement, pas de musées, j'en ai coupé... Dis donc, Joyce, crois-tu que je réveillerais monsieur mon héritier si j'entr'ouvrais la porte et lui jetais un petit coup d'œil avant de sortir? Mes chaussures ne font pas le moindre bruit. Alors, rentre...

Boyne et son ancienne amie restèrent accoudés au balcon. La Joyce de sa jeunesse, celle qu'il avait connue jeune fille et puis jeune femme, qu'en restait-il dans ce corps si mince, penché à son côté? Jadis, c'était une grande fille forte et rose, avec un fond de sensibilité naïve et ingénue. A présent, dématérialisée (il y a des traitements pour cela), elle était sortie de son régime dans un état de légèreté transparente et impondérable : un rien de corps avec, à la place d'âme, un caillou.

— Cliffe n'a pas le sens des nuances, murmura-t-elle, après le départ de son mari, comme parlant à sa cigarette, puis, se retournant vers Boyne : Maintenant, causons, voulez-vous, comme une paire d'amis, comme dans le vieux temps.

Elle s'installa dans son fauteuil et sa parole, tout à l'heure

(1) Voyez la Revue du 1^{er} février.

si rare, et mesurée au compte-gouttes, se précipita sur ses lèvres avec une volubilité qui faisait voltiger les mots aux oreilles de Boyne comme une grêle de confetti.

— Quel bonheur de se revoir ! Un bonheur, le mot n'est pas trop fort. Vous avez toujours été parfait pour moi, un délicieux ami, et moi, je n'étais encore qu'une petite serine ; en fait d'expérience, j'étais des années en retard sur ce qu'est ma fille aujourd'hui... A propos, comment la trouvez-vous ma fille ? N'est-ce pas que c'est un prodige de sagesse ? C'est notre aînée à tous, la personne la plus raisonnable de la famille et la seule créature humaine qui ait de l'influence sur son père. Ah ! son père ! Je sais, cela vous fait plaisir de nous voir réconciliés et moi aussi j'en suis heureuse aussi. Ce pauvre Cliffe ! il a des qualités, je les reconnais, je les ai toujours reconnues, même dans les plus mauvais moments... Mais avec vous, cher ami, inutile de feindre ? Du reste, vous devinez tout, et il n'y a pas à se dissimuler que Cliffe, en me quittant, était tombé en de bien mauvaises mains... Cette saltimbanque de Lacrosse l'avait annihilé et démoralisé ; elle en avait fait sa vache à lait... et l'argent qui partait à flots par les fenêtres !... Quand j'ai vu cela, j'ai compris où était mon devoir. Je suis une femme qui croit que le mariage est une chose sacrée. Vous aussi, Martin, vous le croyez ! Car si le mariage croule, qu'est-ce qui reste ? C'est la débâcle. Tout de même, s'il arrive qu'on sente que la vie avec un homme, fût-il votre mari, est contraire à votre idéal, que faire ? Avouez qu'on est bien à plaindre ?

— J'avoue. Laissez-moi pourtant vous dire qu'à défaut d'idéal, une jolie gerbe d'enfants, c'est une réalité qui a bien son charme.

Elle se mit à rire, de son rire d'autrefois, légèrement exagéré, et convint que son ami avait raison.

— Je le pense comme vous, et c'est précisément le raisonnement que fait Judith. Non, cher ami, vous ne vous figurerez jamais ce que ma fille a été pour moi dans ces moments hideux où Buondelmonte m'entraînait dans la boue, vous entendez, dans la boue. Oh ! il y a des choses que je n'ose pas dire, même à vous, Martin.

— J'espère, interrogea Boyne, la gorge serrée, que Judith n'a rien su ?

L'épaule blanche jaillit de son léger harnais par un petit geste d'indifférence.

— Hélas, les enfants d'aujourd'hui n'ont plus rien à apprendre. Il n'y a rien à leur dire, ils savent tout en venant au monde. Judith est comme une mère pour moi et pour tous.

— Ça fait une bien grande famille, pour une bien jeune maman, remarqua Boyne.

— Bah! c'est son bonheur : je dirai même que c'est chez elle une marotte. Figurez-vous qu'elle avait entrepris de chaperonner Zinnia Lacrosse. Voyez-vous un enfant de l'âge de Judith s'avisant de chapitrer une *star* de cinéma? Elle donnait aussi de très bons conseils à ce malheureux Buondelmonte... Mais, aujourd'hui ce cauchemar est passé, toute la famille est réunie : il n'y que ce pauvre Terry qui nous donne du tourment. Ah! je puis dire qu'il m'en donne, je vous jure! Vous ne trouvez pas ça gentil qu'il demande qu'on s'occupe de son éducation? Car Cliffe, vous pensez bien, l'éducation pour lui, c'est tout bonnement les sports et les voitures de courses. C'est ce qui me fait tant regretter... Mais Terry, lui, aura tout ce qui m'a manqué : cela, j'y suis bien décidée. Ce précepteur dont je vous parlais, M. Gérard Ormerod, voulez-vous être assez gentil pour le voir demain de ma part, cher ami? Ce n'est pas un service à demander à Cliffe : il ne ferait que parler du haut de la tête et plastronner, et toute l'affaire serait à l'eau. Gérard, — je l'appelle Gérard, parce que je l'entendais appeler ainsi par Fanny, — est d'une très bonne famille. C'est un homme d'une sensibilité qui frise le ridicule; il est presque trop idéaliste. Je ne saurais vous dire quel bonheur cela a été pour moi, depuis trois semaines, de voir Venise avec des yeux qui aiment réellement la beauté... Faites-moi donc le plaisir de causer du petit avec lui. Ce serait le salut pour Terry, d'avoir auprès de lui un homme d'une éducation raffinée et d'une véritable culture... Pour Bun aussi, ce serait excellent : car cet enfant commence à échapper tout à fait à Scopy... Pour ce qui est des honoraires, fixez-les à votre gré : ce n'est pas une question d'argent.

II

Deux jours plus tard, Boyne était en train de prendre, à côté de Judith, le café du matin sur un guéridon boiteux, dans le jardinet moisi de la pension Grimaldi. Ils s'étaient fait servir

dehors pour échapper à l'atmosphère de la salle à manger où s'attardait l'odeur du dîner de la veille, aux chuchotements des groupes de vieilles demoiselles, au fou rire des petites pensionnaires en vacances, et au tapage envahissant du coin de table où Scopy et la nounou réunissaient leur escouade. Il devait partir le soir même et tenait à se réserver une heure de tranquillité pour s'entretenir avec sa jeune amie. D'une minute à l'autre, toute la famille allait surgir : le ménage Wheeler avec son yacht à l'ancre au large de San Giorgio et une kyrielle d'autos disponibles à Fusina; Beechy et Zinnie se chamailleraient sur leurs colliers de verroterie, achetés la veille dans une boutique de la Merceria; miss Scope aurait une liste de questions pour l'été; et tout ce monde-là se précipiterait sur Boyne pour lui demander conseil, sympathie ou consolation, ou du moins sa présence passive à leurs querelles. Vraiment, le voisinage exigeant de la petite bande rendait l'intimité bien difficile.

Pourtant Boyne se félicitait plus que jamais d'avoir résisté aux parents et fait porter ses bagages à la pension plutôt qu'au Palace. L'existence des Palaces lui était à elle seule un supplice. Non qu'il fût insensible à ce qu'ils présentaient d'avantages matériels. Un bain chaud et des carrelages blancs, une bonne lampe pour lire dans son lit, des domestiques bien stylés, tout cela lui était d'autant plus agréable qu'il était d'ordinaire contraint de s'en passer. Les Palaces, c'était le paradis; mais le public qui les fréquente suffisait à l'en dégoûter. Il découvrit avec plaisir que la jeune fille pensait comme lui. Il avait commencé par trouver un peu vif que le plus jeune des Wheeler fût seul admis par les parents à partager les délices de leur hôtel; vraiment, ce n'était pas bien de semer le reste de la famille et de s'en débarrasser à l'auberge du coin. Il s'en ouvrit à Judith et à la réponse de la jeune fille constata que personne, dans la petite bande, n'en avait éprouvé de dépit :

— Blanca peut-être au début... Cette petite est toujours un peu jalouse de tous les embarras que papa et maman font pour Chip. Et puis, elle a des goûts d'élégance, elle adore regarder les belles dames au restaurant, ça lui donne des idées de toilette. Elle raffole d'être vue avec Joyce qui est tellement bien habillée et d'entendre d'autres dames bien mises qui

s'écrient : « C'est à vous, cette jolie petite fille ? On l'aurait deviné, rien qu'à la ressemblance. »

Mais c'est justement à cause de Blanca que Judith détestait les Palaces :

— Vous comprenez, depuis qu'elle s'est fiancée à Biarritz avec le garçon de l'ascenseur...

— Fiancée ? Elle n'a pas douze ans !

— L'âge n'y fait rien. Moi, à cet âge-là, j'étais fiancée avec le chasseur d'un *skating*... Mais ce n'était pas la même chose. C'était un petit Suisse très gentil : je lui avais donné un ruban et lui, en échange, m'a fait cadeau d'un de ses boutons ; vous voyez, c'était innocent. Et puis, quand il est retourné chez lui pour les vacances, il m'a envoyé de l'*edelweiss* et des *Vergissmeinnicht* collés sur des cartes postales. Mais les enfants de maintenant, ce n'est plus du tout ça. Imaginez-vous que le « fiancé » de Blanca s'était mis en tête de se faire donner une bague en or avec un vrai brillant ; et il était hideux, une grande perche avec un nez gras tout plein de rides. Tout compte fait, j'aime mieux être ici. C'est moi qui ai écrit à papa que je préférais un endroit de ce genre où les enfants peuvent courir et faire du bruit sans gêner personne. Vous ne trouvez pas que c'est gentil ici, Martin ?

Elle s'était mise à l'appeler Martin, à la bonne franquette, dès le second jour de la traversée. Lui, ressentait chaque fois un plaisir nouveau à entendre son nom prononcé par cette petite voix si claire.

Il convint que la pension Grimani était charmante ; il était ravi de voir que tout le monde s'y plaisait ; son seul regret était de le quitter, il partait le lendemain.

— Martin, reprit la jeune fille, si vous vouliez rester ! Il y a encore tant de choses à régler ! Papa et maman ne savent où aller en partant d'ici, et c'est quand ils n'ont rien à faire qu'ils se mettent à se disputer. Ils n'ont trouvé personne à inviter pour leur croisière ; avant Cowes, personne n'est libre. Alors, si on renonce à la croisière, papa veut aller à Paris et maman veut faire une tournée dans les petites villes d'Italie ; qu'est-ce que ces petites villes ? vous les connaissez, vous ? Alors, si les querelles de ménage recommencent, qu'est-ce que vont devenir les enfants ?

Boyne se sentit tout ému par l'air de tristesse de la jeune

filles. Il se retourna vers elle et posa sa main sur son bras. Il y avait un vieux banc vermoulu sous un bosquet, minable et bruisant, de lauriers-roses. Ils s'y assirent côte à côte, Boyne alluma une cigarette.

— Voyons, ma chère enfant, ne prenons rien au tragique. Je viens de passer deux jours avec vos parents; tout va très bien; je vous assure qu'il n'y a aucun danger. Le point noir, c'est qu'ils sont trop riches, ça les agite: c'est comme les dents. Chaque fois qu'on dit à votre père qu'il vient de faire un million, ça le travaille comme s'il venait de percer une œillère. Ça le tracasse, ça lui donne envie de mordre. Pour sa croisière, n'ayez pas peur, il aura bientôt fait de trouver amateur: des pique-assiette, on n'en manque jamais; une fois tranquille de ce côté-là, il sera plus à son aise pour organiser votre été. Vos parents doivent bien voir que l'air de Venise est débilitant pour Terry; ils comprendront que ce qu'il lui faut, c'est d'abord un peu de montagne, et puis de se mettre au travail aussitôt que possible. M. Ormerod accepte de se charger de son instruction: il doit entrer en fonction dès demain.

La jeune fille était devenue rêveuse:

— Sur qui vont-ils tomber encore? laissa-t-elle échapper avec un soupir.

— A qui, à quoi pensez-vous?

— A leur croisière. Cela aussi, c'est un tracas pour moi. Quand maman est seule avec moi, sans papa, cela va à peu près, il n'y a guère que les petits qui me donnent du mal. Mais dès que Joyce et papa sont ensemble, ils ne font plus que des sottises, simplement pour le plaisir de ne pas s'accorder. Ils s'acoquinent avec on ne sait qui, des gens qui boivent et qui se chamaillent. Et alors ce sont des batailles qui recommencent, comme le jour où Buondelmonte a envoyé à papa la note de sa Rolls-Royce.

— Il a de l'aplomb!

— Oui, mais Joyce nous a défendu d'en parler.

— Elle a bien fait.

— N'empêche que c'est la vérité... Et alors ce sont des gros mots et des disputes de chiffonniers au sujet de leurs nouveaux amis.

A cet instant, Boyne entendit crier le gravier: une domestique apportait une carte de visite. Elle la tendit à Boyne qui

lui parut être le représentant de l'ordre et de la règle dans la troupe d'anarchistes dont il faisait partie. C'était un imposant carré de bristol très épais qui portait gravé le nom de Marquise de Wrench et au-dessous, au crayon, d'une grosse écriture maladroite : « Pour voir ma fille, Zinnie Wheeler. » Boyne, après avoir étudié ce document sans rien comprendre, le passa à Judith qui sursauta de surprise et s'écria :

— Ce ne peut être que Zinnia Lacrosse. Comment, déjà remariée ! C'était donc vrai ce que Blanca avait lu dans le journal... Mais est-ce vraiment elle ?

— Si c'est moi ! cria du seuil une voix claire et gaie. — Et dans le jardin de guinguette, une apparition éclatante de jeunesse, de fard et de bijoux s'élança dans un nuage de parfums. — Bonjour, Judy, c'est toi, comment va ?

Boyne considérait la nouvelle venue. Elle était vraiment agréable à regarder avec l'ovale parfait de son visage et de minces lèvres d'un si joli dessin ! Avec cela, un air de corruption innocente qui donna à Boyne un léger haut le cœur quand il vit l'étrangère se jeter au cou de la jeune fille.

— Cette vieille Judy, pourtant ! On est contente de se revoir... Qui est ce monsieur ? ajouta-t-elle en dardant vers Boyne un regard oblique.

— Monsieur Boyne, un ami de papa... Martin, je vous présente à Zinnia Lacrosse.

— Mais non, ma chère, tu n'y es plus. La marquise de Wrench, s'il te plaît... Pour toi, bien entendu, je suis toujours Zinnia, n'est-ce pas, Judy?... C'est pour Zinnia que je suis venue. Wrenny m'attend dans la gondole... Wrenny, c'est mon mari... Je lui ai promis de lui amener la petite.

Boyne observait avec curiosité Judith. Il lui sembla qu'elle avait soudain grandi ; elle avait pris cet air d'autorité qu'elle avait les jours où elle avait à réprimer une sédition domestique.

— Ce n'est pas sérieux, Zinnie, commença-t-elle : tu sais très bien...

— Qu'est-ce que je sais ?

— Les conditions du divorce. Et tu sais aussi que là dessus Scopy ni moi nous ne voulons entendre à aucun manquement.

— Et qui parle de y manquer ? A quoi bon ? Ce n'est pas que je tienne à l'argent de ce pauvre Cliffe, il n'y a pas de quoi me payer mes bas de soie. Si j'avais envie d'emmener Zinnie, ce

n'est pas la question d'argent qui m'arrêterait une seconde. Mais il ne s'agit que de la montrer à Wrenny. Tu me connais, Judith, j'ai toujours été franche avec toi, n'est-ce pas? Laisse-moi la voir, tu veux bien? J'ai un petit cadeau pour elle et quelque chose aussi pour toi, une merveille, tu vas voir... Tu comprends, le cœur d'une mère.

La jeune fille ne perdit pas sa froideur d'aiguille de diamant. Ses lèvres pincées et sans couleur s'ouvrirent à peine pour répondre à l'étoile dont elle parut ne pas même remarquer la dernière avance :

— Tu verras Zinnie tant que voudras. Seulement, ce sera ici, devant moi et M. Boyne. Ton mari n'a qu'à venir si cela lui fait plaisir.

— Tu pourrais l'appeler Lord Wrench...

La jeune fille éclata de rire :

— C'est cela, et moi, appelle-moi Miss Wheeler. Seulement, si tu veux voir ta fille, dépêche-toi, parce que dans deux minutes papa sera ici pour emmener tout le monde sur son yacht.

— Il n'a tout de même pas le droit de m'empêcher de voir ma fille.

— Il n'y songe guère ; mais fais ce que je te dis.

La marquise pesa un moment les termes de cet ultimatum en contemplant ses ongles polis comme des amandes. Puis elle articula lentement :

— Je vais tâcher ; mais je ne sais pas si j'arriverai à sortir Wrench de la gondole. Il est d'une mollesse ! et nous voulions faire un tour avec la petite.

Finalement, elle prit le parti de battre en retraite du côté de la porte.

Judith se mit en devoir d'aller chercher Zinnie ; mais à peine avait-elle fait quelques pas, une petite poupée poudrée et parfaitement frisée jaillit d'une allée et se jeta dans ses bras.

— Judy, c'était Zinnia, n'est-ce pas ? je l'ai bien vue de la fenêtre. Nounou disait que non, mais je sais bien qui c'était. Tu ne l'as pas laissée partir sans voir sa petite Zinnie ? Je ne te le pardonnerais jamais. Est-ce qu'elle m'apportait un cadeau ? Blanca grille d'envie de descendre et de voir sa toilette, mais Scopy l'empêche. Elle a mis le verrou.

Judith eut un haussement d'épaules :

— Ce n'était vraiment pas la peine. Blanca peut très bien voir ta maman. Allons, Zinnie, calme-toi : ta mère va revenir dans un instant : elle est allée chercher son mari pour te le présenter.

— Un nouveau mari ? Comment s'appelle-t-il ? On ne m'avait pas dit qu'elle s'était remariée. On me croit trop petite pour comprendre. Judy, est-ce que tu crois qu'elle a un petit cadeau pour moi ? Si ce n'est que des chocolats, je partagerai, naturellement, mais si c'est des bijoux, faut-il ?

Les petites boucles rousses dansaient comme des flammes et le visage s'empourprait de désir. D'un geste sec de ses menottes l'enfant arracha de son cou le collier de perles de la Merceria et le cacha précipitamment dans une poche.

— Ce n'est pas la peine de lui montrer qu'on m'a déjà fait des cadeaux ? Cela t'est égal, n'est-ce pas, Martin ? fit-elle par dessus son épaule à Boyne qui venait de lui donner le collier le matin même. Boyne assura que cela lui était parfaitement égal ; mais Judith, avant qu'il eût le temps d'intervenir, empoigna la coupable et la secoua d'importance.

— Hou, hou, hou... sanglota Zinnie en faisant le gros dos dans un orage de larmes.

— Viens, Wrenny. Tu es témoin : je donnerais quelque chose pour avoir ici mon avocat. Voilà comment ces gens-là traitent mon enfant !

C'était lady Wrench qui venait de s'encadrer dans la porte du jardin et tendait un bras accusateur dans la direction de son sang. A sa suite apparut une tête blondasse au regard pâle au bout d'un long corps d'adolescent malade : lord Wrench.

III

Déjà lady Wrench arrachant sa fille à Judith se plaçait au milieu du théâtre et embrassait Zinnie face au public dans une classique attitude d'écran, et pressait la joue de la petite contre la sienne, dans un mélange de boucles d'or et de boucles carotte.

— Qu'est-ce que cette peste a fait à la chérie à sa petite maman ? dit-elle en fusillant Judith du regard par dessus la tête de sa fille. Elle t'a battue parce que tu réclamaïis maman, n'est-ce pas ? Dis-moi bien tout !

Mais Zinnie était déjà toute rassérénée, beaucoup trop absorbée par la contemplation de sa mère pour prendre garde aux questions dont celle-ci la pressait. Elle faisait glisser sur ses petits doigts la rivière de perles qui tombaient en cascades sur la poitrine de lady Wrench.

— C'est des vraies, Zinnia, dis? Blanca dit que non. Elle assure qu'elles sont fausses parce qu'elles sont deux fois plus grosses que celles de Joyce.

— Blanca? Elle est ici? Où est-elle?

— Scopy l'a enfermée, elle ne peut pas descendre. Seulement elle a trouvé la jumelle dans la chambre de Martin, et elle est en train de te regarder avec. Si tu la faisais descendre, Zinnia! Elle voudrait voir si tu as le modèle de Callot que Joyce vient de commander, parce que Joyce sera furieuse et qu'elle se dépêchera de commander autre chose... Dis, Zinnia?

Lady Wrench s'était calmée aussi vite que sa fille; elle éclata de rire et embrassa l'enfant, et se tournant vers le jeune homme blond :

— Qu'en dis-tu, Wrenny? N'est-ce pas que c'est ma vraie fille?

Lord Wrench avait suivi sa femme d'un pas traînant. Debout, les jointures molles, flottant dans son complet de flanelle très lâche, chapeau en arrière, son regard tombait sur sa femme et la fillette de l'altitude où il se trouvait juché sur ses longues jambes et son interminable cou.

— Oui, c'est tout à fait toi, dit-il d'une voix plus haut perchée encore que son feutre; et sa phrase finit par un petit gloussement qui alla se perdre parmi les toits et les cheminées de la maison.

Sa femme se mit à rire à son tour, d'un rire qui survola le sien et elle se laissa tomber sur le banc, toujours en caressant sa fille :

— Et Judy qui avait peur que nous ne venions l'enlever! Tiens, j'y pense, je ne vous ai pas seulement présentés : Lord Wrench, Judy Wheeler, M. Boyne, un ami de Cliffe. Mais où est Blanca, Judy? je ne la vois pas. Fais-la descendre, et Terry aussi. C'est un amour, celui-là. Je suis leur belle-mère, après tout; je la suis... ou enfin je l'étais. M. Boyne, est-ce que Blanca est toujours une beauté? Si elle avait un peu plus de chien, je suis sûre que j'en ferais quelque chose à l'écran. Ah! la voici.

Judith revenait en effet avec sa petite sœur. Celle-ci ouvrait de grands yeux pour mieux voir son ancienne belle-mère, tout en se raidissant pour ne rien trahir du désir qu'elle avait de faire l'inventaire de la toilette et des bijoux de la marquise. Miss Scope formait l'arrière-garde, équipée comme pour la bataille, les mains cuirassées de fil gris et serrant son parapluie en arrêt comme une lance.

— Bonjour, Blanca, tu vas bien ? Comme te voilà grandel ! Tu vas faire tourner des têtes ! C'est dommage que tu sois une perche, mais enfin, tu l'as toujours été, n'est-ce pas, Judy ? Te voilà une petite femme à présent. Allons, Blanca, une poignée de mains, laisse-moi te présenter à mon mari. Wrenny, voilà Blanca qui venait chez nous avec Terry et Judy quand j'étais la femme de Cliffe. Eh bien ! Blanca, où est Terry ? Qu'est-ce qui l'empêche de descendre ? J'aurais tant de plaisir à le voir !

— Terry prend sa leçon avec le précepteur, dit Blanca d'un air magnifique, sans détacher toutefois ses yeux une seconde de la lumineuse personne de son ancienne belle-mère.

— Mais il a dit qu'il ne se serait pas dérangé même s'il avait eu le temps, dit Zinnie en jetant un regard malicieux à sa mère. Il a dit qu'il n'est pas un « discret » comme Blanca et qu'il ne peut pas perdre son temps toutes les fois qu'il arrive une visite pour les « B ».

— Je vois que le précepteur ne lui aura pas appris les bonnes manières, fit la marquise, tandis que miss Scope reprenait sa plus jeune élève :

— Vous vous êtes encore trompée sur ce mot, Zinnie ; on dit : « indiscret », vous êtes assez grande pour vous mettre à parler correctement.

— Non, je ne suis pas assez grande, à moins que Bun et Beechy ne s'y mettent en même temps, répliqua Zinnie.

— Beatrice et Astorre sont étrangers, dit sévèrement l'institutrice.

— Et vous donc ! Vous n'êtes pas une vraie Américaine comme nous autres. Étrangère vous-même !

Judith intervint :

— Je vous avertis que les enfants mal élevés ne feront pas aujourd'hui de promenade en bateau... Zinnie, si tu ne fais pas tout de suite des excuses à miss Scope, tu resteras ici avec nounou.

— Des excuses? Je te le défends bien, Zinnie. Tu viendras en gondole avec ta maman et le mari de ta maman, déclara triomphalement lady Wrench.

Mais la physionomie mobile de la petite s'était subitement altérée. Elle se détacha des bras de sa mère, glissa à terre et courut vers l'institutrice dont elle prit avec tendresse une main gantée de coton gris.

— Scopy, dis que je ne suis pas une petite fille mal élevée. Je ne veux pas du tout m'en aller sur une vieille gondole, je veux me promener sur le bateau de papa!

Lord Wrench, à cette palinodie, émit de nouveaux gloussements d'approbation.

— Parbleu, elle ne perd pas la carte, la petite! Pas de doute, Zinnia, c'est bien ta fille.

Cependant la marquise prenait de grands airs :

— Dirait-on pas que je ne peux pas avoir un yacht moi aussi, et dès demain si ça me plaît? Et qu'est-ce qui m'empêchera d'aller jeter ma fumée au nez de ce vieux raffiot dont Cliffe fait ses embarras?

Et elle se prépara à faire une sortie de reine offensée.

Mais Blanca s'approchait et levait vers elle un regard extasié.

— Oh! cette robe, Zinnia, quel amour! Je crois que c'est la plus jolie que je t'aie jamais vue. Est-ce qu'elle vient de cette maison russe dont maman parle toujours et où c'est si difficile de se faire servir, parce qu'on refuse la clientèle?

L'étoile laissa tomber sur l'enfant un regard attendri.

— Tu es une fine mouche, toi, tu as vu ça! Eh bien! c'est vrai, tu as deviné. Mais ta mère aurait beau se faire inscrire, elle ne pourrait pas se procurer ce modèle, parce que c'est une robe que le grand-duc Anastase a composée exprès pour moi, et j'ai son engagement signé, que c'est la seule façon qui sera faite sur ce patron. Regarde un peu ce biais sur les épaules... N'importe qui peut se payer un yacht, ça n'est pas difficile; mais les femmes pour qui le grand-duc Anastase se donne la peine de composer un modèle, on les compte sur les doigts d'une seule main, et encore on peut replier deux des doigts et le pouce.

Cependant lord Wrench balançait son interminable corps d'une jambe sur l'autre et donnait des signes d'impatience. Elle se prépara à le suivre.

— Au revoir, ma chérie. La prochaine fois, tu me verras arriver sur ma deux mille tonneaux, à moteur au mazout. Mais, j'y pense. Wrenny, mon petit sac! Je dois avoir dedans des caramels pour la petite.

Elle revint et se mit à fouiller dans son réticule. Après un sondage consciencieux, on en vit sortir, parmi un fouillis de cigarettes et de billets de banque une chaîne d'or et de petites perles :

— Tiens, Zinnie, mets ça à ton cou et dis à Blanca de regarder les perles au microscope. Elle te dira si elles sont fausses comme celles de ta maman.

Blanca pâlit.

— Zinnia, s'écria-t-elle, je n'ai jamais dit que tes perles étaient fausses, c'est cette petite peste qui est une menteuse. Tout ce que j'ai dit, c'est que, de loin, je ne pouvais rien garantir.

— Va, ma petite, ne t'en dédis pas : tu étais sûre que les reines de l'écran ne portent pas d'imitation : apprends ça, ma petite! Parce que, si on leur vole un collier, elles trouvent le lendemain à le remplacer par un autre. Tu peux le dire de ma part à M^{me} Wheeler numéro trois. Et ne me regarde pas comme si je te faisais peur, je ne te veux pas de mal. — Elle tira de son sac un petit paquet. — Tiens, voilà une bague que je t'ai apportée, tu peux la faire expertiser, ajouta-t-elle en jetant le petit carton dans la main de l'enfant.

Blanca, pâle de plaisir, souleva le couvercle qui découvrit à son œil déjà instruit un petit rubis serti de brillants. Elle cueillit le bijou avec un petit cri de ravissement et le glissa à son doigt en enfouissant l'écrin dans une poche de son chandail.

— Quand je fais des cadeaux, moi, je ne vais pas les chercher au rayon à deux sous, souligna lady Wrench avec un geste d'adieu. Au revoir tout le monde. On se reverra peut-être bientôt au bord des flots amers. Nous sommes venus passer notre lune de miel au Lido, et peut-être que vous y viendrez pour vous baigner. C'est déjà presque aussi gai qu'au mois d'août. Tout le monde chic se dispute les tentes. Le duc de Mendip a celle à côté de la nôtre. C'est l'ami intime de Wrenny, vous savez. Bonsoir, Judy. Monsieur Boyne, j'espère que vous nous ferez le plaisir de dîner un soir au Palace avec le duc et moi. Demandez la marquise de Wrench : n'oubliez pas.

Elle disparut dans un scintillement de perles et de rires, laissant les deux petites en contemplation devant leurs bijoux jusqu'à ce que l'institutrice les fit rentrer pour s'habiller en attendant le canot qui devait venir les prendre.

Les enfants partis, Judith resta encore un moment au jardin avec Boyne. Ses traits, si tendus pendant la visite de l'actrice, avaient repris leur bon petit air d'enfant un peu boudeur.

— Voilà qui est fait. C'est fini, dit Boyne en jetant sa cigarette d'un geste qui symbolisait l'expulsion des intrus.

— Bah! reprit-elle, Zinnia n'est pas une méchante femme. Elle parle un peu fort, mais elle n'a pas de mauvaises intentions. Et puis, je commence à avoir l'habitude des scènes. Quand on est sept enfants et un tas de parents, il y a toujours des batailles. Mais cette pauvre Zinnia vaut mieux qu'elle n'en a l'air. — Elle se tut, puis, n'y tenant plus : — Avez-vous vu comme cette Blanca m'a subtilisé mon cadeau ? C'est pour cela qu'elle est descendue faire sa cour à Zinnia. Ce vieux modèle de Callot, faire semblant de le prendre pour une robe d'Anastase ! Quelle misère ! Cette Blanca, il n'y a pas de platitude qui lui coûte.

Ses yeux s'étaient remplis de larmes enfantines ; mais déjà elle secouait la tête et ajoutait fièrement :

— Et puis je m'en moque : je suis trop grande pour me soucier de ces bagatelles. Seulement j'ai bien vu mes initiales sur l'écrin.

IV

Dans le train qui l'emmenait vers les montagnes à travers une Vénétie écrasée de chaleur, Boyne, indifférent au paysage et au but même de son voyage, ne faisait que ruminer l'histoire des petits Wheeler et leurs petites affaires.

Il les avait quittés sur une impression de bonheur. Envahi par la turbulence de cette marmaille intenable, que seules l'énergie et l'ubiquité de l'institutrice parvenaient à empêcher de se jeter à l'eau la tête la première ou d'escalader le grand mât, le yacht tout flambant neuf semblait avoir trouvé soudain une raison d'être. Cliffe Wheeler, en casquette impeccable et complet de serge bleu marine, évoluait au milieu des siens

comme un bon géant, et madame, plus jeune que jamais dans sa jupe de laine blanche, sa toison d'or au vent, prenait des poses maternelles.

Boyne aurait voulu faire en partant un petit cadeau à Judith, de quoi la consoler de sa déconvenue sur le cadeau de Lady Wrench. Il n'avait pas eu le temps de choisir chez les anti-quaires, et il n'eut au dernier moment à glisser dans la main de la jeune fille qu'une camelote de la Merceria. Mais elle montra de cette surprise une joie enfantine, parce que c'était un cadeau de lui ! Vraiment la séparation lui avait été pénible ; et maintenant, seul dans son coin de compartiment il se demandait pourquoi il était parti.

Et pourtant il en avait plusieurs raisons, dont l'une, bien vieux jeu, était qu'il avait promis depuis des mois à M^{me} Sellars de l'aller retrouver dans les Dolomites. Dans un monde qui ne sait plus trop ce qu'il a fait de l'exactitude et de la conscience, Boyne était resté ponctuel et consciencieux ; et puis il s'était monté la tête pour se prouver que ce rendez-vous était la chose qui lui tenait le plus au cœur. Au fond de lui-même, il n'en était plus bien sûr, il avait des doutes. Il connaissait depuis quelques jours des objets aussi désirables, il avait dû prendre sur lui pour s'obliger à quitter Venise. Il ne pouvait se cacher que son cœur était partagé. Mais il était d'un temps où l'on n'admettait pas que le monde ne fût pas quelque chose de stable et que de tous les droits le plus sacré fût le droit au changement. Il avait besoin de croire que la femme de ses rêves était toujours la femme de ses rêves. Il s'attachait à cette pensée comme à une sorte de support moral. Rose Sellars était pour lui le pôle, le point fixe sur quoi son désir de permanence bâtissait depuis des années.

Deux jours après, pas plus ? C'était déjà si loin ! Boyne, assis sur le balcon du chalet, en face du massif pourpre et argent de Cristallo, regardait toutes les pensées qui, ces derniers temps, l'avaient hanté, s'évanouir en fumée comme un flocon de brouillard qui s'évapore dans le bleu derrière les montagnes. Le changement d'air peut-être, le fait de nager dans cet éther si pur dont l'éclat ressemble à une fanfare de trompette d'argent. Oui, tout le reste aussi, et cette miraculeuse résurrection de tout un passé, d'une vie qu'il avait crue morte.

Comme c'était bien Rose Sellars, la vraie Rose et non plus le souvenir délicatement momifié qu'il avait d'elle, comme cela lui ressemblait d'avoir inventé ce chalet tout là-haut, au-dessus des grands hôtels, dans un endroit si bien caché, tête à tête avec les montagnes ! Endroit sublime, se disait-il, et j'ai pu supposer qu'elle allait, fût-ce pour trois semaines, consentir à être un numéro dans le couloir à tapis rouge d'un caravansérail ! Le chalet était tout petit, juste assez pour elle et ses deux domestiques. « Si j'avais eu un coin de reste, je vous l'aurais donné de bon cœur », avait-elle ajouté. Mais c'était mieux ainsi. Oui, c'était un attrait de plus, un peu mystérieux d'avoir à gravir une montée pour arriver jusqu'à son amie, à s'élever au-dessus de la morne foule de l'hôtel jusqu'à ce paradis de solitude verte, bruissante d'un frémissement de rigoles dans les prairies, sous les ailes d'archanges des montagnes.

— Cela vous plaît ? lui demanda-t-elle le premier soir.

Ils étaient sur le balcon parfumé de l'odeur des pins, et les grandes parois roses qui fermaient la vallée passaient lentement du ton de la flamme à celui de la cendre comme une chose consumée.

— Ce qui me plaît surtout, c'est que ce pays vous ressemble.

Elle rit et tourna vers lui un regard tendre et ironique. Elle ressemblait plus que jamais à un de ces légers crayons du *xvi^e* siècle qu'elle lui rappelait toujours.

— Vraiment, qu'est-ce qui me ressemble, le chalet ou le Cristallo ?

— Ma foi ! c'est l'un et l'autre, et c'est le piquant de l'affaire.

— Et je ne vous fais pas l'effet d'être un peu trop lointaine ?

— Non, c'est d'abord un peu haut et un peu imposant, et puis quand on y est, c'est une petite chose gracieuse, riante et qui ne fait plus peur du tout.

Elle soupira et sourit :

— Allons, tant mieux ! mais je préfère la fin du tableau. Je ne me sens pas du tout la vocation de pic. J'aime mieux être un gentil balcon au soleil. Cela n'empêche pas qu'on y est très bien pour contempler le pic.

— Voilà ce qui me manquait depuis des années : la vue qu'on a d'où vous êtes.

Puis ce furent les souvenirs évoqués, les questions qui se pressent en foule : ils tâchaient de renouer les fils de l'écheveau, de reconstruire et de mettre en commun leurs cinq années de séparation. Boyne commençait à sentir qu'il situait de nouveau son amie dans sa vie, et qu'il avait repris lui-même sa place dans la sienne. De sa vieille passion, il n'avait encore soufflé mot. Autrefois, c'était elle qui avait imposé cette règle à leur amour ; à force de volonté, elle avait maintenu leur liaison dans les bornes de la stricte amitié, et c'est lui, à présent, qui trouvait plus commode de s'en tenir au ton de leurs rapports accoutumés. Pourquoi ? Ce n'était ni le doute ni la timidité qui le retenaient et de ses sentiments à elle, il était parfaitement sûr. Non, c'était le bien-être de la situation présente ; il préférerait n'y pas toucher. Dans le cours de sa vie nomade, il avait rencontré assez d'amours faciles ; il avait presque besoin de sentir qu'il y avait une femme au monde à qui il n'était pas pressé de faire sa cour. C'est elle qui avait voulu n'être pour lui qu'une amie parfaite : cette fiction avait coûté cher, il ne voulait pas déranger les traits de cette image. Ah ! s'il avait soupçonné quelque rivalité sous roche, c'eût été autre chose, il n'aurait pas perdu une minute pour brusquer sa demande. Mais en remontant avec elle le cours de son passé, il acquérait la certitude que c'était pour lui qu'elle s'était gardée dans ce long hivernage qu'avait été son mariage. Cette constatation rassurait son amour-propre viril, mais sans avoir le don de l'exciter beaucoup, tout en repoussant loin de lui l'idée que son amie cessait d'être désirable en cessant d'être inaccessible. Il la trouvait même rajeunie, plus jolie qu'au moment de leur séparation. Elle trouvait le moyen de changer toujours à son avantage, et il eut bientôt fait d'écarter comme une vieille photographie ses souvenirs d'autrefois, épaisse natte châtain argenté et jupe longue drapée jusqu'aux pieds, pour les remplacer par l'image de la femme nouvelle, les cheveux coiffés court, et rajeunie par ses jupes courtes. C'était un véritable renouveau : il la trouvait mille fois plus souple et plus intelligente qu'il n'avait pu le soupçonner quand leurs rapports se trouvaient raidis par sa propre passion et par la résistance que son amie lui opposait. Elle ne résistait plus mainte-

nant et sa grande passion à lui s'était calmée. C'était parfait.

Ils sortaient ensemble tous les jours, quelquefois, ils louaient une auto qu'ils quittaient en pleins champs pour grimper quelque part. Mais ils ne pouvaient faire des folies tous les jours et ils ne le regrettaient pas. D'ordinaire, ils partaient à pied, armés d'un bâton et sac au dos, pour rentrer seulement à l'heure où les cimes jetaient leurs derniers feux au-dessus des ombres de la vallée. Rose était infatigable et tirait quelque orgueil de son pas élastique et de ses muscles résistants. Elle adorait les merveilles naturelles dont le détail délicat ne se révèle qu'aux promeneurs qui daignent marcher à pied : une tige de colchique ou d'orchidée qui perce à travers le feutre des aiguilles de pin, l'allégresse des eaux courantes, les petites feuilles parfumées qui s'étirent, un frou-frou d'ailes dans une haie et cette pulsation continue de l'eau, du vent, des herbes qui est le pouls de la forêt. Il y avait des années que Boyne n'avait eu le loisir de se promener en montagne sans faire des calculs d'ingénieur et sans méditer un aqueduc ou un chemin de fer; les promenades avec Rose lui ouvraient les yeux à des beautés nouvelles.

Ce qu'il y avait encore de mieux, c'était les soirées. Le premier soir, la pleine lune les fit s'attarder très longtemps sur le balcon : ce fut dans une sorte d'ivresse qu'il revint à travers bois jusqu'à l'hôtel. Puis ils eurent des nuits sans lune suivies d'autres nuits fraîches ou nuageuses; alors ils restaient près du feu et causaient à n'en plus finir en feuilletant des livres et des revues. Pour un voyageur ballotté à travers tant de décors changeants, et la cervelle brouillée par tant de paysages, c'était le bonheur d'apercevoir devant lui une éternité de soirs pareils sous la lampe, près d'un feu mourant, avec des journaux épars de tous côtés et en face de lui cette jolie tête penchant sa masse d'argent châtain sur un livre à l'autre coin de la cheminée. Et ses livres! Elle avait toujours sous la main justement celui qu'il désirait : quel attrait pour un homme sans foyer!

Une fois, en prenant un volume dont ils venaient de parler ensemble, Boyne se rappela une petite phrase songeuse de Judith qui lui demandait de lui prêter des livres. De quel repli de la mémoire sortait ce souvenir et jusqu'au son douloureux de la voix de la jeune fille? Et il s'aperçut tout à coup que

depuis plusieurs jours il n'avait plus pensé à ses petits amis.

C'est qu'il avait eu tant à faire à échanger des souvenirs avec M^{me} Sellars! Et il lui restait encore tant de chemin à parcourir! Quant à Rose, elle semblait avoir oublié la petite famille dont son vieil ami lui faisait dans ses lettres une peinture amusée. Brusquement, il sentit comme une vive douleur le contraste de ces deux existences de femmes : la vie calme et harmonieuse de M^{me} Sellars qui lui rappelait toujours le beau mot de Milton : « Combien tu es charmante, ô divine Philosophie! » et les chaotiques épreuves de la pauvre enfant qui avait rejeté dans l'ombre pendant quelques jours cette calme et suave image. Ah! la vie de bohème et ceux qui la menaient, quelle vulgarité, quel mauvais goût, quelle vilenie et quelle misère, malgré tout son clinquant et son bluff! Boyne aurait écarté ces images avec dégoût sans la petite plainte qui l'appelait du fond de ce marécage. Il soupira en refermant le livre qu'il venait d'ouvrir. M^{me} Sellars, qui écrivait de l'autre côté de la table, releva la tête et leurs regards se rencontrèrent.

— A quoi pensiez-vous, cher ami?

Il eut un petit mouvement de défense, le premier depuis son retour. S'expliquer? Mais comprendrait-elle? et, si elle comprend, ne va-t-elle pas se moquer? Il n'osa pas risquer une réponse et se déroba.

— C'est de vous voir écrire, dit-il, cela me fait penser que j'ai des masses de lettres en retard.

— Eh bien! voici l'encrier, partageons, et elle fit le geste de pousser l'encrier au milieu de la table.

— Ma foi! non, la nuit est trop belle, jetez un manteau sur vos épaules et asseyons-nous sur le balcon.

Elle le suivit des yeux, la plume suspendue au-dessus de son papier.

— Mais il n'y a pas de lune!

— Mais c'est justement parce qu'il n'y a pas de lune...

V

« Martin chéri,

« Il fait très beau, c'est délicieux ici. On a été prendre des bains au Lido et on a refait une promenade sur le yacht. La femme de Buondelmonte, la dompteuse, est morte et il vient

d'épouser une Américaine très riche. Beechy et Bun sont dans la joie : ils s'imaginent qu'à présent ils vont avoir des tas de cadeaux comme ceux que Zinnie a reçus de sa mère, et comme celui qui était pour moi et que Blanca s'est fait donner. Mais j'aime le vôtre cent fois mieux, cher Martin, parce que c'est vous et aussi parce qu'il est bien plus original.

« Ce qui m'ennuie, c'est que Buondelmonte, maintenant qu'il est riche, il va vouloir reprendre son fils, et Beechy mourra de chagrin si son frère la quitte. Alors je lui ai fait réjurer, vous savez, sur le livre à Scopy, qu'il ne partira pas, quoi qu'il arrive.

« Papa et maman se sont disputés, parce que maman a voulu inviter Zinnie et lord Wrench sur le yacht. Papa a dit qu'il ne voulait pas, que ce serait scandaleux et maman a répliqué qu'elle ne comprenait pas ce qu'il voulait dire. Elle veut faire la connaissance du duc de Mendip qui est avec les Wrench : et Zinnie invite Gerald tous les jours et Joyce est furieuse. Vous allez me dire que je ferais mieux de ne pas vous en parler, mais que voulez-vous, cher Martin, si mes parents se mettent à se disputer à propos de Gerald, le plus clair c'est que Terry perdra son précepteur et ce serait bien malheureux. Aussi je veux m'en aller avec tous les petits aussitôt qu'il y aura moyen.

« Terry m'a fait promettre de lui montrer cette lettre, rapport à l'orthographe, mais je n'en ferai rien, il m'empêcherait de vous l'envoyer.

« Je vous en supplie, cher Martin, écrivez à papa de nous faire partir le plus tôt possible. Voilà Terry qui a encore de la température, enfin, toutes les misères à la fois. Comme je voudrais que vous soyez ici ! Vous sauriez vous faire écouter.

« Votre Judith qui vous regrette beaucoup.

« *P.-S.* — Surtout ne dites pas aux Wheeler que je vous ai écrit. »

La première pensée de Boyne, quand il eut achevé cette lettre, fut de se dire qu'il en causerait avec M^{me} Sellars, et que ce serait bien plus facile de la consulter, après ce qui venait de se passer sur le balcon. Ce qui s'était passé, c'est que Rose venait de lui tomber dans les bras. Tranquille étreinte, geste muet, d'une force profonde et calme ! Ni fièvre, ni résistance, mais un acquiescement complet, où tout ce qu'il y avait de

profond dans leurs âmes était monté ensemble à leurs lèvres dans un baiser. Hier encore, il aurait pu se demander comment M^{me} Sellars aurait envisagé l'affaire Wheeler : qu'avait-elle de commun avec tous ces gens-là ? Maintenant, toutes ses pensées, tous ses projets. Rose devait y avoir sa part.

Il relut lentement la lettre, en imaginant ce qu'en diraient les beaux yeux de M^{me} Sellars. L'orthographe seule avait de quoi la consterner. « Ce sera pour demain », se dit-il... Mais demain, on y était déjà. Boyne repoussa ses volets et se pencha à la fenêtre. Le ciel pâlisait, l'air fraichissait, quelques étoiles dans l'aube grise achevaient de s'éteindre, tandis que, devant lui, derrière le noir écran montagneux, la pâleur des espaces commençait à se remplir d'une fluide coulée d'or. « C'est l'image de mon bonheur, se dit-il, une aube incolore qui se change en un jour resplendissant. » Mais le spectacle de cette métamorphose suffisait à sa joie. Il s'étonna de n'être pas plus transporté. Serait-ce, pensa-t-il, que je vieillis ?

Ce jour-là fut trop occupé, il y eut trop de choses à envisager, trop de préparatifs à faire. Boyne n'oubliait pas la lettre. Il sentait là présente dans un coin de son cerveau la pensée de la jeune fille ; mais il ne trouvait pas le moyen de l'insérer dans le cadre de sa nouvelle existence.

Il avait décidé de passer encore un mois dans les montagnes avec son amie, un mois de promenades, de siestes au soleil et de nuits de septembre. Et puis, Paris et le mariage dans les délais légaux. Cette perspective ne laissait pas d'inquiéter un peu M^{me} Sellars dans son instinct de femme ordonnée, dont la vie s'était écoulée dans un vide sans hâte et un désespoir sans impatience.

— En principe, lui dit-elle avec un sourire, je déteste autant que vous les ajournements et vous ne doutez pas que je ne sois pressée de commencer notre nouvelle vie. Mais, pratiquement, cher ami, il y a des difficultés. Rien de sérieux, bien sûr, ajouta-t-elle en riant, et puis, je suis d'âge à me conduire toute seule.

— Alors ?

— Alors, il y a le monde, qu'il ne faut pas oublier ; des gens qui pourraient s'étonner de trop de précipitation : la famille de mon mari, par exemple. Vous savez que je n'ai jamais été du dernier bien de ce côté-là ; mais c'est justement

pour cela que je ne voudrais rien faire qui pût servir de prétexte...

— Mais à quoi?

— Que sais-je? A jaser, à faire des insinuations désobligeantes. Non, vraiment, je ne peux pas songer à me remarier avant l'année écoulée depuis la mort de mon mari, à moins de scandaliser toute ma belle-famille. Or, il se trouve qu'ils se sont, dans ces derniers temps, comportés très convenablement avec moi, surtout pour l'exécution des clauses du testament dont l'interprétation n'allait pas toute seule, comme me disait M. Dobree.

— Qui est M. Dobree?

— Un homme qui a été parfait pour moi dans toute cette affaire, un ami incomparable. Vous ne vous rappelez pas, lui dit-elle avec un ton de reproche, que je vous en ai parlé?

Il se rappela en effet ce Dobree, notaire de New-York, qui avait démêlé de son mieux, à l'avantage de sa cliente, la succession embrouillée du défunt, celui-ci ayant sournoisement machiné son testament comme une vengeance à retardement. Le nom de l'avocat revenait fréquemment dans les dernières lettres de M^{me} Sellars. Boyne revoyait dans son souvenir un monsieur timide et important, en costume gris foncé, toujours trop neuf et trop bien fait, un homme, en un mot, qu'on aurait appelé un homme comme tout le monde dans le New-York de la jeunesse de Boyne, mais qui figurait maintenant comme un homme de la vieille école et qui en jouait le rôle et en prenait le costume très consciencieusement. Boyne avait cru deviner que M. Dobree était un peu amoureux de M^{me} Sellars et que celle-ci, sans répondre à ce sentiment, en était néanmoins flattée. Mais il ne s'arrêta à cette pensée que le temps de sourire à un rival éconduit et revint aussitôt à ses propres doléances.

— Vous n'allez tout de même pas me condamner à attendre encore un an?

— Un an... depuis la mort de mon mari : il y a sept mois écoulés ! Et puis il faut penser à mes tantes qui ont toujours été si bonnes pour moi : je dois les ménager. Tante Julie surtout jetterait les hauts cris, si je me remariais avant la fin du deuil officiel et je tiens particulièrement à ne pas fâcher tante Julie.

— Et pourquoi y tenez-vous si particulièrement? Moi, je n'ai jamais vu en elle qu'une vieille dame particulièrement sotte.

— Raison de plus!

— Si vous trouvez que c'est une raison, alors, adieu notre mariage. Dans une famille aussi nombreuse que la vôtre, il y aura toujours un imbécile à ménager.

— Merci pour ma famille, mais ce n'est pas ma seule raison. — Elle rougit légèrement. — Comprenez donc que je dois être l'unique héritière de tante Julie; je le sais par ce même M. Dobree qui est son notaire. Et les médecins disent qu'il suffit d'une de ses attaques de goutte...

— Ah! vous m'en direz tant!

Il ne put dissimuler une certaine impression de gêne. Cette petite phrase lui fit l'effet d'une douche glacée. En bonne raison, elle aurait dû produire un effet tout contraire, puisqu'il savait que la fortune de M^{me} Sellars, en dépit des efforts de M. Dobree, se trouvait très réduite et que, pour lui, presque toutes ses économies de vingt ans avaient été englouties par de mauvais placements. La situation qu'il envisageait pour l'avenir, celle d'ingénieur-conseil dans une grande entreprise, offrait beaucoup d'aléa. L'image d'une tante à attaques et à dispositions testamentaires bienveillantes, n'aurait dû lui causer aucun déplaisir. Mais l'idée de modifier sa conduite pour l'adapter aux caprices de parents riches, n'était pas du tout dans son genre, peut-être... parce qu'il n'avait jamais eu de parents riches. Ce fut du ton d'un homme vexé qu'il reprit :

— Si vous hésitez entre tante Julie et moi...

Elle l'interrompit, et relevant les sourcils avec cet air de raillerie douce qui lui plaisait tant quand cette moquerie ne s'adressait pas à lui :

— Dans ce cas-là, cher ami, je suis presque sûre que vous seriez le préféré.

— Alors, faisons nos malles et en route pour Paris.

— Comment faut-il que je m'explique? Je ne peux pas me remarier avant la fin de mon deuil. Cela ne serait digne ni de moi, ni de vous.

Des larmes lui venaient aux yeux.

Il se tut. La conversation prenait le tour d'une querelle de

ménage, si le mot pouvait s'appliquer à la souple manœuvre de Rose pour refuser le combat et en venir à ses fins. Boyne se sentait mal à l'aise. Eh quoi ! c'était donc ça, le mariage, ce port dont il avait rêvé. Peut-être avait-il eu trop longtemps l'habitude de la vie vagabonde. Le pli était pris. La moindre contrainte le blessait ; la nécessité de tenir compte des susceptibilités mondaines le mettait hors de lui. Il fit effort pour chasser cette impression. Il se rendait compte qu'il était absurde de reprocher à son amie de faire de son mieux pour améliorer leur situation ; et, pour mettre un terme à la discussion, il lui prit la main et la porta à ses lèvres :

— Vous savez bien que je voudrai toujours ce qui vous fera plaisir.

Il se repliait lâchement. Mais, puisqu'il avait renoncé à son indépendance, pourquoi en disputer les miettes et l'apparence ? Cependant, il lui semblait sentir sur lui le regard de Rose qui lisait dans son cœur : il avait la sensation que la suavité du sourire de son amie était faite de la conscience de sa victoire. « Décidément, le mariage nous rendrait méchants », pensa-t-il. Et soudain il se crut marié, et que c'était depuis très longtemps.

Leur première quinzaine s'était passée sans nuage ; mais depuis que la vision du mariage était apparue à l'horizon, le nuage était là, pas bien gros, oh non ! pareil à la nuée proverbiale dont parle l'Écriture. Rose redoubla de gentillesse pour se faire pardonner sa victoire, ce qui ne fit que la rendre plus sensible. « Je suis absurde, se disait Boyne : on ne distingue pas entre les qualités d'une femme comme entre les années différentes d'un même cru ; je suis là à me demander si la qualité de son amitié n'est pas supérieure à celle de son amour. Puisqu'il est impossible à l'amour d'être l'amitié, il n'est que d'en jouir et le prendre comme il est. »

Il y avait plus de huit jours que la lettre de Judith se trouvait dans la poche de Boyne, lorsque celui-ci la sortit toute chiffonnée et imprégnée d'une odeur de tabac.

Il était étendu à son aise à côté de Rose sur le bord d'une haute falaise de granit d'où les regards plongeaient par-dessus des abîmes de pins, de pâturages et de forêts dans l'infini bleu de l'horizon. L'air vibrait de lumière ; le parfum des herbes

foulées montait comme un encens; le cœur des fiancés s'enivrait d'air pur et de soleil dans le bien-être d'une longue grimpette suivie d'une de ces dinettes comme il n'en peut sortir que d'un sac de montagne.

— Et maintenant, une bonne pipe, dit Boyne, dans une béatitude somnolente, en s'étendant sur l'herbe auprès de son amie.

Il se mit à fouiller dans sa poche et en tira avec sa blague la lettre oubliée.

— Diable! s'écria-t-il. Pauvre petite! je n'y pensais plus. Voilà huit jours que je voulais vous montrer ce papier.

— Pauvre petite qui?

Il hésita une seconde. Si Rose allait ne pas comprendre? Mais déjà elle étendait la main : il n'y avait plus à reculer. Elle se souleva sur le coude et se pencha sur le papier. Boyne la regardait faire, charmé par son fin profil et guettant les subtils mouvements de la ligne qui va de la gorge à l'oreille. « Comme elle est encore jolie! » pensait-il.

Elle lisait avec attention, non sans froncer les sourcils, chaque fois, et ce n'était pas rare, qu'elle tombait sur une faute d'orthographe. Quand elle eut fini :

— C'est de cette petite dont vous m'avez parlé? dit-elle en lui rendant la lettre. Vous avez raison : pauvre petite! Mais qu'est-ce que ces Wheeler dont elle parle dans le post-scriptum et qui ne doivent rien savoir?

— Les Wheeler, ce sont les parents...

— Et elle parle d'eux sur ce ton-là?

Il donna sur cette manière de parler en famille les explications qu'il avait reçues lui-même de l'institutrice.

— Je vois d'ici le genre d'institutrice qu'on peut rencontrer dans un monde où il y a de tels parents.

— Détrompez-vous. Celle-ci est suivant le moule classique, c'est un type de vieille puritaine.

— Passe pour sa morale, mais quelle orthographe elle enseigne à ses élèves! Et qu'est-ce que ces gens que M^{me} Wheeler veut inviter sur son yacht parce qu'ils connaissent un duc, tandis que son mari trouve que ce serait scandaleux?

— Lord et lady Wrench. Vous avez dû lire dans les journaux, il y a un mois ou deux, le mariage de ce grand seigneur avec une étoile de cinéma, une nommée Zinnia Lacrosse.

— C'est possible. Mais je trouve que, pour des gens de ce

monde-là, c'est le prendre de bien haut avec une étoile de cinéma? Qu'y aurait-il de si scandaleux à la recevoir?

— C'est que cette créature a été la femme de Wheeler.

— Vous dites?

— Pas longtemps. Ils ont divorcé presque tout de suite.

— Et qui est ce M. Gerald que ces dames se disputent?

— C'est le précepteur du petit. J'ignore ce que vaut ce monsieur, mais quant à l'élève, ce pauvre Terry, c'est le plus charmant enfant que vous puissiez voir. Malheureusement, il n'a pas de santé.

— Ces Wheeler! Ils n'étaient pas dignes d'avoir des enfants!

Jadis, dans leurs longs entretiens mélancoliques, M^{me} Sellars avait souvent laissé percer le chagrin de n'avoir pas d'enfant. Boyne retrouvait dans son indignation le cri de la femme stérile révoltée par l'inconscience de parents qui ne savaient pas apprécier à sa valeur le bien qui lui était refusé.

— Ils n'ont donc pas de cœur? répéta-t-elle.

— Mais si. Ils aiment les enfants! Mais c'est autre chose d'aimer les enfants et de savoir s'occuper d'eux. Mon sentiment, c'est qu'ils y ont renoncé depuis longtemps: ils voient que ce n'est pas leur affaire et alors ils préférèrent s'en remettre à leur fille aînée.

— Quel âge a donc cette Judith? Elle écrit comme un enfant de dix ans.

— Elle est bien plus vieille que cela. J'imagine qu'elle peut avoir une quinzaine d'années. Mais six enfants sur les bras, vous pensez si elle a eu le temps d'apprendre l'orthographe!

— Quinze ans! — Rose soupira: — Elle pourrait être ma fille...

Après un silence elle interrogea:

— Et maintenant, qu'allez-vous faire, cher ami?

— Mais justement, j'ai compté sur vous pour me conseiller.

Ce mot, comme il l'avait prévu, réveilla chez Rose Sellars la femme d'action. Il s'applaudit de l'avoir consultée! Elle s'était montrée pleine de sympathie: sans doute allait-elle se trouver de bon conseil. Pourquoi avoir tant attendu et s'être défié d'elle?

— D'abord, il faut écrire au père. Expliquez-lui que le climat de Venise ne vaut rien pour les enfants. Vous m'avez dit qu'il se tourmente de la santé de son fils.

— Écrire? A quoi cela servira-t-il? Cliffe s'écriera: « Par-

bleu! Joyce, il a raison, ce vieux Boyne. Qu'est-ce que les enfants font ici? Expédions-les pour l'Engadine pas plus tard que demain matin. » Et puis il fourrera ma lettre dans sa poche et personne ne la reverra, excepté le valet de chambre qui brossera le veston.

— Mais la mère, — comment l'appellez-vous? Joyce? — si son mari lui parle à elle?

— C'est justement le *hic*.

— Je ne comprends pas.

— Et si elle tenait aux enfants... à cause du précepteur?

— Ah ça! Martin, que me dites-vous là? Et vous prétendez que cette femme-là adore ses enfants.

— C'est pourtant la vérité. Seulement ces gens-là vivent dans un tourbillon. L'existence, pour eux, c'est un film qui se déroule. On ne peut pas se lever pendant la représentation ni changer le rythme du spectacle.

— Alors, qu'est-ce que vous y pouvez?

— C'est ce que je me demande. Peut-être faire un tour à Venise et en causant...

— Retourner à Venise? C'est un peu fort de vous demander de refaire le voyage; et si vous êtes embarrassé d'écrire, êtes-vous sûr de ne pas l'être encore davantage pour trouver quelque chose à dire? C'est toujours délicat de mettre le doigt entre l'arbre et l'écorce. Mieux vaut une lettre. Si l'on vous voyait surgir brusquement, cela pourrait paraître un peu drôle.

Il fut tenté de dire qu'il n'y avait rien de drôle pour les Wheeler, excepté ce que M^{me} Sellars pouvait regarder comme régulier. Mais il était las de cette discussion.

— Je crois que vous avez raison, dit-il. Ce voyage à Venise serait absurde : j'écirai. Du reste, la lettre de Judith date d'une semaine; une semaine! je parie que toute la famille est déjà disloquée et toute la marmaille je ne sais où dans les montagnes.

Et content de s'être trouvé cette excuse, il remit la lettre dans sa poche. L'air fraichissait. Il se leva et les fiancés redescendirent la montagne au bras l'un de l'autre.

EDITH WHARTON.

(La troisième partie au prochain numéro.)

CRÉPUSCULE D'ALLIANCE

LE DIALOGUE AUSTRO-ALLEMAND ⁽¹⁾

(FÉVRIER-AOÛT 1918)

UN LIEN DEVENU UNE CHAÎNE

En août 1914, l'alliance allemande avait paru aux dirigeants de l'Autriche-Hongrie le bouclier à l'abri duquel ils pouvaient se permettre l'audace de déclarer la guerre à la Serbie, de défier la Russie et de provoquer en Europe un conflit général. Trois ans et demi plus tard, au début de 1918, elle leur paraissait un obstacle à la paix, dont leur État éprouvait l'impérieux besoin.

Pour continuer la guerre, cette alliance leur était nécessaire, d'autant plus nécessaire que la situation intérieure et les conditions économiques de la Monarchie austro-hongroise étaient plus critiques. Mais pour rétablir la paix, elle leur était une gêne, l'Allemagne, moins épuisée que son alliée, n'étant pas disposée à sacrifier grand chose de ses ambitions.

L'empereur Charles et le comte Czernin se sentaient donc prisonniers de leurs engagements avec Berlin, de ces mêmes engagements qui avaient enhardi leurs prédécesseurs, l'empereur François-Joseph et le comte Berchtold, à se précipiter tête baissée dans la plus redoutable des aventures. Les rompre n'était pas possible, sans s'exposer à des risques peut-être pires qu'en les laissant subsister intacts. S'évader de l'alliance alle-

(1) Voyez, dans la *Revue* des 1^{er} et 15 septembre 1929, les articles sur la *Paix des Empires centraux*.

mande, au mépris de la parole donnée, était une entreprise impraticable. Mais s'en libérer était peut-être réalisable. Pour cela, il fallait tracer une limite précise aux buts de la guerre poursuivis par les Empires alliés et prévoir expressément le droit, pour l'un ou l'autre des deux, de poser les armes, une fois ces buts atteints et assurés. De la sorte serait régulièrement et juridiquement établie, de commun accord entre les deux alliés, la faculté de mettre fin, dans un cas déterminé, sinon à leur alliance, au moins aux obligations militaires de leur alliance.

Tel est le résultat que s'ingénierent successivement à obtenir, entre février et août 1918, le comte Czernin et le baron Burian, par une négociation dont il existe peu d'exemples dans les annales de la diplomatie. Elle montre l'alliance austro-allemande à son déclin, à son crépuscule, heure mélancolique des unions dont le lien est devenu une chaîne.

LES RAISONS D'UNE INGÉNIEUSE IDÉE

A la mi-janvier 1918, le comte Czernin était de passage à Berlin. La paix venait d'être conclue à Brest-Litovsk avec l'Ukraine, mais n'avait pu l'être avec la Russie. La négociation avait dû être rompue avec la délégation russe, dirigée par Trotski. L'armistice de décembre 1917 avait été dénoncé et les hostilités se rouvraient.

Les armées allemandes avançaient dans les provinces baltiques, occupant les territoires que leur gouvernement entendait détacher de la Russie et soumettre à l'influence politique de Berlin. La rupture avait eu pour motif les prétentions territoriales de l'Allemagne, dans le tracé proposé pour la frontière occidentale de la Russie soviétique. Elle devait être de courte durée : mais on ne le savait pas, bien qu'on pût se douter que les Bolchéviks céderaient bientôt à la force.

Or, cette rupture contrariait extrêmement le comte Czernin. Dès l'été de 1917, des enquêtes prescrites par l'empereur Charles avaient abouti à conclure que les conditions économiques de la Monarchie austro-hongroise la mettraient dans l'impossibilité de continuer la guerre au delà du mois de juin 1918. Là-dessus, l'effondrement de la Russie était venu faire luire aux yeux des Autrichiens et des Hongrois l'espoir d'une paix générale, dont l'illusion s'était évanouie la première en janvier 1918,

et celui d'une paix séparée avec les Soviets, qui n'avait rien d'illusoire. Pendant tout son séjour à Brest-Litovsk, le comte Czernin n'avait pas cessé de recevoir de Vienne et de Budapest des télégrammes le pressant de conclure, insistant auprès de lui sur l'urgence de la paix au moins avec les adversaires du front oriental, signalant la déplorable situation alimentaire de l'Autriche-Hongrie, appelant son attention sur les progrès de l'agitation intérieure. Et voici que la négociation avec des ennemis, providentiellement mis hors de combat par la révolution communiste, avait avorté à cause de questions territoriales sans intérêt direct pour la Monarchie danubienne. Czernin ne s'était pas fait faute d'en manifester sa mauvaise humeur à son collègue allemand des Affaires étrangères, M. de Kühlmann, sans que celui-ci modifiât toutefois sa ligne de conduite. Mais des accès de mauvaise humeur, des scènes, voire des menaces de traiter séparément de la paix avec ceux des ennemis qui seraient las de la guerre, n'étaient que précédés d'un médiocre effet et ne changeaient substantiellement rien à la situation respective de deux alliés, rivaux l'un à l'autre par un lien juridique mettant en cause leur honneur.

C'est alors que se présenta à l'esprit du comte Czernin l'ingénieuse idée d'introduire dans cette situation sans issue le moyen d'y pratiquer une porte de sortie. Il imagina de procéder à une interprétation officielle, écrite, bilatérale, du traité d'alliance austro-allemand, en tant que les obligations pouvaient en être affectées par des négociations éventuelles de paix. Il proposa à son collègue allemand d'entrer en conversation sur un accord interprétatif du traité d'alliance et l'obtint. Les Allemands, qui n'en continuaient pas moins la guerre en espérant encore la gagner, et qui n'en poursuivaient pas moins leurs desseins politiques sur les points où la victoire le leur permettait, avaient pris le sage parti de ne pas mécontenter inutilement leurs alliés austro-hongrois, dont ils connaissaient la fatigue et les difficultés. De fait, ils les ont rarement brusqués, pendant les quatre années et demie de leur fraternité d'armes avec eux, et il leur est même arrivé de se montrer patients envers eux. C'est doucement et presque gentiment qu'ils les ont conduits, lentement mais sûrement, à leur ruine définitive. Le cas présent en offre un exemple. Sans doute, se dit-on à Berlin qu'un échange de vues sur ce sujet délicat ne serait

jamais qu'une conversation de plus entre alliés, qui sont toujours l'un pour l'autre d'inépuisables interlocuteurs, et que, dût-il en résulter un texte, ce texte pourrait ne pas contenir tout à fait ce que le demandeur avait souhaité d'y mettre.

BASES D'UN ACCORD INTERPRÉTATIF D'ALLIANCE

Commencé à Berlin dès février 1918, l'échange de vues entre Czernin et Kühlmann se poursuivit à Brest-Litovsk, quand la négociation de paix avec les Russes y reprit, puis de nouveau à Berlin, quand la paix russe eut été empochée, puis à Bucarest, quand les deux ministres des Affaires étrangères s'y trouvèrent réunis pour traiter avec la Roumanie. Ni les actes avantageux, passés avec les Russes et les Roumains, ni les succès acquis dans l'Orient de l'Europe, ni les espérances qui pouvaient en naître pour l'issue de la guerre en Occident, ne firent renoncer Czernin à son idée d'interpréter le traité d'alliance austro-allemand, de manière à en dénouer les engagements militaires dans certains cas. Car la situation intérieure de l'Autriche-Hongrie restait des plus critiques, du point de vue économique comme du point de vue politique. L'Ukraine, ni la Roumanie ne fournissaient à son ravitaillement ce qui en avait été espéré. En outre, les nationalités dissidentes de la Monarchie devenaient de plus en plus remuantes et arrogantes. La paix demeurerait donc une nécessité avec laquelle il fallait compter et, bien qu'on la préférât avantageuse, on ne pouvait, si elle tardait, se refuser à la conclure sans gain.

Au mois d'avril 1918, les suggestions de Czernin avaient pris forme de texte, dont la rédaction était le fruit de ses pourparlers avec son collègue allemand. Ce projet d'accord interprétatif comportait six articles, dont la substance est la suivante :

1° Le traité d'alliance entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, étant de caractère défensif, n'imposait à aucune des deux parties d'engagement dépassant la conservation de leur état de possession antérieur à la guerre.

2° La reconstitution du domaine colonial allemand était à entendre dans ce sens, qu'il devait représenter, après la guerre, *grasso modo*, la même valeur économique qu'avant la guerre. Éventuellement, on pourrait examiner s'il n'y avait pas lieu,

pour l'Allemagne, à compensation entre des territoires coloniaux perdus et des acquisitions territoriales en Europe.

3° Les deux alliés se devaient soutien l'un à l'autre pour se protéger sur le terrain économique. Aucun des deux ne conclurait de paix aussi longtemps que les puissances avec lesquelles il s'agirait de traiter, ne s'engageraient pas à ne poursuivre d'aucune façon la guerre économique.

4° Aussitôt que l'état de possession antérieur à la guerre, tel qu'il résultait des articles 1 à 3, serait assuré à l'une des deux parties, contre tous ses ennemis, l'autre partie ne serait plus engagée à poursuivre la guerre sur la base du traité d'alliance.

5° Les deux puissances déclareraient qu'elles ne feraient pas usage de leur droit de conclure la paix indépendamment l'une de l'autre, après avoir atteint les buts ci-dessus définis, aussi longtemps que leurs conditions intérieures ne leur imposeraient pas impérieusement de la conclure. Tant que ce cas ne se présenterait pas, ce qui, bien entendu, serait laissé à la seule appréciation de chacune d'elles, elles poursuivraient la guerre jusqu'à ce que fût possible une paix leur assurant une amélioration de leur sécurité politique et de leurs facultés de développement économique.

6° Toutes deux s'obligeraient à s'appuyer mutuellement dans les négociations de paix, afin d'obtenir que, du point de vue économique, notamment pour leurs relations commerciales avec l'étranger, elles jouissent autant que possible de la même situation qu'avant la guerre.

SENS ET BUT DU PROJET D'ACCORD

Ce texte était agencé de manière à pouvoir délier l'Autriche-Hongrie des obligations militaires de son alliance avec l'Allemagne, dans des conditions bien déterminées.

Il posait d'abord en principe que les deux alliés ne se devaient pas le concours militaire pour autre chose que conserver ce qu'ils possédaient avant la guerre. Ce principe était celui qu'avait invoqué le gouvernement austro-hongrois chaque fois que, talonné par le besoin de la paix, il y avait senti un obstacle dans des ambitions allemandes à l'Est ou à l'Ouest, et réussi à s'abstraire lui-même de ses propres convoitises ini-

tiales : l'Autriche-Hongrie lutte pour son existence, non pour conquérir du territoire, encore moins pour aider l'Allemagne à en conquérir.

La restitution du domaine colonial allemand faisait l'objet d'une définition assez élastique pour que la non-récupération d'un territoire africain, asiatique ou océanique, ne pût pas faire manquer l'occasion de rétablir la paix. Il était même prévu que la perte d'un morceau de colonie allemande pourrait être considérée comme compensée par quelque agrandissement réalisé par l'Allemagne en Europe. Ces dispositions tendaient à ne pas faire dépendre la paix d'une restitution intégrale des colonies allemandes et à réserver la possibilité d'abandonner un certain nombre de kilomètres carrés à l'Angleterre ou au Japon, sauf à dédommager l'Allemagne aux dépens d'un autre pays : provinces baltiques, qui venaient d'être détachées de la Russie par le traité de Brest-Litovsk et occupées par les armées de Guillaume II, ou Pologne, appelée à une indépendance précaire dans des limites sujettes à retouche.

Les ravages du blocus et de la guerre économique avaient inspiré les précautions prises pour qu'aucune forme de boycottage commercial ne pût se perpétuer dans l'état de paix, au détriment de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Elles étaient dans l'intérêt mutuel des deux Empires. L'un et l'autre trouvait son compte à l'engagement de ne pas signer la paix sans être garanti contre toute poursuite de lutte économique, comme à l'obligation de se soutenir réciproquement pour recouvrer les mêmes facilités d'exportation qu'avant 1914. L'état de possession antérieur à la guerre, terme qui ne s'entend généralement que du territoire, était pratiquement étendu à la situation économique des deux alliés. C'était un intéressant hommage rendu au rôle que les facteurs économiques jouaient dans la guerre en cours.

La fin principale de l'acte entier était contenue dans l'article 4. C'est cet article qui devait permettre à l'un ou l'autre des deux Empires, de considérer comme entièrement remplis ses devoirs d'allié et de poser les armes, sans protestation ni reproche de la part de l'autre. Grâce à cette disposition, l'Autriche-Hongrie, par exemple, pouvait se retirer de la lutte, le jour où l'Allemagne serait assurée qu'aucun de ses ennemis ne lui contestait son état de possession antérieur à la

guerre, ce terme devant être entendu non seulement de son territoire, mais de sa situation économique d'avant-guerre, ainsi que de son empire colonial sous les restrictions mentionnées à l'article 2.

Une réserve était mise au droit de chacun de faire la paix indépendamment de l'autre : c'était la promesse de n'en faire usage que sous la pression de conditions intérieures inéluctables. Mais de ces conditions intérieures, le seul juge serait celui qui estimerait les subir. En outre, la réserve même fournissait l'occasion d'énoncer en toutes lettres le « droit de conclure la paix indépendamment de l'autre partie » : ce droit constituait la grande innovation qu'apportait avec lui le projet d'accord interprétatif de l'alliance.

Bien entendu, hormis le cas où l'un des deux alliés serait dans la nécessité d'user de cette faculté, il poursuivrait la guerre aux côtés de l'autre, jusqu'à ce que la paix pût leur procurer à tous deux un résultat plus brillant que le simple *statu quo* territorial et économique. Là reparaissait le principe qui avait présidé à tous les échanges de vues entre Berlin et Vienne sur le rétablissement de la paix : prévoir un minimum et un maximum.

Mais cette fois-ci, — et en cela consistait le changement, — nul n'était tenu de se battre pour plus que le minimum.

DISCUSSION ENTRE BERLIN ET VIENNE

Les six articles de ce projet n'avaient pas été rédigés sans que les termes en fussent discutés au préalable entre les ministres des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne.

M. de Kühlmann avait fait observer que, du caractère défensif de leur traité d'alliance il résultait bien que les deux Empires ne pouvaient pas déclarer une guerre offensive, mais non pas que la guerre en cours dût nécessairement se limiter à la conservation de ce qu'ils possédaient auparavant. Le gouvernement de Berlin espérait bien encore obtenir de la paix plus que le minimum auquel celui de Vienne voulait pouvoir subordonner le concours militaire austro-hongrois, et il entendait ne s'interdire, ni de prétendre à mieux, ni de faire concourir les Autrichiens à davantage. Peut-être est-ce pour lui

donner une certaine satisfaction qu'avait été mentionné, dans la fin de l'article 5, l'objectif d'une paix assurant aux deux alliés « une amélioration de leur sécurité politique et de leurs facultés de développement économique ». Ces expressions sont celles dont s'autorisent généralement les remaniements territoriaux et les avantages commerciaux réclamés par le camp vainqueur. Toujours est-il que la rédaction de l'article premier avait été provisoirement admise par les Allemands.

L'article 2 avait été très débattu. A la demande de l'Allemagne, la rédaction devait en être faite avec une précision qu'elle ne jugeait pas encore suffisante. Le gouvernement allemand comprenait qu'il aurait de la peine à se faire restituer ses colonies et, d'autre part, il ne voulait pas qu'elles fissent les frais de la paix. Aussi avait-il tenu à spécifier qu'il devrait recouvrer un empire colonial de valeur économique sensiblement équivalente à celle de son domaine d'outre-mer en 1914. De plus, il n'avait voulu subordonner à des agrandissements territoriaux en Europe que des abandons coloniaux de minime importance. Les Autrichiens avaient peu goûté l'allusion à un système de compensation, qui faisait entrevoir des remaniements de territoire européen, dérogeait par conséquent au principe de pure et simple intégrité territoriale et excluait pourtant des sacrifices coloniaux sérieux. Faute de n'y pouvoir faire aucune allusion, ils désiraient qu'elle fût aussi vague et sommaire que possible.

Tout ce qui concernait les garanties d'ordre économique (articles 3 et 6) avait été inséré dans le projet d'accord sur l'initiative de M. Hellferich et accepté sans difficulté à Vienne, comme faisant également l'affaire des deux alliés.

C'était naturellement sur l'article 4 que s'étaient élevées les contestations les plus vives. Les Allemands avaient tôt fait de s'apercevoir du danger qu'il comportait. Leur but avait été d'empêcher l'Autriche-Hongrie de conclure une paix séparée, comme celui des Austro-Hongrois était de s'en réserver le droit, en vertu même de l'interprétation donnée au traité d'alliance. M. de Kühlmann avait tenu à ce que ce droit ne fût reconnu à l'un des deux alliés, que lorsque l'autre serait assuré de son intégrité territoriale « contre toutes les puissances ennemies ». Le comte Czernin avait répugné à admettre l'adjonction de ces derniers mots, qui empêchaient l'Autriche-Hongrie de faire la

paix avec la France par exemple, si la France renonçait à revendiquer l'Alsace-Lorraine contre l'Allemagne, mais si l'Angleterre, la Chine ou le Japon ne renonçaient pas à garder des colonies allemandes. Le but qu'il voulait atteindre transparaissait à travers la formule qu'il avait alors proposée : une paix séparée avec une seule des puissances ennemies ne pourrait être conclue que de commun accord entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie; mais aucun des deux Empires alliés ne pourrait refuser à l'autre son assentiment à une telle paix, quand son état de possession n'apparaîtrait pas menacé par l'ennemi avec lequel il s'agirait de traiter. Kühlmann s'était récrié contre cette formule, la déclarant de tant de portée qu'elle le mettait dans l'obligation de consulter le gouvernement et l'Empereur.

Impatient d'aboutir, Czernin avait suggéré, pour éviter des délais, de supprimer tout l'article 4, alléguant que ce qu'il stipulait était implicitement contenu dans d'autres, notamment dans le premier. Kühlmann avait alors élevé des objections contre l'entière suppression de l'article en discussion, se défiant des conclusions qui pouvaient être tirées du premier.

L'article 5 n'avait pas donné matière à grande controverse.

A cela près qu'il laissait chacun juge de son propre épuisement et de ses propres difficultés internes, il restreignait plutôt l'usage du droit qu'il énonçait.

Rien n'était encore conclu au moment de la chute du comte Czernin. Le texte sur lequel on avait discuté entre Berlin et Vienne n'était rien de plus qu'un projet, dont la rédaction même faisait encore l'objet de divergences. Mais le seul sujet de la négociation et du document dans lequel elle avait pris corps en disait long sur les soucis causés aux Austro-Hongrois par la continuation de la guerre, à l'heure où Clemenceau la poussait à outrance, et par les conséquences de leur solidarité avec les Allemands.

CHUTE DU COMTE CZERNIN. DÉCISION DE RESSERRER L'ALLIANCE.

Les circonstances dans lesquelles le comte Czernin dut se démettre de ses fonctions coupèrent court pour plus de deux mois à la négociation austro-allemande sur l'interprétation du traité d'alliance. Sa chute avait été provoquée par sa maladroite polémique avec Clemenceau sur les tentatives de paix séparée

avec la France et par la révélation de la lettre de l'empereur Charles au prince Sixte de Bourbon. L'effet de cette révélation à Berlin fut assez profond pour que l'empereur d'Autriche et son gouvernement se sentissent en fâcheuse posture vis-à-vis des Allemands et souhaitassent d'effacer l'impression défavorable produite sur leurs alliés. L'Allemagne, alarmée sur leurs dispositions et désireuse de se prémunir contre une défaillance de leur part, leur offrit de resserrer l'alliance, dont ils avaient cherché le moyen de se dégager honorablement et régulièrement. Ils acceptèrent.

On convint de renouveler l'alliance politique en la fortifiant, de conclure une nouvelle convention militaire, de contracter une étroite alliance économique. Ces décisions étaient prises avant l'entrevue des deux Empereurs à Spa, le 12 mai 1918. C'est seulement pour leur conférer plus de poids et de solennité que l'on résolut de les consigner dans un protocole souscrit par les souverains en personne.

Pour guider l'empereur Charles dans son entretien avec Guillaume II, le baron Burian, son nouveau ministre des Affaires étrangères, lui remit un memento, rappelant les mesures sur lesquelles on était tombé d'accord, en indiquant le sens et constituant une sorte d'avant-projet du protocole à libeller.

Le traité existant depuis 1879 entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie y était dépeint comme ayant été pendant trente-cinq ans une garantie de la paix, s'étant glorieusement maintenu et ayant poussé de profondes racines dans la conscience des peuples des deux puissances. Ces affirmations chaleureuses ne manquent pas de sel, pour qui connaît la négociation poursuivie de février à la mi-avril, sur l'interprétation des devoirs militaires imposés par cette même alliance. On peut dire que ce qui les avait immédiatement précédées les avait rendues réellement utiles.

Les deux Empereurs se déclareraient prêts à resserrer et à développer leur alliance sur des bases ensuite définies. Le nouveau traité politique à conclure aurait une durée de vingt ans à partir du 1^{er} janvier 1920 et serait, après la vingtième année, automatiquement renouvelable par tacite reconduction. Il aurait, comme celui de 1879, un caractère exclusivement défensif et établirait le *casus fœderis* pour toute attaque de la

part d'une ou plusieurs puissances contre l'Allemagne ou l'Autriche-Hongrie.

La teneur ni les modalités d'une convention militaire n'étant de la compétence du ministre des Affaires étrangères, la décision d'en négocier une nouvelle n'était mentionnée que pour mémoire dans le mémento de Burian.

La conclusion d'un accord douanier et économique aurait pour but d'acheminer par étapes les deux empires vers l'entière franchise du trafic commercial entre eux, autrement dit vers une union douanière, pour le moment où cette union serait possible sans porter préjudice à des intérêts nationaux importants. Cette alliance économique aurait aussi la durée de vingt ans à partir du 1^{er} janvier 1920, et serait soumise à une révision périodique, en vue de compléter progressivement le rapprochement austro-allemand. Elle ne devrait avoir de caractère agressif contre aucun autre État, les deux Empires souhaitant d'amicales relations commerciales avec tous les pays.

La question polonaise serait réglée en complet et étroit accord entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne sur la base des pourparlers qu'elles avaient eus jusqu'alors. Celles-ci prendraient pour règle de n'imposer au royaume de Pologne aucune solution inacceptable pour lui, du point de vue de son indépendance politique et de son libre développement. Chacune d'elles s'interdirait de faire parmi les Polonais de la propagande en faveur d'une solution servant ses propres intérêts. Elles se donneraient réciproquement des garanties, quant au respect de leurs intérêts respectifs en Pologne et quant à la répression des agitations irrédentistes.

Ces dispositions concernant la question polonaise étaient à l'avantage de l'Autriche. Car on espérait à Vienne, et ce n'était pas chimérique, que la Pologne, si elle était soustraite à une pression allemande, se prononcerait en faveur de son union personnelle avec la monarchie des Habsbourg. L'engagement de s'abstenir de toute propagande parmi les Polonais et de ne pas leur imposer de solution incompatible avec leur indépendance, — à supposer compatible avec leur indépendance leur union personnelle avec l'Autriche-Hongrie, — représentait donc le bénéfice de celle-ci dans les accords à passer entre elle et l'Allemagne et comme le prix, la récompense des gages d'union qu'elle donnerait à Berlin.

Le baron Burian tenait à cette récompense. Il attachait beaucoup d'importance à régler la question polonaise par la solution qu'on appelait « autrichienne » et qui rencontrait en effet des sympathies en Pologne. On ne discerne pas bien, à la distance de onze années, ce qui lui masquait momentanément l'approche d'une catastrophe totale et imminente, au point de lui inspirer le désir de réunir la couronne de Pologne à toutes celles qui chancelaient déjà sur le front de son Empereur et Roi. Peut-être espérait-il par là augmenter l'influence de l'élément slave dans les États des Habsbourg et faciliter ainsi la refonte de la Monarchie.

Aussi, pour faire en sorte que l'Allemagne ne pût pas empêcher la promesse de resserrer l'alliance et refuser ensuite la contre-partie polonaise, avait-il rendu solidaires les diverses parties de ce tout. Les deux Empereurs inviteraient leurs gouvernements respectifs à entrer en négociations sur l'ensemble de ces matières, de manière à aboutir à des solutions simultanées et indissolubles.

PROTOCOLE DE SPA

Ce qui se dit dans la conversation de l'empereur Charles et de Guillaume II n'est naturellement pas connu. Mais le protocole qui en résulta, qu'ils signèrent et que contre-signèrent le baron Burian pour l'Autriche-Hongrie et le chancelier Hertling pour l'Allemagne, fut plus explicite sur ce qui intéressait Berlin que sur ce qui intéressait Vienne.

Les deux Empereurs se déclarèrent animés du désir de resserrer et d'approfondir, pour le bien-être de leurs peuples et dans l'intérêt des générations futures, les rapports d'alliance maintenus entre leurs Empires pendant une longue période de paix, et renforcés par une fidèle fraternité d'armes; d'assurer et de garantir l'invulnérabilité de leurs États; de conserver une étroite solidarité entre leurs armées couvertes de gloire; de prendre soin des intérêts économiques de leurs pays, et, autant que possible, d'en opérer la fusion. La phraséologie est tellement de style dans les préambules d'actes diplomatiques, qu'il n'y a pas lieu d'être sévère pour celle-là. Elle n'en fut pas moins en contradiction avec les justes inquiétudes éveillées à Vienne par la durée et les conséquences de la fidèle fraternité

d'armes avec les Allemands, après quarante-cinq mois de guerre.

Guillaume II et Charles I^{er}, constatant ensuite leur accord sur les moyens de réaliser ces fins, s'engagèrent à inviter leurs gouvernements à élaborer, et à conclure, avec toute la diligence possible, les trois actes qu'ils définirent en termes concis, mais précis :

1^o Une alliance politique étroite et de longue durée, servant à la défense et à la sécurité des deux Empires;

2^o Une alliance militaire;

3^o Une alliance économique et douanière progressivement développée, ayant pour but dernier une absolue franchise du trafic entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Il fut spécifié que l'alliance économique ne devrait pas avoir de caractère agressif contre d'autres États ni mettre obstacle à d'amicales relations commerciales avec eux.

Quant à la Pologne, les signataires du protocole de Spa se déclarèrent d'accord pour que la solution finale des trois précédentes questions supposât une entente entre eux sur la question polonaise. Aux bases, à la nature de cette entente ils ne firent pas la moindre allusion. Leur silence à cet égard était une lacune et cette lacune était au détriment de l'Autriche-Hongrie; car il n'était pas dit que la question polonaise dût être réglée conformément aux vues de Vienne.

Le protocole de Spa ne consacra donc avec une rigoureuse précision que la résolution de lier étroitement et complètement l'Autriche-Hongrie à l'Allemagne sur tous les terrains. Il en subordonna bien l'exécution à une entente des deux Empires sur la question polonaise, mais laissa dans le vague les modalités de cette entente. En réalité, les souverains ni leurs chanceliers ne convinrent expressément à Spa de la solution que recevrait la question de Pologne. De ce fait subsista un germe dissolvant dans l'union qu'ils avaient décidé de resserrer d'une manière si absolue et si insolite.

Cette union ou ce projet d'union intime, complète, généralisée à un degré qui n'a probablement jamais été atteint par l'alliance de deux États, c'était une étrange conclusion à la tentative des Autrichiens pour se libérer de leurs obligations militaires envers les Allemands, à partir du moment où serait assuré le *statu quo ante bellum*. A ce résultat inattendu aboutit

pourtant, non pas la négociation officielle de Vienne avec Berlin sur l'interprétation de l'alliance austro-allemande, mais la publicité soudainement donnée aux avances secrètes que l'empereur Charles avait personnellement fait faire à la France. La réalisation la plus achevée qui pût être imaginée fut promise à la conception allemande de *Mittleuropa*, par la totale soudure de l'Autriche-Hongrie à l'Allemagne dans tous les domaines. C'en est la promesse et les prémisses que contenait le protocole de Spa.

Il semble donc qu'après ce qui se passa le 12 mai 1918, on ne puisse plus parler du crépuscule d'une alliance, sur laquelle venait de se lever une nouvelle aurore. Mais les phénomènes naturels opérés par la diplomatie sont parfois d'un caractère artificiel et décevant. Pas plus qu'une hirondelle ne fait le printemps, un protocole ne fait l'aurore.

CONFÉRENCES A BERLIN

Après Spa, les chancelleries de Berlin et de Vienne se mirent au travail, pour préparer les textes des traités que l'on avait convenu de passer. Un mois plus tard, la besogne était assez avancée pour que l'on pût comparer des documents et discuter pièces en main. Le baron Burian se rendit à Berlin, où il eut, les 11 et 12 juin 1918, des conférences avec le comte Hertling et M. de Kühlmann.

Il savait mieux que personne que, sur la manière de résoudre la question de Pologne, l'assentiment de l'Allemagne aux vues de l'Autriche-Hongrie n'était pas acquis, que le protocole de Spa ne l'avait pas enregistré, qu'à cet égard donc le gouvernement austro-hongrois ne tenait rien de précis ni de concret. Aussi ouvrit-il la conversation en déclarant que, conformément aux dispositions mêmes du protocole de Spa, les quatre points visés par cet acte étaient indissolublement liés entre eux et formaient un tout, et qu'aucun accord sur l'un quelconque des quatre ne pourrait entrer en vigueur, avant qu'une entente, au moins de principe, eût été atteinte sur les autres. Immédiatement, il fit l'application de cette règle à la question polonaise. Le gouvernement austro-hongrois ne serait pas, dit-il, en mesure de conclure les traités d'alliance politique, économique et militaire avec l'Allemagne, si le gouvernement

allemand ne donnait pas son assentiment au règlement de la question polonaise par l'union personnelle de la Pologne avec la Monarchie des Habsbourg.

Les Allemands ne contestèrent pas le point de vue du baron Burian. Ils ne le pouvaient pas, quant au lien établi entre les diverses affaires à régler. Ils le pouvaient, quant à la solution réclamée par le ministre autrichien pour la question de Pologne. Mais ils s'abstinrent d'exprimer tout de suite leur opposition à la solution de son choix et laissèrent la discussion se porter d'abord sur les projets de traités.

Chacun produisit les siens, les échangea avec ceux de l'autre partie, les compara et les discuta. De cet examen sortit un texte remanié de traité d'alliance politique, que Burian déclara accepter *ad referendum* et en vue d'une étude plus approfondie. De fait, il devait poursuivre cette étude après son retour à Vienne et faire subir de nouvelles retouches au texte qu'il avait emporté de Berlin.

Échangés et confrontés de la même façon, les projets de traité d'alliance économique se trouvèrent différer plus notablement. Celui du baron Burian renvoyait beaucoup de dispositions de détail aux délibérations d'une commission technique, qu'il proposait de réunir à Salzbourg l'été suivant et qui, effectivement, y siégea pendant plusieurs mois. Celui des Allemands tranchait immédiatement un plus grand nombre de points et comportait aussi un accord sur la législation sociale. Burian refusa net un accord sur cette matière ; le fait en serait, dit-il, considéré en Autriche-Hongrie comme une ingérence étrangère. Il déclara de même inacceptable la formation immédiate d'une union douanière, ainsi qu'une liaison économique pour plus de vingt ans. A sa requête, l'on constata que ni le vœu d'une législation commune, ni la création de taxes et de recettes douanières communes, ni l'établissement d'organismes communs, ni le règlement commun des questions monétaires n'avaient été adoptés. Ces constatations faites, on prit pour base de discussion le projet austro-hongrois de traité économique.

Lorsqu'il s'agit d'exécuter la décision d'alliance économique entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, le négociateur austro-hongrois se prononça donc pour une mise en pratique notablement plus restrictive ou moins extensive du principe posé à

Spa, que ne le firent les négociateurs allemands. Le premier mit des bornes à l'expérience d'*Anschluss* avant la lettre; les seconds voulurent en reculer les bornes aussi loin que possible.

Même limitée aux mesures que permettait le projet austro-hongrois, la discussion sur ce sujet fournit aux mêmes tendances l'occasion de se faire jour de part et d'autre. Du côté allemand, il fut question de cadence accélérée, d'instituer dans le plus court délai la complète franchise douanière en réduisant la période de transition, d'établir, pendant la période transitoire, des droits préférentiels. Ces prétentions furent justifiées par les vœux d'une union douanière qui se faisaient, dit-on, observer dans l'opinion publique, et par la difficulté de faire plus tard comprendre aux neutres et aux ennemis, quand viendrait l'heure des négociations de paix, que le système de droits préférentiels adopté pour les relations commerciales de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie n'était pas en contradiction avec la continuation de la clause dite de la nation la plus favorisée. Si l'alliance économique des deux Empires centraux n'était pas, déclarèrent les Allemands, un fait accompli avant l'entrée en négociations avec les puissances occidentales, tout le projet tomberait fatalement. C'était là reconnaître explicitement que le paradis germanique de *Mittleuropa* ne pouvait passer dans les faits qu'à l'ombre des épées.

Les Allemands demandèrent donc à pouvoir entamer très vite la négociation des modalités techniques d'alliance économique, sans en subordonner le commencement à l'accord sur les autres articles du programme de Spa. Ils laissèrent entendre qu'une concession des Austro-Hongrois sur ce point faciliterait la solution de la question polonaise. Le baron Burian se borna à prendre acte de leur demande, en réservant son attitude définitive jusqu'au moment où il aurait pu consulter les personnalités compétentes en Autriche-Hongrie.

Les conditions d'une alliance militaire échappaient à la compétence de ministres civils. Le soin de les déterminer fut donc laissé aux états-majors. Les ministres s'en tinrent, pour le moment, à examiner dans quels termes leur traité d'alliance politique devrait mentionner leur convention militaire, et ils différèrent d'opinion sur la manière de le faire.

DÉSACCORD SUR LA POLOGNE

Le baron Burian n'avait donc contracté d'engagement en rien, avant d'aborder la question polonaise. Bien lui en prit, car ses interlocuteurs allemands ne furent pas du tout d'accord avec lui sur la façon de la résoudre.

Après avoir écarté *a priori* toute solution inacceptable aux Polonais, le baron Burian proposa d'adjoindre à l'Autriche-Hongrie, au moyen d'une union personnelle, la Pologne du Congrès de Vienne, autant que possible, intacte, et accrue de la Galicie. On appelait « Pologne du Congrès », dans la langue diplomatique, le territoire polonais érigé en royaume par les plénipotentiaires de l'Europe à Vienne en 1815 et par eux placé sous le sceptre du Tsar de Russie. C'est là l'État que Burian voulait augmenter de la Galicie, province autrichienne, et rattacher par une union personnelle à la monarchie des Habsbourg. Des garanties seraient stipulées en faveur des intérêts allemands dans cet État polonais, sur lequel régnerait, comme roi de Pologne, l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême.

Cette solution était, déclara le baron Burian, la seule satisfaisante pour l'Autriche-Hongrie. Toute autre équivaldrait, pour la Monarchie danubienne, à la perte certaine de la Galicie. Car une agitation irrédentiste inévitable tendrait alors à détacher la Galicie de l'Autriche, pour la réunir à une Pologne non rattachée aux couronnes des Habsbourg. En outre, la question polonaise était, selon le ministre de l'empereur Charles, en étroite connexion avec la refonte intérieure de la Monarchie. Pas de consolidation interne possible, en dehors de la solution qu'il demandait. La situation politique en Autriche-Hongrie ne pouvait être dominée dans l'avenir, qu'autant que le gouvernement pourrait compter sur quatre éléments de force : le *Deutschtum*, c'est-à-dire les Allemands d'Autriche, les Hongrois, les Croates et les Polonais. Sans doute Burian convenait-il que la question des Slaves du Sud était également grave. Mais il en prétendait la solution « en cours », par le renforcement de l'élément croate. Son optimisme à cet égard était singulièrement complaisant. Toujours est-il qu'il montra, dans le règlement indiqué de la question polonaise, la préface à cette laborieuse recherche d'un équilibre stable pour l'Autriche Hongrie.

Il invoqua aussi l'argument d'égalité. L'Allemagne avait, grâce aux traités de Brest-Litovsk et de Bucarest, placé sous sa tutelle politique, économique, militaire, de grands et riches territoires. La domination allemande s'étendait sur le *Balticum*, la Finlande, la Lithuanie, la Russie Blanche. La compensation à ces bénéfices devait être, pour l'Autriche-Hongrie, l'adjonction de la Pologne à la Monarchie. C'était, conclut-il, une question vitale pour celle-ci. Faute de cette satisfaction, elle tomberait dans le malaise politique. De plus, une grave atteinte serait portée à l'amitié de ses peuples pour leurs alliés.

A ce plaidoyer le comte Hertling et M. de Kühlmann répliquèrent que leurs instructions étaient d'exclure du débat ce qu'ils appelèrent « la solution austro-polonaise » et de prendre pour base de discussion la solution dite « des candidats ». On désignait ainsi celle qui consistait à soumettre au choix des Polonais les candidatures d'un prince allemand et d'un prince autrichien au trône de Varsovie. Guillaume II avait été, assurèrent ses plénipotentiaires, partisan de la solution austro-polonaise; mais il en était revenu depuis, principalement parce que l'empereur Charles lui avait déclaré, à Hombourg et à Spa, n'y pas être favorable.

La politique allemande visait, continuèrent-ils, à la création d'un État polonais limité à la Pologne du Congrès et laissant la Galicie à l'Autriche. Une Pologne plus grande serait une source inépuisable d'incidents, un élément permanent de troubles, un danger constant pour Posen, la Prusse orientale et Dantzig. Quelles que pussent être les difficultés que le gouvernement austro-hongrois rencontrait dans ses propres États, il ne pouvait s'agir de donner à la question polonaise une solution établie en fonction de ces difficultés. De plus, la Pologne du Congrès ne saurait même demeurer intacte. Il y avait lieu à rectification de frontière à ses dépens. Toute la Silésie était derrière le Grand Quartier Général allemand pour réclamer la revision de la frontière polonaise ouest et sud-ouest, à cause du bassin minier de Dabrowa. Impossible donc de respecter, comme le demandait le baron Burian, l'intégrité de la Pologne du Congrès. Encore fallait-il que, dans le futur État polonais tronqué, l'Allemagne obtint des garanties économiques multiples, l'égalité de traitement, le droit de libre transit, une ingérence très étendue dans la direction des voies ferrées, leur

exploitation et l'établissement de leurs tarifs. Ces exigences constituaient pour elle « un intérêt vital et de premier ordre ». L'argument d'égalité, invoqué par Burian, ne s'appliquait pas. Le ministre autrichien surestimait les agrandissements de l'Allemagne à l'ouest, passait sous silence les avantages acquis à l'Autriche-Hongrie par le traité de Bucarest, négligeait les possibilités d'expansion pour elle en Serbie et au Montenegro. Bref, les Allemands contredirent Burian sur tous les points de son exposé et constatèrent eux-mêmes leur désaccord avec lui sur l'union personnelle, sur la rectification de la frontière et sur la prédominance militaire de l'Allemagne en Pologne.

Le baron Burian riposta. Il contesta que l'empereur Charles eût écarté la solution austro-polonaise, maintint qu'il avait mission de la soutenir au nom de son souverain, d'accord avec son gouvernement et avec le monde politique austro-hongrois, déclara que la solution allemande, qu'il appela « solution Lüdendorff », constituerait un danger pour la paix et un obstacle au développement futur de l'Europe orientale, affirma que la solution autrichienne était la seule compatible avec un avenir pacifique, dénonça la disproportion entre les gains de l'Allemagne aux dépens de la Russie et ceux de l'Autriche-Hongrie aux dépens de la Roumanie, défendit son pays de rien convoiter au détriment de la Serbie et du Montenegro.

C'est à bon droit que, rendant compte de ces entretiens à l'empereur Charles, le ministre autrichien se vanta d'avoir accompli « un dur travail ». Lui-même convint que le seul résultat de ce dur travail avait été de définir clairement les vœux de son gouvernement et sa formelle opposition aux projets allemands. Il n'y eut pas d'autre résultat.

Le baron Burian ne put dissimuler à son propre représentant en Pologne qu'il n'y avait pas eu à Berlin de décision sur la question polonaise. L'unique symptôme qu'il recueillit de la forte impression qu'il pensait avoir produite sur ses contradicteurs allemands fut que, le second jour de ses conversations avec lui, ils se montrèrent moins tranchants que la veille et se prêtèrent à discuter des garanties souhaitées par l'Allemagne, en cas d'union personnelle entre la Pologne et l'Autriche-Hongrie. Mais aucun assentiment ne fut exprimé par eux. Ils déclarèrent devoir en référer à Guillaume II et au Grand Quartier Général.

L'on se sépara donc en convenant de continuer la négociation.

CONTESTATIONS SUR LE TEXTE D'UN NOUVEAU TRAITÉ D'ALLIANCE

Elle continua en effet. Les chancelleries de Berlin et de Vienne, tout en faisant assaut d'arguments sur la question polonaise, remirent sur le métier les projets de traités austro-allemands.

Sur la rédaction du traité d'alliance politique, les points de divergence ne furent pas très nombreux, mais furent intéressants. Le baron Burian insista sur les mots établissant le caractère défensif de l'engagement. Il demanda que l'obligation de concours militaire fût stipulée en cas d'agression « non provoquée ». Les Allemands ne voulurent pas des mots « non provoquée », les déclarant superflus. Burian tint bon. Lorsqu'il n'y aurait pas lieu à concours militaire, l'attitude prévue était celle de la « neutralité bienveillante ». Les Allemands prétendirent la faire définir, en énumérant les services qu'elle comporterait. Burian se refusa à toute définition du terme « neutralité bienveillante ». Les Allemands cherchèrent à rendre la convention militaire inséparable du traité politique. Burian n'y consentit pas : l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient, dit-il, quarante ans d'expérience d'une alliance politique, mais pas d'une convention militaire de longue durée et en temps de paix. Le traité politique pourrait mentionner l'engagement de conclure en même temps une convention militaire, mais sans plus. Les Allemands avaient cité, comme agresseurs possibles d'un des Empires centraux, la France, l'Angleterre, l'Italie et la Russie, négligeant l'Ukraine, proche voisine de l'Autriche-Hongrie. Burian réclama que l'Ukraine fût comprise dans la liste : si elle vivait comme État indépendant, elle serait, fit-il observer, un pays de 30 à 35 millions d'habitants, plein de ressources. Enfin, il fit disparaître le mot « Reich », chaque fois que ce mot, dans le texte du traité, se serait appliqué à l'Autriche-Hongrie : sans doute voulut-il réserver le cas où la refonte de la Monarchie accentuerait en elle le caractère d'un *trust* de Couronnes, plutôt que d'un Empire ou d'un État.

Finalement, le projet de traité politique rédigé par le ministre autrichien comporta les dispositions suivantes. Les deux puissances s'engageraient à se concerter et à échanger

leurs vues sur toute question politique ou économique de caractère général, de manière à se prêter appui dans la mesure de leurs intérêts propres. En cas d'agression non provoquée de l'une des deux par deux autres puissances, entre autres France, Angleterre, Italie, Russie ou Ukraine, ou en cas de menace d'agression par une mobilisation, elles se viendraient en aide avec toutes leurs forces et ne concluraient la paix qu'ensemble et d'accord. Si l'une des deux était entraînée dans un conflit armé autrement que dans le cas prévu par la précédente disposition, l'autre partie contractante serait tenue à observer au moins la neutralité bienveillante. Elles concluraient une convention militaire en même temps que leur traité politique. Les dispositions de leur nouveau traité se substitueraient à celles, abolies, de leur traité précédent. L'acte à passer entre elles serait secret et ne pourrait être communiqué à une tierce puissance que de commun accord. Il resterait en vigueur sans changement jusqu'au 1^{er} janvier 1940 et serait renouvelable ensuite par tacite reconduction. Des modifications pourraient y être demandées à partir du 1^{er} janvier 1938. Il devrait être ratifié.

A la fin de juillet 1918, les deux gouvernements étaient encore en discussion sur ce sujet, en même temps que sur les autres qui avaient été abordés à Spa en mai et à Berlin en juin. Mais depuis la fin de juin s'y était joint un sujet supplémentaire de discussion : le gouvernement austro-hongrois avait rouvert la négociation sur l'interprétation de l'alliance austro-allemande.

REPRISE ET ÉCHEC DE LA NÉGOCIATION SUR L'INTERPRÉTATION DE L'ALLIANCE

A la fin de juin 1918, l'état-major allemand, préparant sa dernière grande offensive de juillet en France, demanda au Quartier général austro-hongrois de mettre à sa disposition six divisions d'infanterie pour servir sur le front occidental.

L'Allemagne avait souvent prêté des troupes à l'Autriche-Hongrie. Refuser de lui rendre la pareille n'était pas possible.

La demande fut donc accueillie et les préparatifs furent mis en train pour y satisfaire. Mais le gouvernement austro-hongrois paraît avoir été frappé d'une démarche qui renversait

l'ordre habituel des facteurs. L'armée allemande était donc à court de réserves au point de devoir s'adresser à son alliée, avant d'entreprendre une offensive où elle jouerait sa dernière carte ? Il y avait là de quoi donner à penser sur la situation militaire des deux Empires centraux. En outre, six divisions ne se déplacent pas d'un théâtre d'opérations à un autre, sans que l'arrière s'en doute. Que dirait l'opinion publique, de plus en plus découragée en Autriche-Hongrie, quand elle saurait des effectifs austro-hongrois engagés sur le front de France ? Ces considérations réveillèrent à Vienne le désir de pouvoir se dégager des obligations militaires de l'alliance allemande, dans le cas où la paix serait possible sans rien perdre, comme sans rien gagner.

Le 27 juin, le baron Burian mit l'ambassade d'Autriche-Hongrie à Berlin au courant de la demande du Grand Quartier allemand et de la réponse affirmative qui y avait été faite « à cause de la fraternité d'armes ». Mais il ajouta qu'il y avait à tenir compte de l'opinion publique. Il était nécessaire, dit-il, que l'emploi de troupes austro-hongroises sur le front occidental ne pût pas être attribué aux exigences de buts impérialistes de la part de l'Allemagne. Il fallait que ce fût pour atteindre les buts défensifs communs, non pas des buts de domination. De là découlait la nécessité, déjà reconnue par Czernin, d'un accord interprétatif du traité d'alliance, déterminant avec précision et de concert ce que le ministre autrichien appela « les limites de nos mutuels devoirs d'alliance dans la guerre actuelle. » Le baron Burian munit l'Ambassade d'Autriche à Berlin d'un historique détaillé de la négociation menée par le comte Czernin de février à la mi-avril 1918, précisa bien l'état de la question, prescrivit enfin de remettre au ministre allemand des Affaires étrangères la rédaction sortie des précédents pourparlers, de lui déclarer que le gouvernement austro-hongrois tenait à conclure un tel accord et de lui demander une prompte réponse.

L'état de la question était celui où l'avaient laissée les discussions de Czernin avec son collègue allemand. Deux des points examinés étaient restés sujets à divergence. De plus, les Allemands avaient, sur la fin, élevé la prétention de faire spécifier dans un article que l'accord à conclure laisserait intacts les traités passés avec la Turquie et la Bulgarie. Les Autrichiens avaient refusé. Ces traités n'étaient pas, avaient-ils objecté, en

connexion immédiate avec le traité d'alliance austro-allemand. En outre, il eût été paradoxal que les Empires centraux, limitant leurs obligations militaires à la défense de leur état de possession, restassent tenus à combattre pour assurer à la Bulgarie et à la Turquie des agrandissements. Les Allemands avaient alors suggéré de viser dans une note à part, accompagnant le texte du futur accord, la réserve concernant les engagements des deux Empires envers Constantinople et Sofia. Les Autrichiens s'y étaient montrés disposés, sans toutefois tomber d'accord avec leurs alliés de Berlin sur la rédaction de cette note. Sur ce point aussi était apparue, entre les dispositions des deux alliés, la même différence que sur les autres : les Autrichiens souhaitant que l'accord ne fût pas condamné à demeurer sans application pratique, les Allemands, qu'il eût le moins de chances possible de s'appliquer.

Dès la fin de juin, la négociation prescrite par les instructions du baron Burian se renoua à Berlin. L'ambassade d'Autriche-Hongrie pressa le ministère allemand des Affaires étrangères de conclure. A la *Wilhelmstrasse*, on contesta qu'il s'agit d'une affaire réglée en principe dès le printemps précédent et l'on alléguait la nécessité de consulter le chancelier, le Grand Quartier et l'Empereur. On observa ensuite, non sans raison, qu'il n'y avait pas à songer, en tout cas, à faire état d'une interprétation de l'alliance auprès des opinions publiques. Tout ce que l'on pourrait faire serait de se référer à une ancienne déclaration de Czernin : « nous conduisons ensemble une guerre de défense et les Allemands combattent pour Trieste, comme les Austro-Hongrois pour Strasbourg. » Mais dès lors ne suffisait-il pas de se référer à ces paroles et en quoi était-il besoin d'un accord, auquel on ne pourrait faire aucune allusion ? Burian admit que l'interprétation à faire de l'alliance restât secrète. Mais il maintint qu'il en avait besoin, pour servir de base à la responsabilité prise par son gouvernement, en consentant à l'envoi de six divisions sur le front occidental. Il demanda une réponse dans le délai de cinq ou six jours. Mais plus de temps s'écoula sans que rien lui parvint de Berlin.

Dans l'intervalle, l'ambassadeur, prince de Hohenlohe, rentra à son poste, d'où il était absent quand cette négociation s'était renouée, et le ministère allemand des Affaires étrangères

changea de titulaire. M. de Kühlmann dut rendre son portefeuille pour avoir pensé et dit que la guerre ne pouvait plus être gagnée et qu'il fallait faire la paix. Le prince de Hohenlohe s'adressa au chancelier Hertling, puis au sous-secrétaire d'État, M. Bussche, enfin au nouveau ministre, M. de Hintze. Le chancelier Hertling s'étendit sur la situation de l'Autriche-Hongrie en termes si pessimistes, qu'il mit l'ambassadeur dans le cas de le rassurer et de signaler à Burian que le discrédit croissant de la Monarchie danubienne laissait peu d'influence à qui parlait en son nom. M. Bussche, avec qui le prince de Hohenlohe entra dans le vif du sujet, lui déclara que le gouvernement allemand jugeait sans utilité l'accord interprétatif voulu par le gouvernement austro-hongrois et espérait que celui-ci n'insisterait pas sur sa demande. Il lui rappela que l'Allemagne avait envoyé sans condition des troupes sur les fronts de Serbie et d'Italie. Sa conclusion fut qu'en tout cas son gouvernement ne se prêterait pas à un accord rédigé dans les termes où l'était le projet austro-hongrois. M. de Hintze ne cacha pas son opposition au principe même de l'accord, qu'il qualifia de superflu. Point n'était besoin, alléqua-t-il, d'interprétation de l'alliance pour expliquer que des troupes austro-hongroises ne combattaient pas en faveur de buts impérialistes allemands. Le prince de Hohenlohe, à bout d'arguments, dut se retrancher derrière ses instructions. Il résuma exactement la situation l'en annonçant à Vienne que les Allemands étaient contre l'accord interprétatif, parce qu'il était peu logique, quand on était en négociation pour prolonger et resserrer une alliance, de vouloir conclure un accord plein d'artifice pour interpréter l'ancien traité.

De la négociation verbale on passa à la négociation écrite. A la fin de juillet, l'ambassade d'Allemagne à Vienne remit au baron Burian une note énonçant un refus et le justifiant par deux motifs : l'accord proposé était superflu ; il ne saurait prévoir toutes les éventualités. Le 1^{er} août, Burian répliqua par une note réfutant ces arguments. Le traité d'alliance prévoyait, dit-il, un *casus fœderis* ; restaient à fixer les limites des devoirs d'allié et c'est à quoi pourvoyait le projet d'accord. Le prince de Hohenlohe eut mission de soutenir ce point de vue à Berlin. Son insistance ne fit pas fléchir l'opposition des Allemands. M. de Hintze lui répondit que la négociation était

au point mort, qu'on ne pouvait prévoir quant à présent jusqu'à quel moment les Empires centraux seraient liés, qu'à vouloir le fixer on n'aboutirait qu'à créer des malentendus et à faire naître de l'amertume. Le prince de Hohenlohe haussa alors le ton et appela l'attention de l'Allemand sur la tension des rapports de Berlin avec Vienne. L'évolution depuis trois mois n'en était, dit-il, rien moins que réjouissante. Rappelant l'entrevue de Spa et la décision des deux Empereurs de hâter le resserrement de l'alliance, il montra les deux gouvernements en mésentente sur toutes les questions négociées entre eux depuis lors : projets de traités, affaire polonaise, problèmes orientaux, interprétation de l'alliance. Ce tableau d'une mésintelligence indéniable fit sentir à M. de Hintze la nécessité de n'y pas paraître indifférent. Il prendrait soin, assura-t-il, d'améliorer les relations austro-allemandes, répondrait à la note de Burian et espérait que l'intimité des deux alliés ne souffrirait pas de leur désaccord sur un point secondaire. La négociation en resta là.

L'INTÉRÊT D'UNE NÉGOCIATION MANQUÉE

Au moment où elle échoua, le succès n'en aurait plus été d'aucun secours à l'Autriche-Hongrie.

L'échec de la dernière offensive allemande en France était acquis et patent. Les armées de Foch, de Pétain, de Haig, du roi des Belges et de Pershing, avaient passé à la contre-offensive sur toute la longueur du front occidental. Les armées de Franchet d'Esperey prenaient leur élan de Monastir, de Florina, de Salonique. L'armée d'Allenby continuait son avance en Palestine. Les armées de Diaz préparaient leur offensive d'octobre suivant. A ce moment des hostilités, aucune ouverture pacifique, si précise qu'elle eût pu être, n'aurait amené les puissances occidentales à admettre pour base de la paix l'intégrité des possessions de leurs adversaires avant la guerre. Or le cas où l'état de possession de l'Allemagne serait assuré était le seul où l'accord interprétatif souhaité par l'Autriche-Hongrie eût permis à celle-ci de poser les armes. Même dans la forme où le gouvernement de Vienne l'avait conçu, ce projet d'accord austro-allemand était beaucoup trop restrictif pour être opérant.

Tout porte à croire que, même conclu dès l'époque où il fut proposé, il n'eût pas été moins inopérant. Au mois de janvier 1918 et encore avant, les adversaires des Empires centraux, s'ils eussent été pressentis sur la paix, ne se seraient pas montrés disposés à en traiter sur la base du *statu quo ante*. Par conséquent, le cas où le projet d'accord interprétatif autorisait l'Autriche-Hongrie à remettre l'épée au fourreau ne se serait pas produit. C'est plus tôt, dès 1917, qu'une pareille disposition aurait peut-être pu trouver son application pratique et, par suite, soustraire la monarchie des Habsbourg à sa ruine. Encore n'est-ce pas bien sûr...

Le principal intérêt de cette curieuse négociation réside donc dans le témoignage qu'elle fournit des fissures de l'alliance austro-allemande, à partir du moment où l'étoile en commença à baisser sur l'horizon sanglant des champs de bataille, et de l'espèce d'instinct qui poussa l'Autriche-Hongrie à chercher son salut dans un divorce à l'amiable avec l'Allemagne, sous réserve d'une paix blanche.

Mais cette conclusion n'est pas la seule qu'il y ait à tirer des faits. On a souvent dit que le seul obstacle à la paix séparée de l'Autriche-Hongrie, pendant la grande guerre, avait été l'Italie. Non. Un autre obstacle s'y est opposé : c'est l'Allemagne, dont le désir, après tout légitime, fut de garder son alliée et le concours militaire de son alliée. L'Allemagne n'a pas été disposée à rendre leur liberté aux Austro-Hongrois, même dans les conditions quasi inutiles où ceux-ci la lui ont demandée. Dès lors, un autre obstacle encore s'est opposé à la paix séparée de l'Autriche-Hongrie : c'est le scrupule de son gouvernement qui, même désireux de poser les armés, n'a admis de le faire qu'avec le consentement des Allemands, en vertu d'un accord l'y autorisant et dans un cas soigneusement délimité.

Ce scrupule a prévalu à Vienne jusqu'à une date aussi tardive que le 27 octobre 1918. Alors seulement l'empereur Charles a signifié à Berlin sa défection, en invoquant pour excuse le vœu et le besoin de ses peuples, dont la plupart ne le reconnaissaient déjà plus pour souverain.

* * *

LA PRINCESSE ANTOINE RADZIWILL

PENDANT que j'étais à Berlin, j'ai connu plusieurs Françaises qui avaient épousé des Allemands : leur cœur fut déchiré quand la guerre éclata en 1914. La plupart d'entre elles se consacrèrent aux soins des blessés et des prisonniers. Leur zèle fut même quelquefois suspect à l'autorité allemande. Quelques-unes furent internées dans leurs propriétés. D'autres durent se justifier de l'excès de leur dévouement devant des commissions militaires. Elles étaient dignes de pitié.

La princesse Antoine Radziwill, qui était née Castellane, était la plus considérable et la doyenne de ces Françaises déracinées. Elle a laissé des Souvenirs qui seront bientôt publiés et, à ce propos, je voudrais dire quelques mots d'une femme, dont la personnalité était forte et l'une des plus intéressantes que j'eusse jamais rencontrées.

Elle était née à Paris, le 19 février 1840. Petite-fille du maréchal de Castellane, elle avait pour grand mère, du côté maternel, la célèbre duchesse de Dino, qui joua un si grand rôle, sous la Restauration et le gouvernement de Juillet, et qui, après la mort de son oncle, le prince de Talleyrand, avait quitté la France et s'était retirée en Silésie, dans son château de Sagan.

Les parents de la jeune Marie de Castellane vivaient habituellement dans le château d'Aubijoux, en Auvergne. Son père était député et en faveur aux Tuileries. La sœur du roi Louis-Philippe, la princesse Adélaïde, fut la marraine d'un fils qu'il eut en 1844. A Aubijoux, on voisinait avec M. de Falloux, et l'abbé Dupanloup, qui avait assisté le prince de Talleyrand à

ses derniers moments, était entré dans l'intimité de la famille. L'enfance de M^{lle} de Castellane se passa dans ce milieu aristocratique mais rallié à la monarchie de Juillet, et professant ce qu'on appelait alors le catholicisme libéral. Elle en garda l'impression toute sa vie. On ne sait plus, en général, aujourd'hui, ce que ces nuances d'opinion engendraient de conflits violents et de déchirements dans la société française. On en vit la preuve après 1871. A l'Assemblée nationale, des rancunes implacables divisaient les partis monarchiques. Elles ont naturellement amené l'avènement de la République.

Le marquis de Castellane mourut en 1847. Sa fille, lorsqu'elle eut quinze ans, fut emmenée par sa mère en Allemagne chez sa grand mère, la duchesse de Dino. Celle-ci avait toujours eu un grand goût pour elle; elle conte dans ses *Souvenirs* qu'un jour à Nice, où sa petite fille jouait un bout de rôle dans une pièce de carnaval, l'enfant le fit avec tant de grâce et de dignité, que, *comme une sotte*, elle ne put s'empêcher de pleurer. En la retrouvant jeune fille, elle rêva de la marier au prince Antoine Radziwill, qui portait un nom illustre en Pologne, et qui y possédait d'immenses domaines. Elle avait une grande autorité sur sa famille; elle en usa et M^{lle} de Castellane finit par consentir à s'expatrier, bien que le sacrifice lui coûtât beaucoup.

Étienne Lamy, dans la préface qu'il a mise aux *Souvenirs* de la duchesse de Dino, a écrit qu'elle était sans doute la plus européenne des femmes du xix^e siècle, et qu'elle appartenait en quelque sorte à trois nations différentes. Il paraissait naturel à cette grande internationale d'imposer à sa petite-fille, en qui elle se voyait survivre, une même complexité de devoirs. Il a autrefois régné dans les hautes classes de la société européenne, un esprit international qui s'est surtout développé dans la première moitié du xix^e siècle. L'émigration avait répandu dans toute l'Europe la noblesse française, et, sous l'Empire, le germanisme de M^{me} de Staël exprimait les tendances de l'opinion libérale. 1815 et le Congrès de Vienne rapprochèrent davantage encore les salons de l'Europe, et c'est ce qui explique l'influence que prirent ensuite à Paris des femmes comme M^{me} de Krudner, la duchesse de Dino et la princesse de Lieven.

Les générations actuelles voient naturellement d'un autre œil nos rapports avec l'étranger et, particulièrement, avec

l'Allemagne. Elles n'échappent pas aux souvenirs de 1870 que la guerre de 1914 a exaspérés. Il n'en a pas toujours été ainsi. En 1866 même, lors de la lutte entre la Prusse et l'Autriche, j'ai vu l'opinion française divisée. Beaucoup d'intellectuels nourrissaient alors à l'égard de l'Autriche, qui représentait à leurs yeux l'esprit de réaction, les sentiments de la France de l'ancien régime. La société du XVIII^e siècle, et particulièrement le clan des philosophes, avait une folle admiration pour la Prusse de Frédéric II, dont le frère, le prince Henri, avait conquis la société parisienne. D'ailleurs, on avait vu, pendant la Révolution, quelque chose de ces sentiments subsister : la Prusse, après Valmy, s'était montrée assez infidèle à la coalition ; Napoléon, lui-même, avait d'abord espéré en son amitié, et peut-être la déception qu'il éprouva en 1806, est-elle pour quelque chose dans la violence de ses ressentiments contre elle. Il a fallu Sadowa et ses suites pour changer tout cela, mais en 1857, on était encore loin de Sadowa.

C'est à cette date que fut célébré à Sagan le mariage de M^{lle} de Castellane avec le prince Antoine. Ce fut une grande cérémonie. La jeune mariée avait seize ans. Elle dut alors se plier à des habitudes de vie bien différentes de celles dans lesquelles elle avait été élevée ; elle le fit très intelligemment et elle vint habiter Berlin. Un Radziwill, en effet, le grand-père de son mari, avait épousé une princesse Hohenzollern, et, tout Polonais qu'il était, s'était établi dans la capitale prussienne.

La princesse Antoine y vécut toute sa vie, et c'est là que je l'ai connue. Sa maison était située Pariser Platz, précisément en face de l'hôtel de l'Ambassade de France. On respirait dans son salon un air de chez nous. Les souvenirs du vieux maréchal de Castellane, son bâton et ses épaulettes étaient placés dans une vitrine, à côté de ceux du prince de Talleyrand. Elle n'eût pas souffert qu'on parlât chez elle une autre langue que le français. Elle recevait tous les soirs et, lorsqu'elle était, par hasard, obligée de dîner dehors, elle s'imposait de rentrer chez elle aussi vite que possible. Elle avait à l'extrême le goût de la conversation et savait, d'un mot, provoquer et exciter les causeurs. On rencontrait dans son salon la haute société de Berlin et les membres les plus distingués du corps diplomatique. Ses filles, les deux comtesses Potocka, venaient de temps en temps, de Vienne ou de Varsovie et égayaient son salon un peu sévère

de leur jeunesse et de leur esprit. Sa maison était la seule que fréquentât l'Empereur; je l'y ai rencontré plusieurs fois. Pour moi, à l'exemple du marquis de Noailles, un de mes prédécesseurs, j'allais souvent chez elle. Quelquefois, j'avais la bonne fortune de la trouver seule : alors, elle s'abandonnait et se retrouvait toute française. Elle avait beaucoup de justesse dans l'esprit, quoiqu'elle fût passionnée, et, il faut l'avouer, pas toujours indulgente. Aussi, craignait-on sa critique : on savait que son autorité sociale était grande. Elle représentait la vieille cour d'autrefois.

Son mari, le prince Antoine, avait été l'aide de camp de l'empereur Guillaume I^{er} et son ami personnel, et elle-même devint la plus intime confidente de la reine Augusta. Celle-ci sortait de cette famille de Saxe-Weimar Eisenach, qui protégea toujours les lettres et les arts. Elle avait une certaine inclination pour les idées françaises, l'âme libérale et le goût des choses de l'esprit. Par suite, elle se trouvait un peu dépaycée dans la cour de Prusse, où subsistait toujours quelque chose de la discipline du roi Sergent. La jeune Française, qui entra à la Cour en 1838, lui plut infiniment, et bientôt elle lui donna son amitié et sa confiance. De son côté, la princesse, qui suivait les directions de sa grand-mère, lui fut toute dévouée. Elle avait pour elle un sentiment très particulier et qui n'avait rien de politique. La fidélité aux chefs, Tacite l'a noté dans les *Mœurs des Germains*, est proprement une vertu germanique et Goethe a écrit dans *Le Tasse* que le plus grand honneur pour un héros est de servir un prince qu'il honore. C'est au travers de sa fidélité à la vieille Impératrice, que la princesse s'attachait à l'Allemagne.

La reine Augusta, dans sa vie privée, n'avait pas été toujours heureuse. Un jour, peu de temps après son accession au trône, elle se sentit à bout de force et excédée. Elle fit appeler la jeune princesse et lui dit : « Je n'en puis plus, ma chère enfant, c'est trop. Je pars. » Celle-ci sentit toutes les conséquences d'une résolution si hardie. Elle se jeta à ses genoux et la supplia de réfléchir encore et de prendre patience. La pauvre reine fondit en larmes et la princesse ne se releva que lorsque sa reine lui eût promis qu'elle ne partirait pas.

Des événements plus graves allaient survenir.

EN 1869, le monde catholique était agité par l'annonce du Concile que le pape Pie IX avait convoqué dans le dessein d'y faire proclamer l'infaillibilité du chef de l'Église. Le prince et la princesse Radziwill, qui étaient foncièrement religieux, se rendirent à Rome.

Pie IX, au grand étonnement de la plupart des gouvernements, s'était montré très libéral au commencement de son pontificat. Les déceptions qu'il éprouva après l'assassinat par les révolutionnaires, de son ministre Rossi, le rejetèrent de l'autre côté; cependant, il était resté, au fond, plus conciliant que la plupart de ceux qui l'entouraient. Il espérait que le Concile durerait peu de temps, et que l'infaillibilité serait votée par acclamation. L'Assemblée devait se réunir dans la basilique de Saint-Pierre. On avait construit en planches, dans un des bras de la croix que forme l'église, une salle immense. C'était une sorte de théâtre qui, comme tous les théâtres, avait ses coulisses. La princesse Radziwill a noté curieusement ce qui se passait autour du Concile; ses sentiments catholiques donnent un singulier intérêt à son témoignage.

L'épiscopat du monde entier allait se trouver réuni. Ces évêques n'étaient pas tous animés des sentiments qu'on en attendait au Vatican. Beaucoup d'entre eux, et parmi les plus distingués, étaient anti-infaillibilistes, soit qu'ils fussent opposés en doctrine à ce nouveau dogme, soit qu'ils trouvassent inopportune la définition qui leur était demandée. Il en était ainsi de la grande majorité des Allemands. Les Français étaient plus divisés et surtout plus timides. Mgr Dupanloup, qui représentait ce qu'on appelait le catholicisme libéral, était à la tête des opposants. Louis Veuillot, dans le journal *l'Univers*, lui faisait une guerre acharnée.

Des passions étrangement vives animaient tous ces Pères de l'Église. On en retrouve l'écho dans les Souvenirs de la Princesse qui, si elle avait été moins fidèle catholique, eût été sans doute quelquefois scandalisée. Toutes ces tempêtes sont aujourd'hui apaisées : le temps a fait son œuvre. La Princesse avait pour l'évêque d'Orléans un respect filial : elle le défendait partout. Un soir, chez les Caraman, elle se rencontra avec l'évêque de Poitiers, Mgr Pie, qui était un des prélats les plus considérables de l'Église de France. L'évêque critiqua violemment l'attitude de Mgr Dupanloup à l'égard de Louis Veuillot. La

Princesse ne put s'empêcher de dire combien cette attaque contre l'évêque d'Orléans, dans une telle bouche, lui était plus sensible que celle qui venait d'un journaliste. A ces mots, Mgr Pie s'emporta et frappa la table avec une telle violence qu'une lampe qui s'y trouvait, tomba, brûlant la robe de la Princesse, et la couvrant d'huile : « Pardonnez-moi ma vivacité, Monseigneur, dit-elle aussitôt; ayez la bonté de vous souvenir que je suis fidèlement attachée, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, à Mgr Dupanloup, et que, de ma vie, je n'abandonnerai un ami de ma famille et de moi-même. » Ces quelques mots mirent fin à l'entretien.

Elle quitta Rome à la fin de 1869; le Concile se continua jusqu'au milieu de 1870. Les opposants luttèrent pour maintenir la liberté de leur opinion; mais il n'était pas d'incident, si étranger qu'il fût à leurs délibérations, qui n'illustrât les dispositions d'esprit auxquelles ils se heurtaient. C'est ainsi que, M. de Montalembert étant mort dans le mois de mars, le service solennel qui devait être célébré en son honneur à l'Ara Cœli, fut interdit. — D'autre part, l'illustre docteur Doellinger n'était pas à Rome, et le cardinal Schwarzenberg se permit d'en exprimer le regret : on lui fit sentir le déplaisir qu'inspirait son langage. — Enfin, l'opportunité de la proclamation de l'infailibilité ayant été contestée par le cardinal Guidi, celui-ci fut appelé par le Pape, qui lui fit reproche de ses propos. Comme il se défendait et soutenait que son langage avait été conforme à la doctrine de l'Église : « Comment, l'Église ? s'écria le Saint-Père, empruntant sans y penser son langage à Louis XIV; mais l'Église, c'est moi. »

Enfin, la discussion générale fut close. Le nouveau dogme fut défini. Les évêques se dispersèrent, ils avaient hâte de rejoindre leurs diocèses. La candidature du prince de Hohen-zollern au trône d'Espagne était posée. Une tempête inattendue menaçait le monde, et le silence se fit sur le Concile.

On ne peut lire sans une profonde tristesse, surtout quand on a vécu ces mauvais jours, les pages que la Princesse a consacrées aux événements de 1870. Jamais on n'a mieux marqué qu'ils auraient pu être évités.

Je me souviens qu'un jour, à Berlin, je parlais avec le prince de Bülow, alors chancelier de l'Empire, de la guerre de

1870. Il me dit, en raillant un peu les jugements de l'homme de la rue, que peut-être les deux hommes qui, en Europe, avaient alors le moins voulu cette guerre, étaient ceux-là mêmes qui, suivant l'opinion commune des deux pays, en portaient la responsabilité : Guillaume I^{er} et Napoléon III.

Il est vrai que l'empereur des Français ne partageait pas les passions aveugles de son entourage, mais il était faible; il ne sut pas leur résister, et c'est par là qu'il est responsable. Quant à Guillaume I^{er}, il suffit de lire les lettres du prince Antoine Radziwill à sa femme, pour voir comment, jusqu'à la dernière minute, il ne croyait pas à l'imminence de la catastrophe.

M. de Bismarck, lui, a voulu la guerre : le récit qu'il a fait dans ses *Mémoires* des modifications qu'il apporta à la dépêche d'Ems, en est l'aveu. Son génie avait calculé jusqu'où la vanité entraînerait le duc de Grammont. Le ministre des Affaires étrangères de France ne fit rien pour calmer l'opinion : au contraire, il prit follement, aux yeux de l'univers, l'initiative de la déclaration de guerre. L'infatuation du duc de Grammont, qui avoua plus tard à notre ambassadeur à Berlin, M. Benedetti, qu'il ne lisait pas ses dépêches, le fit tomber dans le piège qui lui était tendu. M. de Bismarck disait volontiers que tous les hommes ont leur valeur propre, diminuée de leur amour-propre.

Cependant, dès nos premiers échecs, la princesse Radziwill s'était retrouvée toute Française. Son mari était auprès du roi Guillaume; elle ne cessait de lui écrire pour combattre l'idée d'une paix de conquête. Dès le mois de septembre 1870, elle lui disait : « Il faut avoir un manque extrême de connaissance du caractère français, pour vouloir dicter une paix semblable à celle que Bismarck leur a proposée. Jamais la France ne cédera sur ses deux provinces. Il n'est pas sage pour l'Allemagne d'allumer des haines invétérées chez une nation telle que la France. Il n'est pas sage de donner prétexte à une nouvelle guerre, qui ne manquera pas d'éclater un jour, qui tournera en faveur de la France et des alliés que la jalousie contre la puissance de l'Allemagne lui aura donnés. » Pendant les mois qui suivirent, elle écrivait qu'elle perdait tout sang-froid, et que l'Allemagne avait tort de ne pas penser aux haines que l'avenir accumulerait contre elle.

Cependant, en décembre, se posa la question du rétablisse-

ment de l'empire d'Allemagne. Le roi Guillaume n'en voulait pas entendre parler. C'était, à ses yeux, une idée révolutionnaire datant de 1848, la fin de la Prusse. Un jour, il eut avec M. de Bismarck une explication violente. Le prince Radziwill se trouvait dans la pièce qui précédait le cabinet du Roi. Soudain, la porte s'ouvrit : le chancelier apparut, rouge et tremblant encore, mais rayonnant et, en passant, il jeta ces mots : « *Habemus Papam* » ! Le Roi avait cédé, mais il en voulait à M. de Bismarck, et, le jour de la proclamation de l'Empire, dans la galerie des Glaces de Versailles, il lui tourna le dos.

« L'année 1870 se terminait lugubrement, écrivait la princesse Radziwill. On ne peut que difficilement se rendre compte de ce qu'était alors ma vie. Mes jours se passaient dans la fièvre. Je me demandais à toute heure si mon frère vivait encore, si ma mère ne se trouvait pas au milieu de troupes d'invasion, si les nombreux parents et amis que je comptais dans les deux armées, n'avaient pas péri. La plupart des Français croyaient encore à une issue heureuse de la guerre. Il n'y a pas jusqu'à Mac-Mahon, prisonnier, qui ne l'ait dit, avant Noël, au général Annenkof. »

Hélas, Paris était épuisé. Le 24 janvier 1871, Jules Favre demanda une entrevue au Chancelier. Celui-ci eut une longue conférence avec lui. Quand elle fut finie, il vint en rendre compte à l'Empereur et, en entrant dans le salon des aides de camp, il fredonnait l'hallali. Il n'était cependant pas aussi implacable que le maréchal de Moltke. Plus tard, celui-ci ne voulait pas nous laisser Belfort, et les choses en vinrent au point que le Maréchal et le Chancelier ne voulurent plus discuter ensemble. Ce fut l'Empereur lui-même qui dut aller de chez l'un chez l'autre pour les amener à s'entendre.

La princesse Radziwill se trouvait chez l'Impératrice le soir du 26 février 1871, quand celle-ci reçut la nouvelle que les préliminaires de paix étaient signés. Elle avait cru à plus de générosité de la part du vainqueur : elle répétait qu'elle ne voyait dans cette paix qu'une trêve momentanée qui conduirait l'Allemagne à une guerre plus épouvantable et peut-être moins heureuse que celle qui venait de finir. Il faut admirer chez cette jeune femme cette justesse de l'esprit et ce patriotisme persistant qui, au milieu même des triomphateurs, lui donnait une telle force de prévision. Elle avait cette intelligence qui

est le don de saisir les rapports des faits, et c'est à la douleur qu'elle éprouvait, qu'elle mesurait les répercussions lointaines de l'humiliation que subissait le peuple français.

Cependant, en Allemagne, la politique intérieure suivit son cours. On peut penser combien le Kulturkampf blessa la princesse dans ses sentiments religieux. L'Impératrice elle-même souffrait des violences auxquelles se laissait entraîner le Chancelier; c'est ainsi qu'elle fit avertir secrètement le prince-évêque de Breslau qu'il allait être arrêté, et que celui-ci put s'enfuir.

On comprend après cela, il faut l'avouer, les ressentiments du prince de Bismarck contre sa souveraine. Il supportait impatiemment la désapprobation qu'il sentait autour de lui, dans la haute société allemande. Il avait mauvaise mine, il était pâle, fatigué, plus brusque que d'ordinaire et de mauvaise humeur. Pendant une visite que firent à Berlin, en 1872, les empereurs de Russie et d'Autriche, il avouait à la Princesse qu'il avait hâte de retourner aux champs. Elle le plaignait de sacrifier son repos pour satisfaire les hommes mêmes auxquels il avait fait une si rude guerre au commencement de son ministère. « Il y avait, dit-elle, dans cet homme, un combat continu entre l'esprit et la passion. » C'est un jugement qui va loin. Le Chancelier, qui ne supportait pas qu'on fit obstacle à ses desseins, était sensible aux coups d'épingle dont les salons sont toujours prodigues, et, en même temps, il étonnait ses interlocuteurs par la liberté de son langage. Ce même homme qui, à la tribune du Reichstag, ne put se retenir de pleurer en annonçant la mort de l'empereur Guillaume I^{er}, disait de lui, en manière d'éloge, à un ambassadeur de France : « De tous les comédiens qui sont sur le trône, c'est certainement le plus mauvais », et à M. Thiers, à Versailles, en 1871 : « Il n'y a que vous et moi en Europe qui soyons républicains, parce que nous avons souffert de servir nos souverains. » Aussi, affectait-il quelquefois de bouder la Cour, et de ne plus s'y présenter.

En Allemagne, comme en France, la haute société ne se rendait pas compte du mouvement démocratique qui emportait le monde. On retrouve, dans les Souvenirs de la princesse Radziwill, l'écho de tous les bruits, souvent calomnieux, qui couraient dans les salons de Paris, sur M. Thiers, et sur les

hommes qui associaient leurs efforts aux siens. Je me souviens combien ces propos creusaient chaque jour plus profondément le fossé qui séparait, pour parler la langue politique d'alors, les républicains de gouvernement des hommes des anciens partis. Malheureusement, ceux-ci, en croyant servir la cause conservatrice, en réalité, la trahissaient, car ils abdiquaient la légitime influence qu'ils auraient pu exercer.

A l'étranger, ces méchants propos faisaient leur chemin et ébranlaient la confiance, qu'après la Commune le gouvernement de M. Thiers avait inspirée à l'Europe. Au cours d'un voyage que la princesse Radziwill fit à Saint-Pétersbourg, l'empereur Alexandre II lui dit que la fin de la politique de M. Thiers serait le retour de Napoléon III : propos qui paraît bien étrange aujourd'hui, mais qui indique de quelles illusions certaines gens se nourrissaient en France.

Les Souvenirs de la princesse Radziwill s'arrêtent au commencement de 1873. A la mort de Guillaume I^{er}, le prince Antoine Radziwill donna sa démission et se retira chez lui; la princesse resta la confidente de la vieille impératrice Augusta. Lorsque celle-ci mourut en 1890, elle sentit que, désormais, elle était séparée du monde où elle avait vécu jusqu'alors.

J'ai sous les yeux quelques lettres qu'elle écrivit à ce moment-là. La peinture qu'elle y fait du palais est vive. En voici des extraits :

Berlin, 7 janvier 1890.

« Je reviens du Palais, profondément troublée de la journée que je viens d'y passer. Vous le comprendrez sans peine. Hier au soir, vers onze heures, Knesebeck (1) m'a fait dire que cela allait plus mal. Ce matin, à sept heures, les nouvelles sont encore plus mauvaises. Je me lève, je m'habille, je vais au Palais que je n'ai quitté que ce soir, à quatre heures et demie. Je pénètre, non seulement dans le Palais, dans les salons, mais jusqu'à cette chambre à coucher, où chaque heure, chaque minute, chaque seconde, deviennent plus sérieuses et plus solennelles, où les impressions sont plus pénibles et les

(1) Secrétaire de l'Impératrice; plus tard, introducteur des ambassadeurs.

contrastes plus frappants. La mourante, avec ces traits tirés, qui annoncent l'approche du grand passage, ne pouvant presque plus parler, ni remuer, la bouche décomposée, l'œil vitreux et entrant dans cet état comateux de l'agonie; une respiration dont on ne pouvait plus compter les saccades; le corps sans aucun mouvement. Avec cela, toute coiffée, toute frisée, avec son bonnet de dentelles noires sur la tête, une espèce de casaque qui faisait croire à une robe, et assise, — car on ne peut pas dire, couchée, — sur la chaise-longue la plus étroite, la plus incommode qu'on puisse imaginer. D'un côté de cette chaise-longue, sa fille (1), agitée, lui parlant, et ne recevant pas de réponse; se courbant sur sa mère; de l'autre côté, les médecins, donnant les secours, tenant le pouls, attentifs à chaque symptôme. Au pied du lit, le jeune Empereur, debout, roide, droit comme un piquet, ne donnant dans sa raideur aucun signe d'émotion; puis, le pasteur, récitant ces prières froides et sans onction de la liturgie protestante. Dans le fond de la chambre, la famille royale, et tous les serviteurs de la maison. Le reste du Palais rempli par les ministres, les curieux, et un tas de monde, causant de choses indifférentes, ou de préparatifs de funérailles, disposant et dirigeant tout à leur guise, avant que cette Impératrice, dernier souvenir d'une grande époque, ait rendu le dernier soupir. Les grands de ce monde ne peuvent même pas mourir tranquillement.

« Tout cela était un mélange de grandeur, de solennité, de petitesse, d'indifférence, et de profonde tristesse. Je me demandais ce que c'est que le monde, et combien ceux qui nous sont vraiment attachés sont en petit nombre. Je pensais à tout ce que j'avais traversé avec cette femme depuis trente-deux ans, à sa bonté pour moi, à toutes les ressources que j'ai trouvées en elle, à sa liaison avec ma grand mère, à son amitié pour Bacourt (2), à toutes les réminiscences d'un passé si grand, si différent du temps actuel, à la disparition enfin d'un des principaux personnages de la chronique.

« L'agonie fut longue, douloureuse, si on en juge par les contractions du visage. On pouvait suivre jusqu'au bout la

(1) La grande-duchesse de Bade.

(2) Adolphe de Bacourt (1801-1865), diplomate français, secrétaire à Londres lors de l'ambassade de M. de Talleyrand, depuis ministre à Carlsruhe, à Washington, ambassadeur à Turin; démissionnaire en 1848.

lutte entre cette femme qui, hier encore, a dicté sept lettres, et ce matin, à huit heures, disait à Knesebeck : « Je pense que, demain, nous pourrions travailler ensemble » ; qui, quand elle ne pouvait plus parler, remuait les lèvres, comme pour dire encore quelque chose, et cette mort implacable qui brise les plus fortes volontés.

« Avec l'Impératrice, s'est fermée véritablement la porte encore restée ouverte sur tout un grand passé. Les Parques ont coupé le fil de cette belle existence ; le dernier coup de ciseau a été donné. Vous rappelez-vous, dans les *Causeries du lundi*, de Sainte-Beuve, cette histoire des quatre vieilles dames, allant cogner à la porte l'une de l'autre, pour s'appeler, se réunir, causer ensemble, et y trouvant tant de plaisir ? Peu à peu, l'une disparaît, puis une seconde, encore la troisième, et, enfin, la quatrième reste toute seule... Il me paraît qu'il en est de même avec nous... Nous nous comptons encore en bien petit nombre, et ce petit nombre diminuera vite...

9 janvier.

« Ce matin, le palais était lugubre. Cet après-midi, les sœurs catholiques de tous les couvents de Berlin et de Potsdam viendront prier auprès de la pauvre défunte ; puis, on fermera le cercueil pour toujours... A 9 heures, ce soir, nous aurons un service religieux, au Palais ; puis, à 19 heures, on le transportera au château et la maison restera vide (1). L'enterrement se fera samedi. Tout cela me remue et me fait mal. Ce sont des adieux à tant de choses, à tout un temps. Les ducs de Nemours et d'Aumale ont télégraphié leurs condoléances.

13 janvier.

« J'ai assisté à l'enterrement et je n'ai pas été édifiée du froid discours du pasteur Kægel, si peu à la hauteur de la personne, dont il prononçait l'oraison funèbre. Ce prédicateur n'a pu faire ressortir aucun des mérites de cette femme distinguée. Il aurait fallu un Bossuet. Quels grands enseignements n'en aurait-il pas su tirer vis-à-vis de la jeune Cour et avec quels accents il aurait célébré et perpétué les vertus comme les éminentes qualités de l'Impératrice ! Quel interprète il eût été

(1) L'empereur Guillaume I^{er} ne demeurait pas au château, mais dans un petit palais situé *Unter den Linden*.

pour rappeler sa tolérance en toutes choses, sa constante préoccupation du faible, la protection qu'elle lui accordait, sa parfaite indifférence de l'opinion publique, quand il s'agissait de faire du bien, et l'habileté avec laquelle elle a su ramener les provinces rhénanes à l'attachement pour la Prusse. C'est à elle seule que le pays doit ce résultat et cela n'a même pas été relevé par le Dr Kœgel. J'aurais voulu la voir revivre sous cet aspect si grand, si large qui lui réservera une place particulière dans l'histoire... car elle a non seulement partagé, mais complété une grande époque. L'Impératrice a suivi le beau précepte de Bossuet, en prenant la meilleure précaution contre les atteintes de la mort, dans l'innocence de sa vie. En me parlant d'elle, ma grand-mère me dit un jour : « La Reine est si pure, elle est immaculée, et elle y a plus d'un mérite... »

« Parfaitement heureuse, je crois que l'Impératrice ne l'a jamais été. Elle ne trouvait le calme contre ses blessures que dans sa résignation chrétienne, l'activité de sa vie, et la jouissance d'une position qui lui permettait d'accomplir une grande œuvre et d'obtenir de grands résultats. Elle s'était arrangé une religion un peu à elle. Que de fois ne m'a-t-elle pas dit : « Je ne suis pas protestante, je suis évangélique. » Chaque soir, avant de se coucher, elle lisait un chapitre de l'Imitation de Jésus-Christ, et elle l'a encore fait l'avant-veille de sa mort. Ce jour-là, elle est restée très longtemps en prières et en méditations, après cette lecture. Sa fidélité en amitié envers ceux qu'elle aimait était incomparable. Jamais elle n'a abandonné un serviteur ou un ami. Elle a laissé toutes ses collections de Coblenze à la ville.

« Il y a dans la *Schlesische Volkszeitung* une allusion très adroite au service courageux que l'Impératrice rendit alors au prince-évêque de Breslau et aux catholiques de son diocèse, lorsque, pendant le Kulturkampf, son arrestation avait été décidée par le chancelier et le ministère. L'Impératrice, qui lui était particulièrement attachée et ne s'occupait pas des conséquences qui pouvaient en résulter pour elle, lui fit savoir secrètement et à l'heure opportune, qu'il n'avait que le temps de passer la frontière et de se rendre à Johannisberg, dans la partie autrichienne de son diocèse. Grâce à cet avis et au dévouement de quelques fidèles, l'évêque monta en voiture

pou
une
l'ab
pas
de t

et à
deu
com
pren
et d
à fa
sent

vis
pou
retir
pou
prix
nais
il n
Imp
conv

L
avec
press
Victo
la vi
ma n
cesse
le fa
L

(1)
de l'en
(2)
Augus
de Gu

pour faire sa promenade ordinaire; sorti de la ville, il trouva une autre voiture, des chevaux, des relais, et il était déjà à l'abri, lorsque Arnim, l'Ober-President, s'aperçut qu'il n'était pas rentré, et ne pouvait, par conséquent, plus l'arrêter. Que de traits de ce genre on pourrait citer!

19 janvier.

« Je vais, ce soir, à cinq heures, chez la jeune Impératrice (1), et à six heures, chez la grande-duchesse de Bade. Toutes deux prétendent qu'elles ont à me parler. Pour la seconde, je le comprends, mais je suis un peu intriguée de ce que me veut la première. Je suis très fidèle au souvenir de ceux que j'ai aimés et de ceux que j'aime; mais je voudrais bien me mettre tout à fait de côté vis à vis de la jeune génération, qui ne peut sentir et comprendre de la même façon que moi.

« Bismarck s'est montré assez singulier ces derniers mois vis à vis de la vieille Impératrice. Encore plein d'attentions pour elle et son entourage au printemps dernier, il s'est fort retiré depuis; a refusé l'été dernier le dîner à Babelsberg pour l'empereur d'Autriche, auquel elle avait attaché un grand prix, s'est contenté d'une simple dépêche pour son jour de naissance, et, lors de sa mort, comme de son enterrement, il n'a fait aucune démarche de sympathie. La pauvre vieille Impératrice m'avait parlé de lui, lors de notre dernière conversation. »

L'Impératrice Frédéric (2) avait voulu, elle aussi, causer avec elle. La Princesse était sortie de cette entrevue mal impressionnée. Comme elle lui avait dit que sa mère, la reine Victoria, avait dû éprouver une véritable peine de la mort de la vieille Impératrice: « Oui, lui avait répondu l'Impératrice, ma mère l'avait protégée. » Il est impossible, ajoutait la Princesse, en rappelant ce mot, de gâter sa position autant qu'elle le faisait.

L'Impératrice Frédéric avait toujours été peu adroite et

(1) L'Impératrice Augusta-Victoria, princesse de Sleswig-Holstein, épouse de l'empereur Guillaume II.

(2) L'Impératrice Frédéric, mère de Guillaume II, bru de l'impératrice Augusta. L'empereur Frédéric n'avait régné que quelques semaines, après la mort de Guillaume I^{er}.

impopulaire. L'opinion à Berlin lui reprochait d'être restée trop anglaise. Sa mère s'en était inquiétée et avait vainement essayé de lui inspirer plus de tact. Plus tard, elle ne sut pas toujours voir l'Empereur dans son fils. Il y eut de fréquents désaccords entre elle et lui. Mon collègue, l'ambassadeur d'Angleterre, sir Franc Lascelles, m'a confié que, plus d'une fois, il avait été appelé à intervenir pour ramener la paix entre la mère et le fils. Aux yeux de la princesse Antoine, leurs deux caractères se heurtaient, parce qu'ils étaient trop semblables : « Tous deux, disait-elle, étaient brusques, d'humeur capricieuse, également susceptibles, avec le goût de l'omnipotence. »

Cependant, lorsque l'empereur Guillaume II monta sur le trône, le sentiment qu'il avait de son rôle de souverain n'était pas pour déplaire à la princesse Antoine ; mais, quoiqu'elle appréciait assez cette curiosité universelle qui le portait à s'occuper de tout, elle s'inquiétait de l'agitation de son esprit. La jeune Impératrice la troublait davantage. Elle la trouvait étroite d'esprit. L'Impératrice avait fait chasser du service du Palais tous les domestiques qui n'appartenaient pas à la religion évangélique, et la Princesse s'effrayait d'une piété si intransigeante.

Un soir, j'allai chez elle ; je la trouvai seule au coin de son feu ; elle était de mauvaise humeur. Je lui demandai à qui elle en avait :

— A l'Impératrice, me répondit-elle. Imaginez-vous qu'elle est allée aujourd'hui à l'hôpital placé sous son patronage. Elle y a trouvé une femme très malade, qu'elle ne connaissait pas et lui a demandé de quel pays elle était. « De Cologne, madame, répondit la pauvre femme. — Vous êtes sans doute catholique ? — Oui, madame, — Alors, mon enfant, vous ne pouvez pas rester ici. » Et aussitôt, elle la fit emporter. On ne savait où la conduire, et on l'a amenée à l'hôpital polonais que je préside, et où je l'ai reçue. Je ne puis comprendre tant d'inhumanité chez une femme qui est cependant bonne et charitable.

La princesse Radziwill restait fidèle à l'autre Impératrice, son amie, si libérale et si pitoyable, mais tous les jours, elle voyait son souvenir s'effacer. Elle aimait à revivre le passé, et,

peu à peu, se sentait par ses idées religieuses et son éloignement de la vie active, ramenée vers cette Pologne, vraie patrie de son mari et de ses enfants, où, pendant des siècles, leur famille avait joué un si grand rôle. Le prince Antoine avait été élevé par un certain M. Podlewski, qui avait été des disciples et des amis de Mickiewicz. On ne sait pas assez le rôle que la poésie et l'art ont joué dans le maintien du sentiment national chez les Polonais. Chopin et Mickiewicz ont été de grands artisans de patriotisme, et ni à Pétersbourg, ni à Berlin, on ne pouvait fermer tous les pianos et toutes les bibliothèques de l'Europe. Ce M. Podlewski, qui mourut à plus de quatre-vingts ans, vécut toute sa vie dans la maison des Radziwill, entouré de respect et d'affection; il exerça la plus grande influence sur les deux générations qui reçurent ses leçons; il leur fit entendre la voix d'une Patrie, qui vivait toujours dans le cœur de ses enfants.

La politique polonaise de l'Allemagne apparaissait, aux yeux de l'opinion universelle, moins violente que celle de la Russie. En réalité, elle était plus savante, plus subtile et surtout plus constante. Elle poursuivait chez les Polonais jusqu'à l'usage de leur langue. Pendant que j'étais à Berlin, où il y avait une église pour les Polonais, la cérémonie de la Première Communion fut, un jour, brutalement interrompue par la police, et les enfants chassés parce que le prêtre leur avait parlé dans leur langue. — Le Kulturkampf n'était pas, aux yeux des Polonais, une lutte purement religieuse; le catholicisme était pour eux un refuge et une défense contre la Russie orthodoxe et l'Allemagne évangélique; et il leur semblait que la politique du Chancelier était dirigée contre leur idéal national. Plus tard, enfin, la loi prussienne de colonisation de 1880 interdit aux paysans polonais de réparer leurs maisons et de vendre leurs biens à leurs compatriotes. On voulait les amener à faire place à des colons allemands, en les obligeant à quitter le pays. On reprenait la politique des Teutooniques et de Frédéric II. J'ai entendu, à ce sujet, les plaintes de hauts fonctionnaires de l'Empire, qui étaient d'origine polonaise, et je ne doute pas que cette législation cruelle n'ait contribué à exaspérer le patriotisme dans la Pologne prussienne.

Les Radziwill avaient aussi d'immenses domaines en Lithua-

nie. Le château de Miczwicz était le berceau de la famille. Le prince et la princesse Antoine le visitèrent en 1863. Ils le trouvèrent en ruines, ils entreprirent de le relever, et pendant vingt-cinq ans, la princesse se consacra à cette tâche. Elle obtint de l'empereur de Russie qu'il lui fit rendre les souvenirs et les objets d'art qui avaient été confisqués aux Radziwill. Elle voulait enraciner les siens dans la terre des ancêtres. Son fils, Stanislas, reprit la nationalité russe; il servit, comme officier, dans l'armée du Tsar, et c'est dans ses rangs qu'il a été tué, pendant les dernières luttes contre le gouvernement bolchévique.

Le prince Antoine Radziwill mourut en 1904. Ce fut un grand coup pour la Princesse; depuis lors, quand elle n'était pas à Berlin, elle vivait en Silésie, dans la terre de Kleinitz, que lui avait léguée la duchesse de Dino.

Elle avait conservé pour sa grand mère une vive affection et une profonde admiration. Elle en était fière, et comme elle voulait servir sa mémoire, elle publia des notes laissées par elle (1), sous le titre de *Chroniques de 1831 à 1862*. Ces chroniques font suite aux Souvenirs de la Duchesse, édités (2) par la comtesse Jean de Castellane, elle aussi sa petite-fille. Elles sont une contribution précieuse à l'histoire du XIX^e siècle, au temps de la Restauration et du gouvernement de Juillet. La duchesse de Dino avait vécu, comme on sait, auprès de son oncle, le prince de Talleyrand, et elle nous fait pénétrer dans l'intimité de cet homme extraordinaire. Quand il mourut, elle quitta la France pour rentrer dans le pays de son enfance et vécut à Sagan.

Comme elle, la princesse Antoine n'oubliait pas le pays de sa jeunesse; elle avait l'orgueil de sa famille; elle voulait en voir le berceau, et en 1912, elle visita la Provence. Elle écrivit la relation de ce voyage au pays des ancêtres dans une plaquette qu'elle distribua à ses amis.

« En écrivant ce récit, dit-elle, je me suis seulement proposé de faire mieux connaître à mes enfants mon pays d'origine et de les mettre un peu plus au courant de celui de ma famille, sortie de la plus latine des terres de France. Cette tournée dans le pays de Provence a été pour moi l'accomplissement d'un

(1) Quatre volumes chez Plon-Nourrit.

(2) Un volume chez Calmann-Lévy.

rève longtemps caressé, car, placée par la destinée loin de tous mes souvenirs personnels, mon cœur s'y est peut-être d'autant plus attaché. »

Elle visita avec émotion la petite ville de Castellane.

La municipalité la reçut à l'hôtel de ville, et on la conduisit devant une vieille fontaine, sur laquelle elle put lire l'inscription suivante :

835 Antoine de Castellane
1095 Pierre de Castellane
1245 Boniface de Castellane
La ville reconnaissante.

En racontant sa visite, elle ajouta avec fierté :

— Boniface fut le dernier souverain de notre famille. Saint Louis l'obligea, ainsi que le prince d'Orange et le baron des Baux, à lui rendre hommage.

Elle parcourut tout le pays. A Arles, Mistral lui fit visiter le Musée et lui dit avec une haute galanterie : « Je vous salue, Madame, dans un palais qui a, autrefois, appartenu à vos ancêtres. » Tout la flattait et l'enivrait dans ce beau pays, et, en le quittant, elle écrivit : « Je dis adieu à ma mère Patrie, au jour limpide, brillant, subtil de la Provence, à son ciel, à l'olivier, au citronnier, à ce pays d'amour, à cette clarté du firmament qui lui est particulière, à cette terre de joie, si favorisée du ciel et de l'histoire. »

Elle rentra en Allemagne, et, d'avoir mis le pied sur la vieille terre de Provence, elle revenait fortifiée et exaltée. Elle avait été reconquise par le pays de ses ancêtres. Aussi, suivait-elle, avec plus d'émotion que je ne puis dire, le cours des événements pendant les deux années qui précédèrent la guerre. Je la voyais souvent. Elle sentait la terre trembler sous nos pieds, et, bien qu'elle fût inquiète, elle n'imaginait pas que la catastrophe fût si prochaine. Elle ne pouvait croire que ses prévisions de 1871 se réaliseraient si soudainement. Quand la guerre éclata, elle fut atterrée.

Je ne l'ai pas revue depuis lors ; pendant ces tristes jours, elle trouva moyen de m'écrire par une voie détournée. Dès le 29 décembre 1914, elle m'annonçait la mort d'un de ses

neveux, qui servait dans l'armée russe et qui avait été tué à Lodz : elle me peignait le deuil général à Berlin ; le noir dominant dans les églises et dans les rues ; l'Empereur déprimé, se sentant fourvoyé, ses cheveux devenus blancs ; les plaintes contre les généraux ; l'admiration du grand État-major pour Joffre ; le gouvernement obligé de donner l'ordre de pavoiser quand il annonçait une victoire ; la désillusion partout. Elle me disait ses propres tristesses et combien elle voudrait être à Paris. « Je souffre beaucoup, ajoutait-elle, de devoir vivre ici. »

Elle fut internée dans son château de Kleinitz. Elle y mourut avant la fin de la guerre.

Elle était bien le représentant d'une société qui disparaît, d'une époque où les salons exerçaient en Europe une sorte de magistrature de l'opinion, d'un monde où les passions mêmes se faisaient courtoises, et elle était étonnée, et même scandalisée, de sentir que tout cela était le passé. Elle a souffert dans ses affections et dans son patriotisme, car, si on a pu dire d'elle ce qu'on avait dit de sa grand mère, la duchesse de Dino, qu'elle appartenait à trois nations, si elle s'était pliée aux nécessités que lui imposait la vie, son cœur était toujours resté français, et elle est morte dans l'attente et dans l'angoisse.

JULES CAMBON.

FEZ

OU

LES BOURGEOIS DE L'ISLAM

III ⁽¹⁾

LE JARDIN DES PROCÈS

Ce Fassi religieux, passionné de commerce et d'affaires, est processif par nature, et sa législation compliquée à plaisir l'engage encore dans ce travers. A-t-il une contestation, il court aussitôt chez l'*alem* (2) lui demander une *fetoua*, une consultation juridique. Mais il y a une chose sur laquelle il compte encore plus que sur toutes les *fetoua* du monde, c'est la vénalité du juge. Tous les gens sont ingénument là-bas corrupteurs et corrompus. Personne ne se fait aucun scrupule d'acheter ou d'être acheté. Dieu n'a rien à voir à cela, et, au besoin Moulay Idris, pour le moindre présent, entrera dans votre jeu. L'équité dans la justice répugne autant à tout ce monde que la régularité dans le travail ou l'exactitude dans le paiement. Là encore on déteste tout ce qui est rigide, trop précis, trop délimité. Une justice impartiale n'a qu'une solution nécessaire; dans l'injustice tout est possible, la plus mauvaise cause est pleine d'espérance, laisse la porte ouverte à toutes les combinaisons, et c'est là ce qui plait au Fassi, à telle enseigne qu'une

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier et 1^{er} février.

(2) Savant, au pluriel *oulema*.

affaire, même lorsqu'elle a été jugée, n'est point terminée pour cela : elle continue comme avant ; le jugement n'est considéré par l'une et l'autre partie que comme un simple incident, sur lequel on recommence d'ergoter indéfiniment, jusqu'au moment où se fait un accord, qui le plus souvent n'a rien à voir avec le jugement rendu.

« Un cadi qui ne soit pas malhonnête, cela ne s'est encore jamais vu », dit un proverbe fassi. J'en connais un pourtant, et tout le monde le connaît à Fez, mais il déplaît à tout le monde, c'est le cadi de Fez Djédid. Fort heureusement la Médina possède, elle aussi, son cadi, ce fameux professeur de Qaraouyne qui a fait durer vingt-huit ans son cours sur Sidi Khélil, et celui-ci, dans sa manière de rendre la justice comme dans sa façon d'enseigner, est dans la meilleure tradition!

Il habite, de l'autre côté de l'oued Fez, ce vieux quartier des Andalous, où les Maures venus d'Espagne s'établirent de préférence parce qu'il y avait sur ce versant de l'eau en abondance et que le terrain se prêtait à la culture maraîchère dans laquelle ils excellaient. Aujourd'hui on chercherait en vain, au milieu des maisons qui se pressent, ces vergers d'Andalousie. Quelques vestiges cependant en subsistent parmi lesquels le jardin du Cadi. D'un côté sa maison, à l'autre bout un pavillon, un de ces menzeh où les Fassi se plaisent à inviter leurs amis. Le cadi y reçoit les plaideurs quand ils sont riches; les pauvres diables, il les juge à la porte.

Existe-t-il au monde un plus délicieux tribunal? La chambre est ravissante, les orangers embaument, un ruisseau passé devant le seuil dans ses berges de briques, une roue de moulin craque, gémit, murmure en faisant monter l'eau dont la moitié se perd en route. L'hôte du lieu est voluptueux et avare : deux traits de caractère qui s'accordent à souhait, je l'ai remarqué maintes fois, pour rendre un logis séduisant, car le propriétaire sait n'y rien négliger de ce qui donne du charme à la vie, et d'autre part il entretient tout juste sa maison, sans se laisser aller à cet excès de luxe où glisse volontiers le Fassi ostentatoire. Bien qu'il ait largement dépassé la soixantaine, il se marie, divorce, se remarie sans cesse avec des personnes fort jeunes. Et les petites esclaves qui vous servent le thé, ne permettent pas de douter qu'il soit ce qu'on appelle à Fez un grand amateur de négresses. Il est aussi de plus superstitieux,

ce vieillard qui rend la justice au nom d'Allah l'Unique. Il n'a pas moins, dit-on, de soixante-treize amulettes suspendues autour de lui pour le garantir des Djinn. Sous son caftan il porte un pantalon de coton rouge, couleur qui fait fuir les démons et plait aux bons génies, qui le mettent à l'abri de la destitution. Une fois par an il fait venir un sorcier nègre, un Guenaoua, qui l'étend sur les carreaux du hammam, s'assoit sur lui, prononce les formules magiques et le masse pour lui faire sortir les mauvais esprits du corps. « Surtout n'oublie pas les oreilles ! » lui recommande toujours le Cadi, comme si toutes les turpitudes qu'on lui raconte à longueur de journée, s'étaient réunies là en assemblée de démons mal-faisants.

Dans tout procès il est juge et conseil. Il donne des fetoua aux deux parties adverses, les pousse à s'entêter, fait traîner leur affaire, comme son cours sur Sidi Khélil, pendant des mois et des années, et quand enfin, pour ses consultations et ses bonnes paroles, il a reçu un nombre de pots de vin respectable et qu'il est au bout de son rouleau, alors il convoque chez lui quelques chorfa et les plaideurs. Les petites négresses apportent un repas, l'eau de la grande roue s'égoutte innocemment, toujours avec le même bruit ; et le diner fini, notre homme enlève son turban, le place tour à tour devant chaque plaideur et leur dit : « *Aâr Moulay Idris !* Sur l'honneur de Moulay Idris ! Vous êtes de bonne famille, je suis désolé de voir que vous vous querellez ! » Après cet « *Aâr Moulay Idris* », cet appel au Maître de la Ville, en présence de ces pieux chorfa qui sont issus de lui, il ne reste plus aux parties qu'à se mettre d'accord, sans quoi elles encourraient la réprobation générale, et le malheur serait sur leur tête.

En tout pays du monde les questions d'héritage sont des aïds à querelles, mais à Fez, je crois, plus qu'ailleurs. La propriété y est si morcelée qu'il n'est pas rare, par exemple, de voir un moulin appartenir à quatre ou cinq propriétaires différents : les murs à celui-ci, les roues à celui-là, l'espace entre les murs et les roues à un troisième, les meules à un autre encore. On conçoit que diviser ces miettes entre de nombreux héritiers fasse naître des contestations sans fin. Le Cadi y trouve son compte, mais ce qui amène surtout de l'eau à

son moulin, c'est l'étrange façon dont fonctionne ici la tutelle.

Je me suis fait expliquer par le menu le mécanisme de cette institution qui met les trois quarts de la ville sous la domination de l'autre. Pour éviter la dispersion des biens et la difficulté des partages dans ces familles si nombreuses, un tuteur est chargé, à la mort du chef de maison, quelquefois même avant sa mort, d'administrer la fortune qui reste dans l'indivision. Cela aussi longtemps qu'il plaira au tuteur, car en droit musulman il n'y a pas d'âge fixe pour la majorité. D'ordinaire, le chef de famille, dès qu'il se sent âgé, malade, ou qu'il est sur le point d'entreprendre un grand voyage, le pèlerinage par exemple, choisit lui-même ce tuteur, généralement parmi ses proches, son fils aîné, son frère, ou bien encore sa femme, avec la secrète intention de l'empêcher de contracter un nouveau mariage, car elle serait déchuë de ses droits. Si par hasard il meurt sans avoir désigné personne, le *cadi* choisit quelqu'un parmi les membres de la famille ou parmi la dizaine de personnes qui, à Fez, sont tuteurs de profession. Au reste qu'il soit de la famille ou bien un étranger, invariablement le tuteur s'arrange pour « manger » le pupille.

Et d'abord il commence par le pousser à la dépense. Il a toujours sous la main un *chirât* pour l'entraîner à la fête, un Juif pour le faire boire, un intermédiaire complaisant pour lui vendre une automobile. Puis un jour, il coupe tout subside et déclare au prodigue qu'il n'a plus d'argent à lui. Après s'être fait beaucoup prier, il finit par délier les cordons de sa bourse, à condition que l'emprunteur reconnaitra devant notaire avoir reçu le double de la somme touchée. Peu à peu les dettes s'accumulent. Sous prétexte de rentrer dans ses avances, le tuteur fait vendre les biens, dont il a la gérance, à un prix dérisoire, et les rachète en sous-main. Au cas où le scandale est trop fort, il offre à ses pupilles de les émanciper, en échange d'un acte par lequel ceux-ci reconnaissent l'honnêteté de ses procédés. Trop heureux d'être enfin débarrassés de lui, les pupilles signent tout ce qu'il demande. Après quoi le tuteur se rend chez le *cadi* et déclare solennellement que les mineurs dont il avait la charge, — fréquemment on voit parmi eux des gens à barbe blanche! — sont désormais capables d'administrer leurs biens tout seuls. Mais de biens, il n'y en a plus! Les uns après les

autres, ils ont passé dans les mains du tuteur. Il en reste aussi quelque chose dans celles du cadi, qui, tout au long de cette ténébreuse affaire, n'a cessé de toucher: il a touché pour le choix du tuteur; il a touché chaque fois qu'il a autorisé celui-ci à vendre une part de l'héritage; il a touché pour reconnaître la régularité de sa gestion, et il touche enfin des pupilles qui payent pour être émancipés.

Notre Administration, qui aime la vertu, s'est mis en tête de changer tout cela. On a révoqué des juges, jeté des tuteurs en prison. Est-il certain que les Fassi en soient très satisfaits?... L'autre jour, comme il était question de destituer leur étonnant cadi, tous les gens de Fez ont protesté. Il est toujours en place; et ma foi, si les Fassi sont contents, je le regretterais, moi aussi, ce cadi de la Médina, qui est une si parfaite image de la vieille cité, avec son charme et ses verrues.

UN GRAND MARIAGE

Quand vous rencontrez par les rues une petite procession de femmes qui portent sur leur tête des plateaux sans capuchon, remplis de quelques livres de dattes, de cierges, de henné et de pièces d'étoffe, souhaitez le bonheur à deux fiancés que sans doute vous ne connaîtrez jamais. Ces dattes, ce henné, ces étoffes, portés dans ces plateaux, c'est le premier cadeau qu'un fiancé envoie à sa fiancée aussitôt après la prière qui a rendu l'annonce de son mariage officielle.

Que de fois j'ai accompagné, à travers les rues et les ruelles, ces offrandes nuptiales mollement balancées sur la tête des vieilles négresses! De quel destin suivais-je le sillage? Ces présents qui m'entraînaient à leur suite donnaient un but, pour un instant, à cette confuse rêverie, un peu pareille à la migraine, que promène dans une ville étrangère le voyageur désœuvré. Je me laissais conduire quelque part, où? je ne savais pas, en un endroit où quelque chose, qui n'était pas de l'amour, allait unir deux êtres inconnus de moi (peu importe!) mais, chose incompréhensible pour un esprit d'Occident, deux êtres inconnus à eux-mêmes. Il y avait là de quoi rêver, si longue et compliquée que fût la promenade à travers la foule pressée ou le désert des ruelles mortes. Et soudain, un coup de marteau, un de ces bruits sourds et si tristes, comme ces son-

nettes qui, tout à coup, viennent remuer le silence de nos vieilles rues de province. Nègresses et cadeaux, tout s'engouffre par la porte ouverte. Aussitôt des you-you éclatent. Pour créer le bonheur, l'amour n'est donc pas nécessaire? Du henné, quelques cierges, quelques mètres de soie, et toute la maison délire! J'écoute longtemps les tambourins scander la louange du Prophète, sur quelques notes monotones et aiguës, qui ne semblent faiblir par moments que pour reprendre de plus belle. Vais-je les écouter jusqu'au soir? Encore un couplet, puis un autre, et je repars avec ma migraine, ma curiosité insatisfaite, la déception d'être égaré dans ces sentiments indigènes comme dans le lacs de ces ruelles, où m'ont entraîné les nègresses, et qui menait, paraît-il, au bonheur...

Il y a pourtant dans cette chasse à tout ce secret qui se dérobe et vous déçoit souvent par sa médiocrité quand vous arrivez à le connaître, un attrait fascinant, auquel je cède volontiers. Je n'ai pas du tout le dédain que montrent pour le pittoresque certains esprits supérieurs. Ce pittoresque décrié m'a mis souvent au cœur des choses beaucoup mieux et plus simplement qu'une soi-disant profondeur. Je suis sûr qu'au milieu des cierges et des gémissements d'une nuit de Pologne, j'ai pris de l'âme juive une idée qu'aucun livre de philosophie ni d'histoire ne m'aurait jamais donnée. Et cette même ardeur, que j'ai portée là-bas à suivre les péripéties d'une fête de Pâques ou de Kippour, je la retrouve ici toute neuve, pour m'attacher avec une patience inusable au déroulement d'une noce. A quoi cela me mènera-t-il? A quelque cul-de-sac, comme on en trouve à chaque pas dans cette ville indéchiffrable? Ou bien, sous ce cérémonial, ce fracas de musique et cette montagne de mangeaille, l'esprit de ce monde fassi se laissera-t-il entrevoir?

* * *

Une mère a-t-elle un fils à marier, il n'est pas de sa dignité d'aborder avec lui la question matrimoniale. Le père le ferait encore moins. Si la famille est d'importance, la vieille esclave, la dada qui a élevé le garçon, l'informe du vœu de ses parents et qu'on s'occupe de lui chercher une femme. Lui-même prend parfois les devants, et par le truchement d'une tante ou d'une

sœur mariée, il avertit sa mère qu'il désire qu'on lui procure une épouse. Mais dans une maison plus modeste, les choses ne vont pas si aisément. Pas de dada pour servir d'intermédiaire. Aussi le plus souvent on a recours à l'oncle. On l'invite à diner. Et quand le jeune homme est parti, cette conversation s'engage entre les parents et leur hôte :

— Nous sommes gênés, lui disent-ils, nous ne savons pas qui pourrait dire à notre fils qu'il est temps pour lui de se marier. Comme il vous a toujours autant respecté que si vous étiez un chérif, nous avons pensé que personne à Fez, mieux que vous, ne pouvait se charger de cette commission.

Quelquefois l'oncle accepte, d'autres fois il refuse. C'est un pauvre artisan, mettons, si vous voulez, un ressemeleur de babouches, mais il n'en a pas moins un sentiment très vif de ce qu'il doit ou ne doit pas faire, d'autant qu'il n'est déjà plus jeune.

— Je suis comme un père pour cet enfant, répond-il, je l'ai vu élever, il n'ose pas lever les yeux sur moi. Non, vraiment, je ne peux lui dire cela ! Ma femme, peut-être, en aura le courage.

Et il invite le jeune homme à diner.

Mais la tante aussi se récuse. Comme toutes les femmes, elle a le goût de s'entremettre dans ces sortes d'affaires, mais elle tient encore davantage à paraître distinguée. Et de cette voix pleurnichante qui marque la bonne éducation :

— C'est un fils ! gémit-elle. Il a trop de respect pour moi. Je n'oserai jamais lui dire cela.

Ces refus n'offensent point les parents : ils ne prouvent qu'une chose, c'est qu'on a dans la famille le sentiment des convenances. On se congratule de nouveau autour de quelques tagines, et l'on cherche en commun quelle personne honorable, et suffisamment indifférente à la vertu de ce jeune homme (qui d'ordinaire n'est pas naïf), pourra se compromettre à ses yeux jusqu'à lui parler mariage.

Le garçon enfin prévenu que ses parents veulent le marier, reste à découvrir une fille. J'ai déjà dit qu'en cette affaire les gens de petite condition s'adressent à une *dalala*, la brocanteuse qui vend à la criée les objets et les hardes qui ont cessé de plaire, ou dont on se défait par besoin. Les personnes plus fortunées ont recours à la *négafa*, la chirât vieillie, retirée des

affaires, et qui se consacre maintenant au soin des amours légitimes. Dalala et négafa, brocanteuse et chirât, fournissent des renseignements sur toutes les maisons de Fez, et dans le cas où les parents ont en vue quelque parti, l'entremetteuse se charge de savoir si la fille n'est pas déjà promise à quelqu'un, et si le jeune homme a des chances d'être agréé par la famille.

Son rapport est-il favorable, la mère se rend, avec quelques amies, sur la terrasse d'une maison voisine, d'où elle pourra facilement apercevoir la jeune fille et s'en faire une idée, si elle ne la connaît pas encore. La qualité qu'on apprécie avant toute autre, c'est la jeunesse. Et cela se comprend. Dans l'esprit d'un Fassi, une femme ne se perfectionne guère, elle reste toujours une enfant. Alors, n'est-il pas vrai, la sagesse commande de l'avoir le plus jeune possible. On aime qu'elle soit forte et puissante : elle remplit l'œil, comme on dit avec admiration. Ajoutez que si elle est grasse et qu'une maladie tombe sur elle, vous pouvez en perdre la moitié, il vous restera toujours quelque chose. Si, au contraire, elle est maigre et que la maladie la touche, il ne vous restera plus rien... La graisse ne plaît toutefois que si la peau est blanche. Les grands yeux ont toujours un immense prestige, et c'est heureux ainsi, car au Maroc, si la beauté est rare, les yeux sont très souvent admirables. Le plus grand compliment est de dire d'une femme : « Elle a les cils sur les joues. » Et si les sourcils se rejoignent, la perfection semble achevée. Les cheveux intéressent moins par leur longueur que par leur masse. Un double menton plaît beaucoup lorsque la peau est blanche et le teint coloré. Mais évitez d'être blafarde ! On dirait de vous : « C'est un concombre. »

Tout cela est vu, examiné, jugé du haut de la terrasse. L'impression est-elle favorable, la négafa se charge de demander un rendez-vous. Au jour dit, la mère du garçon se rend chez la mère de la fille. Réception, thé, gâteaux, eau de fleur d'oranger, bois de santal dans le brûle-parfum. Puis après beaucoup de paroles et de compliments de toutes sortes, la phrase que tout le monde attend : « On nous a indiqué votre fille comme la seule qui remplisse toutes les conditions que nous désirons pour notre enfant. » Veut-on enlever tout espoir ? La mère répond qu'elle est déjà fiancée, et aussitôt ajoute : « Si nous

avons pu croire que vous nous l'auriez demandée, nous ne l'aurions point donnée à un autre. » Veut-on poursuivre l'entretien, on dit en gémissant : « Jamais nous n'avons encore pensé marier notre fille si jeune, elle n'est née que l'année de la variole (ou de la sécheresse, ou l'année de Bou Hamara). mais je parlerai à son père, et si la chose peut s'arranger, je vous dirai d'envoyer les hommes, car, vous le savez comme moi, ce n'est pas là affaire de femmes. »

D'ordinaire, la fille entend tout dans la chambre voisine. Et comme, la plupart du temps, le jeune homme tient quelque boutique, dans la Qaïssaria ou ailleurs, elle s'empresse d'y envoyer sa dada pour savoir comment il est fait. Elle-même s'arrange pour sortir et le voir. Le frère aîné, qui dans les maisons riches se charge des commissions des femmes, leur apporte des échantillons et fait habituellement leurs achats, la renseigne au besoin sur un point capital : use-t-il de tabac à priser ? Quant aux parents, ils se soucient très peu des avantages extérieurs du garçon qu'on leur propose. « L'homme n'a pas de défauts », a-t-on l'habitude de dire en parlant du physique. Les filles elles-mêmes que le sort a dotées d'un époux mal de sa personne, ont une expression charmante pour excuser le sort : « C'est, disent-elles, ce que ma cuiller a pris. »

Au bout de quelques jours, la négafa annonce qu'on peut envoyer les hommes. Le père du garçon se présente, ou bien un membre de sa famille, ou un ami commun, et si possible un chérif. Longues politesses protocolaires, après quoi on aborde l'objet de la visite :

— Nous venons, Sidi, pour associer notre enfant à votre sang.

Et le père de la fille de répondre :

— *Inch Allah!* ce mot qui au Maroc apporte une solution à tout, ou plutôt semble remettre au bon plaisir de la divinité la solution de toutes choses. *Inch Allah!* S'il plaît à Dieu, nous verrons.

Et si le visiteur insiste, — et naturellement il insiste, — le père répond exactement comme l'autre répondrait à sa place, si les rôles étaient renversés :

— Notre fille n'est pas une génisse que vous venez acheter. Donnez-moi, je vous prie, le temps de consulter sa mère, et je suis sûr que Dieu ne fera que le bien.

Après cela, l'ambassadeur n'a plus qu'à s'en aller et

laisser passer quelque temps. Puis de nouveau il revient à la charge, flanqué cette fois de quatre ou cinq personnes, dont le père du garçon.

— Oui, Sidi lui dit le père de la fille, je vous remercie d'être venu. Mais, vous savez, le moment n'est pas bon pour faire un mariage. La laine est hors de prix, les soieries sont inabordables. Vraiment le moment est mal choisi. Vous reviendrez plus tard. Je ne puis me décider si vite. Mais Dieu fera le bien.

Heureusement, parmi les autres notables, l'un ou l'autre intervient :

— Non, Sidi, vous ne pouvez pas nous renvoyer ainsi. Votre fille est d'âge à se marier. Quant à la question de dépense, que voulez-vous? c'est une chose qu'il vous a fallu accepter le jour où elle est née. Chacun sait bien que la présence d'une fille dans une famille est une ruine pour ses parents. Mais enfin, comme ce mariage a été décrété par Allah, aujourd'hui ou plus tard, il faut toujours en venir là.

— *Ouakha, Sidi*, répond le père qui lâche du terrain pied à pied. Faites donc comme il vous plaira.

Et tous d'une même voix :

— *Baraka laoufik!* La bénédiction soit sur vous! Récitons la *fatiha*.

La *fatiha*, c'est la prière. Pour la dire on lève les mains, on les étend ouvertes devant soi, comme si Dieu allait les emplir de sa manne; on récite la bénédiction, puis, les dernières paroles dites, on passe lentement sa main droite sur son visage et sa barbe.

Nos hommes étendent donc les mains, marmonnent les paroles rituelles, mais avant le geste sacramentel de se passer la main sur la barbe, qui marquerait que l'affaire est conclue :

— Non, Sidi, déclare le père de la fille, nous n'en sommes pas encore là. Décidons d'abord de la dot.

La dot, au contraire de chez nous, ce n'est pas la femme qui l'apporte mais le futur époux, c'est le père de la fille qui demande au père du garçon, ou plutôt aux amis qui l'accompagnent, d'en fixer le montant, car jamais la conversation ne s'engage directement entre les deux pères de famille.

— Vous me gênez beaucoup! répond le père du garçon à ses amis qui l'interrogent. Et sentencieusement il prononce

quelques aphorismes de ce genre : « Un mariage n'est pas chose facile. Il ne faut pas qu'on s'y engage avec des discussions d'argent. La religion nous recommande de ne pas exagérer les dots... etc... etc... »

Alors commence tout un manège, qu'on pourrait appeler le ballet de la dot. Voyez-vous bien la scène ? La pièce étroite et longue, tantôt modeste et blanchie à la chaux, tantôt brillante comme un jardin, avec ses parterres de faïence et les soies des coussins. Tous nos gens sur des matelas, dans leurs blancheteurs de laine, face à l'unique porte qui s'ouvre sur la cour, et par où entre la lumière. Et de l'autre côté du patio, la chambre du premier étage, dont on voit en levant les yeux (mais la politesse exige qu'on ne les lève point), le gril-lage jaune de la fenêtre, ou le rideau de mousseline derrière lequel les femmes épient ce qui se passe en bas chez les hommes.

Les notables se lèvent. De ce geste affectueux qui donne tant de grâce à l'Orient et couvre tant d'hypocrisie, ils prennent par la main le maître de céans, le mènent à l'un des bouts obscurs de la longue chambre marocaine, et là, loin du père du garçon, lui demandent de leur faire connaître la somme qu'il exige pour dot. Il dit ses prétentions. Les autres les discutent, veulent réduire la somme. Il s'en tient à son prix. Alors, l'un des notables lui embrasse la tête, le supplie de ne pas s'obstiner et de considérer que la réduction qu'ils demandent, ils la sollicitent de lui comme un cadeau pour eux.

Ce n'est pas dans la qaïda de se montrer inébranlable devant une telle requête et tant d'affectueux dévouement :

— *Ouakha!* dit-il, pour vous j'accepte tout.

Et l'on tombe d'accord, par exemple, sur une somme de dix mille douros, quelques grammes de perles baroques, dix foulards indigènes, une négresse, un bracelet d'or, et enfin le petit présent de henné et de dattes, qu'on appelle le cadeau d'acceptation.

Le prix de la fille ainsi fixé, nos gens prennent le père par la main, le reconduisent à sa place, et avec le même cérémonial font lever le père du garçon et l'entraînent dans le même coin où se trouvait l'autre tout à l'heure.

— Nous venons de prendre, lui disent-ils, une décision que certainement tu ne vas pas manquer d'accepter, car il est rare

de rencontrer une fille d'une aussi bonne famille, qui craint comme elle son oreille (entendez qu'elle est pudique), qui rougit quand on lui parle, qui ne monte pas à la terrasse, qui n'a pas le pied glissant (ce qui veut dire qu'elle est honnête), etc., etc...

Le père approuve à tant d'éloges qui retomberont plus tard sur son fils. Mais quand on en vient à la dot, sa tête s'arrête d'encenser. Invariablement, sa réponse est d'abaisser le chiffre des douros ou le nombre des grammes de perles, ou bien le poids du bracelet. Si les notables ne veulent rien rabattre :

— J'accepte tout, dit-il enfin. Mais je ne donnerai pas de négresse. Elle n'en manque pas dans sa maison qui connaissent bien ses habitudes ; sa famille peut faire le sacrifice de lui en donner une.

Ses compères ne s'attendaient pas à moins de marchandage.

— Nous allons essayer d'obtenir encore cela pour toi, répondent-ils en le ramenant à son tour à sa place.

Puis ayant fait lever de nouveau le père de la fille, le groupe s'en retourne avec lui dans le coin sombre. Pour l'incliner à la conciliation, le chérif (il y en a toujours au moins un) lui baise la tête et déclare qu'il lui apporte notre Seigneur Mahomet comme intermédiaire en tout ceci, afin qu'il ne s'oppose pas à la demande qu'il va lui faire :

— Sidi nous a fait comprendre la mauvaise situation de ces temps, et combien il est difficile de se procurer de l'argent. Mais comme il tient par dessus tout à l'honneur de devenir votre allié, il a tout accepté. Il ne vous demande qu'une chose, c'est de ne pas exiger de négresse.

L'autre pouvait redouter pis. Il a sa réponse toute prête :

— Puisqu'il vous plait, Sidi, qu'il ne donne pas une négresse entière, arrangez-vous pour qu'il paie une partie de son prix, car vous le savez, je n'entends pas faire cadeau à ma fille d'une vieille négresse sans valeur, pas plus que je n'accepterais qu'on lui en donnât une pareille.

— Et de quelle valeur votre négresse ? précise un des notables.

— Deux mille à deux mille cinq cents francs.

— C'est trop. Avec quinze cents francs vous pourriez en avoir une qui ferait parfaitement l'affaire. Vous n'avez pas

intérêt à ce qu'elle ait jeunesse et beauté, pour qu'elle soit convoitée par votre gendre. Prenez-la plutôt forte et laide, et une négresse de cette sorte est facile à trouver pour le prix que je vous indique.

— Messieurs, fait dignement le père, fixez le prix que vous voudrez. Pour qu'une alliance soit durable, il faut que les partis ne se refusent pas des concessions mutuelles, et spécialement sur la dot.

Le chérif décide que le prix de l'esclave sera partagé par moitié.

— Ne pourriez-vous pas, dit le père, me compter seulement pour un tiers ?

— Non, répond le chérif. Considérez la différence comme ayant été employée à nous donner un repas à nous tous. Si je vous demandais pour moi le sacrifice de ces quelques douros, ne l'auriez-vous pas fait ?

— Que dites-vous ? Mes yeux, si vous les demandiez, je vous les donnerais avec joie ! Et si les temps n'étaient pas ce qu'ils sont, je vous assure qu'en cette circonstance je n'aurais pas ouvert la bouche ni remué le bout de la langue pour discuter avec vous.

Là-dessus, on le ramène à sa place.

C'est maintenant au père du garçon de retourner dans le coin.

— Cette fois, déclare le chérif, il ne te reste plus rien à dire. Nous avons estimé la négresse à quinze cents francs. On t'a imposé pour la moitié, lui pour l'autre.

Le père, qui avait espéré mieux, riposte avec un peu d'humeur :

— Ah ! vraiment c'est trop discuter ! Ce n'est pas ainsi qu'on s'allie. Mais puisque vous l'avez décidé, j'accepte ce que vous avez fait. Veillez seulement à ce que sa négresse vaille bien le prix qu'il en demande.

Avec effusion ses amis le remercient de son acceptation et se félicitent que l'affaire se soit terminée dans la journée. Puis ils rejoignent le maître du logis. Les deux pères de famille s'embrassent sur la tête, et tous les assistants d'étendre de nouveau les mains pour réciter la fatiha, et demander au ciel que cette alliance produise de nombreux enfants pieux, qu'elle soit une source de richesse pour l'une et l'autre famille, et de béné-

diction pour tous ceux qui en ont été les instruments. Et cette fois la prière s'achève par le geste, vieux comme Abraham, de se passer la main sur la barbe.

C'est juré, mais non pas fini ! Serait-il convenable qu'un père laissât croire aux gens de Fez qu'il a donné facilement sa fille, comme s'il avait hâte de s'en débarrasser et se contentât pour elle d'une dot de pauvres gens ? Pour bien établir au contraire qu'il a montré des exigences en rapport avec sa fortune et son rang (ce qui ne peut d'ailleurs que flatter l'amour-propre de l'autre famille), on prend de nouveau rendez-vous pour revenir en nombre, avec plusieurs chorfa, dont la présence prouvera aux yeux de tous que pour faire aboutir cette union, il n'a pas moins fallu que l'entremise des plus nobles personnages de Fez.

Donc, le chérif qui assistait à la réunion précédente, va trouver quelques-uns de ces chorfa idrissites qui n'ont guère d'autre occupation dans la vie que ces sortes de cérémonie. Avec ce sérieux magnifique, dont personne n'est dupe mais ne songe à se départir, il tient à chacun ce discours :

— Monsieur X a demandé pour son fils la fille de Monsieur Y. L'affaire est près d'être conclue, mais votre présence est nécessaire pour achever l'accord des deux parties. Nous sommes certains que grâce à vous et à votre qualité de chérif reconnue par tous, nous atteindrons un résultat favorable. Aussi je vous prie de venir faire demain votre prière à Moulay Idris, et de là nous partirons ensemble pour passer, si vous le voulez bien, un quart d'heure chez Monsieur Y...

L'autre, qui sait parfaitement que l'affaire est déjà conclue et lui vaudra un bon dîner, répond du même ton solennel :

— Dieu nous a uniquement mis au monde pour venir en aide aux Musulmans et les concilier entre eux. Nous ne pouvons faire d'acte meilleur que celui que vous nous demandez. Comptez que nous serons exacts au rendez-vous. Etc... etc...

Mais le lendemain, c'est à qui se présentera le dernier. Après la prière de midi, dans la belle lumière apaisée du sanctuaire de Moulay Idris, tous ces nobles chorfa, accroupis sur des nattes, ne méditent point, comme on pourrait le croire, sur le néant des choses : ils ne pensent, les uns et les autres, qu'à paraître avoir tout à fait oublié l'invitation qu'on leur a faite, cependant qu'ils s'épient du coin de l'œil, aucun d'eux ne vou-

lant se lever le premier. Chacun sait très bien en effet que ce n'est pas à un rendez-vous d'un quart d'heure qu'il est invité, mais à un long et splendide festin, et il n'ignore pas ce qu'on dit avec dédain des gens trop pressés d'accourir à un repas : « On l'a convié à manger des beignets : il a fait sa prière du matin, et il est venu aussitôt. »

Heureusement qu'un diner marocain ne peut que gagner à attendre ! Chaque heure ajoute à l'excellence de ces plats qui mijotent depuis de longues heures déjà sur les petits fourneaux de terre. Et l'hôte, lui aussi, connaît trop bien la qaïda pour n'avoir pas calculé un retard de deux ou trois heures, suivant la dignité des convives.

En attendant, on sert le thé aux premiers arrivés. On cause de choses étrangères à l'objet de la réunion. L'un après l'autre les chorfa se présentent, chacun avec l'espoir déçu qu'il est le dernier à venir. Et chaque fois, le maître du logis se précipite à leur rencontre, leur embrasse la tête ou l'épaule, les conduit par la main jusqu'au matelas où ils s'installent au milieu d'un concert assourdi de politesses, de gestes d'amitié ou de vénération, suivant l'âge et le rang du personnage. Enfin, quand tout le monde est là et que le dernier des chorfa a laissé tomber ses babouches sur le seuil de la chambre, le chérif qui, la veille, a fait les invitations, dit au maître du logis :

— S'il y a quelque chose à manger, tu peux l'apporter maintenant.

— Sur ma tête et mes yeux, tout est prêt, répond l'hôte.

Et sur un signe, les esclaves apportent le diner tout entier, les dix ou douze plats dans leurs bassins de cuivre, coiffés de leur chapeau pointu, et les tables basses autour desquelles on s'installe à cinq ou six.

Le repas dure longtemps. Chaque plat qu'on enlève s'en va dans la chambre du haut où la maîtresse de maison reçoit les negafet à diner. Puis le repas fini et toutes les tables enlevées, quand le bassin d'eau a circulé à la ronde, que tout le monde s'est lavé les doigts et rincé la bouche au savon, qu'on s'est aspergé d'eau de rose, parfumé de la fumée du bois de santal et de l'encens, et que la satisfaction de tous se manifeste en éructations bruyantes, le chérif se tourne vers son hôte et lui dit :

— Sidi, au nom d'un tel (j'ai négligé de dire que le père du

garçon n'assiste jamais à ce diner), nous venons vous demander de vouloir bien donner votre fille à son fils. Il nous a dit que vous faisiez quelques difficultés. Aussi a-t-il chargé tous ces chorfa, que Dieu a créés pour le bien, et qui toute leur vie ne font pas autre chose, de s'entremettre pour cette union, qui, grâce à leurs présences, ne restera pas inféconde.

— Sidi, répond le père, vous savez que je suis esclave des chorfa, et que s'ils me demandaient aujourd'hui d'égorger un de mes enfants, je n'aurais pas le courage de le leur refuser. Je suis prêt à leur accorder tout ce qui pourra les satisfaire.

— Que Dieu te récompense ! fait le chœur des chorfa, et qu'il t'accorde tout son bien !

Le chérif déclare alors qu'il a été chargé par le père du garçon d'accepter la dot exigée par le père de la fille. Et prenant celui-ci par la main, il l'emmène à part dans un coin, fait mine de discuter un instant, puis revient et annonce la dot arrêtée depuis la veille. Chacun récite la *fatiha*, et au moment où les pieux personnages se passent la main sur la barbe, éclatent les you-you de toutes les femmes cachées derrière le rideau ou la grille. Et ces modulations stridentes, ces cris de bête humaine, vont porter au loin, dans les cours, l'annonce officielle du mariage.

Pour confirmer la nouvelle, cinq ou six personnages, amis de l'une ou l'autre famille, parcourent la *Qaïssaria*, s'arrêtent aux boutiques ou vont frapper à la porte de certaines maisons, invitant le maître du lieu à venir faire tel jour sa prière de midi soit à *Moulay-Idris*, soit dans quelque autre mosquée. Ce jour-là, après la prière, les chefs des deux maisons qui s'allient, se placent l'un à droite, l'autre à gauche du *mihrab*, cependant que les invités s'assoient çà et là sur les nattes. Tout le monde alors lève les mains et récite la *fatiha* à voix basse. Puis le chérif qui a conduit depuis le début cette affaire, fait signe à l'un des chorfa présents qu'il se passe la main sur la barbe pour marquer la fin de la prière. Mais la politesse commande de se dérober à cet honneur. Et de l'un à l'autre chérif c'est un muet échange d'invitations et de clins d'œil, de dénégations courtoises, jusqu'au moment où l'un d'entre eux finit par se décider à faire le geste rituel.

Cette prière publique est le seul acte religieux qui se passe

à la mosquée. Mais dans les fêtes qui vont suivre, Allah et son Prophète sont si intimement mêlés à toutes les réjouissances, qu'on peut vraiment dire qu'à ces noces ils sont les premiers invités.

* * *

Voici ouvert le cycle de ces cérémonies qui sont la grande récréation des femmes, l'occasion presque unique, mais par bonheur fréquemment répétée, qu'elles ont de se réjouir en commun. Les hommes aussi y trouvent leur plaisir, car à Fez, bien que tout le monde, du plus riche au plus pauvre, soit boutiquier ou artisan, le commerce est facile et les gens peu occupés. C'est une aubaine, un mariage, pour ces esprits vécants, qui dissimulent sous tant de gravité un si fol appétit de divertissement ! Chacun suppose par avance l'éclat de la cérémonie. Il n'est question dans les boutiques que du nombre des musiciens engagés, des chérats qu'on a invités, des jours où elles chanteront. La ville entière est le témoin attentif et bavard de ces apprêts de noce. Aussi les deux familles mettent-elles autant d'ostentation à rendre la fête brillante et à faire fi de la dépense, qu'elles montraient d'âpreté, la veille, dans la discussion de la dot. Il est courant de voir des gens de condition médiocre se ruiner pour un mariage. Les pauvres y laissent leurs derniers sous, s'endettent même pour plusieurs années. Récemment le Sultan a dû intervenir, sans grand succès d'ailleurs, pour apporter quelque modération à cette fureur de paraître.

Ce matin, dès neuf heures, grand déjeuner avec les musiciens chez le père du fiancé. C'est aujourd'hui le jour du paiement de la dot. Quand ils sont rassasiés, les invités s'en vont, à l'exception des intimes. Je suis au nombre de ceux-ci, par cette charmante habitude qu'on a toujours à Fez, d'honorer l'hôte étranger. Nous prenons les sacs qui contiennent les dix mille douros de la dot, et c'est une charge, dix mille douros en argent ! Les négafets placent sur leur tête les plateaux de bois ou de cuivre remplis de la dot en nature, et nous voilà tous partis, en compagnie de deux notaires, vers la maison du père de la fiancée.

Là aussi, depuis le matin on festoie, et en musique. A peine

sommes-nous arrivés qu'il faut recommencer à manger. Encore des poulets, des ragoûts! Encore des musiciens! tandis qu'en haut, dans les chambres, les femmes poussent des you-you sans fin et que les négafet accroupies dans la cour devant les bracelets, les perles et les autres objets qu'elles ont apportés, chantent à perdre haleine :

O vous qui aimez le Prophète,
Priez pour lui...

De ma vie, je n'ai entendu un tapage aussi discord.

Le repas achevé, on fait le compte de l'argent, et les deux notaires dressent l'acte. On fixe le jour du mariage, puis tous les hommes se retirent pour laisser la maison aux femmes. A peine avons-nous passé la porte, les you-you et les cris redoublent. Les femmes descendent dans la cour, prennent enfin possession du trésor apporté par les négafet. Quelque temps leur tapage nous accompagne dans les ruelles, puis tout cesse, je n'entends plus rien. La fête reprendra dans huit jours. Dans huit jours ou dans plusieurs mois, peut-être même dans un ou deux ans si, comme il arrive souvent, la fille n'est pas encore nubile. Et pendant ce temps-là, elle évitera avec soin toute occasion de rencontrer son père, comme si la perte de sa virginité, désormais assurée après le paiement de la dot, éveillait déjà autour d'elle quelque chose d'impur.

Depuis trois jours que la fête a repris, j'erre à travers comme un fantôme, me sentant un peu ridicule d'y être tellement étranger, et de me montrer toujours et partout. Depuis trois jours je passe tout mon temps dans la maison du fiancé, ou plus exactement dans les maisons du fiancé, car il a deux maisons : la maison de son père et la maison voisine, que, suivant la coutume, le propriétaire bénévole abandonne au jeune homme toute la durée de la fête, pour y recevoir ses amis. C'est le *dar islân*, comme on l'appelle, « la maison où l'on ne pense pas au malheur ». C'est là qu'il vit, qu'il dort, qu'il mange, qu'il s'amuse avec les garçons de son âge, et que musiciens et chirât jouent les airs à la mode, tandis que chez son père la qaida est de jouer la vieille musique andalouse.

Les deux logis sont toujours pleins de gens occupés à manger, ou qui boivent le thé, ou qui écoutent la musique, éten-

des sur les coussins. Et moi aussi, je mange : du poulet, des œufs frits, du couscous, de la *bestilla* (1) ; je sirote du thé à la menthe ; je m'en laisse aller à ce plaisir qui tient à la facilité, au calme de ces gens dans la joie, à leur va-et-vient silencieux, noble, jamais pressé, au milieu d'un concert d'instruments et de voix dont les redites obstinées finissent par envelopper l'esprit d'une sorte de brouillard ouaté. Le premier jour, cela enchante ; l'après-midi, ça lasse un peu le second ; et finit, le troisième, par être tout à fait fastidieux. Fastidieux pour moi seul, car j'ai l'impression que la fête pourrait durer toute la vie, aucun de ces Fassi n'en serait jamais fatigué.

Plus va, plus la maison est pleine. Pas des mêmes gens toutefois. Je me rends très bien compte que le premier jour de la fête avait un caractère à part, que n'ont pas eu les jours suivants. C'était les mêmes chants, la même cuisine inépuisables ; mais chez les invités il y avait je ne sais trop quoi de plus immaculé, de plus blanc dans les lainages, de plus blanc dans la barbe, de plus onctueux dans les gestes, de plus discret dans les regards, de plus silencieux dans les voix. Bien que pendant ces trois journées n'ait cessé de régner une politesse toujours égale comme l'eau d'un étang où rien n'apporte aucune ride, il y avait pourtant, ce jour-là, je m'en souviens très bien, dans cette politesse, ce caractère déconcertant que possède toujours une chose quand elle atteint la perfection. Ces invités du premier jour, c'était la gloire, l'honneur de Fez : les chorfa et les ouléma, l'aristocratie religieuse et l'aristocratie du savoir. A ceux-là, pas même en Chine, personne, j'en suis sûr, n'en pourrait remontrer pour l'accent d'un compliment, la mesure d'un salut, l'indifférence avec laquelle ils savent recevoir un baiser à l'épaule ou sur la main, la façon simple et magnifique, si l'on est un chérif, de porter dans ses veines le sang de Mahomet, ou si l'on est un ouléma, l'honneur de commenter sa parole. Et c'était merveille de voir comme toutes ces salutations, ces regards, ces baisers, ces mots polis s'accordaient à la musique andalouse, toute en compliments, elle aussi, en inflexions, en soupirs, en recommencements perpétuels.

Le lendemain, autre public. Des notables et des commer-

(1) Pâte feuilletée, garnie d'œufs, de viande de pigeon, et saupoudrée de sucre. Une merveille !

cants. Oh! toujours très distingués! Tout le monde est distingué au Maroc. Mais chez eux, la distinction n'était pas, pour ainsi parler, la respiration même. Et le troisième jour, c'était des artisans, mêlés à beaucoup d'autres personnes que j'avais déjà vues la veille, et qui revenaient aujourd'hui pour la cérémonie du coiffeur.

Cette cérémonie du coiffeur apporte un plaisant intermède dans cette continuité de ripailles et de chants. Ce jour-là, dans le dar islâm, les amis du fiancé viennent le prendre avec des cris et des rires, et l'un d'eux, le chargeant sur ses épaules, le porte jusqu'à la maison du père, son capuchon rabattu sur la tête pour éviter qu'il ne heurte du pied ou n'offense des yeux quelqu'un des esprits malfaisants qu'on risque, à tout moment, de rencontrer dans la rue. Au milieu du patio, le coiffeur a porté sa chaise, une de ces chaises mirobolantes, enluminées de fleurs et d'oiseaux, comme on en voit dans tout l'Orient, au Caire, à Tunis, à Damas. Je ne sais trop pourquoi ces chaises sont toujours si magnifiques. Est-ce à cause de leur rareté, dans ces villes où l'on n'emploie pour s'asseoir que des matelas ou des coussins? Ou n'est-ce pas plutôt que sur ces sièges s'accomplit une sorte de rite sacré? Se faire accommoder la barbe, cette barbe qu'un bon Musulman ne devrait jamais couper, ou se la faire tailler de telle sorte qu'Allah s'en aperçoive à peine, c'est un soin quasi religieux. Se faire raser la tête, en respectant la mèche par laquelle l'ange Gabriel vous saisira sur le tranchant du sabre au jour du Jugement, c'est là aussi un acte pour lequel une chaise peinturlurée d'azur, d'ocre et de vermillon, n'est pas un luxe déplacé. Et faut-il moins qu'un trône, quand on vous pose sur la tête cette *rezza* neigeuse, ce turban fait de mousseline et merveilleusement roulé par les soins du barbier, qui est la couronne de l'honnête homme?

Le barbier fait asseoir le fiancé, lui passe au cou la serviette. Vous croyez qu'il va le raser. Pas du tout, du moins pas encore. Voilà vingt ans qu'il l'accommode et l'entoure de ses soins: c'est lui, c'est son méchant rasoir, auquel il sait donner un fil miraculeux rien qu'en le passant sur son bras, qui par la circoncision l'a fait entrer dans la Communauté d'Allah; c'est lui qui a tracé sur son crâne, quand il était petit, ces touffes, ces bouquets, ces parterres, en l'honneur de tel ou tel saint, qui font là-bas d'une tête d'enfant un véritable jardin; c'est

lui qui a soigné sa teigne, armé de son pot de goudron ; c'est lui qui, avec ses tenailles, a fait sauter sa dent gâtée ; c'est lui qui l'a saigné, quand il avait la fièvre ; et aujourd'hui encore, à ses noces, c'est lui qui ordonne toutes choses, fait le maître de cérémonie, indique du doigt à l'artisan, au petit boutiquier, l'endroit où il doit aller s'asseoir, s'empresse au-devant du notable, le saisit par la main, le conduit à sa place, surveille le moment où il part, et au seuil de la chambre, dispose ses babouches qu'il reconnaît entre cent autres... Or, pour tant de services, que lui a-t-on donné ? Jamais rien.

Cependant le fiancé est toujours sur la chaise, avec sa serviette étalée. Ses deux amis les plus intimes lui collent sur le front, comme on fait aux chirât, des pièces d'or mouillées de salive, se placent à sa droite et à sa gauche, et tandis que les musiciens rabâchent leur airs éternels, tous ceux des invités qui ont reçu des parents du jeune homme un cadeau en argent à l'occasion d'un mariage, défilent devant lui, et font tomber dans sa serviette un présent au moins égal. Ses deux gardes du corps proclament à chaque cadeau : « Dieu est avec un Tell ! » Et une vieille femme, debout elle aussi près de la chaise, un bold'eau à la main, asperge tous les donateurs avec les feuilles d'un arbrisseau qui garantit du mauvais œil, et ne s'arrête pas de glapir : « Dieu est avec les gens honorés et importants ! »

Tout cet argent dans la serviette appartient au barbier : c'est le loyer de ses soins impayés. Mais avant de toucher la somme il doit, pour la dernière fois avant son mariage, faire la toilette du fiancé. Un des gardes du corps ramasse les douros, et le barbier savonne et rase son client, en surveillant du coin de l'œil le détenteur de son trésor, car dans cette société fassi où la politesse est souveraine, la confiance, elle, ne règne pas... La toilette achevée, on lui remet enfin les douros, et le même garçon qui avait porté tout à l'heure le fiancé sur ses épaules, le ramène, toujours sur son dos, et la tête sous son capuchon, dans la maison du bonheur.

*
* *

Pendant ce temps, la fête se démène dans la maison de la fiancée, avec un caractère nocturne (presque tout se passe la nuit), fantomatique et lunaire.

D'abord la purification, les cinq ou les sept bains rituels

(toujours ces chiffres impairs, inséparables du bonheur). Trois jours avant le mariage, le jour du dernier bain, on loue le hammam du quartier s'il n'y en a pas dans la maison, et la fiancée s'y rend, escortée par toute la troupe des jeunes filles de sa parenté. Elles se déshabillent ensemble, et toute cette jeunesse serait, je l'imagine, un spectacle charmant, s'il n'y avait au milieu d'elles les horribles laveuses, ramollies par la buée, épouvantables à voir!

Un cierge dans la main, ces vieilles conduisent la fiancée près du bassin d'eau chaude, en lui faisant fermer les yeux pour que ses regards ne troublent pas les Génies des fontaines. Puis remplissant deux bols à chacun des sept seaux en bois alignés les uns près des autres, elles les lui versent sur la tête et débarrassent ses cheveux des croûtes de henné qui lui font un casque vert sur le crâne. Après quoi, ses amies la rhabillent comme une poupée, et sans qu'elle ait rouvert les paupières, la ramènent chez elle au milieu des you-you.

Alors (il est minuit), les négafet s'en emparent, la revêtent de robes de brocart et de mousselines brodées, la parent comme une chasse des bijoux que la mère, les tantes et les sœurs ont prêtés, et de tout un fond de boutique, de plaques, de colliers, de diadèmes, qu'à chaque mariage la négafa en chef, la *maâlma* comme on l'appelle, loue pour la circonstance.

Ainsi parée, on la conduit dans la chambre du bas, où des coussins multicolores s'entassent les uns sur les autres presque jusqu'au plafond. Les parentes et leurs invitées s'assoient dans le patio et recommencent à l'emplir de ces modulations stridentes qui font que ces réunions de femmes sont aussi peu plaisantes pour les oreilles et l'esprit, que les réunions d'hommes sont agréables au contraire par le silence et l'harmonie. Quant à la fiancée, on l'installe sur un coussin dans la chambre, la tête tournée vers la muraille pour éviter le mauvais œil, et la *maâlma* s'asseyant, elle aussi, sur un coussin, se met à lui enduire les pieds jusqu'aux chevilles de cette bouillie d'épinards à quoi ressemble le henné.

Se passer les pieds au henné, même dans le courant de la vie, c'est toujours une fête, une occasion d'inviter des amies et de faire venir la chirât. On aime la couleur de pain cuit que cet enduit laisse à la peau, l'aspect de pierre précieuse, de rubis, qu'il donne aux ongles; et surtout, comme à tout

moment on risque d'effleurer les génies de l'air ou de l'eau, il est prudent et poli à la fois qu'on ne les touche qu'avec des pieds ou des mains dont la vue et l'odeur leur soient également agréables.

Une négresse vient ensuite prendre sur son dos l'impotente et la remonte dans sa chambre, les pieds pendants, couverts des cataplasmes verts, sous la belle robe de soie. Là-haut, la *hennaria* l'attend; elle lui dessine sur les mains, avec des fils entrelacés, ces étoiles, ces croix, ces sceaux de Salomon, et autres signes de bon augure, qui apparaîtront en clair une fois la pâte enlevée. Cela dure très longtemps. Le jour fait pâlir les bougies, quand, cette besogne terminée, la belle (espérons qu'elle est belle) peut enfin prendre son repos.

Cependant qu'elle dort, dès huit heures du matin, la maison se remplit des parents, des amis, de tous les gens qui ne laissent passer ni un plaisir, ni un plat. Comme chez le fiancé, on s'assoit et on mange, en estimant de l'œil le nombre des coussins et la hauteur des *haïtis*, ces tentures de velours où des applications de soie figurent des portes en ogive. A midi, les hommes s'en vont pour laisser la place aux femmes, et toute la journée, il en vient, des jeunes et des vieilles, invisibles sous la couverture de laine qui ne laisse apercevoir qu'un œil et les babouches brodées d'or, rouges, vertes, violet d'évêque. A l'entrée du patio, elles laissent tomber la couverture, et apparaissent dans leur éclat des grands jours, avec leurs deux ou trois caftans de velours et de soie, le surplis de mousseline blanche fendu en bas et ouvert sur la ceinture, les larges et multiples manches relevées sur les bras nus par une cordelière de soie, le foulard mollement attaché sur le front avec les longues franges qui tombent sur les joues, et souvent un diadème empanaché de plumes tantôt blanches et tantôt noires. Belles? oh! pas toujours! La beauté est rare en tout lieu. Mais toujours des yeux admirables et des bras purs, dans la jeunesse. Quant au reste du corps, on n'en saurait rien dire: le vêtement n'est pas du tout fait pour en souligner la beauté. Par ostentation sans doute, et aussi par habitude d'accumuler les habits pour se défendre du froid dans leurs maisons humides, elles entassent caftan sur caftan, et ces paquets sans forme seraient peu agréables aux yeux s'il n'y avait l'enchantement des couleurs.

On voit ici des roses, des amarantes, des violines, que nous ne voyons plus chez nous, des bleus couleur du ciel qui ne sont pas notre bleu ciel, des verts turquoise, des verts olive, des verts citron divins et qui peut-être, ailleurs, feraient grincer des dents, d'énormes bouquets sur des fonds crème, dont l'éclat surprend d'abord puis ravit. Toutes ces nuances un peu singulières, on les accorde ici avec un art presque infailible. J'ai souvent remarqué que ce sont les servantes qui font les plus jolis bouquets : elles ont, pour assembler les fleurs, des hardiesses dont un goût plus exercé n'aurait jamais l'idée. Ces Fassia ingénues ont, elles aussi, des trouvailles d'une imagination charmante. Chacune sait faire de sa toilette quelque chose de particulier et toujours du goût le plus sûr. Et si l'ensemble, quelquefois, peut paraître un peu brutal, toujours la mousseline est là pour l'adoucir sous sa buée. Répandez là-dessus des colliers, des breloques, des bracelets d'or ou d'argent, des pendentifs et des boucles d'oreilles, si lourdes qu'il faut les soutenir par un lacet passé dans les cheveux, des diamants, des perles baroques, une foule de pierres, agates, rubis, améthystes, presque toujours imparfaites mais curieuses par leur grosseur. J'allais oublier les montres, ces phénomènes d'or qu'on ne voit que là-bas, invariablement arrêtées (on a perdu la clef, cassé le remontoir, fait tomber les aiguilles), des montres de parade, pareilles à quelque ordre exotique, l'Ordre du Temps Immobile, et attachées sur ces magnificences par des épingles de nourrice.

Sous tout cet attirail, au bras de sa négresse, la nouvelle venue s'avance à petits pas, avec un air de lassitude infinie. Évidemment elle succombe sous le poids de son harnais de fête, mais il ne faut pas oublier que toujours un air de fatigue est suprêmement distingué. On l'embrasse, on la caresse, on la complimente sans fin, avec des voix mourantes. Puis elle s'effondre dans ses robes au milieu des autres robes, ajoutant son lot de couleurs à toutes les autres couleurs.

Si l'on veut se faire une idée de l'aspect que présente ce patio plein de femmes, il faut penser à quelque image d'une réunion féminine à la cour des Valois. Même ampleur du costume, même raideur des lampas et des brocards, même abondance de bijoux, même chatoïement pour les yeux. Tout cela parfaitement immobile. Seules les esclaves vont et viennent : celles-ci,

vieilles et énormes; celles-là, sveltes et très jeunes; toutes également brillantes et plaisantes à voir avec leurs robes retroussées à mi-jambes et rassemblées sur la croupe en un gros tas qui les fait ressembler à des poules faisanes. Elles apportent les tables rondes et les plats du repas, l'aiguière et le bassin pour se laver les mains, puis les brûle-parfums qu'on passe sous sa robe ou qu'on laisse fumer dans ses manches; les flacons d'argent à long col, avec l'eau parfumée qu'on répand sur sa tête, ses habits et ses mains; les tasses à thé que l'on remplit sans cesse, et qui passent d'une bouche à l'autre sans être jamais lavées; et ces pâtisseries friables, enfarinées de sucre, où triomphe l'amande pilée.

Il y a longtemps que les chirât ont fait leur entrée, elles aussi, et que sur leurs tambourins elles accompagnent leurs chants discords, ces chants qui font penser à quelque jet d'eau affolé qui s'élance d'un bond, se rapetisse presque aussitôt à la surface du bassin, pour rejaillir encore, aussi brusquement, sans raison... Tout à coup, vers minuit, la fiancée apparaît entre les negafet, vêtue de ses plus beaux atours, et toujours les yeux fermés. Comme la veille, on la fait assoir, la face tournée vers la muraille; on lisse ses cheveux, qui d'ordinaire sont épais, mais assez courts, et qu'on allonge avec des brins de laine; puis on lui pose sur le front une grosse émeraude, la pierre qui porte bonheur. Cela fait, on l'installe dans le grand plat de bois qui sert pour les moutons rôtis, et ses paupières toujours baissées, le visage couvert d'un voile fin pour qu'on puisse la voir, on la promène dans son plat, tout autour du patio, sur les épaules de quatre negafet, cependant que les autres la suivent avec des cierges, en dansant sur les airs les plus aigus que la chirât peut tirer de son gosier. Après quoi, de nouveau elle est ramenée dans sa chambre, et les femmes continuent, en bas, leur plaisir de musique, de thé et de monotonie.

La matinée du lendemain se passe assez paisiblement. La plupart des invitées ne sont pas rentrées chez elles, et dorment sur tous les matelas. Mais vers trois heures, les porteurs de civière se présentent devant la maison, avec une chaise qui rappelle, en plus grandiose encore, la chaise du barbier. Les négresses vont la chercher à la porte et la déposent dans la chambre, devant la muraille de coussins. Alors, pour la troisième fois, les negafet font descendre la fiancée, et tandis

que là-bas, entre ses deux gardes du corps, le fiancé sur la chaise du barbier, voit tomber dans sa serviette les dons de ses amis, ici toutes les femmes défilent devant la haute chaise où la fiancée se tient immobile, hiératique, les yeux fermés sous son voile, dans la raideur de la soie et sous l'amas des bijoux d'or, des perles et des pierres qui la couvrent. A la négafa qui se tient debout à côté d'elle, chaque femme remet son cadeau, bijoux, argent, service à thé ou étoffe précieuse, en lui glissant quelques douros dans la main pour qu'elle annonce le présent avec le plus d'éclat possible : « Ah ! la perle de l'amitié ! la main qui ne s'épuise jamais !... Cadeau de Lalla X, que nous te rendrons le jour de la circoncision de ton enfant !... Ah ! le raisin le plus sucré ! le beignet du matin ! Cadeau de Lalla Y... que nous te rendrons le jour du mariage de ta fille ! » Et les louanges continuent, les présents s'accumulent devant l'idole impassible et aveugle, au milieu des ululements qui ne cessent pas une minute de jaillir en vapeur bruyante de cette foule si peu agitée.

* * *

Voici trois jours que, dans les trois maisons, la fête bat son plein. Ce soir, avec la lune, commence le quatrième jour, celui où les fiancés vont être enfin mis en présence.

Chez la fiancée, les femmes ont quitté le patio pour revenir chez elles ou disparaître dans les chambres du haut. A leur place, on voit maintenant les invités du maître du logis, et aussi des gens de confréries en train de psalmodier des prières pour attirer les bénédictions du ciel. Au lieu des airs de chirât et des ululements qui tout l'après-midi ont rempli la maison, on n'entend plus ce soir que les mélopées religieuses et le tambourin qui conduit le mouvement des danses rituelles.

Chez le fiancé aussi on festoie. Les deux équipes de musiciens qui jouent, les uns la musique andalouse et les autres les airs à la mode, continuent à rivaliser de bruit, et les gens, toujours plus nombreux, s'en vont en lents remous d'une maison à l'autre, s'assoient, écoutent un moment, se lèvent et s'en retournent à la maison voisine. Vers minuit cependant, peu à peu les maisons se vident. La plupart des invités se retirent, et, sur les trois heures du matin, quand la nuit est bien noire, on distribue à ceux qui restent ces énormes

cierges de cire jaune qu'on voit suspendus par la mèche dans toutes les petites boutiques autour de Moulay-Idris. On en donne aussi aux enfants qui ne se couchent pas cette nuit-là. Puis tout le monde sort de la maison avec les cierges allumés; et à travers les ruelles où l'ombre est si épaisse entre les hauts murs sans fenêtre et sous les longues voûtes, la procession s'avance, faisant retentir le silence des vers de la Berda, la poésie fameuse en l'honneur du prophète :

O Mahomet, celui qui demande
ta protection en t'honorant,
Dieu le protégera contre ses ennemis.
Celui qui ne compte que sur la protection
de Mahomet, l'envoyé de Dieu,
les lions eux-mêmes ne pourraient
lui faire de mal.

Tout le long du chemin, les hommes répètent ces versets sur un rythme toujours le même, triste comme un air d'enterrement, tandis que les enfants ne cessent de crier :

Il l'a prise, il l'a prise !
Et, par Dieu ! il ne la lâchera pas !

Ainsi criant et chantant, tous les porteurs de cierges s'en vont chez la fiancée, entrent dans le patio, se mêlent aux hommes qui sont là. Tous ensemble, ils reprennent les vers de la Berda. Les enfants tournent dans la cour et hurlent à tue-tête : « Le Pacha vous ordonne que vous la fassiez sortir, si vous ne voulez pas qu'elle vous soit arrachée par force ! »

Le moment est venu de remettre la fille à ceux qui sont venus la chercher. Mais la donner trop vite, ne serait pas conforme aux règles de la qaïda. Ce serait montrer peu de cœur, la hâte de s'en débarrasser. Elle est là, dans la chambre, avec sa mère, ses parentes et ses jeunes amies. Elle pleure : c'est dans la qaïda. Et c'est aussi bien naturel. Certes, elle est fière à la pensée qu'elle va devenir une femme (une virginité trop longue serait pour elle un déshonneur), mais elle n'a jamais quitté ce petit univers si fermé, où la tendresse maternelle est très vive, les enfants toujours très choyés, et vaguement elle s'épouvante de l'autre univers qui l'attend, un univers aussi

fermé, où elle va vivre désormais avec d'autres femmes inconnues, dont aucune, très certainement, ne la voit venir avec plaisir... Autour d'elle, sa mère, ses amies, les négafet et les négresses versent des larmes abondantes. Ainsi le veut la qaida. En bas, les hommes continuent de chanter la Berda, et les enfants de crier : « Le pacha vous ordonne... » Personne ne trouve le temps long. Tout le monde doit vous faire attendre, et vous devez faire attendre tout le monde : c'est le premier principe de la politesse au Maroc.

Pourtant le jour approche, et la traversée de la ville doit avoir lieu dans une nuit profonde. On suspend enfin les sanglots. La négafa, sur le balcon, annonce que la fiancée va descendre. Elle descend au milieu de ses amies, toutes également invisibles sous la couverture de laine, accompagnée de sa dada qui porte sur sa tête le coffret de bijoux, les parfums, les mouchoirs et les autres objets qu'elle n'a pas envoyés d'avance à la maison de son fiancé, par crainte que là-bas on ne leur jette un mauvais sort. Les enfants et les hommes qui sont venus pour la chercher, prennent la tête du cortège; les amis de son père forment l'arrière-garde, et l'on se met en route, à la lueur des cierges, avec les mêmes chants des hommes et les mêmes cris des enfants.

Singulière ronde de nuit, curieux enlèvement pacifique, où les gens ne sont armés que de cierges, et qui rappelle le souvenir des temps où tout mariage était un rapt... Les lourdes portes des quartiers s'ouvrent devant la procession et se referment derrière elle, séparant chaque fois un peu plus la fiancée de sa vie ancienne. Devant la maison du fiancé, ses amies l'abandonnent pour retourner d'où elles viennent, avec les amis de son père. Les gens qui sont venus la chercher se retirent dans le dar islân. Il ne reste avec elle que sa vieille dada. Et seule avec la vieille femme, elle met le pied dans la demeure où elle va vivre désormais.

* * *

Dans la chambre du mariage, derrière un haut mur de coussins entassés par les négafet, se trouve aménagé un réduit exigü, garni d'un matelas et d'un plateau de cuivre, où l'on a disposé du lait, des dattes et des clefs. C'est là qu'on introduit la nouvelle arrivée. Elle trempe ses lèvres dans le lait, cou-

leur
coule
sur le
le bon
la ma
offre
ont t
main
rédui
entre
endor
tamb
mom
s'ouv
les y
tans
à la t
la fian
à tou
taine
P
ment
amis
amis
dos e
plus
gens
se ret
sa fe
autre
hurle

leur de bon augure, et se garde de toucher aux dattes, dont la couleur foncée est de mauvais présage. Puis elle met la main sur les clefs, qui lui ouvriront toutes les portes et symbolisent le bonheur que lui donnera son mari. Chacune des femmes de la maison vient la visiter à son tour, goûte au lait et aux dattes, offre un petit cadeau à la négafa qui l'assiste, et quand elles ont toutes défilé, arrive enfin la belle-mère qui lui tend sa main à baiser. Après quoi les négafet la font sortir de son réduit et l'aident à grimper tout en haut des matelas entassés, entre les piles de coussins brodés d'or. On a réveillé la chirât endormie dans un coin, et de nouveau sa voix aiguë et son tambourin retentissent dans la maison qui, pour un court moment, s'était reposée de tant de bruit. Les vantaux de la porte s'ouvrent, et au fond de la pièce, sur sa haute estrade brillante, les yeux clos, les bras écartés par toutes les manches des caf-tans qu'elle porte les uns sur les autres, couverte des pieds à la tête de voiles qui s'écartent en un triangle de soie et d'or, la fiancée apparaît sous une dure lumière électrique, qui donne à toute cette scène un caractère barbare, qu'elle n'avait certainement pas autrefois à la lumière des bougies.

Pendant ce temps, une esclave a porté au fiancé ses vêtements de noce. Il s'en revêt et sort du dar islâm, suivi de ses amis, qui envahissent le patio en criant à tue-tête : « Voici les amis du fiancé ! » Toutes les femmes qui sont là tournent le dos en se voilant plus ou moins le visage suivant qu'elles sont plus ou moins jeunes, ou plus ou moins jolies, et les jeunes gens en profitent pour les dévisager avec effronterie. Mais ils se retirent aussitôt, laissant là le fiancé, qui s'est juché près de sa femme, et se tient caché derrière elle, pour ne pas gêner les autres femmes. Au pied du mur de matelas, la négafa, debout, hurle à plein gosier des louanges en l'honneur de la fiancée :

Voilà la beauté de Fez !

Voilà le morceau de fromage frais !

Voilà la lune des mariées !

Voilà le pigeon tendre !

Voilà le miel qui ne peut être

mangé qu'avec l'aiguille !

Voilà le gâteau d'amandes !

Voilà la beauté de Moulay Idris !...

Et la litanie continue et les you-you s'exaspèrent, et la chi-rât aussi s'égosille et frappe sur son tambourin.

Enfin le bruit s'arrête. Les femmes se retirent, à l'exception de la dada, qui n'abandonne pas sa maîtresse, et de la négafa principale. On ferme la porte de la chambre; le fiancé se laisse tomber de sa montagne de matelas, et va se glisser dans le réduit ménagé entre le mur de la chambre et la montagne de coussins. La fiancée l'y rejoint conduite par la négafa. Celle-ci lui passe un de ces caleçons de cotonnade blanche qu'hommes et femmes portent là-bas, mais elle ne lui passe qu'une jambe. A l'autre jambe elle fait un nœud, puis se tournant vers le mari : « Voila, dit-elle, ce que Dieu t'a donné ! » Et à son tour elle s'en va.

La qaida veut que cette nuit-là le mari se contente de dire et de redire à sa femme ces mots de compliment, d'une fadeur précieuse et banale, qui sont la règle du jeu. Agir différemment serait se conduire en butor. Elle, de son côté, doit écouter tous ces propos avec un air d'indifférence absolue, sans desserrer les lèvres : autrement, son mari la tiendrait pour sans pudeur. Quand il a épuisé toutes les banalités galantes que lui rappelle sa mémoire, ou qu'il invente au fur et à mesure s'il a quelque imagination, tous deux s'étendent sur le matelas (naturellement tout habillés) et s'endorment s'ils le peuvent.

Au matin, la dada vient pour les réveiller et leur apporte un déjeuner, qui se compose traditionnellement de beignets achetés chez le marchand et d'une tête de mouton, dont la couleur blanchâtre ne peut que leur porter bonheur. Le mari recommence ses compliments sucrés, cependant que sa femme reste enfermée dans son silence et n'entr'ouvre la bouche que pour mordre aux beignets et manger la tête de mouton.

Que pense le mari ? Est-il heureux ? Est-il déçu ? Dès qu'il sort de la chambre, tous les regards des femmes l'épient derrière la balustrade, et les commentaires vont leur train : « Il a souri... Il avait la tête haute... Il a envoyé tout de suite chercher le cadeau du deuxième jour (un coffret avec un miroir, deux ou trois paires de babouches, quelques pièces de soie), et il y a ajouté un bijou. C'est donc qu'il est enchanté!... » Ou bien : « Il avait l'air soucieux. Son front était baissé. Il ne s'est pas pressé d'envoyer le cadeau traditionnel, et il n'y a rien ajouté... etc..., etc!... » Et au dar islân, ses amis, après l'avoir accablé de plaisanteries toujours les mêmes sur son manque

d'audace, lui déclarent que si, le lendemain, il se présente à eux sans plus de succès qu'aujourd'hui, ils quitteront la maison du bonheur avec la honte sur la figure.

Comme un feu mal éteint qui couvait sous la cendre, la musique reprend vers trois heures : les musiciens au dar islân et les chirât chez les femmes. De nouveau, le patio se remplit d'invités que les chants et le tambourin paraissent avoir rassemblés d'une façon magique de tous les côtés de la ville. Tirée de son réduit, l'idole est replacée en haut des matelas dans sa chapelle de coussins d'or. D'une voix aiguë et rapide la maâlma reprend la litanie de ses louanges; les you-you lui répondent, et le mari, conduit par une négafa, vient contempler sa femme un instant, deux ou trois minutes pas plus, par respect pour les femmes, puis retourne avec ses amis.

Le soir, grand dîner chez les femmes; petit dîner pour les amis dans le logis du bonheur. Quand enfin toute la maison paraît plongée dans le sommeil, le mari regagne la niche entre les matelas et le mur. Le silence est profond, mais tout le monde se tient aux aguets. Et tout à coup, de son alcôve, le marié jette à la maâlma, demeurée dans la chambre, le caleçon dont la veille, elle avait noué une des jambes. Aussitôt elle pousse, comme un cri de victoire, le you-you que tout le monde attendait. Une explosion d'autres you-you jaillit des chambres, du balcon, de la terrasse. Le chœur des négafat ne cesse de crier :

O vous qui aimez le Prophète,
Priez pour lui!

La maison entière retentit de ce délire de joie, qui mêle, dans le même vacarme, à des ululements d'oiseau de nuit la bénédiction de Mahomet...

Et maintenant, tout est fini, pensez-vous. Pas du tout! Une journée encore, le mari continue de faire la fête au dar islân, après quoi il reprend ses occupations habituelles. Mais pendant cinq jours encore, sa femme demeure dans sa cellule, isolée du reste du monde, et chaque après-midi, avec le même cérémonial, dans le chant des chirât, on l'expose un moment, comme la veille et l'avant-veille. Ce n'est que le septième jour qu'on lui lave la tête, qu'on lui défait ses tresses, qu'elle peut remettre une ceinture. A partir de cette minute, elle cesse de porter sur elle ce caractère sacré qui en faisait un être à part.

Elle revient à la vie commune. L'univers, je veux dire la maison, s'ouvre à elle.

Petit univers, vie oisive, que dominera la jalousie. Si antique et légal que soit le droit de l'homme de posséder plusieurs épouses, jamais elle n'en prendra son parti. Bientôt arrivera le jour où il faudra qu'elle aide, comme c'est la coutume, à préparer la chambre d'une femme nouvelle. A son tour, elle placera le chaudron noir à la porte, la corne du sabot d'un âne dans le brûle-parfum, des rognures d'ongles sous le matelas. Jamais elle ne se lassera d'appeler la sorcière, de fabriquer des remèdes étranges pour ramener à elle un mari dont le désir s'éteint, le détourner des autres femmes ou s'assurer sur elles la suprématie dans la maison. Une bonne partie de sa vie se passera en récriminations, en criailleries, en fureurs, jusqu'au jour, qui viendra aussi, où elle ira au cimetière, et non plus, cette fois, pour y prendre le thé et bavarder parmi les tombes.

Alors, apparaîtront près d'elle deux Anges blancs avec de beaux visages, ou bien deux Anges noirs avec des formes terrifiantes. « Quelle est ta religion ? lui diront les deux Anges. Et quel est l'homme que Dieu t'a envoyé ? » Si la jalousie l'a conduite à des expédients trop perfides, elle répondra : « Je ne sais pas. » Et des coups qui ne sont entendus que des morts et des animaux vivants, feront s'ouvrir le sol jusque dans ses profondeurs ; la terre se resserrera sur elle, ne lui laissant qu'une lucarne avec vue sur l'Enfer. Si au contraire elle est agréée par Allah, elle répondra : « Ma religion est l'Islam, et l'homme que Dieu m'a envoyé est notre Seigneur Mohammed. » Et sa tombe s'élargira à la dimension d'un château, avec une large fenêtre ouverte sur le Paradis. C'est là qu'au jour du Jugement, elle retrouvera ce mari pour lequel elle a poussé tant de cris, répandu tant de larmes, préparé de si abominables cuisines. Autour de lui se presseront les autres femmes qu'elle a tant détestées et la foule innombrable des créatures célestes promises par le Prophète au Croyant. On aime à croire qu'à ce moment sa jalousie sera tout à fait morte, et qu'elle connaîtra le bonheur...

JÉRÔME ET JEAN THARAUD.

(A suivre.)

L'INVASION

CINÉMATOGRAPHIQUE AMÉRICAINE

Dans son beau livre, *l'Impérialisme américain*, M. Octave Homberg, en un chapitre intitulé : « Manifestations de l'emprise américaine sur la vie sociale française », consacre quelques lignes trop rapides à l'action exercée par le cinématographe américain : « Ils (les Américains) ont à leur disposition, écrit-il, un moyen de propagande dont on ne saurait sous-estimer la puissance, je veux dire : le Cinéma. Or nous avons assisté à des entreprises véritablement agressives contre la France, dans des cinémas français, au cœur de Paris, dans des salles louées à l'année par des trusts américains. »

Et pour étayer cette affirmation, dont aucun de ceux qui, de près ou de loin, sont mêlés à la vie cinématographique n'oserait nier l'évidence, M. Octave Homberg cite un exemple, celui du film : *les Ombres blanches*, dans lequel il voit une critique des méthodes de la colonisation française dans une partie du Pacifique qui présente la plus haute valeur stratégique pour la flotte américaine.

Des exemples de ce genre, M. Homberg aurait pu en citer des centaines, — la plupart même singulièrement plus significatifs que celui d'*Ombres blanches*, — et c'est parce qu'ils sont innombrables et d'une précision accablante qu'il convient de croire, non à un effet du hasard ou à une série de cas d'espèce plus ou moins exceptionnels, mais à un plan, aussi soigneusement établi que patiemment mis à exécution par les dirigeants de l'industrie cinématographique américaine.

LE CINÉMA ET LA VIE AMÉRICAINE

La guerre ne nous a rien appris, — on l'a souvent répété, — pas même que le cinématographe est un moyen d'information et d'éducation remarquable. Dix, vingt ministres se sont, de 1914 à 1919, servis du cinéma pour leur propagande, mais, dès la signature de la paix, ils ont oublié les services inattendus que le film leur avait rendus et, — exception faite pour M. Herriot, qui a vraiment senti quelle force le cinéma représente, — ils n'ont plus vu en lui qu'une attraction foraine, tout juste bonne à faire tomber de l'argent dans les caisses de l'État.

En Amérique, il en a été tout autrement et la puissance du cinéma y a été reconnue exactement dans le même temps que l'intérêt qu'il pouvait présenter pour des hommes d'affaires soucieux de tirer de leur argent son rendement maximum. Jusqu'en 1914, en effet, c'était la France qui, exploitant une invention française, pourvoyait pour la plus grande part à la consommation cinématographique du nouveau comme de l'ancien continent. Comme bien d'autres, l'industrie cinématographique française se trouva réduite à l'inaction par la guerre, mais déjà le public américain ne pouvait plus se passer de films : la production cinématographique américaine se développa donc avec rapidité. La guerre n'était pas finie que le moins clairvoyant des hommes d'affaires américains était convaincu qu'il y avait des millions de dollars à gagner grâce au cinéma.

Dans le même temps, tout citoyen des États-Unis, du Président au dernier clerc de bureau de New-York, découvrait la puissance dont dispose le Cinéma, quand il s'agit d'exercer une action sur les esprits. Dans un récent article de *Comœdia*, M. René Lebreton écrivait : « La voie la plus rapide pour atteindre le cerveau est l'œil, et l'un des plus rapides moyens qu'ait l'œil de transmettre les sensations au cerveau est le cinéma. » Mais l'œil ne se contente pas d'agir rapidement, il agit aussi de façon irrésistible et indiscutable. Un esprit simple peut douter du sens d'un mot, il ne peut pas douter du sens d'une image, et il a beaucoup de peine à ne pas croire que cette image est celle de la réalité. »

On a expliqué de maintes façons, — dont chacune contenait une parcelle de vérité, — le revirement absolu, et relativement rapide, qui se produisit dans les esprits américains entre le moment où, par la bouche du Président Wilson, l'Amérique se déclarait « trop fière pour se battre », et l'instant où elle se rangea à côté de la France et de l'Angleterre. On n'a pas suffisamment tenu compte de l'action exercée par les films de propagande allemande sur les esprits américains. Ces films, M. Octave Homberg en cite un à la projection duquel il assista et qui montrait, entre autres aimables tableaux, « la flotte allemande venue s'embosser devant New-York pour se faire livrer l'or des Alliés, et sous ses boulets les gratte-ciel tombant comme gigantesques châteaux de cartes ».

Ainsi, dès la signature de la paix, l'Amérique était convaincue que dans le domaine cinématographique, ses intérêts moraux se confondaient avec ses intérêts matériels, et elle avait entre les mains un instrument dont elle avait compris l'importance et dont elle espérait beaucoup.

Mieux que partout, les conditions de la vie aux États-Unis étaient faites pour que le cinéma y tint une place importante. L'immense population des États-Unis est composée d'éléments aussi divers que ceux qui constituent les différents pays dont est faite l'Europe. Une telle population, ayant des goûts extrêmement différents, sinon opposés, peut difficilement prendre plaisir à des représentations de théâtre qui exigent une communauté de sensibilité et de culture. En Amérique, la vie théâtrale n'existe que dans les grands centres. C'est donc exactement pour ce public innombrable et divers qu'il aurait fallu inventer le cinéma s'il n'avait pas existé. D'autre part, la vie de famille est des plus restreintes en Amérique, et comme le travail s'y termine entre cinq et six heures, que l'on y dîne au plus tard à sept heures, c'est naturellement au cinéma que chacun est venu passer les longues soirées dont il ne savait que faire avant d'avoir à sa disposition dans son voisinage immédiat une salle de projection cinématographique.

Ces salles sont peu à peu devenues, dans les grandes villes du moins, de luxueux palaces où, pour quelques cents, chaque spectateur peut, outre le plaisir du spectacle, trouver pendant deux heures l'illusion de mener la vie qu'il suppose être celle des milliardaires. Aujourd'hui, cent millions de spectateurs

fréquentent chaque semaine les 20 000 salles répandues dans les 48 États de l'Union.

Pour répondre à cette consommation vraiment formidable, l'industrie cinématographique américaine produit chaque année 800 grandes bandes et 3 000 bandes de court métrage (1), ce qui représente 78 000 kilomètres de film et 85 pour 100 de la production cinématographique mondiale.

Ces résultats, — qu'au surplus, on ne saurait trop admirer, car ils dénotent une habileté, une énergie et une persévérance des plus méritoires, — ont été obtenus en moins de quinze ans. Ils sont l'œuvre d'hommes tels que MM. Marcus Loew, Adolphe Zukor, Carl Laemmle, William Fox. Ce sont eux qui ont fait du cinéma une industrie nationale en Amérique.

LE BOYCOTTAGE DU FILM EUROPÉEN

Mais il ne s'agissait pas seulement de créer de toutes pièces cette industrie nationale, il fallait lui épargner toute concurrence. Pour atteindre ce but, les dirigeants de l'industrie et du commerce cinématographiques américains ont tout simplement procédé à un boycottage systématique de tous les films non américains qui avaient la prétention de franchir les portes des salles de projection américaines.

Sans doute ont-ils entouré ce boycottage de précautions oratoires, de déclarations énergiques sur leurs bonnes dispositions et leur sincère désir d'étroite collaboration qui pendant de longues années ont donné le change à leurs concurrents européens. « Les films que vous faites ne peuvent pas être compris par les spectateurs de nos salles! nous disaient-ils. Pensez donc: la mentalité française est tellement loin de la mentalité américaine! Vous êtes tellement plus fins que nous! Fabriquez des films que nos ouvriers de Pittsburg aussi bien que nos cow-boys de l'Ouest puissent comprendre et vous verrez avec quel plaisir nous les accueillerons et quel succès nous leur ferons! »

Ces affirmations avaient pour premier effet de mettre les producteurs français en face d'un mirage, chacun d'eux vivant dans l'obsession constante de cette terre promise, l'Amérique,

(1) Pour fournir un terme de comparaison, disons simplement qu'en France la production cinématographique a été, en 1928, de 97 films et qu'en 1929, elle sera à peine de 50.

dans laquelle il lui fallait à tout prix entrer. Et pour plaire aux ouvriers de Pittsburg et aux cow-boys de l'Ouest, les films français perdaient tout caractère, toute personnalité, leurs auteurs ne cherchant qu'à en faire des copies fidèles des bandes américaines.

Malgré cela, les portes du marché américain restaient hermétiquement closes à la production française. Vainement un des maîtres de ce marché répondait-il à M. Armand Tellier, l'actuel directeur du Studio des Ursulines, qui était allé en 1923 aux États-Unis pour essayer d'y vendre le film tiré par M. Léon Poirier du poème de Lamartine, *Jocelyn* : « Non, n'insistez pas ! quand vos films sont mauvais, nous ne *pouvons* pas les prendre et quand ils sont bons, nous ne *voulons* pas ! » Les producteurs français ne profitèrent pas de cet accès de brutale franchise. Ils crurent, — ou feignirent de croire, — à une boutade.

Il faut reconnaître que quelques films européens réussirent à pénétrer sur le marché américain. Les plus nombreux furent des films allemands, quelques-uns des chefs les plus puissants de l'industrie cinématographique américaine étant d'origine allemande ou ayant des intérêts dans des entreprises allemandes. En ce qui concerne la France, au début de janvier 1929, M. Canty, *trade-commissioner at the American Embassy, Paris*, fit parvenir à la presse française, et probablement à toute la presse européenne, une statistique d'après laquelle 31 films français auraient été projetés sur les écrans américains en 1928.

Examinons la liste dressée par M. Canty : nous verrons que ces 31 films peuvent être rangés en plusieurs catégories :

4 films : *la Coquille et le Clergyman*, *la Folie des Vaillants* et *l'Invitation au Voyage* (tous trois de M^{me} G. Dulac) et *Six et demi-onze* (de M. J. Epstein, d'après Paul Morand) furent projetés par la Société *Film Arts Guild* qui est, à New-York, l'équivalent de notre « Tribune libre du cinéma » ou de notre « Club de l'Écran », ce qui revient à dire qu'ils eurent une ou deux représentations devant un public de spécialistes ou d'amateurs.

1 documentaire : *Verdun*, qu'il ne faut pas confondre avec le *Verdun, visions d'histoire*, dont l'auteur, M. Léon Poirier, pour avoir osé proposer son film à une importante maison

américaine, s'attira cette réponse : « Si nous achetions des films français, votre film serait certainement le premier que nous choisirions, mais nous n'achetons pas de films français! »

2 films non français : *la Marche des machines* de M. M. Deslaw et *le Puits de Jacob*, film tiré du roman de M. Pierre Benoit, par un metteur en scène américain, M. Edward José, avec une vedette américaine, miss Betty Blythe, pour une maison dont le fondateur-directeur, M. le docteur Markus, était Suisse.

2 films inconnus de tous : *Charité* et *le Miracle*.

3 films qui furent en effet achetés avant le 31 décembre 1928, mais qui n'auraient pas dû figurer dans cette liste des films projetés en 1928, puisqu'ils ne furent projetés qu'en 1929 : *la Passion de Jeanne d'Arc* (film dont on ne sait vraiment s'il est à sa place ici, la société qui l'a produit étant bien française, mais son auteur, M. G. Dreyer, étant danois); *Casanova* (qui se trouve dans le même cas, son auteur, M. A. Volkoff, étant russe) et *la Grande épreuve* qui n'a été projeté à New-York qu'en octobre 1929 et qui figure d'ailleurs dans cette liste sous deux titres différents : *The soul of France* (l'âme de la France) et *Légion d'honneur*.

3 films dont le plus récent est de 1923, ce qui nous oblige à nous demander si ce n'est pas pour donner à ceux qui les auront vus, une idée défavorable des progrès du cinéma français qu'on les a achetés : *Jeanne Doré*, dont le rôle principal était tenu par Sarah Bernhardt; *le Voile du bonheur* de M. H. Violet, d'après la pièce de G. Clemenceau (1923), *Violettes impériales* de M. Henry Roussell (1923), *Paris* de M. René Hervil, sur un scénario que j'écrivis en collaboration avec Pierre Hamp (1924) et *le Bossu* de M. Jean Kemm (1923).

8 films : *Carmen* et *Visages d'enfants* de M. J. Feyder, *la Femme nue* de M. L. Perret, *Napoléon* de M. Abel Gance, *la Sirène des tropiques* de M. Nalpas; *le Miracle de Lourdes* de M. J. Duvivier; *le Vertige* de M. Marcel L'Herbier (qui figure dans cette liste sous deux titres différents : *la Dame de Pétrograd* et *la Vivante image*) et enfin *Celle qui domine* (qui n'est que pour moitié un film français, la société qui l'a produit étant bien française, mais son auteur, M. G. Gallone, étant italien).

Dans quelles conditions ces 9 films ont-ils été projetés? Ont-ils eu une exploitation régulière? combien d'entre eux ont-ils connu l'honneur d'être hospitalisés dans un palace de

Broadway comme la plupart des films américains le sont dans les palaces des boulevards parisiens? Ou bien au contraire n'ont-ils été admis qu'à figurer au programme de quelques « cinémas nègres »? Nous ne le saurons jamais.

POUR SUPPRIMER LA CONCURRENCE

Mais, pour être maîtres, sans contestation possible, de tous les écrans américains, les dirigeants de l'industrie et du commerce cinématographiques d'outre-Atlantique ne se sont pas contentés d'empêcher les films étrangers d'arriver jusqu'à eux. Ils ont encore pris toutes dispositions pour qu'aucune concurrence vraiment sérieuse venant de l'étranger ne puisse être faite à leur production nationale.

Le nombre des citoyens de l'Union qui franchissent l'Atlantique et vont en Europe, soit pour leurs affaires, soit pour leurs plaisirs, étant considérable, il ne fallait pas que ces voyageurs pussent un soir entrer dans un cinéma de Paris, de Berlin ou de Londres et y découvrir un film intéressant qui fût l'œuvre d'un auteur de talent ou qui eût pour vedette un artiste de mérite et, une fois revenus en Amérique, manquer à la discipline et commettre cette faute impardonnable de demander que de tels films aient leur place sur les écrans américains. Aussi, les William Fox, les Carl Laemmle, les Adolphe Zukor se mirent-ils à engager tous ceux que leurs correspondants européens leur signalaient comme en situation de connaître de la part du public une faveur pouvant devenir un jour ou l'autre dangereuse pour les bons serviteurs du cinéma américain.

C'est ainsi qu'ils firent venir à eux des auteurs de films comme l'Allemand Dupont, à qui nous devons *Variétés*, l'Allemand Erich Pommer, qui dirigea la production des plus grands films germaniques comme *les Niebelungen*, le Suédois Victor Sjöström, qui nous donna les œuvres les plus marquantes de la cinématographie scandinave, son rival le plus heureux Moritz Stiller, les Allemands Murnau, l'auteur du *Dernier des hommes*, Josef von Sternberg et Paul Leni, et tout récemment Jacques Feyder, l'auteur de *l'Image* et de *Visages d'enfants*; des acteurs comme Lya de Putti, Pola Négri, Greta Garbo, Maria Korda, Arlette Marchal, et comme Emil Jannings, Conrad Veidt et Ivan Mosjoukine.

Une fois arrivés en Amérique, ces artistes qui, pour la plupart, avaient été choisis à cause de leur personnalité marquée, eurent à entrer dans des cadres d'une rigidité farouche et à se soumettre à un travail « standardisé » qui leur faisait immédiatement perdre le meilleur de leurs qualités. Certains d'entre eux même durent modifier leur nom, afin de lui enlever ses apparences trop spécifiquement étrangères : c'est ainsi que Victor Sjöström devint Victor Seastrom et Ivan Mosjoukine, Ivan Moskine.

Les uns se soumirent à ces exigences comme Josef von Sternberg qui a réalisé outre Atlantique des films d'aussi réelle valeur que *les Nuits de Chicago* et *les Damnés de l'Océan*, comme Victor Sjöström qui nous donna *les Rois en Exil*, film sans le moindre intérêt et *le Vent*, qui est excellent, comme Moritz Stiller et Paul Leni qui y moururent, comme Maria Korda qui semble s'être complètement américanisée, comme Arlette Marchal que l'on a réduite à des rôles de troisième plan, comme Pola Négre, qui y a perdu les meilleures de ses qualités, comme Greta Garbo qui a à peu près réussi jusqu'à présent à défendre sa personnalité.

Les autres n'ont pu accepter ce qu'on exigeait d'eux : Erich Pommer et Dupont ont regagné l'Europe sans avoir rien fait ; Conrad Veidt a « tourné » deux films et est revenu prendre la place qui l'attendait en Allemagne ; Ivan Mosjoukine n'a même pas eu la patience d'aller jusqu'à son second film, il s'est sauvé après le premier ; Lya de Putti, s'étant aperçue dès sa première création qu'elle n'était plus comparable à ce qu'elle était en Allemagne, a refranchi l'Atlantique, non sans avoir laissé des plumes dans l'aventure ; Jacques Feyder, qui avait signé un contrat à forfait pour deux films, a attendu plus de six mois, au milieu des pires difficultés et des pires ennuis, avant qu'on lui permit de travailler.

Quant à Emil Jannings, qui paraissait s'être assez bien adapté aux nouvelles conditions d'existence qui lui étaient faites et qui avait déjà été la vedette de trois grands films, *la Chair succombe*, *Crépuscule de gloire* et *le Patriote*, il est brusquement reparti pour l'Allemagne, sans qu'on puisse savoir exactement les raisons de cette décision.

Le silence sur ce qui se passe *réellement* dans les studios américains est d'ailleurs une règle absolue qui semble être la

contre-partie de l'intense publicité qui y est faite à ce qui ne s'y passe pas. Les Européens eux-mêmes se plient à cette consigne dans les lettres qu'ils écrivent, quand ils sont en Californie, aussi bien que dans les récits qu'ils font lorsqu'ils reviennent chez eux et qu'on les interroge, chacun d'eux tenant à ne pas prononcer un seul mot qui puisse un jour ou l'autre lui être reproché par ses tout-puissants et intolérants patrons. On doit entrer dans le cinéma américain à peu près avec la même disposition d'esprit que dans une société secrète.

Ainsi les dirigeants de l'industrie et du commerce cinématographiques américains sont arrivés à supprimer à peu près complètement toute concurrence extérieure et à convaincre, pour commencer, chacun de leur compatriotes, c'est-à-dire chacun de leurs clients, — qu'il n'est au monde qu'un cinéma : l'américain.

A LA CONQUÊTE DU MONDE

Simultanément et parallèlement, ils se préoccupaient de s'assurer de par le monde tous les débouchés possibles. Les pays, comme les républiques sud-américaines, l'Australie, les régions de l'Asie jouissant d'une civilisation moderne, qui ne possèdent pas d'industrie cinématographique nationale, étaient des proies conquises d'avance. L'Angleterre, jusqu'à ces toutes dernières années, fut de ce nombre.

L'Allemagne et la France furent moins faciles à conquérir.

En France, le travail de conquête fut mené avec une patience et une adresse vraiment remarquables. On peut le résumer ainsi ; possédant 20000 écrans dont beaucoup sont utilisés à peu près sans interruption, l'Amérique cinématographique est certaine que chacun des films qu'elle produit non seulement est amorti, mais encore a toutes chances de réaliser un bénéfice sans avoir à sortir de ses frontières (1).

Fortes de cette assurance, les grandes marques cinématographiques américaines créèrent, sans jamais regarder à la dépense, des filiales en France. Ces filiales se conformèrent

(1) La France possède à peine 3000 établissements de projection et il est à peu près impossible à un film français normal d'être amorti sans réaliser un certain nombre de ventes à l'étranger.

scrupuleusement aux lois qui, dans notre pays, régissent les sociétés commerciales, ce qui leur permit de s'intituler sans mentir : Sociétés anonymes françaises, et, pendant quelque temps du moins, de donner le change à la plus grande partie de leur clientèle qui ne cherchait pas à savoir ce qu'il y avait sous ce masque.

Ayant ainsi leurs coudées franches, ces filiales proposèrent à tous les directeurs de salles français des films à des prix défiant vraiment toute concurrence, — ce qui leur était facile, puisqu'ils avaient bien plus à se préoccuper de se constituer une clientèle qu'à réaliser des bénéfices. Mais bientôt les employés de ces filiales, qui étaient naturellement des Français, attirés par les gains qui leur étaient assurés dans ces maisons, gains évidemment supérieurs à ceux qu'ils auraient pu faire en plaçant des films français, mirent leurs clients en face de ce dilemme : « Nos films vous plaisent ? Eh bien ! si vous voulez continuer à les avoir, il faut nous signer un contrat de deux, trois ou cinq ans, pendant toute la durée duquel vous prendrez annuellement chez nous 20, 30 ou 40 programmes hebdomadaires. Si vous ne signez pas, vous n'aurez plus un seul de nos films. » Et comme toutes les maisons américaines installées en France leur tenaient le même langage, comme les prix qu'elles leur faisaient étaient moins élevés que ceux des maisons françaises, comme les films qu'elles leur fournissaient étaient en général de bonne qualité, nombreux furent les directeurs de salles qui acceptèrent ce marché.

Pourtant un moment vint où la clientèle des établissements dont les directeurs s'étaient pliés à ces conditions marqua quelque lassitude de n'assister jamais qu'à la projection de films américains. Certaines maisons modifièrent alors un peu leurs méthodes de travail : elles n'exigèrent plus des contrats d'exclusivité et de longue durée, mais leurs représentants tinrent aux directeurs de salles le langage suivant : « Vous voulez tel ou tel film à succès, pour une semaine ? Soit, vous l'aurez ; mais, pendant cette semaine, vous nous verserez 50 pour 100 de vos recettes et vous nous prendrez dans un délai de six mois douze autres films *de notre choix*. »

Ainsi la pire camelote s'écoule dans le sillage du bon film.

Dans le même temps, quelques maisons américaines réussissaient, à coup de dollars, à mettre la main sur d'importantes

maisons françaises (1) qui leur apportaient la libre disposition de leurs écrans, ou à signer des accords par lesquels nos compatriotes s'engageaient à éditer annuellement en France un certain nombre de films américains, sans seulement réussir à se faire accorder l'espoir d'une réciprocité. D'autres se contentaient d'acheter des établissements de projection qui leur assuraient les débouchés dont ils avaient besoin ou de transformer des théâtres en cinéma (2).

Une courte statistique montrera, de la façon la plus irréfutable, l'importance des résultats obtenus par les maisons américaines.

En 1928, l'Amérique a importé chez nous 400 films, alors qu'elle en faisait entrer 221 en Allemagne, 512 en Angleterre, 364 en Finlande et 204 en Norvège. Au cours de la même année, l'Allemagne absorbait 23 films français et 15 films anglais; la France, 122 films allemands; l'Angleterre, 82 films allemands et 21 films français; l'Autriche, 210 films allemands, 14 films français et 5 films anglais; la Finlande, 133 films allemands, 18 films français et 5 films anglais; la Norvège, 44 films allemands, 11 films français et 5 films anglais.

Ainsi, en 1928, l'Amérique introduisait en Angleterre les 5/7 des films nécessaires à la consommation du pays et six fois et demi plus de films que la nation la mieux traitée après elle, l'Allemagne; en Allemagne, près de 10 fois plus, soit les 2/5 de la consommation; en Autriche, près de la moitié de la consommation et un peu plus que l'Allemagne; en Finlande, les 3/5 de la consommation et trois fois plus que le pays le mieux traité après elle; en Norvège, cinq fois plus et près des 4/5 de la consommation.

C'est donc bien d'une colonisation de l'Europe qu'il s'agit et non seulement d'une colonisation de la France.

LE CINÉMA FRANÇAIS N'EST PAS DÉFENDU

Pour qu'une telle situation fût, du moins en ce qui concerne la France, rendue possible, il fallut naturellement tout

(1) La *Metro-Goldwyn-Mayer* s'empara ainsi de la maison Gaumont qu'elle réduisit à l'inaction pendant trois ans.

(2) C'est ce qui s'est passé à Paris pour le Vaudeville, le Moulin-Rouge et les Capucines, c'est ce qui risque de se passer demain ou après-demain pour les Folies Dramatiques et la Porte Saint-Martin.

un concours de circonstances qui peuvent être résumées ainsi :

1^o Les Américains dans ce travail d'infiltration lente ne rencontrèrent vraiment aucun obstacle, car les producteurs français, qui, à de très rares exceptions près, sont en même temps éditeurs et loueurs de films, préféraient gagner sûrement de l'argent à louer des films américains plutôt que d'en risquer à réaliser des films nationaux.

2^o La Chambre syndicale française de la Cinématographie, qui groupe des représentants de toutes les branches de l'activité cinématographique, commit la faute d'admettre dans son sein, et jusque dans son comité directeur, des dirigeants de maisons américaines, dont les intérêts sont diamétralement opposés aux intérêts *réels*, — c'est-à-dire à ceux que l'on apercevrait nettement, si l'on pensait au lendemain, — de ses membres français. Il convient d'ailleurs de reconnaître qu'il était difficile à la Chambre syndicale d'agir autrement, les succursales des maisons américaines en France ayant pris l'excellente précaution de mettre la légalité de leur côté en se présentant comme des sociétés françaises.

Mais il n'en est pas moins vrai que, possédant des membres étrangers, la Chambre syndicale se trouve tout naturellement et logiquement amenée à s'intituler : « Chambre syndicale française de la Cinématographie », et non pas « Chambre syndicale de la Cinématographie française », — ce qui n'est pas la même chose.

3^o Les dirigeants de l'industrie et du commerce cinématographique français n'ont pas voulu comprendre ce qu'ont si bien compris leurs concurrents d'outre-Atlantique, à savoir que le Cinéma n'est pas une industrie ou un commerce comme les autres, qu'il dépasse les questions de personnes et que le meilleur moyen de défendre les intérêts de chacun de ceux qui s'en occupent est de défendre les intérêts de la communauté, même si cette défense entraîne des abdications personnelles plus ou moins apparentes et en tout cas passagères.

Un exemple fera comprendre ce qu'une telle attitude peut avoir de néfaste. Au lendemain même de la guerre, un service du ministère des Affaires étrangères, sentant tout ce qu'il y avait de préjudiciable à l'influence française dans la mauvaise volonté que l'Amérique mettait à admettre nos films sur ses

écrans, fit aux dirigeants de quelques grosses maisons françaises de cinéma une proposition qui, si elle avait été adoptée par eux, aurait eu pour premier et immédiat résultat d'ouvrir régulièrement aux films français une importante salle new-yorkaise. Cette proposition n'avait qu'un inconvénient : elle exigeait une entente préalable de la part de tous ceux à qui elle était faite. Non seulement cette entente fut impossible, mais chacun de ceux de qui elle dépendait n'eut rien de plus pressé que d'essayer de confisquer à son seul profit personnel tous les avantages de la proposition qui lui était faite. Ainsi fut perdue la seule occasion réelle que le cinéma français ait eue depuis 1919 de se faire connaître en Amérique.

4° La presse cinématographique française ne manque pas une occasion de dire bien haut : « Défendons le film français ! » Mais ses journaux ou ses rubriques ne sont pleins que d'articles sur des films ou des artistes américains, d'informations, d'échos, de photographies ayant Hollywood ou New-York pour lieu d'origine plus ou moins direct. Et il en est ainsi non seulement dans les journaux et les rubriques qui ne vivent que de la publicité dont, pour des raisons que nous connaissons, les maisons américaines sont beaucoup plus prodigues que les françaises, mais encore dans les journaux et les rubriques dont l'indépendance est réelle, et cela en vertu de la loi du moindre effort, les maisons américaines inondant les salles de rédaction de photographies admirables, de notes précises, d'échos tout rédigés, alors que si un journaliste veut obtenir une photographie d'une maison française, c'est à un véritable siège qu'il doit se livrer.

Ainsi, par l'effet de cette situation dont les responsabilités sont complexes, le cinéma français et l'américain occupent dans l'opinion publique des places dont l'importance est loin d'être à l'avantage du premier.

5° De son côté, le gouvernement français n'a rien fait en faveur du cinéma national. Nos ministres n'ont rien soupçonné du rôle important que le cinéma peut jouer dans la vie d'un grand pays tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières, et, jusqu'au jour où M. Herriot créa la Commission de contrôle, — à côté de la Commission supérieure du Cinéma qui existait depuis longtemps, mais n'avait jamais montré qu'une activité des plus ralenties, — il ne s'en est pas

trouvé un qui éprouvât le besoin de s'occuper du cinéma. Il leur suffisait que les services du ministère des Finances lui fissent rendre, grâce à des taxes abusives, les millions nécessaires à l'équilibre des budgets et que la Censure s'acharnât, de la façon parfois la plus ridicule, à lui refuser l'usage d'une liberté dont les autres arts disposent depuis de longues années.

6° Mais ces raisons, si graves qu'elles soient, n'auraient pas permis à l'Amérique de remporter en France une si indiscutable victoire si, à notre manque complet d'organisation, elle n'avait su opposer un bloc rigoureusement ordonné et solidement coordonné de tous ses intérêts.

LE TSAR DU CINÉMA

C'est ici qu'intervient un personnage dont nous n'avons pas l'équivalent en France et dont la seule présence à la tête du Cinéma américain montre bien à quelles idées impérialistes obéit chacun de ceux qui composent ce bloc. Ce personnage est M. William Hays, président de la *Motion Picture Producers and Distributors of America, Inc.*, que ses compatriotes ont surnommé le *Tsar du Cinéma* et qui en est, à proprement parler, le directeur.

Tout récemment, sept journalistes français sont allés en Amérique aux frais d'une des plus puissantes sociétés cinématographiques américaines. L'un d'eux, M. René Lebreton, nous présente (1) en ces termes ce qu'est l'organisme dont M. W. Hays est le président : « La *Motion Picture Producers and Distributors, Inc.*, plus connue sous la dénomination « d'organisation Hays », est à la fois le cerveau et le cœur de l'industrie cinématographique américaine. Son but ? Établir et maintenir le cinéma au niveau moral et artistique le plus élevé ; développer l'éducation de la masse aussi bien que le goût par le spectacle cinématographique, car, comme l'a dit son président M. William H. Hays, « dans la marche d'une industrie, ce n'est pas tant l'importance du pas fait en avant qui compte, que sa direction ». Fondée sur des principes aussi sains, il n'est pas surprenant que cette organisation ait rendu

(1) *Comœdia*, 2 décembre 1929.

à l'industrie qu'elle gouverne des services éminents. Sa naissance remonte à 1921. Dès cette époque, les dirigeants avaient senti, devant le développement considérable du cinéma, la responsabilité morale qu'ils devaient assumer; dans le même instant où ils réalisaient la tâche d'éducateurs de la conscience publique qui était désormais la leur, ils comprirent qu'une direction unique était seule capable de conduire le cinéma vers les hautes destinées qu'ils ambitionnaient de lui assurer. De cette bonne volonté commune naquit la *Motion Picture Producers and Distributors of America, Inc.*, qui groupe vingt-quatre sociétés et fonctionne comme une société légalement constituée. »

Maintenant que nous savons ce qu'est l'organisme, voyons ce qu'est l'homme. C'est un des compagnons de voyage de M. René Lebreton, M. Louis Delaprée, qui va nous renseigner sur ce point (1) : « M. W. Hays n'est évidemment pas le seul organisateur de cette formidable industrie. On peut même dire que cet avocat, cet ancien ministre des Postes *n'a participé directement à la création et à la gestion d'aucune société de films*. Il a été choisi par toutes les grandes compagnies de production et de distribution pour être leur président. Il tient en réalité le rôle de ministre des Affaires étrangères (on se souvient de ses visites à M. Herriot et de leurs conséquences) et de ministre de l'Intérieur du cinéma américain. *Ce n'est pas un industriel, c'est un homme d'État, ce n'est pas un homme d'affaires, c'est peut-être un conquérant.* »

M. W. H. Hays est peut-être un conquérant, ainsi que l'écrit M. L. Delaprée, mais le langage qu'il tient est sûrement celui d'un homme qui a le sens des réalités : « Les États-Unis, a-t-il dit, extraient 40 pour 100 de la houille utilisée dans le monde, emploient 63 pour 100 des téléphones installés, récoltent 75 pour 100 du blé qui nourrit l'humanité, fabriquent 80 pour 100 des automobiles et produisent plus de 85 pour 100 des films qui peuplent les écrans de leurs ombres vivantes. Ces chiffres parlent haut, n'est-il pas vrai ? Ils vous prouveront au moins que nous ne sommes animés d'aucun esprit de conquête. *Nous comprenons parfaitement que, quand un peuple crée et vend les 85 pour 100 des produits d'une industrie, son ambition doit être satisfaite. C'est un chiffre limite.* »

(1) Pour Vous, du 28 novembre 1927.

Ainsi, sans avoir nullement besoin de forcer le sens des mots, M. W. H. Hays reconnaît que la conquête des écrans par le cinéma américain est un fait accompli et maintenant que son ambition est satisfaite, il admet généreusement que 15 pour 100 des films qui courent le monde ne portent pas la marque de fabrique « U. S. A. ».

Comme d'autres conquérants avant lui, M. W. H. Hays fait étalage d'intentions pacifiques. Que risque-t-il, s'il est le seul maître ? Écoutons-le : « Avant de nous juger, n'oubliez jamais que nous avons cent millions de clients américains et que ces gens ne sont pas des esthètes. Le cinéma est un art ou, si vous préférez, un divertissement, pour les foules. Nous avons le devoir, — que nous n'avons jamais sciemment négligé, — d'instruire, d'élever moralement cette masse. Mais le film a aussi une fonction internationale. Je ne crois pas parler à la légère en vous disant que le cinéma est le meilleur instrument de pacification entre les peuples. Apprenant à se comprendre, ils se toléreront d'abord et finiront par s'aimer. » Nous verrons tout à l'heure ce que deviennent ces beaux principes, quand ils passent de la théorie à la pratique, c'est-à-dire comment les interprètent les producteurs de films dont M. W. H. Hays est le président.

Sur cette déclaration, bien faite pour terminer sur une note locarnienne la conversation, M. L. Delaprée a pris congé du « Tsar du cinéma ». Mais l'influence d'un dictateur se fait sentir, même quand on n'est plus en sa présence et M. Delaprée ajoute : « Je me rappelle soudain que ce réaliste aux regards aigus a prononcé ses dernières paroles avec un accent prophétique : le bonheur, la pacification des peuples grâce aux films américains, etc... L'avouerai-je ? J'eus alors un peu peur. Je me suis demandé si le « Tsar du cinéma » ne croit pas, tout au fond de lui-même, que, pour assurer la paix, le seul moyen est d'américaniser les songes, le langage et les âmes des habitants de la « vieille et petite Europe » ? Et s'il le croit, que ne peut-il faire avec ce formidable instrument qu'il tient si ferme dans ses mains ? Pendant mon court voyage à travers les États-Unis, on m'a montré le Grand Canyon, les chutes du Niagara, la baie de New-York, mais le plus beau spectacle que j'aie vu, c'est encore Will H. Hays, homme d'État, conquérant, prophète... Homme à coup sûr remarquable... Et peut-être dangereux ! »

Que le Tsar du cinéma américain soit un homme remarquable, — et dangereux, — aucun de ceux qui en France ont eu affaire à lui au printemps de 1928 n'est sans doute disposé à y contredire. C'était au moment où la question du « contingentement » ayant été posée par M. Herriot qui était alors ministre de l'Instruction publique, il fallait à n'importe quel prix lui trouver une solution.

Voici comment les événements s'étaient déroulés :

Dès son arrivée, rue de Grenelle, dans le ministère Poincaré, M. Herriot avait commencé à recevoir les doléances du monde cinématographique français, notamment de la Société des auteurs de films. Des semaines durant, il se renseigna. Puis, jugeant qu'en effet la situation était grave et qu'il fallait agir, mais les questions à régler étant délicates et ne s'estimant pas suffisamment expert en matière cinématographique, il créa, par décret du 18 février 1928, la Commission de contrôle des films, dont il confia la présidence au Directeur général des Beaux-Arts, M. Paul Léon, pendant que lui-même conservait la présidence de la Commission supérieure du cinéma, dont la Commission de contrôle devenait l'agent d'exécution et dans laquelle il fit entrer seize fonctionnaires représentant tous les ministres et toutes les administrations publiques pouvant avoir un mot à dire en matière cinématographique et seize délégués des organisations corporatives françaises : Chambre syndicale, Société des auteurs de films, Union des artistes, etc...

Immédiatement, cette Commission demanda que des mesures fussent prises, afin de protéger les films français contre l'invasion, chaque jour plus grande, des écrans nationaux par les films étrangers.

Divers modes de protection furent envisagés et l'on s'arrêta finalement à celui-ci : pour être projeté sur les écrans français, chaque film étranger devrait être muni d'une fiche dite « de contingentement » ; chaque film français nouveau dont la réalisation paraîtrait à la Commission suffisante pour faire honneur à l'art cinématographique français recevrait sept fiches qui pourraient être cédées à ceux qui achèteraient le film pour des pays étrangers et à qui elles donneraient le droit d'importer en France autant de films qu'ils auraient de fiches, les maisons étrangères conservant pendant un an le droit

d'exploiter librement 40 pour 100 des films exploités par elles pendant les 12 mois précédents.

Le « contingentement » sur des bases à peu près analogues avait fait ses preuves en Allemagne ; l'Angleterre et l'Italie s'apprêtaient à y avoir recours pour se défendre, elles aussi, contre le film américain. En France, on ne se rendit pas compte que ce n'était pas contre le film *étranger* qu'il fallait se protéger, mais seulement contre le film *américain* et que les mesures que l'on envisageait et qui étaient évidemment suffisantes contre le film allemand, anglais ou italien, étaient inopérantes contre le film américain.

Si modérées qu'elles fussent, ces mesures gênaient pourtant, certains intérêts. Une violente campagne de presse commença, que les maisons américaines installées en France alimentaient, et dans laquelle se jetèrent les directeurs de salles qui redoutaient de voir diminuer le nombre des films américains mis à leur disposition à bon compte. M. Herriot ne se laissa pas intimider. Il défendit avec énergie devant la Chambre la Commission qu'il venait de créer et déclara qu'il s'opposerait par tous les moyens possibles à la « colonisation de la France par le cinéma américain ».

Averti par ses représentants en France, M. W. H. Hays jugea la situation assez grave pour se déplacer. Il commença par déclarer au monde entier par T. S. F. qu'il allait faire rapporter le décret du 18 février, puis il alla trouver M. Herriot, lui tint des propos assez peu diplomatiques, le menaçant de représailles qui pourraient s'exercer sur certains produits français à leur entrée en Amérique, oubliant que le film n'est pas une marchandise comme une autre.

M. Herriot continua de tenir bon. M. Hays ne se découragea pas. Il réunit à dîner certains membres de la Commission qui craignaient une rupture des pourparlers parce qu'elle aurait peut-être entraîné une scission à la Chambre syndicale et il leur fit accepter un compromis. Chaque film français continuerait à avoir droit à sept fiches de contingentement ; mais, pour avoir droit à une de ces fiches, il ne serait plus besoin de faire entrer un film français sur un marché étranger : il suffirait de l'éditer en France. Chaque nation étrangère installée en France aurait droit, au cours des 12 mois à venir, à la libre exploitation, sans fiches de contingentement, de

60 pour 100 des films exploités par elle au cours des 12 mois précédents, cette clause suffisant à rendre inutiles toutes les autres dispositions. Enfin, ce règlement ne serait appliqué que pendant un an, M. W. H. Hays ayant, avec toutes les apparences de la cordialité, déclaré que la volonté qu'avait la France de se défendre était parfaitement légitime, mais qu'il fallait laisser à l'Amérique le temps de s'adapter à des mesures aussi inattendues et que d'ailleurs son plus vif désir était de voir des firmes américaines venir collaborer en France avec des maisons françaises à la réalisation de grands films français.

Cette fois, la commission ayant accepté ce compromis, M. Herriot s'inclina : M. Hays avait montré qu'il était bien l'homme qu'on nous présente comme remarquable et « peut-être dangereux ».

Enhardie par cette victoire, l'Amérique cinématographique se jura bien d'en remporter, le moment venu, une seconde. L'occasion ne devait pas se faire attendre. En effet, les conditions que M. Hays avait fait accepter à la Commission supérieure du cinéma devaient prendre fin le 30 septembre 1929. Aussi, dès la fin de l'hiver de la même année, ceux que ces mesures ne satisfaisaient pas demandèrent-ils que l'on revint aux clauses auxquelles l'habileté seule de M. W. H. Hays avait fait renoncer.

La riposte de M. Hays fut aussi précise que rapide : par ses représentants en France, il fit savoir à la Commission que l'Amérique était maintenant fermement décidée à repousser tout ce qui pourrait tendre à une limitation de ses films en France. « Ce que nous voulons, c'est pouvoir développer nos affaires en France sans la moindre gêne », déclara nettement M. Allan Byre, représentant M. Hays au cours d'une des séances de la Commission. Tout au plus, — et comme pour bien nous montrer qu'en pareille matière ce n'était pas d'argent qu'il s'agissait, mais qu'elle poursuivait des buts tout différents — consentirait-elle à payer une taxe (1) pour chacun de ses films entrant en France, à condition que le nombre de ses films ne puisse être limité.

Et pourtant, ces mesures de contingentement dont elle

(1) Elle proposa d'abord une taxe de 35 francs par mètre, puis très vite une taxe de 7 francs par mètre.

ne voulait pas même entendre parler, quand elles étaient formulées par des lèvres françaises, elle les avait acceptées, — et combien plus sévères! — en Angleterre, en Allemagne, en Italie. En Angleterre, ces mesures s'étaient en un an révélées si efficaces, que la production nationale qui était en 1927 de 30 films, s'était en 1928 élevée à 91 films.

Cette fois, la thèse française trouva dans la presse quelques défenseurs de plus qu'en 1928. Pourtant, soutenu par quelques journaux et par un groupe de directeurs de salles qui n'hésitèrent pas à entrer en lutte avec le Syndicat français des directeurs, — dont le président, M. Brézillon, eut toujours l'attitude la plus loyale et la plus compréhensive des véritables intérêts français, — le groupe Hays menaça la commission de fermer ses succursales françaises. C'était là le langage de gens qui se croient chez eux et qui y parlent en maîtres.

La majorité de la Commission ne se rendit pas compte de ce qu'il y avait de gênant dans cette attitude non plus que du grave danger qu'il y avait à céder, ne fût-ce qu'un pouce du terrain sur lequel on s'était placé.

On était de plus en plus dans la période de tension provoquée par l'irritante question du règlement des dettes de guerre. La France renonça à rendre le contingentement véritablement efficace et après d'interminables pourparlers que M. Delac, président de la Chambre syndicale française de la cinématographie mena avec une infatigable patience, les représentants de M. Hays consentirent, en septembre dernier, à rester, pour un an encore, dans le *statu quo*, — étant bien entendu que si, d'ici le 1^{er} mai 1930, aucun accord nouveau n'était possible, ce *statu quo* serait automatiquement prolongé jusqu'au 30 septembre 1931, ce qui revient à dire que *jusqu'au 30 septembre 1931, la France a renoncé à se protéger contre l'invasion cinématographique américaine.*

Quoi que l'on ait voulu nous faire croire, c'est là une indiscutable et considérable victoire que l'Amérique vient de remporter sur nous. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire ces déclarations faites par M. Hays à M. L. Delaprée : « Nous ne sommes nullement hostiles à une saine concurrence de l'industrie cinématographique européenne. (Est-ce à dire que la concurrence française, même quand elle s'exerce en France, n'est pas saine?) Nous l'appelons de tous nos vœux. — Cependant,

murmurai-je (c'est M. Delaprée qui parle), contre le continuellement vous avez... — Ne parlons plus de nos vieilles querelles. Elles naquirent d'un malentendu. Un peu de bonne volonté, un peu de confiance nous ont heureusement permis de le dissiper. Certes, de nombreux problèmes subsistent, mais avec la grâce de Dieu, nous les aurons bientôt résolus. »

Ces paroles sont certainement sincères et M. Hays n'est pas un ingrat..., mais peut-être est-il encore plus dangereux que M. L. Delaprée ne le croit.

LA PROSCRIPTION DU FRANÇAIS

La victoire américaine est si nette que jamais on ne vit un si grand nombre de films américains sur nos écrans et que jamais ceux qui les éditent ne se sont si peu gênés.

Si vous passez devant un palace des boulevards, vous voyez une pancarte portant cette inscription : *French and english subtitles*, si bien que, — paradoxe qui serait amusant s'il n'était cruel, — vous êtes forcé de comprendre l'anglais pour savoir que les films que l'on projette à l'intérieur de ces établissements comportent encore (mais pour combien de temps?) des textes français.

Pourtant, vous ne vous laissez pas arrêter par la mauvaise impression que vous a procurée l'aspect extérieur de ces établissements et vous entrez dans l'un d'eux. On y donne un film « parlant » ou des actualités « parlantes » et pendant vingt minutes, trois quarts d'heure ou une heure et demie, vous allez entendre parler, — je ne dis pas anglais, — mais américain.

Le 27 juillet 1929, *l'OEuvre*, sous la signature de M. Paul Allart, publiait une interview de M. Paul Ginisty sur « la censure cinéphonique ». Au cours de cet entretien, le président de la Commission de censure des films était tout naturellement amené à déclarer : « Seuls, les films projetés en français auront cours en France. » Cette déclaration parut toute naturelle et elle était en effet dictée par le bon sens. Mais, — sans doute est-ce parce que toute règle doit comporter des exceptions qui la confirment, — depuis lors, le visa a été accordé à une dizaine au moins de grands films parlants américains, sans compter les innombrables petits films d'attractions qui semblent

n'avoir d'autre raison d'être que de prolonger notre supplice.

Un dirigeant de firme américain ne disait-il pas récemment à un de ses confrères français :

« Le film parlant ne nous retirera en France aucun débouché, car dans six mois, tous ceux qui s'intéressent au cinéma parleront américain ! »

Des protestations se sont élevées contre de tels spectacles, durant lesquels on n'entendait pas un mot de français ou qui contiennent des sous-titres, rédigés en Amérique, tels que celui-ci qui figurait dans une récente bande « d'actualités sonores » : *Transportation d'une montagne à la mer pour permettre à la cité de librement croître.*

C'est ainsi que, dans *Comœdia*, M. Jules Vèran écrivait récemment : « Ne s'oppose-t-on pas à l'entrée des blés exotiques quand il y a nécessité ? Notre langue qui est un trésor, — et le grand trésor national, — dont le plus pauvre a sa part, doit être également protégée. C'est une œuvre de défense nationale. » Sur cette même question, M. Léon Bailby écrivait dans *l'Intransigeant*, du 24 octobre 1929 : « Cette coutume qui tend à substituer dans tout un spectacle une langue étrangère à la nôtre, est-ce qu'elle ne vous paraît pas d'un assez mauvais augure pour la défense de la propagation du français ? Il y a sans doute des Anglo-Saxons nombreux dans les salles du centre de la ville et nous n'avions jusqu'alors jamais pensé à nous étonner du fait que, pour leur plaire, certains films fournissaient des légendes rédigées dans les deux langues. Ici, les Français pouvaient encore imaginer qu'ils étaient chez eux et qu'ils pratiquaient simplement un devoir d'hospitalité. Mais que décidément le français soit proscrit du film parlant, c'est-à-dire bientôt sans doute de toutes nos salles de cinéma, voilà qui n'est pas acceptable. »

S'est-on demandé, en effet, ce que, sous l'action du film parlant, va devenir l'influence française à l'étranger ? A quoi serviront les missions, les instituts, les collèges français à l'étranger, le jour où tous les écrans du monde ne parleront qu'américain ? Et que penseront les peuples qui aimaient la France parce qu'ils connaissaient sa langue et ceux que nous avons conquis ou que nous nous sommes chargés de protéger, quand ils verront que nous ne sommes même pas capables de défendre la langue de nos pères ?

LA DÉFORMATION DU RÉEL

Ce n'est d'ailleurs pas seulement lorsqu'il est « parlant » et parce qu'il ne parle pas français que le film américain est dangereux. Il représente un autre danger, et considérable, par la façon dont il présente les êtres et les choses, par les clichés auxquels il se complait touchant la psychologie et la moralité des individus comme des collectivités et surtout par la déformation consciente ou inconsciente qu'il fait subir aux événements même les plus connus.

On est resté longtemps sans apercevoir ce danger. La première fois qu'on parut le remarquer, ce fut en juin 1926, à propos d'un film de la *Metro-Goldwyn-Mayer* intitulé *les Ennemis de la femme*. Dans ce film dont les dernières scènes se déroulaient à la fin de la Guerre, on assistait au défilé du 14 juillet 1919 et les seules troupes que l'on voyait passer sous l'Arc de Triomphe étaient américaines, comme si la guerre avait été gagnée par les seuls soldats de Pershing. Emile Vuillermoz, dans *le Temps*, M. J.-L. Croze, dans *Comœdia* et moi-même, dans *le Petit Journal*, nous protestâmes. La *Metro-Goldwyn-Mayer* intercala quelques images de troupes françaises et anglaises dans le défilé et l'incident fut clos. Seulement sur tous les écrans du monde, — à l'exception des français et peut-être des anglais, — le défilé du 14 juillet 1919, tel qu'on le voyait dans *les Ennemis de la femme*, continua à ne comporter que des soldats américains.

Un mois plus tard nous fut présenté un autre film de la même maison : *la Rose du ruisseau* dont Maë Murray était la vedette. Ce film n'était qu'un ramassis, un comprimé de toutes les absurdités qui ont donné à la capitale de notre pays la célébrité de mauvais aloi dont elle jouit à travers le monde. Il y eut encore quelques protestations, mais autant en emporta le vent.

Dans le même temps, une autre maison américaine réalisait en Californie un autre film, *Cela aurait pu arriver*, dans lequel Colleen Moore tenait le rôle d'*Une fleur du ruisseau* (c'est une notice de publicité américaine qui parle) *née dans les bas-fonds de Paris, qui se sacrifie pour son jeune apache de frère, en prenant part au grand conflit (la guerre). Cette jeune fleur devient*

une autre *Jeanne d'Arc*, la *Jeanne d'Arc de l'Argonne*. Ce film ne parut sur aucun écran français, mais quel effet produisait-il dans les pays où il fut projeté?

Quelques semaines encore passèrent et la *Metro-Goldwyn-Mayer* nous présenta la *Grande Parade*.

Ce film, dont les qualités techniques n'ont jamais été mises en cause, contenait de la Guerre une interprétation spéciale, celle-là même que les Américains veulent imposer au monde : la *Guerre de 1914-18, victoire purement américaine*. Il contenait aussi, dans sa version originale projetée partout ailleurs qu'en France et dont des articles de journaux nous avaient apporté les comptes rendus détaillés, des scènes évidemment destinées à mettre en valeur le courage des soldats américains et l'importance du rôle joué par eux, mais extrêmement gênantes pour leurs camarades français (1).

Et les films gênants pour la France se succédèrent si nombreux que la Commission du contrôle des films, quand elle se donna un règlement, fut tout naturellement amenée à y faire figurer les deux articles suivants :

Art. 9. — Pour passer sur les écrans de France, de ses colonies ou protectorats, tout film étranger devra, pour obtenir le visa de la censure française, être présenté dans la version originale et intégrale où il aura été projeté sur les écrans de son pays d'origine, avec exactement les mêmes titres dont une traduction française, garantie littérale, sera fournie avec le film à examiner.

Art. 10. — La Commission se réserve le droit de refuser dans l'avenir les fiches de censure à toute personne, producteur, distributeur ou société même interposée qui aura produit, distribué ou exploité à l'étranger des films pouvant porter atteinte au bon renom de la France.

Un texte du même genre avait déjà été élaboré sous forme de vœu au Congrès international du Cinéma qui se tint à Paris à l'Institut de coopération intellectuelle en septembre 1926. Ce

(1) Ayant apporté à la copie française de son film toutes les modifications nécessaires pour que la projection n'en fût pas gênante pour des spectateurs français, les producteurs de la *Grande Parade* firent dans la copie allemande toutes celles que rendait nécessaires sa projection devant un public allemand, ainsi qu'en témoigne un article de M. Ch. Burguet, président de la Société des auteurs de films français qui se trouvait alors à Berlin. Cet article parut dans le journal *Der Film* du 24 octobre 1927.

vœu, proposé par la Société des auteurs français de films et voté à l'unanimité, invitait « tous les artisans du film à éviter avec soin le choix de scénarios capables de susciter ou de nourrir la haine des peuples entre eux et de prolonger l'idée de guerre, à éviter en outre, avec toute la conscience possible, de donner systématiquement dans les films aux personnages dont le rôle exige une nationalité étrangère ou une origine de race étrangère, un caractère dégradant ou ridicule. »

Le cinéma américain n'était pas officiellement représenté au Congrès de 1926, — encore qu'il y eût des observateurs attentifs, — mais le règlement de la Commission de contrôle est connu dans ses moindres détails de M. W. H. Hays et de tous ses collaborateurs. *Les films pouvant porter atteinte au bon renom de la France* n'en ont pas moins continué à sortir des studios et des usines d'Hollywood et de New-York. Le plus significatif est *Beau Geste*, film sur la Légion Étrangère, dans lequel on pouvait voir un sous-officier frappant ses hommes avec un fouet et un officier détroussant les corps de ses soldats morts. Ce film n'a pas encore été projeté en France, malgré les démarches répétées qui ont été faites auprès de l'administration française par le directeur de la maison qui l'a produit. Mais dans certaines villes étrangères il a provoqué de violentes manifestations francophiles, — et il a été interdit en Allemagne parce qu'il était injuste envers la France !

Établir la liste des films américains qui, pour une raison ou pour une autre, « portent atteinte » au bon renom de la France, serait trop long. Contentons-nous d'en citer quatre qui sont actuellement projetés sur les écrans étrangers, — ou français :

L'Arche de Noë qui, avant d'être projeté à Paris, fut donné à Londres où certaines de ses scènes parurent désobligeantes au dernier chef, à nombre de spectateurs.

Carrière, film qui n'est pas encore arrivé en France, mais dont de nombreux articles (notamment celui que *Comœdia* reçut de son correspondant à Londres et publia le 12 octobre 1929) nous ont appris qu'il était une très violente satire de l'administration française en Indochine.

Le Réveil, film dont l'action se déroule en Alsace en 1914 et qui a déjà été projeté dans maints pays d'Europe, en Suisse notamment où un des meilleurs critiques genevois, M^{me} Eva Elie, écrit qu'en assistant à sa projection, *même en pays neutre*,

on est un peu gêné, en Belgique, en Pologne où sur la demande de notre ambassadeur, il a subi de profondes modifications.

Il fallait qu'ils voient Paris, film gai qui vient seulement d'être achevé et dont la publicité est faite dans les journaux américains en termes que voici : « W. Fox présente Will Rogers dans son premier film parlant, *Il fallait qu'ils voient Paris*. Un vaudeville impayable sur la vie française, *ses habillés et déshabillés*. Pite Peters, nouveau riche américain, se décide sur les instances de sa femme à visiter Paris. Il y est abordé par des cocottes enflammées, harponné par de brûlantes grisettes et attisé par d'ardentes demi-mondaines. Will Rogers se surpasse dans cette charmante comédie de manière et de moral (*Film Daily*, New-York, 8 septembre 1929). — Will Rogers dans *Il fallait qu'ils voient Paris*. Le comédien préféré de l'Amérique parle et chante dans cette comédie, triomphe de l'écran parlant. La jeunesse apprendra de Will Rogers *les périls de Paris*. *Garçons et filles en seront instruits*. Will Rogers dit *les réalités de Paris* et il les dit avec un éclat de rire. *Envoyez les plus jeunes voir le film le plus saisissant de l'année* (*Herald World*, 5 octobre 1929). »

Voilà de quelle façon l'Amérique cinématographique tient compte du vœu émis au Congrès de l'Institut de Coopération intellectuelle en septembre 1926. Voilà comment M. W. H. Hays, « Tsar du Cinéma américain », se sert de « l'instrument de pacification entre les peuples » que le film, à l'en croire, devrait être ; comment il entend apprendre aux peuples à « se connaître, à se comprendre et à s'aimer ! »

Il y a quelques années un film français *Li Hong le Cruel* fut interdit en France à la demande de l'ambassadeur de Chine, parce que son personnage principal était un Chinois assez peu sympathique ; quelques mois plus tard, la légation du Mexique à Paris protestait auprès du gouvernement français contre un film américain, *la Rose de Mexico*, qui montrait sous un jour défavorable la vie mexicaine et les Mexicains ; le gouvernement français interdit le film (1).

Plus récemment encore, le gouvernement allemand ayant signalé au gouvernement français ce qu'il y avait de gênant

(1) Ce film n'en continua pas moins sa carrière, la *Metro Goldwyn-Mayer* qui l'avait produit et qui l'éditait en France, l'ayant intitulé *Atavisme*, et ayant fait de son héroïne une descendante de Français.

pour l
de Bla
puyan
tation
Son
nous a
cains
dont c
voir q
Il y
violen
suisse
faire a
moyen
certain
que l'
genre
à Pari
société
gramm
n'allon
ce soit
engag
pionni
un jou
L'A
vert d
des fa
déjà ré
dans l
dange
un red
On
des rap
quine
(4) Le
tré son
français
mois de
de la Co

pour lui dans un film que M. Rex Ingram avait tiré du roman de Blasco Ibanez, *Mare Nostrum*, et la presse française, s'appuyant sur le vœu du congrès de 1927, ayant trouvé cette protestation allemande des plus légitimes, *Mare Nostrum* fut interdit.

Sommes-nous donc incapables de nous faire respecter chez nous aussi bien que s'y font respecter les Allemands, les Mexicains ou les Chinois, alors que nous avons en mains une arme dont ceux qui devraient en subir les effets doivent bien rire, à voir que nous ne nous en servons pas ?

Il y a quelques semaines, les étudiants zurichois protestaient violemment contre un film américain qui interprétait la vie suisse de façon trop fantaisiste. Faudra-t-il se résoudre à en faire autant en France, alors que les pouvoirs publics ont les moyens légaux d'éviter de telles initiatives qui dégénéreraient certainement très vite en regrettables excès ? Ne voit-on pas que l'on est à la veille du jour où des manifestations de ce genre seront inévitables, et n'est-ce pas trop déjà qu'il existe à Paris, s'il faut en croire M. Georges Oener de *Paris-Midi*, une société secrète « contre l'esprit américain », société dont le programme contient entre autres, cette déclaration précise : « Nous n'allons plus voir ni opérettes, ni films américains, bien que ce soit souvent regrettable », et celle-ci qui ressemble à un engagement quelque peu solennel : « Nous sommes les pionniers d'une organisation de défense qui se créera bien un jour ou l'autre, spontanément, dans toute l'Europe ! »

L'Angleterre s'est aperçue un beau jour, que, sous le couvert du film écrit ou parlé, les États-Unis installaient chez elle des façons d'être, des façons d'agir et de penser américaines qui déjà réagissaient sur toute sa jeunesse, constatait M. Léon Bailby dans *l'Intransigeant* du 24 octobre dernier. Elle a compris le danger. Elle a décidé de résister. Et c'est de ce moment que date un redressement et un véritable progrès du film britannique.

On a tort, en France, de réduire le très grave problème des rapports cinématographiques franco-américains à une mesquine question de « contingentement » (1). Ici les intérêts pécu-

(1) Le contingentement revu et corrigé par M. W. H. Hays a d'ailleurs démontré son impuissance, le nombre des films américains projetés sur les écrans français étant de 383 en 1927 ; de 400 en 1928 ; de 222 pour les six premiers mois de 1929 et les bons de « contingentement » se négociant à vil prix au su de la Commission elle-même.

niaires, — si légitimes soient-ils, — le cèdent de beaucoup aux intérêts intellectuels et moraux. Comment se fait-il que les pouvoirs publics n'aient jamais prêté vraiment attention à ce problème de la colonisation de la France par l'Amérique, à quoi aboutit la question des rapports cinématographiques franco-américains?

Imaginons un instant que l'Amérique se mette en tête d'acheter les uns après les autres tous les journaux, toutes les revues, tous les magazines français. Le Gouvernement, quel qu'en soit le chef, ne réagirait-il pas? Ne réagirait-il pas si, à la suite de quelque patiente infiltration, toutes les chaires de nos Facultés, de nos lycées, de nos écoles se trouvaient occupées par des professeurs américains? Eh bien! le danger n'est pas moindre, lorsque ce sont nos écrans qui sont occupés par des films américains.

Dans une série d'articles qu'il a donnés au *Journal* en août dernier après un rapide voyage à New-York, M. José Germain écrivait : « L'Américain d'aujourd'hui est un adversaire loyal... Il ne dissimule ni ses buts, ni son mépris pour notre civilisation désuète... La pitié que nous lui inspirons se transformerait très vite en haute estime, si nous nous montrions de rudes joueurs... Outre-Atlantique on admire la force... Je suis sûr qu'ils n'éprouveraient aucun dépit à sentir notre résistance. » En écrivant ces lignes, M. José Germain ne pensait pas au cinéma, mais ces incontestables vérités conservent toute leur valeur dans l'ordre cinématographique. Les Américains savent ce qu'ils peuvent attendre de notre indécision, de notre manque d'entente. Ne nous décidons-nous pas à leur montrer enfin que nous sommes capables de résistance, et, le danger aperçu, résolu à ne pas nous y abandonner?

RENÉ JEANNE.

LA COMPAGNIE DE JÉHU

ÉPISODES DE LA RÉACTION LYONNAISE

1794-1800

IV ⁽¹⁾

LES VENGEURS FANTOMES

GONCHON, L'ORATEUR DU PEUPLE

La Convention, inquiète de cette fermentation, se décida enfin à faire quelque chose pour les Lyonnais : son Comité de Sûreté générale leur dépêcha Gonchon.

Gonchon était le « braillard » du faubourg Antoine ; sans instruction, mais doué de poumons de bronze et d'une éloquence intarissable, opulent bouquet de toutes les fleurs de la rhétorique révolutionnaire, il avait exercé, en 1793, une réelle influence sur la population parisienne. Bien souvent on le vit alors à la barre de l'Assemblée, haranguer d'une voix retentissante les députés silencieux, cherchant, — en vain, la plupart du temps, — à comprendre ce que disait l'orateur. Quoique dépourvues de pensée, ces allocutions redondantes lui valaient de grands succès chez les marchands de vin du faubourg, et la conviction personnelle qu'il était un profond politique. Un seul échantillon permettra d'apprécier son genre oratoire : il

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1929, 1^{er} janvier et 1^{er} février 1930.

se flattait de détenir la solution du problème social et il l'exposait ainsi : « Nos beaux esprits s'occupent, depuis longtemps, d'une balance politique ; cette balance, nous l'avons trouvée sans la chercher : elle est dans notre cœur ; ayez un gouvernement qui mette le pauvre au-dessus de ses faibles ressources et le riche au-dessous de ses moyens, l'équilibre sera parfait... » La question ainsi posée, il laissait à d'autres le soin de la résoudre de façon à satisfaire tout le monde, car il se posait en « conciliateur ». De fait, il était devenu une sorte de puissance et Roland, au temps de son ministère, se l'était attaché, non sans peine, car Gonchon, quoique misérable, n'était pas à vendre.

Il avait un concurrent en Varlet, — l'homme à la tribune ; — celui-ci se faisait suivre dans les rues, sur les places publiques et particulièrement à la terrasse des Tuileries, par cinq savoyards porteurs d'une tribune avec un escabeau et une tenture rouge : il y montait en plein air pour haranguer le peuple. Varlet était jacobin, Gonchon était girondin ; incarcéré pendant la Terreur robespierriste, il ne sortit de prison qu'en octobre 1794. Onze mois de silence forcé avaient atrophié son emphase ; d'ailleurs, le peuple de Paris était revenu des péro-reurs dont il avait trop souffert. Mais Gonchon pouvait encore produire de l'effet en province, et c'est pourquoi le Comité de Sûreté générale l'envoya, en prairial, à Lyon, afin qu'il y prêchât l'apaisement.

Imaginer que les lieux communs de ce pitre démodé allaient réconcilier les victimes avec les auteurs de leurs maux, c'était méconnaître singulièrement la situation ; six mille familles en deuil et toute une population ruinée méritaient d'autre réconfort. Mais Gonchon ne doutait de rien, et il semble que le principal but de sa mission était de renseigner le gouvernement sur ces compagnons de Jésus, effrayants comme des spectres, impalpables comme eux, et qui, se substituant à la loi défaillante, s'érigeaient en justiciers des malfaiteurs jacobins. Gonchon avait des parents à Lyon où il était déjà venu en 1793 ; très confiant, du reste, en sa perspicacité, il se jugeait donc tout désigné pour percer le mystère de cette association ténébreuse, si secrète fût-elle. Au bout de trois jours, en effet, il savait tout... Après une sérieuse séance au Café Grand, un dîner à l'Hôtel du Parc, un autre aux Quatre chapeaux, deux

soirées au théâtre et de longues stations aux cabarets et aux billards, il connaissait, à l'en croire, l'opinion de toute la ville et voici ce qu'il en rapporte : indifférence politique absolue ; un seul désir, la tranquillité ; le plus grand nombre, « perdu pour la République », redoute l'anarchie. Quant aux Compagnons de *Jésus*, « ils sont trois cents », en majorité étrangers à la ville ou déserteurs, tous royalistes. Les assassinats qu'ils commettent déplaisent aux Lyonnais ; mais « les femmes riches ont la cruauté d'y applaudir et même y excitent les jeunes gens ». Gonchon, au cours sans doute de ses tournées dans les estaminets, a rencontré plusieurs dévotes qui lui ont cité des passages de l'Écriture, tels que celui-ci : « Tuez les vieillards, tuez l'homme, tuez la femme, l'enfant sevré, l'enfant qui tette, le bœuf, la brebis, le chameau et l'âne, a dit Josué. » Gonchon en conclut que « ce sont les prêtres qui font commettre ces assassinats, car les femmes n'ont pas assez d'instruction pour faire ces citations d'elles-mêmes. » « D'ailleurs, ajoute-t-il, le nom de *Compagnie de Jésus* que ces tueurs ont pris en est la preuve. »

Il avait amené avec lui son petit garçon qu'il trimbalait de cafés en cafés : un soir, étant venu avec cet enfant boire une bouteille de bière chez le limonadier Pauvin, il s'y trouva en société d'une bande de *Jésus* qui le suivait depuis quelque temps. Il entendit l'un de ces hommes dire à Pauvin : « Mets-le donc à la porte, si tu ne veux pas qu'il soit tué chez toi. » Il comprit que sa mort était résolue, les royalistes ne pouvant laisser en vie un orateur dont la parole ralliait tant de partisans à la République. Il commença aussitôt un discours qui fut, par malheur, peu écouté. Quand il se tut, l'un des *Jésus*, — un hussard, armé de deux pistolets, — demanda froidement à ses compagnons : « Que décidez-vous ? » Alors, Gonchon recourt au sublime : prenant le mouchoir de son fils, il le lui met entre les mains, disant : « Mon enfant, on s'appête à tuer ton père ; ramasse bien avec ce mouchoir son sang qui va couler ; prie ton oncle de te mener à la Convention ; tu lui montreras le sang de Gonchon qui, pour avoir défendu avec courage les Lyonnais, a été assassiné par eux. » Ce beau mouvement désarme les égorgeurs ; la scène se termine par un embrassement général et des consommations variées ; mais afin de donner un semblant de vraisemblance au danger qu'il pré-

tendait avoir couru, Gonchon alla, pour la nuit, demander asile aux représentants du peuple et, le lendemain, il quitta à Lyon clandestinement.

Pour apprécier la valeur de son témoignage, il importe de ne point laisser l'orateur du peuple sur ce trait d'héroïsme ; on le retrouve quelques mois plus tard, dans la Haute-Loire, au Puy, toujours accompagné de son fils. Qu'y fait-il ? On ne sait. Il se dit chargé d'une mission par le ministre de la Police ; il loge à l'auberge du citoyen Berjot et reste là durant quinze mois, sans payer un sol de ses dépenses ; et même, comme il est en loques, son hôtelier doit-il lui prêter 300 livres « pour couvrir sa nudité ». Un beau jour, prétextant une tournée dans les environs et laissant son moutard en gage, Gonchon emprunte à Berjot son manteau et disparaît. L'aubergiste ne le revit plus : il attendit près d'un an ; puis, las d'entretenir à crédit le petit Gonchon, il réclama son dû au ministre de la Police. Il semble bien que sa requête resta sans réponse.

On ignore comment et où finit l'orateur du faubourg Antoine ; mais il avait fait œuvre utile : soit bêtise, soit besoin d'afficher sa clairvoyance, il avait, le premier, imputé aux femmes du monde, aux dévotes, aux royalistes, aux prêtres, les excès des chasseurs de matheçons, fable ridicule qui fut aussitôt ratifiée par les terroristes aux abois et n'a cessé, depuis lors, d'être amplifiée par leurs apologistes. Cette bourde est devenue, pour certains historiens, parole d'évangile : Antoine Sommier, le chroniqueur jacobin de la *Révolution dans le Jura*, écrivait déjà, en 1846 : « Les massacreurs étaient des fils de famille, des muscadins, des incroyables, des jeunes gens élégants, de bonnes manières et de bon ton, qui gazouillaient d'une façon charmante, *ma pa-ole d'honneur*. » Tel était le thème : il fut orchestré par Louis Blanc ; habile metteur en scène, il nous présente les apôtres de la Terreur rouge comme « des hommes à farouches convictions, des fanatiques de salut public, parlant le langage de leurs actes, des âmes violentes et sombres », mais qu'on n'avait pas vus, du moins, « se parfumer et se farder avant d'aller à l'abattoir ». Il oppose à ces rudes patriotes les promoteurs de la Terreur blanche, « gens aux belles manières, élégants libertins, femmes à la mode, personnages d'une piété onctueuse... » « On tua des prisonniers à coups de canon, et on les brûla vifs en vertu des lois du bon ton ; on fouetta dans

la rue, pour plaire aux dames, des filles coupables de s'être jetées en pleurant sur le corps de leurs pères égorgés; l'assassinat fut de bonne compagnie... » Plus récemment encore, un historien socialiste chargeait le tableau et les assommeurs de Lyon devenaient sous sa plume « la fine fleur de l'aristocratie, des jeunes élégants encouragés par les mondaines au cœur hospitalier et par les dévotes adeptes de l'Évangile », qui « assommaient les républicains par derrière ». Ce dernier n'ose, dit-il, poursuivre le tableau de ces scènes atroces, « tant leur effroyable horreur paraît invraisemblable, bien qu'il s'agisse de ces cléricaux qu'on sait capables de tout ».

Ainsi devait s'engraisser la fantaisiste attestation de Gonchon : la thèse de ce grotesque a fait école ; elle reçut la consécration officielle de la Convention par la voix de Marie-Joseph Chénier, parlant à la séance du 6 messidor, au nom des Comités de Salut public et de Sûreté générale. Chénier dévoile l'existence d'une association de scélérats ligués pour le meurtre et qui, invoquant la justice et l'humanité, terrorisent le chef-lieu du Rhône. Commentant et développant le récit de Gonchon, qu'il cite avec éloge et dont il admire « la contenance ferme et l'éloquence naïve », il assure que les auteurs de ces crimes sont, pour la plupart, des étrangers, des royalistes. Mais Chénier n'est pas un sot ; il sent bien que ses allégations manquent de références et il n'explique pas comment, puisque le crime court les rues de Lyon, on n'est pas encore parvenu à saisir un seul des assassins, tous gens de qualité et par conséquent faciles à identifier. Il concède que les cruels souvenirs de la domination anarchiste ont rendu les Lyonnais « presque insouciant sur les vengeances actuelles » ; il certifie en outre, sans plus de preuves, que les terroristes, d'accord avec les émigrés, participent à ces attentats et versent le sang de leurs complices, « soit pour étouffer avec eux des secrets dangereux, soit dans l'espoir que les forfaits de la Compagnie de Jésus feront oublier les leurs ». Évoquant enfin les Girondins immolés, il jure que ces mânes illustres ne crient point vengeance et veulent seulement, « pour apaiser leurs cendres, des lois sages, la concorde et la paix ». En quoi Chénier se trompe : il ignorait que le pauvre Buzot, agonisant de rage et de douleur dans sa cache de Saint-Émilion, avait, au contraire, dans son testament de mort, voué les proscriptionnaires à de ter-

ribles représailles : « Puissé-je, à force égale, les combattre et les faire punir par les lois ! Ou, si elles ne peuvent les atteindre ou que l'intérêt et l'injustice n'osent les frapper, puisse-je... d'un fer mortel leur percer le sein ! »

Il était facile de convaincre la Convention, puisque le rapport de Chénier, si réfutable pourtant, eut pour conclusion un projet de décret que l'Assemblée vota sans discussion : tous les corps administratifs de Lyon sont suspendus, sa Garde nationale rendra ses armes, l'état-major de la place exercera désormais la police. Le maire, le substitut de l'agent national de la Commune et l'accusateur public sont mandés sans délai à la barre pour y rendre compte des motifs de leur inertie ; enfin « les auteurs des massacres, les émigrés de séjour dans la ville et tous les membres de la compagnie d'assassins dite de Jésus, seront livrés dans les vingt-quatre heures pour être jugés par le tribunal criminel du département de l'Isère ».

Restait à les découvrir, ces revancheurs fantômes : bien qu'ils ne se cachassent point, ils opéraient néanmoins dans l'incognito le plus absolu, grâce, il faut bien le dire, à l'acceptation tacite d'une grande partie de la population lyonnaise qui supportait leurs attentats comme un émondage indispensable à sa sécurité. Certes, beaucoup déploraient ces sévices : une ligue s'était formée entre un certain nombre de citoyens sensibles, engagés par serment à sauver les jacobins incriminés, « dût se trouver parmi ceux-ci le mouchard ou le bourreau de leur famille ». Les chroniqueurs locaux ont pu recueillir des traits admirables de charité chrétienne : un prêtre légua, en mourant, tout ce qu'il possédait, à son délateur ; une jeune femme rechercha, recueillit et adopta l'orphelin de celui qu'elle savait être l'auteur de la mort de sa mère et, lors du massacre des Recluses, un soldat du siège, Poncet, échangea ses habits contre ceux de son dénonciateur, lui donna sa bourse et le conduisit hors de la ville dans un refuge d'avance assuré. On cite même le cas étrange d'un marchand toilier de la rue Longue qui provoqua et tua en duel son intime ami coupable de lui reprocher trop de modération envers le meurtrier de son père.

Mais de tels renoncements demeuraient inintelligibles à une masse de peuple que deux ans de catastrophes laissaient sans frein ni loi, ruiné matériellement et plus encore moralement et qui, saturé de sang et bourrelé de haine, avait perdu sensibi-

lité et pitié. Vainement on chercherait, après un siècle et demi, à pénétrer l'âme de ces foules oscillantes entre un passé de cauchemar et un avenir incertain; il faut avoir recours aux contemporains pour comprendre ce que fut ce grand naufrage de toutes les traditions et de toutes les croyances. L'un d'eux écrivait : « Après de tels souvenirs, quelle main pouvait retenir celle de la vengeance, puisqu'on avait détruit dans tous les cœurs le seul sentiment assez fort pour en arrêter les impitoyables effets? » Et, bien après que la crise fut terminée, un préfet du Rhône, rendant compte de son administration et revenant sur ces crimes, en attribuait la plupart « à la démoralisation révolutionnaire » : « les inclinations vicieuses sont devenues plus énergiques en même temps que tout ce qui était capable de les balancer et de les rectifier a été, pour ainsi dire, anéanti. »

Ainsi Lyon laissant agir les vengeurs, le printemps de 1793 avait été dur pour les jacobins : le 21 mai, cinq jours après l'envahissement des prisons, dans la rue du Bois, « un particulier » poursuit un homme qui se sauve; il l'atteint et lui plonge son sabre dans le ventre; les passants ramassent le mourant : c'est un graveur de la rue de la Lune, signataire de 45 dénonciations dont 27 ont entraîné des condamnations capitales. — Le 25, à trois heures de l'après-midi, une troupe de treize individus conduisent à travers les rues la femme d'un charpentier de la rue de la Pêcherie; elle a donné, naguère, trois têtes aux bourreaux de Collot d'Herbois : celle d'un employé des postes et celle de deux ouvriers en soie; ses exécuteurs la traînent au pont de la Guillotière, la font mettre à genoux et l'un d'eux lui brise la tête d'un coup de pistolet. Tous ceux qui assistent à la scène ont reconnu la femme; pas un ne nommera les assassins. — Trois ou quatre jours plus tard, deux ci-devant municipaux surpris, vers dix heures du matin, dans la rue des Passants, à la Guillotière, par une bande de justiciers, sont exécutés sur place. — Le 30 mai, un officier vétéran, récemment revenu des frontières, passe en uniforme sur la place des Cordeliers; il est assailli par cinq personnes attablées chez le cabaretier Gendard, désarmé, dépouillé de ses épaulettes, de ses boucles d'oreilles, bagues et montre, promené dans la ville depuis Saint-Clair jusqu'au Bourgneuf, afin « de prendre des renseignements sur son compte », et enfin, lancé à la Saône. Meurtre inexplicable, car

le nom de cet officier n'est point mentionné dans la liste des dénonciateurs; peut-être a-t-on reconnu en lui l'un des gradés qui présidaient aux fusillades des Brotteaux. — Le 3 ou 4 juin, un homme que la Garde nationale vient d'arrêter est arraché aux soldats et précipité dans la rivière. — Le 5, vers dix heures du soir, semblable attentat contre un certain Henry, du port Saint-Paul, trainé jusqu'au pont de pierre et poussé à l'eau, et contre une femme qui, surprise « une lampe à la main », fut menée ainsi au pont Saint-Vincent et fit, suivant l'expression favorite des tueurs, « un trou dans la Saône ». — Au cours de juin, sans précision de date, Christophe D... est tué chez lui à coups de sabre. — Des habitants de la Croix-Rousse, le faubourg ouvrier de Lyon, s'en vont en troupe jusque dans le département de l'Isère, à Porcieux, où ils requièrent le concours de la Garde nationale du lieu sous prétexte qu'ils ont mission de mettre en arrestation un émigré : ils s'emparent ainsi du mathevon qu'ils cherchent, le ramènent à Lyon et l'exécutent au pont de pierre.

Dix morts en six semaines : il faut dire que cette rebutante nomenclature est établie d'après des témoignages recueillis trois ans plus tard et émanant uniquement de jacobins choisis, ayant tout intérêt à la grossir plutôt qu'à l'abrégier. La tactique adoptée dès les premiers mois de la réaction thermidorienne par les anarchistes, muselés et terrorisés à leur tour, consista, en effet, à amplifier les périls dont ils étaient menacés : ils tablaient sur l'indignation que susciterait dans le pays, et particulièrement à la Convention, cette série de meurtres et ils aidèrent de leur mieux à la surcharger. Tel était, on l'a vu, l'avis de Chénier, et il assurait l'établir sur des preuves incontestables. A Lyon, on pensait de même et on admettait généralement que quelques terroristes, effrayés peut-être des éventuelles révélations de leurs complices, les assassinaient eux-mêmes et imputaient ces suppressions aux mystérieux et anonymes compagnons de *Jésus*.

C'est qu'ils avaient très peur, les ex-sycophantes de la Terreur et la détestation dont ils se sentaient cernés, l'incessante inquisition des argus inconnus qui les guettaient jour et nuit, leur faisait l'existence intenable. S'ils se hasardaient dans les rues, ils risquaient de s'y heurter à des chasseurs de mathevons et d'être trainés, sans espoir de recours ou d'intercessions efficaces, jusqu'au pont le plus proche; s'ils restaient chez eux, c'était dans l'angoisse harcelante d'entendre tout à coup les pas des

vengo
tionn
et se
don
cadés
trouv
cas d
dont
basco
enva
sur l
haut
C
seule
les p
math
du p
vem
plus
Lyon
décr
la C
le p
asso
posé
cabi
orga
bien
scèn
que
reu
brit
diff
à L
pui
sur
n'e
être
inc
si h

vengeurs montant l'escalier. D'après l'évaluation d'un fonctionnaire local, cinq à six cents des plus compromis avaient fui et se cachaient dans les départements voisins : il en restait donc à Lyon un millier environ dont beaucoup vivaient barricadés dans leur logis où ils s'étaient pratiqué des cachettes introuvables. L'un d'eux, ouvrier en soierie, se fait descendre, en cas d'alerte, au fond des latrines; un autre, plus ingénieux, dont la maison est adossée à une colline, a établi un pont à bascule au moyen duquel il s'échappe, quand les compagnons envahissent son domicile; ceux-ci le poursuivent, s'engagent sur le pont dont la trappe s'ouvre et ils sont précipités de la hauteur d'un deuxième étage dans la cour.

Ces faits et bien d'autres, — il faut renoncer à énumérer seulement les coups de bâton, les raclées, les assommements, les poursuites, les algarades de tout genre qu'enduraient les mathevons, — ces faits, enflés et multipliés par les journaux du parti où les camarades, réfugiés à Paris, entretenaient activement la légende d'un massacre en masse des plus purs et des plus vertueux républicains, mettaient Salamon, le maire de Lyon, dans une situation assez fâcheuse lorsque, obéissant au décret du 6 messidor, il se présenta, le 13 juillet, à la barre de la Convention. Il y est reçu froidement, presque en accusé, et le président le somme de révéler « quels sont les chefs de cette association d'égorgeurs, de cette compagnie de *Jésus* qui, composée en grande partie d'envoyés du camp de Condé et du cabinet de Saint-James », n'a rencontré aucun obstacle à son organisation. Cette pétition de principe déconcerte Salamon; bien persuadé, comme tous les Lyonnais de bonne foi, que les scènes attristantes dont la ville est le théâtre n'ont pour origine que d'implacables ressentiments contre les suppôts de la Terreur et que l'armée de Condé, non plus que le gouvernement britannique n'y est pour rien, il se lance dans une explication diffuse, portant tous ces méfaits au compte des étrangers fixés à Lyon. Son argumentation paraît faible et contradictoire, et puis, l'assemblée qui s'attendait à de surprenantes révélations sur cette énigmatique compagnie de *Jésus* fut déçue : Salamon n'en dit pas un mot. Manifestement, il n'y croyait pas, et peut-être fut-il prudent en ne divulguant pas les raisons de son incrédulité : le spectre de la chimérique association obsédait si bien les esprits que, si le maire de Lyon en eût nié l'existence,

on l'eût soupçonné d'y être affilié et d'être tenu par quelque serment redoutable qui l'obligeait au silence.

Bref, ce fut une désillusion et la Convention marqua son mécontentement par son refus d'admettre Salamon aux honneurs de la séance et par le renvoi de l'affaire aux Comités de Salut public et de Sûreté générale. Le décret du 6 messidor ne fut pas rapporté.

C'était un triomphe pour les jacobins et, pour Lyon, un second arrêt de mort : beaucoup d'industriels qui, réfugiés en Suisse au temps de Collot, étaient revenus, croyant la tourmente finie, et tentaient de rouvrir leurs ateliers, reprirent le chemin de l'exil ; il semblait manifeste que, dans les bas-fonds de la démagogie, des ennemis acharnés de la grande ville laborieuse travaillaient à la reconquérir et escomptaient, de la flétrissure qui lui était infligée, une nouvelle révolte ; ils fondaient sur sa désobéissance à la loi l'espoir de renouveler les lucratives hécatombes et les pirateries de l'an II. Leur attente fut déçue : Lyon se soumit, non sans adresser à la Convention une protestation attristée et digne. « La calomnie plane depuis longtemps sur nos têtes, y lisait-on... Le terrorisme ne nous pardonne pas, il a juré notre perte... Nous sortions à peine de nos ruines... un décret inattendu nous ravit le prix de nos sacrifices et de nos malheurs... Aucune voix ne s'est fait entendre pour notre défense. » Les Lyonnais affirmaient en outre leur invariable dévouement à la République, considérant « avec pitié le piège grossier qui leur était tendu » et « le triomphe éphémère de leurs vils délateurs ».

Les jacobins, si rampants devant les vengeurs, se gaudissaient, en effet, du gain inespéré de la partie. La municipalité destituée, son remplacement par des militaires réputés bons sans-culottes, l'arrestation immédiate des *Jésus*, le désarmement de la milice urbaine, c'était là un acheminement vers le rétablissement de l'échafaud et les matheçons qui, depuis quinze jours, le prophétisaient, « quittaient leurs cavernes, se montraient avec audace, se répandaient dans les campagnes et sur les grandes routes » où ils insultaient tous ceux qui, devant les prodromes d'une nouvelle Terreur, s'empressaient de quitter la ville. Elle était, d'ailleurs, tout à fait paisible et, quoique l'on n'eût pas arrêté un seul des imaginaires *Jésus*, il est à remarquer que, dès la fin de prairial, les attentats contre les déla-

teurs avaient cessé et que, durant près d'un an, on n'en signalera plus aucun.

GUERRE D'IMPOSTURES

Cette trêve ne satisfaisait qu'individuellement les terroristes : leur parti risquait d'en pâtir. Fallait-il donc renoncer à se poser en martyrs, à proclamer que les démocrates les plus exemplaires tombaient chaque jour sous les coups des lâches émigrés et des prêtres fanatiques? C'est alors que s'amorça cette « conspiration de la calomnie » où tous les bonnets rouges s'enrôlèrent avec une méthode et un ensemble marquant qu'ils obéissaient à des instructions parties de l'ombre, dans le dessein « d'empoisonner l'opinion publique et d'en imposer à l'Histoire ».

Le premier indice de cette campagne de bourdes mensongères, fut la découverte d'un cachet, « signe de ralliement des Compagnons de *Jésus*, portant les trois fleurs de lys et le nom de Louis XVII ». Comment douter que les assommeurs dont tel était le secret emblème, ne fussent soudoyés par les princes proscrits? Chénier avait, dans son rapport, fait allusion à ce cachet subversif; l'objet lui-même était déposé au Comité de Sûreté générale. On rechercha le graveur coupable de ce crime de lèse-démocratie; on le retrouva dans l'Isère, à Vienne, où il s'était réfugié, car c'était un mathevon, dénonciateur avéré et ancien membre d'un comité révolutionnaire; il continuait à servir la « cause » en utilisant ses talents de faussaire. Ce coup manqué ne décourage pas les confrères : aux Comités de la Convention et aux journaux jacobins affilient les lettres anonymes, bourrées de révélations terrifiantes : « Précý est à Lyon, il occupe une maison de campagne proche la ville... Son état-major est refait... les émigrés arrivent en foule... Les royalistes sont devenus audacieux et féroces... aujourd'hui tout républicain passe pour terroriste et sa vie est en danger. » Rien de tout cela n'est vrai et le *Moniteur* qui a inséré cette lettre doit se démentir. — Un correspondant de la même gazette décrit « les boucheries publiques qui ont ensanglanté Lyon, ordonnées et exécutées par une *bande d'émigrés* aussi cruels que lâches; »... le décret du 6 messidor les a effrayés mais ne les a pas atteints; « ils ne sont pas allés rejoindre leur digne général Condé »; ils accourent à Paris, espérant y renou-

veler les scènes de septembre 1792... ; on les rencontre « se promenant au Palais-Royal avec des Anglais qui leur fournissent tout l'argent dont ils peuvent avoir besoin... » — Dans le journal de Louvet, *la Sentinelle*, ce thème est répété chaque jour : « les patriotes intègres qui ont fait et soutenu la révolution sont persécutés, menacés et dénoncés sous le nom de terroristes... » Le même journal revient plus tard sur « la horde d'émigrés qui préside à ces horreurs ». — Le *Journal des hommes libres* fait chorus : « Le décret (du 6 messidor) est arrivé bien à temps pour prévenir les plus grands malheurs... Quelques moments encore et les infâmes agents des puissances coalisées devaient exécuter une Saint-Barthélemy sur tous les républicains ; ils devaient, pendant la nuit, en faire un massacre général et leurs émissaires auraient continué ces sanglantes expéditions dans les départements environnants ».

Six jours après, le *Journal des hommes libres* imprime cette « manchette » triomphale : *Rapport au Comité de Sécurité générale ; arrestation à Lyon d'un ci-devant marquis émigré...* Enfin ! On en tient un ! Ce ci-devant gentilhomme se nomme de la Coste : il appartient à la noblesse charentaise ; arrêté à Lyon, porteur d'un certificat de résidence suspect, on l'amène à Paris pour y être jugé, soit par le tribunal criminel, soit par une commission militaire. Grosse affaire... dont on se hâte de ne plus parler, car ce prétendu marquis se trouve être un certain Lacoste, habitant Paris depuis trente ans, qui, loin de posséder le moindre marquisat, « est aussi roturier qu'il est possible de l'être ».

Nouveau fiasco, mais qui ne ralentit pas les hableries jacobines : le *Journal des hommes libres* n'en continuera pas moins à publier, — ou à fabriquer, — des récits à hérissier les cheveux des plus braves ; celui d'un soi-disant militaire, qui traverse Lyon avec répugnance, mérite d'être cité :

Dès les premiers pas, quel fut le spectacle qui s'offrit à mes yeux ? Des mères de famille n'osant fixer leurs regards intimidés ; la douleur peinte sur leurs visages annonçait la perte qu'elles venaient de faire de leur fils, de leur époux, tombés sous les coups de ces vautours à figure humaine ; plus loin des hommes, armés de grands sabres, ayant des pistolets à la ceinture et des poignards à la main, parcouraient les rues et assommaient impitoyablement tous ceux

qui étaient reconnus pour avoir manifesté des principes républicains. Ce qui me frappa fut de voir, sur leurs pas et aux fenêtres des maisons opulentes, des femmes richement vêtues et ornées des attributs de la royauté, qui, par leurs applaudissements, les encourageaient au massacre. Aux extrémités de la ville, les rives du Rhône et de la Saône, encore couvertes de cadavres à moitié rongés, servant de pâture aux animaux, offraient au voyageur épouvanté le spectacle le plus horrible...

On voit prospérer la légende : les belles aristocrates, en grande parure, excitant les vengeurs à la tuerie ; ces traits, recueillis avec soin, ont été, depuis lors, promus à la dignité de documents irréfutables. Mais il y eut mieux : les terroristes cachés à Grenoble et qui, dans l'espoir de faire oublier 93, s'intitulent *patriotes de 89* ou *vétérans de la révolution*, écrivent au même journal, tribune largement ouverte à leurs doléances, que, dans une seule commune, les prêtres ont exterminé plus de soixante républicains : les monstres mutilent ces victimes de « la vengeance sacerdotale » et vont offrir aux émigrés rentrés les nez des malheureux tombés sous leurs coups. Ces nez sont payés mille livres pièce « par les agents de Pitt et de Rome » !

De Prairial an III à Fructidor an V, — vingt-six mois, — ces cyniques diffamations ne cesseront pas : on en pourrait multiplier les exemples. M. de la Gorce a compulsé aux Archives nationales, rien que pour l'époque du Directoire, *soixante-six liasses* de dénonciations contre les prêtres réfractaires, dénonciations émanant toutes de jacobins souls de haine et de rage et qui, n'ayant plus pour argument la guillotine, emploient l'autre arme qui leur est également familière, la délation calomnieuse. Ils en vomissent autant contre les émigrés, les riches, les négociants, les ci-devant nobles, les bourgeois, les modérés ; et cet ignoble fatras, écœurant de bêtise, ne vaudrait pas d'être feuilleté, si l'on n'y rencontrait deci delà quelque balourdise assez joyeuse : l'histoire, par exemple, des deux artilleurs, déserteurs de l'armée de Bonaparte, qui, très fiers d'être enrôlés dans la Compagnie secrète, montrent à tout passant leurs bras tatoués des mots *Jésus et le Roi*. Celle aussi du tambour-major de la 93^e demi-brigade qui, étant allé à Lyon pour y voir son oncle, fut abordé à la sortie

du théâtre par des inconnus dont « l'allure et les propos annonçaient qu'ils étaient de la Compagnie de *Jésus* » ; ils lui dirent « avec vivacité » : « De quel parti es-tu ? » Le tambour-major, instruit de leur mot de passe, répond : « Je suis du parti du chapeau. » Sur quoi, continuant de feindre et après quelques propos tout aussi énigmatiques, il reçoit de ces individus « une carte de pension à deux livres dix sols par jour » et ils l'emmenent boire. Il y a aussi la réjouissante anecdote dont est le héros Alexandre Campi, sabotier à Pénissières, près Lons-le-Saunier : un négociant de Besançon lui propose de s'enrôler dans la Compagnie de *Jésus*, à dix-huit livres par jour, *pour y commander l'artillerie*. Cette artillerie, — clandestine évidemment, — d'une société secrète opérant dans l'ombre et le silence, est l'une des plus burlesques escobarderies de la collection.

La plupart de ces venimeuses sottises sont d'un ton plus menaçant : tel le rapport au Conseil des Cinq-Cents de « voyageurs nimois » qui, dans l'intérêt de la république, ont eu l'audace de se dire émigrés, afin d'entrer en relations avec les « égorgeurs royaux ». Ce stratagème leur valut une longue conférence à l'auberge de *la Cornemuse* avec les farouches compagnons qui, sans méfiance, « déroulèrent leur plan infernal ». C'est à faire frémir...

Le genre des supplices qu'on doit faire subir à tous les chauds patriotes sont d'une innovation neuve (*sic*) et une Saint-Barthélemy doit se faire sur *dix millions de Français*. Ce plan existe depuis 1789, à ce qu'ils nous ont dit. Tous les conventionnels auront un genre de supplice particulier. Ces messieurs ont avoué que tout ce qui s'est fait jusqu'à présent est leur ouvrage. Ils nous ont dit que Robespierre leur a donné bien de la tablature ; qu'il avait fallu user de toutes les ruses pour le faire assassiner par ses collègues. Ce sont eux qui ont discrédité le papier monnaie, organisé les bandes de chauffeurs pour faire disparaître tous les républicains. Ils vont maintenant frapper le grand coup.

Ce factum ridicule émanait de Mâcon où s'étaient réfugiés nombre de mathevons lyonnais et on reconnaît là leur manière. Ces divers spécimens en donnent un faible aperçu ; toutes ces diatribes, grossières ou perfides, s'accordaient sur ce point : « le sang coule à flots ; les émigrés et les prêtres sont les maîtres de

Lyon; la Compagnie de *Jésus* y règne et la jeunesse de la ville pactise avec elle. »

Tout était faux de ces clabauderies et les gens sensés le savaient bien : les orateurs qui défilaient à la barre de la Convention étaient unanimes à le proclamer. L'un d'eux s'exprimait de la sorte : « Ils parlent d'oppression, ceux qui pendant dix-huit mois nous ont assassinés!... La lenteur à frapper les satellites du farouche Robespierre... perpétue leur espoir coupable... Ils se disent patriotes! Sont-ils patriotes, ceux qui érigent en vertus la calomnie, le brigandage et l'assassinat? Ils crient sans cesse au royalisme... C'est un mot dont les terroristes se servent pour décourager les républicains. » — Un autre, Parisien comme le précédent, et qui n'était pas non plus l'avocat des Lyonnais, parlait ainsi : « Prenez-y garde, représentants, les partisans de la tyrannie décemvirale, voyant qu'il ne leur est plus possible d'échapper à la justice, veulent vous tromper par des calomnies... Ils vous disent que nous sommes des royalistes » ; et il ajoutait : « Cessons les vengeances particulières, dit-on. Oh! sans doute elles sont affreuses; mais vous seuls pouvez y mettre fin. Un orphelin peut-il voir sans horreur l'assassin de son père? » D'une extrémité de la France à l'autre, l'opinion est la même : on ne veut plus des buveurs de sang; les haines, les mépris qu'ils ont accumulés sur leurs têtes durant un trop long règne de huit à dix mois, resteront vivaces durant bien des années et le ressouvenir odieux de leur passage dans l'Histoire servira de boussole à la politique du pays pendant plus d'un demi-siècle, — tant que vivront les hommes qui les auront connus.

Lyon où, plus qu'ailleurs, on sait de quoi ils sont capables, Lyon ne proteste plus. Les habitants de la grande ville, saignée par eux, semblent être retombés dans un état d'indifférence qui touche à la torpeur; sauf le bas peuple, friand de spectacles violents, nul n'approuve ni ne blâme les exécutions sommaires de matheçons. Les sournoises attaques des Jacobins inconsolés, imputant ces sanglantes bagarres à la population tout entière, les perfides insinuations de royalisme et de fanatisme religieux n'émeuvent personne. Seuls les administrateurs du département, les magistrats, les délégués de la Convention en séjour au chef-lieu du Rhône ne cessent de s'élever contre ces diffamations; encore connaissent-ils seulement celles que reproduisent

les gazettes : — « Le journal de Louvet, *la Sentinelle*, se fait l'écho de récits mensongers, écrivent-ils en frimaire an IV; la tranquillité de Lyon est absolue... Cherche-t-on à renouveler le système de calomnies ou de persécutions qui ressuscite le souvenir de ses maux irréparables ? » Le législateur Poullain-Grandprey insiste : « Il est faux qu'il y ait eu dans Lyon un seul assassinat relativement à la différence des opinions depuis le 25 prairial dernier », — six mois. Le ministre de l'Intérieur qui, chaque jour, trouve dans son courrier des relations d'épouvantables attentats, s'étonne de la nonchalance de ses fonctionnaires : « Je suis informé que les assassinats et les violences de toute espèce continuent à s'exercer à Lyon sur les patriotes » ; dans la nuit du 20 frimaire, le citoyen Mercier a été étranglé et jeté à la rivière. « Que faites-vous donc, citoyens, et que dois-je penser de votre conduite ? » Les administrateurs répondent : on a parlé en effet de l'assassinat du citoyen Mercier ; « le résultat de l'information est que le fait est faux, comme tous ceux propagés par la malignité dans le but de diffamer les habitants de Lyon. » Mais la calomnie poursuit son œuvre ; « qui donc y résisterait ? » disait le Basile de Beaumarchais. En pluviôse an IV (février 1796), les administrateurs sont destitués et le citoyen Paul Caire, dont le gouvernement est sûr, est nommé commissaire du pouvoir exécutif près le département du Rhône. Il prend possession de l'emploi le 18 ventôse.

Depuis quatre mois le Directoire est établi : le Conseil des Anciens et le Conseil des Cinq Cents succèdent à la Convention dont les membres, se cramponnant au pouvoir, se sont attribué les deux tiers des sièges dans le nouveau Corps législatif. Lyon, avec sa résignation habituelle, a docilement sanctionné la Constitution, la troisième depuis quatre ans ; mais, à sa dernière séance, la Convention a décrété l'amnistie générale pour tous les faits relatifs à la Révolution, exception faite des émigrés et des prêtres ; et voilà réhabilitée la ménagerie révolutionnaire : plus rien à espérer de la justice contre les hommes de proie qui ont trafiqué de l'échafaud et jouiront, impunément désormais, du fruit de leurs rapines, à côté de leurs victimes dépouillées. Cette impunité va aiguillonner les ressentiments et susciter de nouvelles représailles, et quand donc toutes ces calamités auront-elles une fin ? Lyon se croit maudit et s'abandonne, inerte, oisif, effrayé de l'avenir, obsédé par le sou-

venir de son passé glorieux. Qui s'étonnerait que cette ville, naguère florissante, évalue ce qu'elle a perdu et se lamente de ses maux présents ? Un penseur qui la traversa vers cette époque, écrivait : « Si les rois sont haïssables, que faut-il penser de ceux qui les font regretter ? »

Lugubres mois, ceux de l'an IV et de l'an V. Aux Brotteaux campent des troupes qui tiennent la ville sous leurs canons; elles viennent de la Vendée et de la Bretagne pacifiées et les Jacobins, « toujours en haleine », les attendent « jusqu'à dix à vingt lieues » pour les « mettre en garde », disant que « les Lyonnais égorgent les militaires, qu'ils les poignent et les jettent à l'eau. » Ces soldats indisciplinés, « arrivant d'un pays où ils jouissaient de la licence la plus complète, menacent de mettre le feu aux quatre coins de la ville », prennent dans les rues une attitude insultante et traitent les civils de Chouans et de Vendéens. Les mathevons, sortis de leurs tanières, rôdent autour des tentes, excitant les soldats qui, déjà, ont brûlé le modeste cénotaphe de bois et de plâtre élevé sur les tombes des fusillés de Collot d'Herbois. Disputes et batailles chaque jour; provocations et rixes continuelles; les rues sont « transformées en arènes de gladiateurs »; un soir, du haut de son balcon, le général Élie, qui commande la garnison, crie à ses hommes : « Sabrez-moi tous ces muscadins que vous trouverez en oreilles de chien et les cheveux retroussés ! » Telle est la coiffure distinctive des *Incroyables*; or, le bureau central, à force d'entendre répéter que les Compagnons de *Jésus* appartiennent à la société élégante, a défendu le port des « nattes », faux pendants, cravates et collets verts ou noirs, ganses blanches, boutons en triangle formant une espèce de fleur de lys... Et voilà une nouvelle guerre, celle des *cadenettes* (les muscadins) contre les *casse-dos* (soldats).

Chacune des représentations du grand théâtre est l'occasion de bagarres : si les militaires réclament *la Marseillaise*, les Lyonnais entonnent *le Réveil du peuple*, chant thermidorien auquel ils ont ajouté un couplet devenu populaire :

Cité jadis si florissante,
Antique et superbe Lyon,
En vain une horde sanglante
A juré ta destruction !...

Tout est prétexte à manifestation : le directeur du spectacle annonce la prochaine représentation d'une pièce intitulée, *la Pauvre femme* : le bureau central l'interdit. Pourquoi ? Parce que, à la scène IV, se chante un couplet dont le refrain est *A l'eau ! A l'eau !* et c'est là un cri dangereux. Si l'on ajoute que ce bureau central, indulgent aux terroristes, est en hostilité avec la municipalité du nord qui leur impute toutes les perturbations et tous les assassinats, que la municipalité du midi n'y voit que « des incidents fortuits ou des excès isolés », on comprendra le mot de Paul Caire, le nouveau commissaire du Directoire exécutif : « Je marche sur des broussailles remplies de serpents. » Il est arrivé, bien pourvu de « chansons patriotiques qu'il transmet aux directeurs des deux théâtres, en leur recommandant de les faire fréquemment chanter avec feu ; il en distribue d'autres aux chanteurs des places publiques ». Son illusion est grande, s'il croit que, avec des couplets, il calmera les colères concentrées de cette ville où l'on annonce chaque jour une hécatombe organisée par les mathevons, lesquels affirment que les royalistes se préparent à les exterminer en masse.

Les nuits sont sinistres : la ville, dont les caisses sont vides, n'est plus éclairée ; dès que le soir tombe, les rues profondes et tortueuses des vieux quartiers, avec leurs petites boutiques protégées par de lourdes bornes de pierre qui rétrécissent la chaussée, sont hostiles et redoutées. Les gens se calfeutrent ; sauf aux Terreaux, où les cafés regorgent, et aux abords du théâtre, très animés aux heures du spectacle, tout est abandonné, sans police, aux rôdeurs cherchant aventures. C'est l'heure où les *Jésus* font la traque ; du fond des logis bien clos on guette les pas résonnant sur les pavés : tantôt c'est le bruit d'une fuite éperdue, d'une rixe ; parfois, c'est l'appel d'une femme criant *au mathevon !* comme on crie *Tafaut !* quand on aperçoit l'animal de chasse. Au printemps de l'an V chaque nuit éclatent des coups de feu « qui se correspondent avec méthode et comme des signaux » ; on enquête, sans résultat. On croit généralement que « c'est une ruse des anarchistes qui tirent sur les toits dans le but d'effrayer ». Ils suppléent ainsi à l'inaction de leurs persécuteurs, afin d'épouvanter les bourgeois, de ne point perdre leur rôle de victimes et d'entretenir le jet continu de leurs dénonciations. C'est pourquoi les gens tran-

guilles sont réveillés par le passage, dans les rues noires, de groupes d'hommes scandant le pas et chantant à voix funèbre le menaçant couplet de circonstance :

Eh ! Frappons donc

Ces mathevons !

Ce n'est qu'à coups de bâtons

Que nous aurons la paix dans Lyon.

Ce sont les *Jésus* qui chassent, — « les assassins en bas de soie », au sortir du salon de quelque merveilleuse ; ils brandissent le lourd gourdin cyniquement désigné par la mode du nom de *pouvoir exécutif* ; leur coup fait, ils retourneront dans le monde et seront fêtés par les belles aristocrates auxquelles ils offriront une main qui aura du sang aux ongles... Le tableau a été décrit si souvent qu'il s'impose à l'imagination. Or, peu de jours après son entrée en fonctions, Paul Caire, soucieux d'un début éclatant, organisa une surveillance : une troupe de ces chanteurs nocturnes se heurta maladroitement à une patrouille ; ils furent arrêtés. Événement ! Ils étaient donc pris, ces farouches assommeurs : des marquis, des comtes, des émigrés, à coups sûrs ? Pas du tout : de ces braillards, au nombre de huit, tous ivres, trois étaient des volontaires de la garnison, quatre furent aussitôt réclamés par « un grand nombre de *patriotes* », — on sait que se qualifiaient de cet euphémisme les pires terroristes ; — le huitième fut reconnu pour être un nommé Quereira, « vagabond sans moyens d'existence ». Une telle déconvenue prêtait à rire : fallait-il donc renoncer à découvrir les chasseurs de mathevons pour ne point avoir à constater, en les identifiant, qu'ils étaient mathevons eux-mêmes ? Durant un temps sévit le barbouillage des enseignes ; certains commerçants, en ouvrant le matin leurs boutiques, voyaient leur devantures souillées de sang ou d'ordures, grossières incartades que les uns imputaient aux invisibles *Jésus*, les autres à de sournois et vindicatifs Jacobins.

L'AFFAIRE ISTRIA

En messidor de l'an IV, un fait plus marquant, dont toute la ville s'émut, sembla, tout d'abord, justifier la croyance en une vaste association dont les ramifications s'étendaient sur tout le midi de la France. Le 20 de ce mois-là, 8 juillet 1796,

un voyageur corse, nommé Pancrace d'Istria, descendit à l'*Hôtel du Parc*, situé rue Sainte-Catherine et tenu par la veuve Bertrand, dont le mari avait été fusillé au temps de la Terreur. Les Jacobins, comme bien on pense, n'étaient pas reçus à son hôtel que fréquentaient, au contraire, les balayeurs de mathevens. Étonné des propos qui s'échangeaient autour de lui, Istria prit la mouche, protesta que Lyon s'obstinait dans sa rébellion, qu'il n'y était pas tombé assez de têtes, que quelques jours de guillotine mettraient la ville à la raison... Le lendemain, comme il gagnait le quai de Serin pour y prendre le coche de Paris, où il se rendait, il fut abordé par un inconnu qui lui dit : « Tu es un f... gueux ! » le frappa de deux coups de poignard et s'enfuit à toutes jambes. Les premiers passants de cette heure matinale portèrent Istria à l'hôpital ; on lui donna le lit numéro 136, dans la salle du Dôme, réservée aux malades militaires.

Les blessures du Corse n'étaient pas mortelles ; son rétablissement paraissait prochain, et l'incident n'aurait causé aucune sensation si, cinq jours plus tard, à l'heure où les visiteurs étaient admis à l'hôpital, l'un d'eux n'eût poignardé dans son lit Istria qui mourut sur le coup. Dans la bousculade des gardiens, des malades, des infirmiers, l'ordre est jeté de fermer les portes et d'alerter le poste : on arrête ainsi cinq individus suspects qui sont conduits à l'Hôtel de ville pour y être interrogés, car l'événement fait éclat : il est manifeste qu'Istria est la victime, non plus d'une vengeance personnelle, mais d'un complot politique : n'est-il pas le *cousin*, — d'autres disent le *courrier*, — de Bonaparte alors à Vérone ? Ne portait-il pas au Directoire d'importantes dépêches ? Qui avait intérêt à sa mort ? Les Anglais, les Autrichiens, les royalistes et, par conséquent leurs agents, les *Jésus* ? On en tient cinq et tout maintenant va se découvrir... Eh ! non ! Des cinq assassins présumés, quatre sont Lyonnais : l'un d'eux se nomme Storkenfeld, il a dix-huit ans, il est danseur au Grand-Théâtre ; les trois autres sont de modestes ouvriers : Renard, tireur d'or ; Duffeu, horloger ; Antoine Pin, crocheteur au port du Temple : on a trouvé sur lui, dit-on, l'étui du poignard qui a frappé Istria. Le cinquième prévenu est étranger à la ville : c'est un certain Champreux, employé dans l'administration des charrois et venant de Marseille : on suppose qu'il s'était

mis à la poursuite d'Istria, cherchant l'occasion de le supprimer... Mais la chose reste obscure ; jamais on ne démêlera quelle est la part de la vérité et celle de la mystification dans les allégations tendancieuses émises par les mathévois : cet acte odieux leur faisait la partie belle, et ils étalaient tout leur jeu. Le bruit courait que les *honnêtes gens*, — ainsi le clan jacobin qualifiait-il ironiquement ses adversaires, — mettaient tout en œuvre pour tirer d'affaire les cinq assassins leurs complices ; on avait offert, disait-on, de payer leur évasion 1200 louis d'or aux geôliers de la prison ; ceux-ci étant restés incorruptibles, on projeta un enlèvement à main armée ; une affiche placardée dans la ville annonçait le prochain massacre de cent sept citoyens, — pas un de moins, — désignés comme otages du danseur Storkenfeld et de ses quatre compagnons.

L'analogie de ces extravagances avec les dénonciations fantaisistes dont on a donné plus haut quelques spécimens, autorise à leur attribuer une même origine. Le tribunal de cassation les prit néanmoins en considération et décida que les cinq prévenus, pour cause de sécurité publique, ne seraient pas jugés à Lyon, mais déférés au jury d'accusation du tribunal de Châtillon-sur-Chalaronne, l'un des districts du département de l'Ain. Le 16 fructidor, escortés par 400 hommes de troupe, ils prenaient le chemin de cette petite ville. L'instruction fut rapide : le 7 vendémiaire de l'an V, le jury de Châtillon prononçait « qu'il n'y avait pas lieu » à poursuites et les cinq inculpés étaient immédiatement remis en liberté.

La populace de Lyon leur préparait un triomphe : à une lieue de la ville, quatre-vingt-deux jeunes gens à cheval et une centaine d'autres à pied, tous couronnés de feuilles de chêne et agitant des branches en manière de palmes, accueillirent les acquittés par des bravos et des cris de joie. Le cortège se forma, encadrant plusieurs voitures, dont l'une portait les cinq héros du jour, également coiffés de couronnes vertes ; dans les suivantes étaient leurs parents, leurs femmes, leurs enfants, qu'applaudissait bruyamment une foule égayée. L'étrange colonne entra en ville par le quai de Serin ; les cavaliers de tête criaient : « Vivent les bons républicains ! Jetez-nous les Jacobins par les fenêtres ! » De tous les cafés, de toutes les maisons, les badauds enchantés répondaient : « A bas !

A bas ! les Jacobins, les terroristes ! » Beaucoup « d'hommes de rivière », de portefaix, quittaient leur travail pour se joindre à l'escorte des « innocentés » ; elle faisait halte, on buvait, on battait des mains, on s'embrassait, puis elle reprenait sa marche, suivie d'une cohue qui grossissait à chaque coin de rue. On parvint ainsi aux Terreaux et l'on défila devant l'Hôtel de ville, sous les fenêtres de Paul Caire, le commissaire du Directoire. On reprit le quai de la Saône jusqu'au quartier Bellecour où l'accueil fut froid ; on revint au théâtre par le bord du Rhône et le cortège enfin se disloqua ; mais, au cours de la soirée et des jours suivants, on quèta dans les cafés au profit des inculpés absous.

Cette ovation ulcéra les terroristes et attrista les gens sages, désireux seulement du retour au calme. Dans l'esprit du populaire, elle n'avait d'autre but que d'enrager les mathevons, en quoi elle fut très réussie ; mais ceux-ci en profitèrent pour accuser toute la population lyonnaise d'applaudir et de couronner des assassins. Telle n'était pourtant pas l'intention de la foule : ceux qu'elle fêtait étaient des siens, des petites gens, des travailleurs déchargés des calomnies jacobines ; elle se solidarisaient avec eux dans son implacable rancune contre « les buveurs de sang ». Même on remarqua que les riches, les muscadins du quartier Bellecour avaient boudé cette promenade triomphale : c'est donc qu'ils désapprouvaient les vengeurs, recrutés seulement dans la basse classe, parmi les résolus et les casse-cou exaspérés par l'oisiveté, la misère, les deuils et la haine dont ils poursuivaient les responsables de leur déchéance.

Leur infimité même assurait leur anonymat ; les justiciers restaient fantômes et la main des magistrats, même quand elle s'étendait pour les saisir, se refermait vide. Avant l'acquiescement des inculpés de Châtillon, le jury de Bourg avait également rendu une ordonnance de *non lieu* en faveur de dix prétendus *Jésus*, désignés par l'ancien conventionnel Reverchon comme ayant fomenté le massacre du 19 avril ; tous, d'ailleurs, petits bourgeois ou marchands : pas un noble ; tous contumaces, sauf un certain Dubreuil, dit *manchot*, qui, mis en prison, s'évada dans les vingt-quatre heures. Reverchon en fut pour sa courte honte. Lui qui, naguère, fulminait contre les terroristes, il fait maintenant leur jeu : en passant par Mont-

brison, il écrit à *la Sentinelle* : « Dès que mon arrivée a été connue, les Républicains cachés dans les forêts et les souterrains sont arrivés en foule, pâles et défaits ; les uns couverts de cicatrices, les autres étalant aux yeux les vêtements ensanglantés de leurs parents et de leurs amis. » Au Directoire, il adresse, de Mâcon, un rapport où il s'attendrit sur ces bandes de patriotes errants, « fuyant pour se soustraire à l'assassinat ; mais, hélas, ils prolongent seulement leur agonie ; la misère qui les dévore leur prépare une mort ignominieuse ».

On suppose bien, en effet, que les acquittements de Châtillon et de Bourg n'incitaient pas ces fugitifs à quitter leurs retraites : il était à craindre que les vengeurs, rendus par l'absolution plus entreprenants, ne poursuivissent activement leur campagne. L'an IV se termina pourtant sans autres incidents que des rixes, des coups de bâton, des barbouillages d'enseignes et des pugilats ; mais l'hiver de l'an V fut dramatique. Cela commença par le duel d'un crocheteur et d'un dragon ; les crocheteurs ne pardonnaient pas aux dragons d'avoir arrêté leur confrère Pin, lors de l'assassinat d'Istria. Le 16 nivôse, un individu « connu pour ses excès révolutionnaires », est tué dans la rue Mulot ; Picardet, accusé de cet attentat, fut acquitté. Le 17 on découvre « sur les remparts, près de l'ancienne école d'équitation », le cadavre d'un inconnu frappé de trois coups de couteau. Le même jour, le citoyen Dujaigneur est tué en duel. Le 23, autre duel du citoyen Cornu contre un dragon ; Cornu est tué. Quatre jours plus tard, des *Jésus* entrent dans un café : pris de peur, l'un des consommateurs saute par la fenêtre et se casse une jambe ; c'est un ancien policier, du temps de Collot, « convaincu de délits et d'actes arbitraires de tout genre, dénonciateur, voleur, assassin ». Le 10 pluviôse, un autre policier de la Terreur est tué en rentrant chez lui, rue des Bouchers. A la fin de ventôse, un particulier descendant de la diligence de Mâcon est appréhendé et jeté à la Saône ; « le bruit public est qu'il fut reconnu pour avoir été, au temps des échafauds, le geôlier de la « mauvaise cave ». En germinal, le 26, on voit, du Pont de pierre, passer au fil du courant, un cadavre « dont les yeux sont bandés avec un mouchoir ».

Le 27 floréal, épisode émouvant : le matin de ce jour-là, quatre hommes, condamnés à vingt-quatre ans de fers pour vol

avec violence, sont exposés au carcan sur la place des Terreaux. Des groupes de badauds s'amassent autour d'eux; passe une femme, encore jeune, accompagnée de ses cinq enfants: elle s'arrête, regarde, et pousse un cri: « Mes pauvres amis! Voyez, au carcan, l'assassin de votre père! Voyez ce scélérat qui l'a fait mourir après l'avoir reçu chez lui! » On s'attroupe. Qui est-ce? « C'est M^{me} Ducret, veuve d'un citoyen fusillé aux Brotteaux, le 18 novembre 1793. » Elle suffoque, étouffée par les larmes: « Le voyez-vous? Le reconnaissez-vous? » On prend pitié d'elle; on l'entraîne jusqu'au café voisin, criant à tous: « Je l'ai reconnu! C'est lui! » La foule se monte. Vient-elle se ruer sur le misérable que l'huissier Chatin, chargé de présider à l'exécution, défend de son mieux, protestant que le condamné n'est qu'un vulgaire voleur... Le général Canuel, qui commande la place, est à l'Hôtel de ville; il ordonne au poste de sortir; les quatre hommes sont détachés du poteau et, protégés par les soldats, mis à l'abri dans les caves de la maison commune.

Au total, de nivôse à thermidor de l'an V, — huit mois, — huit morts sont portés au compte des Compagnons; tous ces attentats ont pour motif une vengeance contre un mathevon signalé pour sa participation effective aux abominations de la Terreur. L'ignominie de l'assassiné n'excuse pas l'assassin, certes; en bien des cas pourtant, elle plaide en sa faveur: un étranger de passage à Lyon, affecté jusqu'aux larmes par la désolation de cette ville où on ne rencontre pas « un individu qui n'ait à gémir sur la perte d'une partie de sa famille ou sur celle de plusieurs de ses amis », notait: « Et ce sont des Français qui sont les auteurs de tous ces maux! Et ces monstres respirent pour la plupart! Et l'on fait un crime à leurs victimes de les abhorrer, à quelques-unes, emportées par le désespoir, de s'être vengées! »

Le représentant Poullain-Grandprey, lui-même, lors de sa mission dans le Rhône, demeure perplexe sur la conduite à tenir envers deux jeunes filles, orphelines de seize à dix-sept ans, dont le père a péri sur l'échafaud. Son dénonciateur, après s'être caché quelque temps, a l'impudence de se présenter chez elles; l'une s'arme d'un pistolet, l'autre d'un lourd marteau, criant qu'elles vont venger leur père: au bruit de la lutte, les voisins accourent; on emporte le dénoncia-

teur; mais les jeunes filles, inculpées de provocation à l'assassinat, vont-elles être traduites au tribunal? Poullain-Grandprey hésite : « Je ne puis, écrit-il, me défendre des réflexions que font naître les circonstances dans lesquelles ces deux personnes se trouvent. »

Cet état d'esprit est général : il explique en partie l'inertie de la police, la défaillance de la gendarmerie, l'indulgence des tribunaux, la connivence apparente du bas peuple de Lyon et la rage des Jacobins. La fureur de ceux-ci se traduit par une recrudescence de dénonciations : à les en croire, « Lyon est, depuis le printemps de l'an IV, infesté d'émigrés et de prêtres réfractaires; ils projettent de marcher sur Paris pour y détruire tous les républicains; jamais les Jésus n'ont inspiré plus de terreur : la gendarmerie les protège ouvertement; la Saône a rejeté sur la berge quinze cadavres; on fabrique clandestinement des espingoles et des fusils : un grand mouvement royaliste va éclater... »

De même qu'un terroriste inoccupé avait gravé un cachet à leurs emblèmes, on « distribuait » en l'an IV, à Lyon, leurs prétendues cartes de ralliement portant l'écusson royal encadré des mots *Jésus* et *Louis*, comme si les membres de cette société, si secrète qu'on ne parvenait pas à en arrêter un seul, se fussent évertués à se signaler eux-mêmes par une publicité aveuglante, comportant une coiffure spéciale, un uniforme, des tatouages sur les bras et des batteries d'artillerie! Ah! les malfaiteurs de profession ont beau jeu et peuvent opérer, sûrs de l'impunité, car le moindre délit est porté, par l'incessante propagande jacobine, à l'actif des anonymes compagnons de *Jésus*; vols de tapis ou d'argenterie, effractions, bris de vitres ou de clôtures, tapage nocturne, pillages de fermes isolées : les *Jésus*! Le 8 prairial de l'an V fut assassiné, en plein jour, dans l'allée d'une maison de la rue Écorchebœuf, le citoyen Bigot, de Feurs, pauvre homme illettré, ancien postier devenu maquignon; il s'était rendu à Lyon, porteur d'une bourse de cent louis, pour acheter des chevaux. Les Jacobins n'hésitèrent pas et accusèrent de ce crime les royalistes de Montbrison. Protégés par cet aheurtement, les vrais coupables, soucieux seulement des cent louis, réussirent à gagner le large et à échapper aux policiers, tandis que ceux-ci cherchaient les nobles muscadins que désignait l'esprit de parti, — et qu'on ne trouva jamais.

PERPLEXITÉ

De tels imbroglios affolaient les bureaux des ministères de la Police et de la Justice, submergés par le flot des lettres anonymes ou autres dépeignant en termes emphatiques le carnage de « républicains sans tache », de patriotes éprouvés dont « le sang coulait à torrents ». En vain les administrations départementales et municipales protestaient contre ces accusations : aux virulentes admonestations du ministre, elles opposaient des témoignages rassurants : « la ville jouissait d'un calme parfait; à part quelques horions échangés entre civils et militaires, les actes de violence y étaient extrêmement rares; — les impôts se percevaient sans difficulté ni retard, et si quelques émigrés étaient parvenus à rentrer, ils se tenaient cachés, tranquilles, et ne donnaient prise à aucun reproche. » Mais Merlin de Douai, ministre de la Justice, resté l'homme de la loi des suspects, avait de la méfiance et accordait plus de créance au dire des impénitents perturbateurs. Il était pourtant mis en garde contre leur partialité : parmi le fatras de la correspondance qui s'entassait dans ses bureaux, on retrouve en effet un long et courageux rapport de l'accusateur public provisoire près le tribunal criminel du département de la Loire. Ce magistrat zélé, curieux de connaître les véritables sentiments des justiciables, avait parcouru la région du Rhône, déguisé « tantôt en marchand d'épingles et de chapellets, tantôt en ouvrier », afin de tout voir par lui-même. Ayant tout vu, il osa parler.

Citoyen ministre, écrit-il, rarement, très rarement, on vous dit la vérité... Il reste une masse de terroristes, de dénonciateurs, de dilapidateurs du temps de Robespierre, de ces patriotes masqués qui... ne cessent de vous annoncer des mouvements, de mauvaises intentions, et c'est eux qui les fomentent et cherchent toutes les occasions d'en produire. Leurs prétextes sont surtout les chouans, les royalistes, les prêtres réfractaires...

Des chouans, il n'y en a jamais eu en ce département.

Les royalistes? Il y en a peut-être qui désirent la royauté; mais en si petit nombre, ils ont si peu de ressources, d'ascendant, de pouvoir, qu'il n'y a pas à s'en occuper.

Des prêtres? Il y en a beaucoup d'insermentés, mais très discrets, très tranquilles et ils n'officent jamais que dans le particulier.

Il s'est commis sous Robespierre beaucoup de crimes ; les vrais républicains, les hommes probes et vertueux ont également souffert des persécutions arbitraires. Il s'est par conséquent formé un levain d'inimitiés et de vengeances rétrospectives dont il est impossible de se garantir... Chacun ne voit les objets qu'à travers le verre trompeur de sa passion ou de sa prévention particulière ; il en résulte une bigarrure dans les renseignements qui vous sont adressés... chacun ne consulte que l'exaltation actuelle de sa tête et je vous plains d'être forcé, malgré vous, d'avoir toujours de la défiance.

On vous a trompé, on cherche à vous tromper encore quand on vous annonce dans ce département des colonnes de chouans, de royalistes sous les armes ou prêts à paraître. De tout cela pas un mot de vérité.

Si telle était la situation dans cette partie de l'ancien département de Rhône-et-Loire détachée de Lyon à l'époque de la Terreur, à Lyon même elle se présentait absolument semblable. Le général Canuel qui commandait la ville dénonçait au ministre les factums calomnieux émanés des bas-fonds jacobins : « On s'alarme ; on fait partager ces craintes au gouvernement qui, ne voyant les choses que de loin et ne les connaissant que par des rapports exagérés, croit Lyon en révolte et en contre-révolution. On dit que les cris de *Vive le roi !* se font entendre dans les rues ; souvent je suis dehors fort tard et pas un de ces cris n'a encore frappé mon oreille. A neuf heures du soir, les rues sont désertes ; on n'y rencontre pas un chat... On ne peut le dissimuler, les malveillants sont toujours aux aguets ; ils cherchent à ressusciter le régime affreux de la Terreur. Lyon est un beau point de mire pour eux et ils emploient tous les moyens pour atteindre ce but. » Si on ne met fin « à leurs déclamations éternelles et à leurs infâmes calomnies, ils réussiront dans leur projet ; si l'on n'impose pas silence aux coquins et aux agitateurs, je ne puis répondre de rien... Plusieurs de ces hommes, couverts du mépris public, prennent la haine qu'on leur porte pour du royalisme... Dans le *Journal des hommes libres*, une lettre, écrite par les « patriotes » de Lyon au Directoire, dénonce un parti d'assommeurs qui égorge continuellement les républicains. Je dois m'écrier à la calomnie et accuser de mensonge les auteurs de cette lettre... J'étais à cette époque à Lyon et je n'ai pas appris qu'un seul

homme ait péri ni même reçu une chiquenaude depuis cette époque jusqu'à ce jour. »

Il fallait citer intégralement ces textes si concordants, bien que provenant de deux autorités absolument indépendantes l'une de l'autre : en ce qui concerne Lyon, du moins, elles font la preuve : la *Terreur blanche* est d'invention jacobine et les historiens qui, comme Louis Blanc et ses continuateurs, affirment effrontément qu'elle a surpassé en horreur la *Terreur rouge*, continuent, pour les besoins de leur parti, l'odieuse campagne de mensonges entreprise par les sans-culottes irréductibles qui ne se consolaient pas de la disparition des échafauds.

On pourrait sans peine renforcer cette démonstration, car les faits abondent; ils furent discutés longuement dans les conseils tenus à l'état-major, lors du séjour à Lyon du général Kellermann, commandant en chef de l'armée des Alpes. Le général Canuel et les présidents des trois municipalités et des trois tribunaux de la ville y sont convoqués : comme on s'accorde sur l'indispensable nécessité de mettre fin aux représailles exercées par les *Jésus*, Deyrieu, président de l'administration municipale, convient qu'il faut « prendre des mesures contre cette compagnie, si elle existe ». D'une note transmise par le ministre de la Police, il ressort qu'elle ne compte « pas plus de soixante affidés dont huit à dix seulement sont des égorgeurs ». Mais ils ont pour eux le peuple ouvrier qui les considère, « non comme des assassins, mais comme des vengeurs de leur pays ». Deyrieu assure que « jamais les Lyonnais ne dénonceront ceux qui leur auront rendu le service de les débarrasser des jacobins... » Quant à la Compagnie de *Jésus*, ni lui, ni son collègue Pontalier ne croient à son existence; ils n'en parlent que « par supposition » et Kellermann comprend qu'ils acceptent néanmoins ce mythe « comme un utile épouvantail » : « Si on s'en prive, disent-ils, 5 à 600 dénonciateurs reflueront sur Lyon des départements voisins où ils sont réfugiés, et, dans ce cas, nos bras nous en délivreront. » Kellermann informe de son côté le Directoire que « Lyon est tout à fait tranquille » : « il n'y est pas arrivé le moindre événement depuis que je m'y trouve »; — des émigrés dont on prétend que « la ville regorge, le nombre ne dépasse pas 200 et ils se tiennent à l'écart ».

La légende croule ainsi de toutes parts, sans que cesse de monter le flux des dénonciations qui l'ont créée : Kellermann est traité de naïf, de personnage sans énergie, facilement circonvenu par les pires ennemis de la république; Deyrieu est promu, dans la correspondance jacobine, à la dignité de « chef des égorgeurs ». Comme au temps de Chaliier persiste une entente mystérieuse et manifeste entre tous les partisans d'un retour à la Terreur; ceux qui errent dans les forêts, ceux qui se cachent au loin, les anonymes sans orthographe comme les moins illettrés, plus perfides, paraissent être avisés des points sur lesquels doivent porter leurs délations. Il semble que le thème leur en est secrètement suggéré en vue de forcer la décision du gouvernement. L'opinion de Merlin de Douai est faite depuis l'an IV; mais un danger pire que « les hordes d'émigrés et de prêtres fanatiques » menaçait alors l'ordre social. Babeuf préparait le *Bonheur commun* et le retour à l'âge d'or par la « dépropriétairisation des grands populicides », par le massacre du Directoire, des deux Chambres, des riches, des négociants, des bourgeois, des mécontents et des marchands de vin qui refuseraient de verser à boire au peuple. Ce programme séduisit tous les sans-culottes, et beaucoup de jacobins, même dans la région lyonnaise, lui donnaient leur adhésion. Cette fois, ça promettait d'être sérieux : l'ex-général de l'armée révolutionnaire, Rossignol, sollicité de se joindre au mouvement, déclarait : « Je ne veux m'en mêler que si les têtes tombent comme grêle, si les tripes et les boyaux jonchent les pavés. » Peut-être, à ce moment-là, le Directoire jugeait-il prudent de ne pas sévir contre les prétendus *Jésus* qui, si peu que ce fût, supprimaient quelques adeptes du *Bonheur commun*.

Mais depuis lors, Babeuf étant mort, le vent avait tourné : le péril, pour le Directoire, n'était plus « à gauche », mais « à droite ». Les élections de l'an IV fournirent aux deux Chambres un contingent des plus modérés; en l'an V ce fut plus inquiétant encore : les députés élus composaient une majorité nettement contre-révolutionnaire; « on ne comptait pas dix départements où les Jacobins eussent obtenu quelques suffrages ». Tout ce qui avait donné dans la révolution entrevoyait avec effroi la banqueroute du parti : la France, manifestement, était lasse des hommes de désordre, des brouillons,

des profiteurs, des tripotages, du papier-monnaie, des théoriciens et des concussionnaires. Le gouvernement n'avait plus pour soutien que « ce vieux bataillon sacré » des enfants perdus de 93 et, pour conserver le pouvoir, les Directeurs vont faire appel au reliquat de la tourbe révolutionnaire, à la clique de Marat, de Robespierre et de Babeuf, ceux que, plus d'un an auparavant, en prévision de ce coup d'État déjà médité, on qualifiait, en un article inséré au *Moniteur*, de « patriotes ardents qui, avec moins de lumière peut-être, ont plus aussi de cet enthousiasme qui agit et s'impose..., les terroristes, en un mot. »

Voilà ce que fut « la mémorable », « l'immortelle », la « divine » journée du 18 fructidor de l'an V : les élections de quarante-neuf départements annulées; tous les fonctionnaires élus, magistrats ou jurés de ces mêmes départements cassés aux gages : le Directoire nommera leurs remplaçants; il faut bien caser les « frères et amis » ; — les émigrés rentrés mis à mort, s'ils ne s'exilent pas dans un court délai, vingt-quatre heures pour Paris et les villes d'au plus 5 000 âmes; déportation à Cayenne de deux des Directeurs, de cinquante-trois députés, des prêtres catholiques insermentés, réfractaires ou défrôqués, des propriétaires, rédacteurs et directeurs de cinquante-quatre journaux. La Terreur renaissait, grandie et savante, à la joie délirante de quelque mille vauriens haletants de rage et de convoitise depuis le 9 thermidor. A Lyon, où la nouvelle du coup d'État parvint dans la journée du 21, les mathevons exultèrent. On allait enfin démasquer ces aristocrates et ces prêtres maudits qui, depuis trois ans, harcelaient les plus vertueux républicains et connaître les nobles noms de ces mystérieux égorgeurs.

G. LENOTRE.

(A suivre.)

AUX PROVINCES DE MISTRAL

J'AI goûté tour à tour, dans mon pays gaulois,
La sévère Bretagne et le riant Valois;
Par ses chemins fleuris de grâce et de noblesse
J'ai parcouru la France et connu sa richesse,
En suivant, selon l'heure et selon le hasard,
Les traces de Racine ou celles de Ronsard;
J'aime entendre sonner la langue souveraine
De la plaine d'Alsace aux coteaux de Touraine;
J'ai des amis en Flandre et d'autres en Berri;
Mais le sol qu'entre tous j'aurai le plus chéri
De la neige des monts nourrit la jeune Loire.
Descends, fleuve admiré! dans tes rives de gloire,
Prends l'image des tours, des villes, des châteaux,
Sans oublier, dans ton triomphe, ces plateaux
Qui t'ont donné tes premiers flots et que domine
Le même ciel qui fait d'azur la mer latine.

CE pays que j'aimai dès mes jeunes saisons,
Toujours prêt à l'appel de ces beaux horizons,
Conserve des foyers que l'âme héréditaire
Sur l'ordre des aïeux enracine à la terre;
Ceux qui taillent le cep ou qui poussent le soc
Ont, pour honneur commun, l'amour du parler d'oc,
Car chacun d'eux, épris de sa langue fidèle,
Sait quel surcroît de force il peut attendre d'elle,
Et le prestige intact de ce trésor vivant

Fait qu'un mot de la race emporté par le vent,
 Aimé, compris de tous par douce connivence,
 Va de Clermont d'Auvergne à Nice de Provence.
 Or, s'unissant, le sol, la race et le destin
 Gardent l'esprit de Rome en ce verbe latin.

LE vœu d'un peuple entier t'a conquis un empire,
LO Mistral, et, partout où cet air se respire,
 Des monts où le sommet se fond dans le ciel clair
 Aux antiques cités du fleuve et de la mer,
 Du sol rouge où la vigne étend sa grappe noire
 Aux causses hérissés de donjons pleins d'histoire,
 Qui, sur tout l'horizon, surveillent les chemins,
 Parmi les paysans musclés, aux traits romains,
 Restés fiers du passé qui circule en leurs veines,
 Des pacages de l'Alpe aux gorges des Cévennes,
 Ton nom unit, ton vers enseigne, et c'est en toi
 Que tout ce monde épars a reconnu son roi.
 J'ai vu l'humble maison où naissaient ces merveilles,
 J'ai connu dans l'été ton jardin plein d'abeilles,
 Et la main largement ouverte sur le seuil;
 Et le poète ému qu'honorait ton accueil,
 Croyait, en t'apportant les vœux de sa province,
 Te prêter le serment d'homme-lige à son prince.
 Ce beau royaume alors recueillait tes leçons;
 Les bateliers du Rhône en faisaient leurs chansons;
 Sous l'âtre, un vieux berger les contait à sa vieille;
 Vincent, à l'olivade, en régalaît Mireille;
 Du Peyrou triomphal aux graves Aliscans
 Tes mots d'or s'envolaient en discours éloquents,
 Et Vaucluse, soumise à son nouveau monarque,
 Jetait ta jeune gloire aux échos de Pétrarque.

DANS la diversité du parler occitan,
 Que de saveur romaine aux propos qu'on entend!
 Les gens nomment ici, par les noms de Virgile,
 Leurs arbres, leurs outils, jusqu'à la fleur fragile;
 La chèvre de Gallus bondit sur les chemins
 Et l'amphore d'argile ennoblit les jardins;
 Sachant compter toujours sur la faveur insigne

Qui mêle en double don l'olivier et la vigne,
 L'homme enlace aisément le loisir au labeur,
 Étend sa sieste à l'ombre et connaît son bonheur.
 Je me voudrais le sort d'un bon mangeur de figues
 Qui tourne son pressoir, ébranche ses garrigues,
 Et hâte sur le cep les promesses du vin,
 Travaux partout pareils dans le monde latin
 Et qui font s'exprimer sur des lèvres rustiques
 Notre sagesse avec les mots des *Géorgiques*.

IL est, près de la mer, au pays provençal,
 Une église à créneaux qu'assiège le mistral
 Et qui semble, à la voir des remparts d'Aigues-Mortes,
 Une nef échouée aux sables des eaux mortes.
 C'est là qu'au temps du Christ une barque aborda
 Sans voiles, qui venait du pays de Juda
 Et qui nous amenait, cherchant notre patrie,
 Le disciple Lazare avec les trois Marie;
 Et Madeleine, ayant le goût des hauts déserts,
 Voulut vivre et mourir chez les oiseaux des airs,
 Et l'on va, dans les bois au-dessus de Marseille,
 Vénérer en son nom la grotte de merveille.
 Ces récits sont charmants, quoique un peu mensongers;
 Cependant nos aïeux n'étaient pas si légers,
 Qui voulaient faire entendre, en usant du symbole,
 Combien ils ont aimé la divine parole
 Et que, si Rome est grande et ville de renom,
 Les chrétiens n'y sont pas meilleurs qu'en Avignon.

AIMONS nos contes, faits de grâce et de malice :
 Si nous avons des saints qui prêchent le cilice,
 Nous en avons aussi d'abord plus familier,
 Qu'on trouve dans la nef chacun sur son pilier.
 Notre peuple jadis, ainsi que des guirlandes,
 Autour de nos autels suspendait ses légendes;
 Il en paraît aussi le chêne et le ruisseau,
 Et l'âne avait la sienne ainsi que le pourceau.
 Celle qui s'improvise et naît sous la tonnelle
 Compose, en quelques traits, l'image fraternelle

D'un monde débonnaire, ironique et narquois :
 Tantôt Satan dupé fuit au signe de croix,
 Tantôt les douze pairs qui reviennent d'Espagne
 S'amusent à tirer la barbe à Charlemagne.
 Nouvelles que Daudet sait parfumer de thym,
 Chansons qu'offre Aubanel aux roses du matin,
 Feuillet de l'almanach qu'assemble Roumanille,
 Tout est d'honnête souche et de même famille.
 Partout, soignant son bien et vivant sobrement,
 Le paysan rencontre un horizon clément ;
 Partout court la gaité dans la veine latine.

JE sais bien qu'en secret un autre sang chemine
 Dans la race, farouche, ardent, prompt aux amours
 Comme aux haines, le sang double des troubadours ;
 Étranger, qui goûtez dans Toulouse la rose
 Son accueil qui sourit, son loisir qui repose
 Et sa chanson berçant ses jours insouciant,
 Regardez mieux au fond de ces beaux yeux brillants ;
 Tremblez de voir jaillir la flèche inopinée
 De l'arc tendu longtemps dans une âme obstinée,
 Et, par les tièdes nuits, prenez garde au plaisir
 Où le cri sarrazin traverse le désir ;
 Songez que le tison des luttes séculaires
 Se rallume en ces cœurs par d'étranges colères
 Et que rôde toujours en nos vieilles cités
 Le fantôme jaloux des dieux persécutés.

HEUREUX qui, s'attachant à la même demeure,
 A l'horloge des siens a toujours compté l'heure,
 Et plus heureux celui qui, les ayant quittés,
 Pour connaître le monde et courir les cités,
 Avant de retrouver sa paix et son domaine,
 N'a cessé de servir l'amour qui l'y ramène !
 Beaucoup ont fait ce rêve et peu l'ont accompli,
 Car l'inquiète humeur dont ce siècle est rempli
 A brouillé tous les fils de notre destinée
 Et nous ne mourons plus où notre race est née.

AMI, dont le destin au nôtre fut pareil,
 Fait pour vivre et mourir sous le même soleil,
 Tu livres quelquefois le secret qui nous lie
 Dans l'ironique accent de ta mélancolie.
 « J'habite des climats où tout me semble amer,
 Dont la brume et la boue enlaidissent l'hiver,
 Où, dédaignant le nôtre, un esprit tout contraire
 Fait du svelte cyprès un arbre funéraire,
 Où le fayard n'est plus qu'un hêtre, où l'olivier
 N'est qu'un mot pour rhéteurs ainsi que le laurier,
 Où le parfum des fleurs s'éteint dans les corolles,
 Où le timbre des voix manque au feu des paroles,
 Où la musique même et le rythme immortel
 Chantent sous des plafonds et non plus sous le ciel...
 Mais mon âme rebelle et toujours offensée
 Dans un désir sans fin délivre sa pensée. »

J'ÉCOUTE avec respect dans nos temples du Nord
 Le colloque émouvant de l'homme et de la mort;
 Assidu pèlerin des grandes cathédrales,
 J'apporte mon hommage aux voûtes triomphales,
 A l'éblouissement du vitrail enchanté,
 A ces portails savants où le monde est sculpté;
 Je sais de quel orgueil la France les couronne
 Et le juste tribut d'amour qu'elle leur donne.
 Cependant, dès mon cœur d'enfant, j'ai préféré
 L'église plus sévère et d'un art moins paré
 Qui témoigne, au milieu de la cité latine,
 D'une encor plus illustre et lointaine origine.
 C'est celle dont, un jour d'hiver étincelant,
 Les anges sur la neige ont dessiné le plan,
 Notre-Dame du Puy, céleste citadelle
 Qui, par trois cents degrés, s'ouvre au peuple fidèle.
 Et je vénère aussi Conques, Rocamadour,
 Rodez dont un orfèvre a ciselé la tour,
 Albi, joyau de pourpre, où, sur la nef entière,
 Le jeune art florentin a mis sa trace altière,
 Saint-Trophime qui fait, quand Arles tait son bruit,
 Les vieux saints du portail se parler dans la nuit,

Maguelonne où régna dans un siècle plus rude,
L'évêque de la mer et de la solitude,
Saint-Sernin qui fleurit en rose dans le ciel,
Mainte église où la pierre est d'or comme le miel,
Celles dont le mystère, inconnu des profanes,
Fait habiter la paix dans nos cryptes romanes,
Et celles où Bernard, en plantant ses clochers,
Fit naître la prière aux cimes des rochers.

Ainsi, quand vient le soir, je feuillette en silence
Les pages de ce livre où rêva mon enfance
Et, pour en ressaisir les tableaux merveilleux,
J'écoute ma mémoire et je ferme les yeux.
Pays de foi, pays d'ardeur et de lumière,
Dont l'image viendra, qui sera la dernière,
Charmer de sa douceur mon cerveau défaillant,
Pour le labeur des jours, tu m'avais fait vaillant ;
Si j'ai mal hérité de ta forte sagesse,
Si j'ai rempli bien peu des vœux de ma jeunesse,
Excuse les erreurs de ce cœur hasardé
Qui fût resté meilleur, si tu l'avais gardé.

PIERRE DE NOLHAC.

LES DEUX ALLEMAGNE

DE MADAME DE STAËL

M^{me} de Staël attire de nouveau l'attention du public. Le manuscrit de *Corinne* et celui du livre *De l'Allemagne*, sortis pour la circonstance des archives de Coppet, figurent en bonne place à l'Exposition des Romantiques, à la Bibliothèque nationale, à côté de l'exemplaire *De l'Allemagne* du comte Portalis, qui échappa au pilon de la police et qui appartient maintenant à notre grande bibliothèque. Le moment est propice pour parler de M^{me} de Staël et de l'Allemagne et de l'ouvrage du comte d'Haussonville (1), qui a paru pour la première fois ici même, dans la *Revue* : c'est le dernier qu'il ait consacré à une mémoire qui lui était chère. Il dépasse sans doute en intérêt le précédent (2); j'oserais presque dire : en actualité. Il ne s'agit plus, en effet, de l'attitude de M^{me} de Staël après le 18 brumaire, mais de son voyage en Allemagne et de ses premières impressions; et quand on songe au rôle considérable qu'elle a joué dans les relations littéraires entre les deux peuples, à l'influence extraordinaire de son livre, on ne peut que s'intéresser passionnément à ce qui en est la matière première et, pour ainsi dire, la source.

On savait déjà vaguement que le livre *De l'Allemagne* est une image fort embellie du souvenir; on n'en doute plus depuis la publication de la correspondance entre Necker et sa fille.

(1) *M^{me} de Staël et l'Allemagne*, par le comte d'Haussonville; Calmann-Lévy, éditeurs. A compléter par l'excellent petit livre de M^{me} de Pange, *M^{me} de Staël et la découverte de l'Allemagne*, Edg. Malfère, éd.

(2) *M^{me} de Staël et M. Necker*.

C'est là le grand intérêt du livre de M. d'Haussonville, et l'on se demande tout naturellement comment s'est opérée la transformation, et pourquoi M^{me} de Staël qui, à part son séjour à Weimar, s'est fort ennuyée en Allemagne, où tout choquait ses goûts, ses tendances, sa conception de la vie et de la société, nous a tracé cependant de cette même Allemagne, dans son livre, un tableau enchanteur. C'est un curieux problème que nous essaierons d'éclaircir.

Ah ! certes, l'initiation fut douloureuse ! On n'en saurait douter, après la lecture de ces lettres. M^{me} de Staël sur l'Allemagne a tous les préjugés de son temps. On dirait qu'elle entreprend un voyage au Spitzberg et qu'elle va hiverner : des plaines glacées, des champs de neige, des poêles qui rougeoient, des vêtements qui sèchent, le tabac qui empeste, un piano qui sévit : « Un concert dans une chambre enfumée ! » Telle est l'Allemagne. Que va penser, en lisant ces belles choses, son ami Charles de Villers, cet ancien officier français, qu'elle a laissé à Metz avec M^{me} de Rodde, « sa bonne petite lapine », et qui, lui, est devenu Allemand au point de renier la France ? Mais, heureusement pour elle, M^{me} de Staël n'est pas Villers. Cette Genevoise est beaucoup plus Française que ce Lorrain.

D'ailleurs, qu'on en pense ce qu'on voudra, cette première impression n'a pas de quoi surprendre. Ce serait plutôt le contraire qui serait surprenant, qu'une femme du XVIII^e siècle élevée à Paris, dans le salon de M^{me} Necker, n'aimant que la société, ne vivant que pour elle, s'éprit tout d'un coup d'un monde si différent. Ce n'est que de nos jours, depuis le romantisme, qu'on change d'âme comme d'habit : mais l'exotisme ne sévissait pas encore du temps de M^{me} de Staël. Puis, elle est très triste. Ce n'est pas du tout un voyage d'agrément qu'elle fait : on l'oublie trop, elle est exilée. Elle ne veut pas rentrer à Genève, où l'on se moquerait d'elle. Alors elle va en Allemagne, où elle espère se relever du mauvais accueil de la France, conquérir un peu de gloire. Mais cela est dur. Sans Benjamin qui l'accompagne incognito, — quelle aventure ! — « tout le poids de l'Allemagne » retomberait sur sa tête. Pour comble de malheur, son père, son « ange », M. Necker, est de santé chancelante, et sa fille, la petite Albertine, tombe malade à Francfort.

Quelle corvée que ce voyage d'Allemagne, et quels gens

que les Allemands ! Écoutons la parler. « Ils ne sont pas tout à fait de l'espèce humaine, relativement à nos habitudes et à nos goûts. » Ils considèrent M^{me} de Staël comme un phénomène. Impossible de causer avec eux : « Ils serrent leur opinion dans une armoire, comme une chose dont on ne se sert pas, même les dimanches ! » Et cette indifférence aux nouvelles ! « Il en faut de terribles pour percer le triple rempart des habitudes, de la nourriture et de la pipe. » M^{me} de Staël n'aime pas le tabac : peut-on causer dans la fumée ? « Je déteste l'Allemagne », conclut-elle. Et, tout naturellement, sa pensée se reporte vers la France, vers Paris : « C'est là ma vraie patrie. Il n'y a que Paris pour moi... On ne sait ce que vaut la France, que quand on voyage. » Excellente réflexion, qu'un Français même a tout intérêt à méditer. Évidemment, la France n'est pas pour M^{me} de Staël ce qu'elle est pour Maurice Barrès ; mais enfin il y a différentes façons d'aimer la France, et c'est encore aimer la France que d'aimer Paris, l'esprit de Paris et les salons de Paris. Elle attend tous les jours, comme un message céleste, une lettre de son protecteur Joseph Bonaparte, un mot de Rœderer, qui la rappelle : mais rien ! Il faut poursuivre « l'ennuyeux voyage ». Et c'est ainsi jusqu'à Weimar : Weimar seul dissipera son ennui.

Donc, la première impression de M^{me} de Staël n'est pas du tout « l'enthousiasme », cher à l'auteur de *l'Allemagne*. Ce serait bien plutôt une horreur profonde. Aucune idée non plus, à ce moment du moins, de prendre une revanche sur le Premier Consul, de dresser l'Allemagne contre la France. Ah ! si le Consul voulait, comme elle reviendrait, de toute la vitesse de sa chaise de poste, se placer sous sa tyrannie ! Il ne faut pas comparer le départ pour l'Allemagne en 1803 à la fuite de Coppet en 1812. La situation n'est pas du tout la même. M^{me} de Staël n'est pas encore ennemie déclarée du Premier Consul ; elle en parle, comme son père, M. Necker, avec beaucoup de modération : il a « des talents extraordinaires » ; et même il lui arrive de prendre sa défense en Allemagne contre les Allemands. Il est vrai que Berlin changera ces dispositions ; le procès de Moreau, l'exécution du duc d'Enghien, les propos exaltés du prince Louis-Ferdinand, de la cour, de la noblesse prussienne montent la tête à M^{me} de Staël ; c'est à partir de ce moment, mais de ce moment seulement, qu'elle aperçoit un

rôle à jouer et qu'elle en prend conscience. Mais de là à écrire le livre *De l'Allemagne*, il y a loin. Il faudra six années encore, le progrès du pouvoir absolu, les persécutions, les chicanes, les mesures policières, le second voyage d'Allemagne de 1809, la guerre d'Espagne, les Schlegel, Coppet et sa société cosmopolite, pour parfaire et mûrir ce livre d'apostolat et de combat, composé de tant d'éléments divers, où l'on retrouve bien quelques impressions du voyage de 1804, mais transformées et transfigurées par l'esprit de parti et par un sentiment nouveau, qu'on n'aperçoit à aucun degré chez la voyageuse d'alors : l'enthousiasme.

De Francfort, elle continue sur Gotha. La fâcheuse impression persiste. « Il n'y a rien de plus lourd, de plus enfumé au moral et au physique que les hommes allemands... Ce n'est pas une nation que les Allemands, et le Premier Consul en peut faire tout ce qu'il veut, non de leur consentement, mais sans leur consentement, ce qui revient au même. » C'est tout à fait le mot de Savary au jeune Auguste de Staël, qui essaie de le fléchir pour sa mère : « On ferait plutôt du vin muscat avec du verjus que des hommes avec des Prussiens ! » Si le duc de Rovigo se trompe, M^{me} de Staël ne se trompe guère moins. « Les hommes médiocres sont plus médiocres en Allemagne que partout ailleurs. » Et les gens d'esprit s'y abêtissent. A Gotha, elle voit Grimm, le vieux Grimm, l'ami de Diderot et de M^{me} d'Épinay, le familier de M^{me} Necker : « Il est lourd, lent, goguenard, sans esprit ni mesure, et d'une aristocratie stupide. » Voilà Grimm exécuté. Quant au prince héréditaire de Saxe-Gotha, c'est un bon fou, qui met du rouge et tient les propos les plus singuliers. Il y a de lui, à Coppet, une lettre bien curieuse qu'a découverte M. d'Haussonville : il écrit à M^{me} de Staël que Napoléon lui a tendu la main, « cette main dont il tient le globe », avec ces mots : « Prenez-la, duc ! Elle est pure ! » Sommes-nous dans un mélodrame de Bouchardy ou de Pixérécourt ? Bref, M^{me} de Staël juge l'Allemagne inhabitable. Tout ce qu'elle a trouvé d'intéressant jusqu'à présent, c'est une harpe éolienne, qu'elle envoie à son père pour placer à Coppet, dans le jardin. C'est peu.

Enfin, elle arrive à Weimar : il était temps ! Elle se mourait d'ennui. Ces premières impressions, elle ne les oubliera

jamais; elle les consigne dans son journal de voyage, qui est la première forme du livre *De l'Allemagne*; elles subsistent dans le livre, pour qui sait le lire; mais le lit-on? Elle vante l'Allemagne, mais elle a l'effroi d'y habiter. Pourtant il y a Weimar? Mais Weimar, ce n'est pas l'Allemagne, c'est une oasis dans l'Allemagne. Voilà, tout juste, l'impression de M^{me} de Staël. Surtout Weimar n'est pas une « petite ville »; elle a horreur, comme La Bruyère, de la petite ville; Weimar, c'est un « grand château ». N'est-ce pas ce qu'il faut à M^{me} de Staël? Elle aime la vie de château plus que tout le reste; elle aime la société, les grands seigneurs, les écrivains, les artistes, les poètes, et tous les soirs, dîners et réunions, où elle puisse briller et faire briller autour d'elle. On le sait à Weimar : tout le monde, prévenu, est sous les armes, la « trinité régnante », le duc Charles-Auguste, la duchesse Louise, la duchesse Amélie, chambellans et dames d'honneur, et l'autre trinité, celle des grands hommes, Wieland, ce demi-Français avec son fin visage à la Voltaire, Schiller, long, maigre, pâle et roux, et Goëthe, l'Olympien, solennel, épaissi, alourdi, sans rien de Werther, à la grande désillusion de M^{me} de Staël. On lui donna une sorte de « représentation » de l'Allemagne.

Ce fut, d'ailleurs, très joyeux. Les gens qui s'imaginent M^{me} de Staël coiffée de son turban, dans l'attitude célèbre du tableau de Gérard, et prenant continuellement des notes, se trompent.

Elle est presque jeune; elle a trente-huit ans, de beaux bras, des yeux superbes, et elle danse, elle danse éperdument! Il y a une lettre charmante de M^{me} de Stein, l'amie de Goëthe, que cite M. d'Haussonville et qui ne laisse aucun doute sur ce point : « Le duc s'occupe beaucoup d'elle et semble lui plaire mieux que nos autres cavaliers. Il a d'ailleurs ouvert tous les tiroirs de son intellect. » Pauvre duc, qui « ouvre tous ses tiroirs »! Continuons : « Ses pieds sont aussi agiles que sa langue; elle danse la Pericotine (la Périgourdine?) et saute la Polonaise à la française que c'est un plaisir de le voir. » Fit-elle sauter aussi Goëthe? « Elle a laissé le vieux Reuss à moitié mort hier après la Polonaise! » Voilà une M^{me} de Staël inédite : le vieux Reuss tombant demi-mort sur un divan après la Polonaise, c'est tout le symbole de l'effet que produisit M^{me} de Staël sur les Allemands : ils furent surpris, charmés, mais exténués.

Elle partie, Weimar rentra dans sa dignité, son silence et, je le crains, son ennui (4).

Ce séjour à Weimar est très important dans la vie de M^{me} de Staël et dans la nôtre. D'abord, Weimar releva M^{me} de Staël à ses yeux; non pas qu'elle doutât d'elle, mais cette âme ardente avait besoin de sympathie et d'admiration; sinon, elle retomberait sans force. Weimar lui donna ce que lui refusait la France : là seulement, son brillant esprit retrouva sa trempe et son ressort. Et surtout, Weimar fut une découverte, oh ! bien plus une découverte de M^{me} de Staël par elle-même qu'une découverte de l'Allemagne. Ce qu'on découvre en voyageant, c'est soi-même. M^{me} de Staël se découvrit. Elle en était encore au XVIII^e siècle, aux « lumières », à la « perfectibilité » indéfinie, à la « recherche du bonheur », à toute une phraséologie vieillotte et surannée qui s'étale avec complaisance de *l'Influence des passions* à *Delphine*. Il y avait bien d'autres richesses en elle. Elle s'éveilla avec Goethe et Schiller. Elle découvrit la beauté de la loi morale qu'elle avait entrevue dans Kant; elle découvrit le devoir dont elle n'avait, dit Goethe, « aucune idée »; elle découvrit la poésie; elle découvrit la liberté, non pas celle que l'on coiffait en France d'un bonnet phrygien, mais la liberté morale, qui, seule, peut assurer « le bonheur de notre courte vie » et nous prémunir contre les accidents de la fortune. Voilà la vraie M^{me} de Staël; Weimar l'aida à conquérir sa personnalité, lui fit voir clair en elle. L'autre M^{me} de Staël n'est qu'un pauvre reflet des Encyclopédistes et du salon de M^{me} Necker; sans Weimar, elle n'aurait écrit ni *Corinne*, ni *De l'Allemagne*, ni les *Considérations*.

Elle crut aussi découvrir l'Allemagne, et ceci est, pour nous, plein de conséquences : Weimar est l'œuf d'où est sorti son livre. Voilà bien le mal. Un « grand château », même quand il est habité par un duc lettré et par des esprits comme Goethe et Schiller, n'est pas tout un peuple; Weimar n'est pas l'Allemagne; du moins, c'était l'Allemagne qui finissait. Deux ans après, une autre Allemagne va naître, de ses malheurs,

(4) « Depuis que vous vous êtes éloignée de Weimar, nous sommes rentrés dans l'état naturel que vous nous connaissez : état d'innocence paisible, monotone et parfois un peu insipide, enfin tel à peu près que les catholiques romains imaginent la condition des enfants morts sans baptême. » (Goethe à M^{me} de Staël, 8 avril 1804.)

de sa défaite, une Allemagne guerrière, enthousiaste, ivre d'action, d'amour de la patrie, tout l'opposé de Weimar et de l'Allemagne de M^{me} de Staël. Pourtant Weimar, c'est un visage de l'Allemagne. L'a-t-elle bien vu ? L'a-t-elle bien compris ? On en peut douter en lisant la correspondance de Schiller, de Goëthe et les *Annales* de Goëthe. Le désespoir s'empare de Schiller devant cette éternelle questionneuse : « C'est le tonneau des Danaïdes », s'écrie-t-il. On avait beau verser : l'eau s'écoulait toujours. Il y a si peu de points communs entre cette Française, qui ignore l'allemand, et ses interlocuteurs ! Même quand ils parlent sa langue, elle ne les comprend pas toujours. « Philosophe en société, dit très joliment Goëthe, c'est discourir vivement sur des problèmes insolubles. » C'était le plaisir et la passion de M^{me} de Staël. Pour Goëthe et Schiller, philosophe est autre chose. Elle questionne, mais, comme tant de questionneurs, elle n'écoute pas les réponses ; ou quand elle écoute, ce n'est pas pour s'assimiler, c'est pour contredire. Elle veut connaître l'Allemagne, mais elle veut aussi que l'Allemagne connaisse M^{me} de Staël. Mais briller, éblouir, ce n'est pas comprendre ; il faut se faire humble pour comprendre ; l'humilité n'est pas le fait de M^{me} de Staël. Il y eut des malentendus comiques. Elle invitait ces gens-là à « l'action » : c'est sa marotte. Et Goëthe et Schiller de s'étonner : ils croyaient « agir », ils « agissaient » réellement, mais non pas comme l'entendait M^{me} de Staël. Elle leur reprochait de manquer « d'enthousiasme ». « Les Weimariens, dit Goëthe, en sont très capables » ; mais ce n'était pas l'enthousiasme brouillon de M^{me} de Staël. Et ainsi de suite. Il était temps qu'on se quittât. « Je crains bien, gronde Schiller, qu'elle n'expérimente par elle-même que nous autres, Allemands de Weimar, nous sommes aussi un peuple changeant, et qu'on doit savoir s'en aller à temps. » Voilà qui est clair : il y avait de l'orage dans le ciel de Weimar.

Le 1^{er} mars 1804, M^{me} de Staël part pour Berlin. Elle est chargée de lettres de recommandation : « Vingt-cinq ! » s'écrie-t-elle avec satisfaction. Elle commence à se réconcilier avec l'Allemagne. L'Allemagne estime M^{me} de Staël : elle lui donne conscience de son rôle, qui est, comme chacun sait, d'être « l'ambassadrice de la pensée ». Et M^{me} de Staël fera connaître l'Allemagne au monde : elle emporte de Weimar des notes et

un projet de livre. « J'ai le projet d'écrire, en revenant d'Allemagne, un voyage littéraire et philosophique sur ce pays » (1). Ne croyez pas, d'ailleurs, qu'elle soit enthousiaste de son voyage : « Il m'en coûte d'aller à Berlin ! » écrit-elle. Alors, qu'est-ce qui l'y force ? C'est qu'elle s'est donné un rôle, une mission à accomplir : et il ne faut pas qu'on dise que M^{me} de Staël recule. Mais quel ennui ! « Ah ! mon Dieu ! quelle entreprise j'ai faite !... Quel voyage, grand Dieu ! » Et, pour comble de tourment, M. Necker est malade. C'est dans ces dispositions qu'elle arrive à Berlin. Voyage d'amour ? Non pas ; tout au plus, d'amour-propre. Il faut bien qu'on le dise, puisque M^{me} de Staël ne l'a pas dit dans son livre : ce qu'elle nous présente, ce ne sont pas ses impressions, c'est l'image embellie et transfigurée du souvenir.

Que ses impressions réelles sont donc différentes ! Elle arrive à Berlin, le cœur serré : « J'éprouve un vide incomparable au milieu de cette vaste ville où je n'ai pas un lien de cœur. Je serais hors d'état de rien composer, de rien écrire ; il me semble que je n'ai plus même mon esprit, *tant je vis à l'extrémité de moi-même*. » Berlin lui semble un désert ; tout y est « aligné à la prussienne » ; les femmes « disent et font la même chose pendant soixante ans de suite ». « Boire, manger, jouer y tient mille fois plus de place qu'à Weimar. » Du coup, la voilà réconciliée avec les petites villes : les Allemands ne savent pas tirer parti des grandes. Point de « société », et c'est tout dire. Ce ne sont pas pourtant les invitations qui lui manquent. Elle est présentée à la Cour : le Roi, la reine Louise lui font grand accueil. Un nuage seulement : au bal de la Cour, la petite Albertine gifle le prince royal. Mais le scandale est vite apaisé ; le Roi s'est contenté de dire : « Voilà l'éducation républicaine ! » M^{me} de Staël est à la mode : il n'est question, dans ses lettres à Necker, que de diners et de soupers : « J'ai soupé chez la princesse Henri... Je dine chez un frère du duc de Brunswick... Je soupe chez la princesse Louise... Je soupe chez l'envoyé de Bavière... Je dine chez l'envoyé de Russie... Je soupe chez l'envoyé d'Espagne, etc. » Elle étouffe de soupers. Quelle vie éreintante ! Et là-dedans, rien pour l'esprit, rien pour le cœur : « J'aimerais autant courir la poste tout le reste de ma vie que rester ainsi

(1) A Jacobi, 1^{er} janvier 1804.

à des toilettes et à boire et à manger et à jouer, et Muller et le prince Louis et le duc d'Elz, *ivres presque tous les soirs.* » Voilà un trait qui manque à *De l'Allemagne*. Il est vrai qu'il en manque bien d'autres. Et elle ajoute ces paroles, qui montrent sa vraie nature : « Ah ! pauvre France, pauvre France, si vous n'étiez pas si abominable, que vous seriez charmante ! » Cette femme-là n'est pas du tout, comme on l'a dit, une Allemande ; elle peut avoir du sang allemand dans les veines, mais elle n'aime pas l'Allemagne ; elle n'aime que ses écrivains, et encore avec son esprit, pas avec son cœur. Ici, c'est le cœur qui parle. Elle n'aime vraiment que la France, qui l'exile ; et si elle la trouve, pour l'instant, « abominable », il ne faut pas lui en savoir mauvais gré. C'est le moment du procès de Moreau, de l'enlèvement et de l'exécution du duc d'Enghien ; et de très bons Français de France, Chateaubriand par exemple, pensent comme elle.

Cependant elle a fait à Berlin une découverte : cela seul valait le voyage. Ce n'est pas Rahel Levin, cette juive qui fait patte de velours devant elle, et, par derrière, la traite de « poule aveugle » ; ce n'est pas Fichte, Ancillon, ou Jean de Muller : comme elle préfère Wieland, Schiller et surtout Goethe ! Ceux-là ne disent rien à son imagination. Mais elle a découvert M. Guillaume Schlegel : elle cherchait un précepteur pour ses enfants ; elle en a trouvé un pour elle-même. C'est un homme qui a « tout lu » et qui n'a que trente-six ans ; il parle admirablement le français et l'anglais. C'est tout justement ce qu'il fallait à M^{me} de Staël. Elle n'a de repos qu'elle ne l'ait attaché à sa personne. Schlegel se fait un peu prier ; le personnage est vaniteux. Il ne veut pas être instituteur des enfants ; il leur donnera simplement des leçons pour de l'argent, — douze mille francs par an, — plus, la promesse d'une pension, et il tiendra compagnie à la mère : il sera « l'homme de compagnie » de M^{me} de Staël. Qu'on ne s'imagine pas que ce soit là une sinécure. Schlegel ne savait pas à quoi il s'engageait. Partout où ira M^{me} de Staël, il la suivra, comme son ombre ; à Coppet, en France, en Italie, en Autriche en 1809, et, en 1812-1813, en Autriche, en Russie, en Suède, en Angleterre. Il fera le tour du monde avec celle qui devait s'appeler elle-même « l'Oreste de l'exil ».

Pour l'instant, il s'agit d'une chose, en apparence du moins, beaucoup plus simple : apprendre l'allemand à M^{me} de Staël

qui le sait mal, et lui servir d'intermédiaire en Allemagne. Sans Schlegel, M^{me} de Staël n'aurait pu écrire son livre; elle entre dans un monde nouveau pour elle. Mais désormais elle a sous la main son Schlegel qu'elle feuillette; cet homme est un répertoire vivant, non pas seulement de la littérature allemande, mais de toutes les littératures. « Il a plus de connaissances et d'esprit que presque personne à moi connu... Il a des connaissances si étendues en littérature que, lors même qu'on n'est pas de son avis, c'est de lui qu'il faut emprunter des armes. » Le précieux homme! Il manquait à M^{me} de Staël; jusque-là elle parlait des Grecs, des Romains, des Anglais, des « littératures du Nord et du Midi » un peu à l'aventure et de façon qui fait, parfois, sourire. C'est fini désormais : elle a près d'elle les Schegel, — Guillaume et, par Guillaume, Frédéric, — qui savent toutes les littératures, le sanscrit, le grec, le latin, la poésie du moyen âge, Shakespeare, l'Espagne, l'Italie et, naturellement, l'Allemagne. Schlegel sentit parfaitement qu'il ne faisait pas un marché de dupe. En étant l'inspirateur de M^{me} de Staël, son grand pourvoyeur de faits et d'idées, il élargissait singulièrement le cercle de son influence, il lui faisait franchir la limite du Rhin, il entrait dans la gloire; et, ce qui était sa pensée de derrière la tête, il prenait contre le classicisme français détesté la revanche de l'Allemagne. Ce n'était pas tout à fait l'idée de M^{me} de Staël; mais elle se ressent du voisinage de Schlegel.



Mais, comment se fait-il que ce voyage d'Allemagne, où elle s'est, en somme, fort ennuyée, où tout contrarie ses tendances et sa vraie nature, qui s'est terminé par une catastrophe, — la mort de Necker, — et lui a laissé les plus tragiques souvenirs, se soit mué en ce livre d'apologie, de sympathie, d'enthousiasme et d'amour, qu'est le livre *De l'Allemagne*? M^{me} de Staël est-elle sincère, et, si elle est sincère, que s'est-il donc passé entre 1804 et 1810? Un phénomène de cristallisation : M^{me} de Staël, comme dirait Stendhal, cristallisa.

Un grand livre, — et *De l'Allemagne* reste un grand livre, — un livre conçu, médité, écrit, refait pendant six années ne se compose pas d'une impression unique, mais d'une série d'impressions successives, qui s'ajoutent à la première et parfois la détruisent; il est la vie de l'auteur : il crée cette vie. Le mot

de Michelet est d'une justesse profonde et s'applique à M^{me} de Staël : « Mon livre m'a créé. C'est moi qui fus son œuvre. » *De l'Allemagne* a créé M^{me} de Staël. Tout d'abord, c'était un simple livre de voyage, un journal, des impressions de voyage; M^{me} de Staël cherchait à se réhabiliter d'une aventure politique; c'est ainsi qu'elle avait écrit jadis *De l'influence des passions* sous le Directoire. De pensée formelle contre le Premier Consul, de pensée politique, il n'y en a pas, dans la première conception de *l'Allemagne*, à Weimar. Mais à Berlin, cela change. L'accueil triomphal qu'elle reçoit de la Cour, les conversations des princes et princesses, surtout du prince Louis-Ferdinand, l'atmosphère hostile contre Bonaparte, tout lui donne l'idée de sa propre puissance, du rôle qu'elle peut jouer un jour; idée bien vague encore, mais cependant certaine. Et, en même temps, cet *esprit-carrefour*, comme dira Barrès, prend nettement conscience de sa mission : le rapprochement de deux pensées, de deux peuples. On peut dire qu'elle y avait été, de tout temps, prédestinée par son origine, par sa nature protestante et genevoise, par son mariage, par ses relations intellectuelles et mondaines, par ses voyages : M^{me} de Staël, au fond, n'est ni Française, ni Allemande, ni Genevoise, ni Suédoise : elle est européenne. Ce fut de tout temps sa vocation propre. Le Premier Consul, en la poussant hors de France, lui a rendu, sans le vouloir, un grand service : il l'a révélée à elle-même.

Donc, M^{me} de Staël sort d'Allemagne tout autre qu'elle n'y était entrée : elle sent sa puissance. Elle en avait toujours été persuadée; mais elle avait trouvé plus puissant qu'elle, et l'aventure de Maffiers, qu'elle était allée chercher, l'avait fait douter un instant d'elle. Elle n'en doute plus désormais. D'ailleurs, rien encore de prononcé contre le Consul, qui sera bientôt l'Empereur. Elle le supplie, par l'intermédiaire de Joseph Bonaparte, d'accomplir un « acte de pitié » et de la laisser rentrer en France. Elle ne songe nullement à écrire un livre contre lui; elle est toute à sa douleur, douleur de l'exil, douleur de la perte de son père. M. Necker vient de mourir : elle écrit « d'un tombeau ».

D'autre part, *De l'Allemagne* va se trouver fort retardé, par le voyage d'Italie d'abord de 1804-1805, qui change les idées de M^{me} de Staël, détend, adoucit sa nature, comme plus tard celle

du jeune Renan, puis par la composition de *Corinne*, qu'elle écrit pendant les années 1806-1807. *De l'Allemagne* dort dans ses cartons : on verra plus tard. Mais elle apprend l'allemand avec Schlegel; elle le lit et le parle assez bien; et surtout, elle fait provision d'idées. Son livre mûrit lentement, comme tout grand livre. On peut être sûr que, s'il avait été écrit tout de suite, au sortir d'Allemagne, il n'aurait ni le sens, ni la portée qu'il prend plus tard. Il se modèle sur la vie de M^{me} de Staël : il est sa vie même. En un sens, *Corinne* même est une préparation au livre *De l'Allemagne* : on y trouve déjà tous les grands thèmes de ce livre, « l'enthousiasme », la « poésie », l'appel des peuples à la « liberté »; on y trouve même la « légèreté » et la « fatuité » françaises sous les traits de d'Erfeuil. Mais *Corinne* n'est qu'un roman. M^{me} de Staël va rejeter cette forme : désormais la Sibylle veut parler directement aux hommes.

Les années décisives vont commencer, et, avec elles, la « cristallisation » s'achève. L'Allemagne, dont M^{me} de Staël n'a emporté jadis qu'un souvenir mêlé de beaucoup de réserves, s'idéalise en son esprit, devient en quelque sorte sa patrie intellectuelle; elle la peuple de ses rêves, d'après une architecture intérieure qui l'orne de tout ce qui manque pour elle à la triste réalité. Cette réalité, dont elle ne sent pas la grandeur, c'est la France impériale qui, à ses yeux, n'est pas la vraie France. Tout contribue à élever en elle cette architecture intérieure : ses persécutions, les malheurs de l'Allemagne asservie, Weimar en deuil, le séjour du prince Auguste de Prusse à Coppet, les visites des proscrits, le second voyage d'Allemagne en 1808, la défaite de l'Autriche en 1809, la guerre d'Espagne, la prédication incessante et haineuse de Schlegel, l'influence des Allemands de passage à Coppet, sa réclusion dans ce triste château et l'atmosphère qui s'étend partout, irrespirable. Je ne puis qu'indiquer ici brièvement les mille causes qui ont fait naître en son cœur une Allemagne sensiblement différente de celle qu'elle avait vue, dont le souvenir s'effaça peu à peu de son esprit. De très bonne foi, elle l'idéalise; elle s'émeut pour cette « pauvre et noble Allemagne », elle pleure ses malheurs, elle voit en elle la « patrie de la pensée » opprimée par la force; l'Allemagne est pour elle un symbole de l'humanité gémissante et captive, le « cœur de l'Europe » et de la grande association continentale, et de cette autre association

plus grande encore, « celle des hommes qui pensent ». Et le cœur, à Coppet, d'applaudir.

Que nous sommes loin de 1804 et des premières impressions d'Allemagne! Est-ce donc cette femme qui écrivait : « Je hais l'Allemagne... Je déteste les Allemands... Je suis revenue de l'idée qu'on puisse vivre là. » Quel chemin a fait M^{me} de Staël! Il ne faut pas s'en étonner : six années séparent le voyage du livre, et six années, en ce temps-là, c'est le long intervalle de temps dont parle Tacite. Les événements ont marché, hâté le rêve intérieur. On aurait tort de parler de mauvaise foi. Nul livre n'est plus sincère ; nul, hélas ! n'a été aussi dangereux. On a tout dit sur l'image conventionnelle qu'il nous présente, image du passé bien plus que du présent et de l'avenir. Mais que cherche-t-on en un autre peuple, sinon soi-même ? La jeune France de la fin de l'Empire et la Restauration se reconnut dans l'Allemagne de M^{me} de Staël : cette ardeur pour la pensée et pour la poésie, ce religieux enthousiasme, cet appel au génie créateur, cette foi dans la liberté, ce noble amour de tous les peuples, est-ce Kant, Goëthe, Schiller ? Ou Michelet, Quinet, Lamartine ? Quand elle parle de l'Allemagne, elle pense toujours à la France, non seulement à celle de son temps, mais encore, mais surtout à celle de l'avenir.

C'est ainsi que partie malgré elle, à contre-cœur, pour l'Allemagne en 1803, M^{me} de Staël se trouva engagée, sans s'en douter, dans sa plus grande œuvre. De projet, tout d'abord elle n'en avait d'autre que de se faire connaître des Allemands, et de faire connaître à la France la pensée allemande. Le temps, les événements et son propre génie en décidèrent autrement : elle n'a peut-être pas révélé l'Allemagne à la France ; mais elle a aidé la France, — une France nouvelle, — à prendre conscience d'elle-même. Ce résultat est assez grand pour qu'on lui pardonne, en pensant au temps où elle écrit, sa passion et ses erreurs. Il n'était pas sans intérêt de montrer les débuts, en apparence déconcertants, d'une telle entreprise. C'est le dernier et précieux service que M. d'Haussonville a rendu aux lettres françaises. Il savait que la mémoire de M^{me} de Staël n'en serait pas diminuée et que la contradiction s'explique, sans qu'on soit obligé de soupçonner la sincérité de l'auteur.

PAUL GAUTIER.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LA HAUTE ATMOSPHERE

L'EXPLORATION EN BALLON

L'océan gazeux qui entoure la Terre, au fond duquel nous vivons, nous est bien connu dans sa partie basse, formée de l'air que nous respirons. De l'étude, relativement facile, de cet air, c'est d'abord et surtout la chimie qui a tiré profit. Lavoisier y a trouvé la clé du mystère de la combustion ; beaucoup plus tard, lord Rayleigh et Ramsay y ont découvert ces *gaz rares* dont la connaissance était nécessaire au développement des théories modernes de l'atome.

Tout ceci a été trouvé dans l'air qui est à la portée de notre main. Mais ces résultats, si importants qu'ils soient, ne suffisent pas à satisfaire notre curiosité. Que trouverions-nous, si nous pouvions nous élever de plus en plus au-dessus du sol ? Avant de pénétrer dans l'espace vide où se meuvent les astres, que trouverions-nous dans ces couches d'air de plus en plus raréfié que nous traverserions ? Jusqu'où s'étendent ces couches d'air ? Quel rôle jouent-elles dans la vie de notre planète et dans notre propre existence ? A ces questions difficiles des réponses inattendues ont été données dans ces dernières années ; ce sont ces résultats que je me propose d'exposer ici.

Déjà, les règles les plus simples de l'équilibre des fluides nous conduisent à des données précises sur la masse totale de cet air. La vieille expérience du baromètre à mercure nous permet d'affirmer que la colonne verticale d'air qui a pour base un décimètre carré pèse environ cent kilogrammes. Si tout l'air de l'atmosphère était liquéfié et amené à la densité de l'eau

(ce qui sera à peu près le cas, lorsque la température de notre globe aura baissé de quelque deux cents degrés), cet air formerait sur la Terre une mer profonde de dix mètres. Si, plus simplement, cet air, restant à l'état gazeux, conservait partout la densité qu'il a autour de nous, il formerait une atmosphère homogène de huit kilomètres de hauteur, atteignant à peu près le niveau des plus hautes montagnes. Mais ces données où toute l'atmosphère intervient « en bloc » ne nous apprennent rien sur la composition, la température, la densité, les propriétés des couches d'air situées aux diverses hauteurs; je les comparerais volontiers, ces données globales, à celle qu'obtient un employé de chemin de fer lorsqu'il pèse les bagages d'un voyageur sans plus s'occuper de ce qu'ils contiennent. Pour notre atmosphère, nous savons que la densité de l'air diminue à mesure qu'on s'élève; elle est réduite au dixième de sa valeur à une altitude de dix-huit kilomètres; l'atmosphère va ainsi en s'effilochant vers le haut, suivant une loi qu'il devient impossible de préciser, quand on arrive à une grande hauteur.

La méthode la plus directe pour satisfaire notre curiosité serait évidemment d'aller voir nous-mêmes ce qui se passe aux grandes altitudes; malheureusement, en dépit des progrès de notre technique, cette méthode ne nous permet pas de sortir de ce que l'on peut encore appeler la *basse atmosphère*. L'ascension des montagnes est un procédé d'exploration vraiment très limité. Les ballons libres et les avions vont un peu plus haut, mais ne dépassent que bien péniblement, et de bien peu, l'altitude modeste de dix kilomètres, et il sera bien difficile d'aller au delà, tant que l'aéronaute ne sera pas enfermé en un vase clos, plein d'air à une pression respirable. Pour le moment, l'homme a encore au-dessus de lui un bon quart de l'atmosphère, lorsqu'il atteint son *plafond*.

Pour aller au delà, il faut trouver le moyen d'explorer l'atmosphère sans explorateur : cette nécessité a conduit à l'ingénieux système des sondages atmosphériques, dont la première réalisation est due à Teisserenc de Bort. Pratiqués d'abord au moyen de cerfs-volants, qui ne dépassaient guère quatre kilomètres d'altitude, ces sondages se font aujourd'hui au moyen de *ballons-sondes*. Un ballon de caoutchouc, gonflé d'hydrogène, est abandonné à lui-même et peut être suivi dans son ascension par deux ou plusieurs observateurs sédentaires, qui déterminent

sa position de minute en minute; le tracé de sa trajectoire fera connaître la vitesse et la direction du vent aux diverses hauteurs, renseignements éminemment utiles aux aviateurs, utiles aussi dans l'exercice de l'art difficile et un peu méconnu de la prévision du temps. Mais il y a plus: le ballon-sonde peut emporter, dans une nacelle d'osier, des appareils enregistreurs robustes et légers; un parachute ralentira la descente après l'éclatement de l'enveloppe. Le ballon monte, traverse des couches d'air de plus en plus raréfié, se gonfle de plus en plus; le caoutchouc se tend, et finalement éclate sous la pression du gaz intérieur qui ne trouve plus assez de pression extérieure pour l'équilibrer. A ce moment, le parachute se déploie, et la nacelle avec son précieux contenu redescend lentement vers le sol; une lettre, bien en évidence, prie la personne qui trouvera la nacelle de la renvoyer, en promettant une très modeste récompense, au point de départ. Il faut s'attendre à ce que les appareils soient parfois perdus: il est cependant remarquable qu'on retrouve les trois quarts des ballons lancés.

COMMENT EXPLORER LES RÉGIONS INACCESSIBLES?

En dehors de leur importance dans le travail quotidien des services météorologiques, les ballons-sondes nous ont appris bien des choses inattendues sur les grands mouvements de circulation de l'air et sur la répartition des températures. Chacun sait que, lorsqu'on s'élève, l'air se rafraîchit d'une manière assez régulière, l'abaissement de température étant d'un degré chaque fois qu'on s'élève de cent cinquante à deux cents mètres; le succès estival des stations de montagne est dû, pour une grande part, à ce phénomène, qui est un cas particulier du refroidissement d'un gaz par diminution de sa pression. Les choses se continuent ainsi jusque vers dix kilomètres d'altitude, et la température est alors aux environs de cinquante degrés au-dessous de zéro; à partir de là, la température ne varie presque plus. On arrive alors à une région moins troublée que la basse atmosphère; la température y varie peu avec l'altitude, les mouvements semblent y être plus réguliers, moins capricieux. A cette région relativement sereine on a donné le nom de *stratosphère*.

Quant à la composition de l'air de ces régions, rien jusqu'ici

n'indique qu'elle diffère de celle de l'air que nous respirons. Souvent des aéronautes ont rapporté de l'air puisé jusqu'à dix kilomètres d'altitude et l'ont fait analyser; aucun changement n'a été constaté. Tout récemment, à l'observatoire de Trappes, illustré par les travaux de Teisserenc de Bort, MM. Idrac et Colange, avec M. Lepape pour la partie chimique, ont attaqué le problème au moyen des ballons-sondes. Cela ne va pas sans quelques difficultés : il faut que l'appareil, sans intervention de la main humaine, fasse au moment voulu les gestes nécessaires à une « prise d'air ». Dans la légère nacelle d'osier est placé un flacon de verre que l'on a scellé après y avoir fait le vide. Le ballon s'élève; au moment où il éclate, la secousse déclenche un petit marteau qui casse la pointe scellée du flacon; l'air rentre et, presque aussitôt, une poudre fulminante prend feu; la chaleur dégagée fond de nouveau la pointe de verre, et l'air est emprisonné. Si aucun accident n'intervient, la précieuse bouteille revient au port et l'air est analysé. Jusqu'ici, les prises d'air n'ont pas dépassé treize kilomètres en altitude; aucun changement de composition certain n'a été constaté.

Malheureusement, les ballons-sondes ne peuvent pas atteindre les couches les plus élevées de l'atmosphère, celles où, comme on le verra plus loin, se passent les choses les plus inattendues et qu'on voudrait bien saisir de près. C'est à l'air lui-même que les ballons doivent leur force ascensionnelle; là où cet air devient très rare, cette force s'évanouit. Une seule fois, un ballon-sonde aurait atteint trente-cinq kilomètres d'altitude, mais ce « record » est considéré comme incertain; le plus souvent, le ballon éclate sans avoir dépassé quinze à vingt kilomètres. Or, c'est, par rapport aux dimensions de la terre, un bien modeste résultat; c'est, en hauteur, à peu près la distance de Paris à Versailles; d'autre part, à dix-huit kilomètres d'altitude on a encore, au-dessus de soi, le dixième de la masse totale de notre air, un océan d'un mètre de profondeur, si cet air était liquéfié. C'est cette région inaccessible qui est vraiment la *haute atmosphère*. Faut-il renoncer, jusqu'au jour où de nouveaux moyens d'ascension auront été mis en œuvre, à rien savoir sur ce qui est, en somme, si près de nous? Évidemment non. Nous savons bien des choses sur les planètes, qui sont infiniment plus loin; comment serions-nous désarmés pour

explorer un domaine si proche? Nous sommes ici, en quelque sorte, sur la frontière de deux sciences : l'astronomie, où notre seul moyen d'information vient de l'*observation*, aidée il est vrai par tous les raffinements de la technique, et la physique, où l'on peut *expérimenter*. Voyons donc quels sont les moyens que la nature ou l'expérience peuvent mettre à notre disposition pour l'étude de la très haute atmosphère.

De même que nous connaissons surtout les astres par la lumière qu'ils nous envoient ou nous renvoient, de même nous pouvons étudier notre atmosphère par les modifications qu'elle fait subir aux rayons qui la traversent. Venues des astres, en particulier du soleil, les radiations ne nous parviennent qu'après avoir traversé de part en part notre atmosphère, et quelque chose des propriétés de toutes les couches d'air, même des plus hautes, se trouve écrit dans l'absorption ou la diffusion que subissent ces rayons.

Ce ne sont pas seulement des rayons lumineux que la terre reçoit des espaces cosmiques; elle est en même temps bombardée par des projectiles de toute nature, qui atteignent d'abord la haute atmosphère et y provoquent des phénomènes dont l'observation peut nous apprendre quelque chose. Les projectiles matériels, à leur contact avec les plus hautes couches d'air, deviennent des « étoiles filantes »; les projectiles électriques illuminent cet air, provoquent l'aurore polaire et donnent un moyen délicat pour l'analyse spectroscopique des dernières traces de gaz atmosphérique.

De tout ceci, la véritable *expérimentation* est exclue; nous ne pouvons pas produire une aurore polaire ni provoquer la rencontre de la terre avec une étoile filante; cependant, l'expérimentation n'est pas impossible dans le problème qui nous occupe. Le banal phénomène de la propagation du son intéresse la haute atmosphère lorsque la transmission se fait à grande distance; de son étude on a pu tirer quelque chose. Enfin, la propagation des ondes électromagnétiques qu'utilise la télégraphie sans fil intéresse au premier chef la très haute atmosphère, et commence à nous faire découvrir d'étranges secrets.

En somme, ondes et projectiles venus d'en haut, ondes matérielles et électromagnétiques lancées d'en bas, constituent nos seuls moyens d'investigation. Voyons ce que chacun d'eux a pu donner.

L'ANALYSE DE L'ATMOSPHÈRE PAR LA LUMIÈRE

Dès l'époque préhistorique de l'analyse spectrale, vers 1835, on reconnut que certaines particularités de la lumière des astres étaient d'origine terrestre; elles se retrouvent dans la lumière de *tous* les astres et vont en s'accroissant à mesure que l'épaisseur d'air traversée par la lumière augmente, ce qui a lieu quand l'astre approche de l'horizon. La cause exacte des particularités ainsi constatées fut découverte plus tard : l'oxygène de l'air, gaz incolore, disent les livres de chimie, absorbe cependant, sous une grande épaisseur, certaines radiations qui se trouvent être *manquantes* dans la lumière qui nous parvient à travers l'atmosphère. La vapeur d'eau, autre « gaz incolore », est responsable d'un certain nombre de *manques* analogues.

Du point de vue de la physique terrestre, tout ceci n'apprenait rien de nouveau; la présence de l'oxygène et de la vapeur d'eau dans l'atmosphère était connue depuis longtemps. On pouvait, il est vrai, imaginer un procédé de dosage de la quantité totale de vapeur d'eau contenue dans l'atmosphère par l'observation du spectre solaire; mais cette méthode, souvent proposée et peut-être mal appliquée, n'a pas donné de grands résultats.

Un fait nouveau se révéla le jour où l'on put étendre le domaine des radiations et étudier celles qui, sans pouvoir impressionner notre œil, forment le prolongement naturel des radiations visibles du côté des ondes courtes. On découvrit alors que le rayonnement solaire contient en abondance une partie de ces radiations ultra-violettes, mais que, si on les classe par ordre de longueurs d'ondes décroissantes, la série s'arrête brusquement en une région où les sources artificielles donnent encore une grande intensité; tout un groupe important de radiations, facile à déceler dans la moindre étincelle électrique, n'existe pas dans la lumière du jour. Infirmitté du soleil, qui serait incapable d'émettre ces radiations? Cela était, *a priori*, peu probable. L'examen de ce qui se passe quand le soleil descend vers l'horizon, l'étude de la lumière des étoiles qui révéla la même infirmité, montrèrent que l'absence des ondes courtes était un simple effet d'absorption dans l'atmosphère terrestre. La recherche du gaz responsable de cette absorption pouvait conduire à des résultats intéressants. Vers

1880, le physicien anglais Hartley découvrit les remarquables propriétés absorbantes du gaz ozone pour les radiations ultraviolettes, et émit l'hypothèse que des traces de ce gaz contenues dans notre atmosphère pouvaient être rendues responsables de la limitation du spectre solaire du côté des ondes courtes.

Cette hypothèse pouvait paraître un peu hasardée, étant donné ce que l'on savait des propriétés du gaz assez étrange qu'est l'ozone. Ce corps est, comme l'on sait, une variété d'oxygène, en ce sens que sa molécule est formée des mêmes atomes que celle du gaz que nous respirons; mais, tandis que la molécule d'oxygène est formée des deux atomes fortement liés ensemble, celle d'ozone en contient trois, et cet édifice plus compliqué est dans un état instable. Comme tous les régimes instables, celui-ci peut durer indéfiniment; il peut aussi se détruire spontanément, voire d'une manière explosive, et cette instabilité même communique à l'ozone une remarquable activité, que l'industrie chimique sait utiliser, mais qui est bien désagréable quand l'ozone se forme spontanément, comme cela a lieu dans les usines électriques à haute tension où ce gaz oxyde tout ce qu'il touche. Enfin l'ozone est doué d'une odeur violente et caractéristique, si bien que l'odorat permet de déceler quelques centimètres cubes d'ozone dilués dans l'air d'une grande salle. C'est même cette propriété qui l'a fait découvrir : l'odeur que dégagent les machines électriques en activité était bien connue des physiciens du XVIII^e siècle, qui parlaient souvent de « l'odeur de l'électricité »; mais c'est seulement beaucoup plus tard que fut découverte la nature chimique de cette « odeur ».

Ce qui précède pouvait rendre un peu incertaine l'hypothèse de Hartley, qui n'était appuyée sur aucune détermination précise. Reprenant la question en 1912 nous pûmes, M. Buisson et moi, en donner une confirmation complète et la préciser par des nombres. Mesurant, d'une part, au laboratoire, les propriétés absorbantes de l'ozone pour les diverses radiations, et d'autre part, dans l'atmosphère, l'absorption produite par le gaz inconnu, nous trouvâmes que les deux « courbes d'absorption » se superposent exactement, et cette coïncidence ne peut être l'effet du hasard. De plus, cette comparaison fait connaître la quantité d'ozone nécessaire et suffisante pour rendre compte des faits observés; la quantité ainsi trouvée est remarquablement

faible; voilà le résultat. Supposons qu'on puisse séparer tout l'ozone répandu dans l'atmosphère et l'isoler sous forme de gaz pur sous la pression atmosphérique; ce gaz formerait une couche épaisse de trois millimètres seulement, tandis que, dans les mêmes conditions, l'ensemble des gaz atmosphériques occuperait huit kilomètres. C'est ce mince voile d'ozone qui nous protège contre la partie nuisible du rayonnement solaire.

Lorsqu'un résultat inattendu, un peu paradoxal, est obtenu même par une méthode d'apparence irréprochable, une confirmation est vivement désirable; un juge désire toujours entendre plusieurs témoins. Dans le cas qui nous occupe, les témoignages concordants n'ont pas manqué. Sans entrer ici dans d'inutiles détails techniques, disons seulement que l'ozone absorbe plus ou moins fortement d'autres radiations que les ondes courtes dont nous venons de parler; toutes ces « bandes d'absorption », soigneusement étudiées au laboratoire, ont été retrouvées dans le rayonnement que nous recevons du soleil et des étoiles; chacune d'elles caractérise l'ozone et permet de doser la quantité de ce gaz contenue dans l'atmosphère; tous ces témoignages sont parfaitement concordants.

Pour la connaissance de notre atmosphère, une grande question restait en suspens : où se trouve cet ozone dont la présence n'est plus douteuse? Serait-il uniformément réparti dans toute la masse d'air qui entoure la terre? Alors il est facile de calculer que la proportion d'ozone dans l'air que nous respirons serait d'environ un litre dans deux mille mètres cubes. C'est peu; et cependant c'est beaucoup trop. Si l'on réalise artificiellement une atmosphère ayant cette composition, l'ozone s'y révèle aussitôt par son odeur. D'ailleurs, les chimistes savent doser l'ozone par des moyens très délicats; ils en trouvent bien des traces dans l'air qui nous entoure, mais environ vingt fois moins que n'en demandent les physiciens. Les dosages faits sur l'air des plus hautes montagnes, ceux de M. Lespieau au Mont-Blanc, ne révèlent pas plus d'ozone que dans la plaine. Erreur dans l'une des méthodes? Mais les physiciens, eux aussi, ont réussi à doser l'ozone de la basse atmosphère par l'absorption exercée sur des lumières artificielles; l'accord avec les chimistes est complet.

Reste un seul moyen de tout concilier : admettre que l'ozone se trouve dans la *très haute* atmosphère, bien au delà

des régions accessibles. Un humoriste pourrait même remarquer que ce moyen de conciliation est parfaitement sûr, puisque, se trouvant hors de notre portée, personne ne pourray contredire. Il s'est trouvé qu'on a pu apporter à l'hypothèse ainsi faite, non pas une contradiction mais une remarquable confirmation. Nous avons déjà remarqué, M. Buisson et moi, que l'observation attentive du soleil à son déclin pourrait donner une indication sur l'altitude à laquelle se trouve l'ozone; plusieurs observateurs, MM. Cabannes et Dufay à Montpellier, MM. Lambert, Déjadin et Chalonge au Mont-Blanc, plusieurs autres en Suisse et au Canada, ont réalisé l'expérience, et ont trouvé que l'ozone se trouvait principalement à quelque cinquante kilomètres d'altitude. Il n'est pas étonnant que les chimistes ne l'aient pas trouvé.

Sans y aller voir, il est facile de doser chaque jour cette « couche d'ozone » par l'absorption qu'elle exerce sur le rayonnement solaire. On la trouve variable d'un jour à l'autre, plus importante au printemps qu'en automne et aussi, ce qui est plus extraordinaire, variable avec la situation météorologique générale. Ainsi, la pluie et le beau temps, qui étaient considérés comme des phénomènes de la relativement basse atmosphère, sont en relation avec ce qui se passe aux confins supérieurs de notre océan aérien. Une étude suivie de ce mystère s'imposait : elle a été entreprise magistralement par M. Dobson, qui a su s'associer un groupe important de collaborateurs de tous pays. Le travail commun est assez avancé pour qu'il ait été jugé utile de tenir à Paris, il y a quelques mois, une « réunion internationale de l'ozone » où des conversations, toujours plus vivantes que les écrits, ont eu lieu entre les personnes qui s'intéressent à ce problème. Le travail continue.

LA DIFFUSION DE LA LUMIÈRE

L'absorption complète n'est pas le seul accident qui puisse atteindre les radiations dans leur voyage à travers l'atmosphère; il peut y avoir aussi diffusion, produisant la lumière du ciel. Aux dernières lueurs du crépuscule, seules les plus hautes couches de l'atmosphère voient encore le soleil et donnent au ciel une pâle lumière; l'étude de ces lueurs peut encore nous apprendre quelque chose; malheureusement, l'interprétation

des faits observés n'est pas facile. Je ne puis que signaler ce moyen d'étude dont MM. Bauer et Danjon ont tiré quelque chose, et qui n'a pas dit son dernier mot.

ÉTOILES FILANTES

Voilà donc ce qu'a pu nous révéler, sur notre atmosphère, l'étude des radiations lumineuses qui nous viennent d'en haut et nous parviennent après avoir laissé en route quelques lambeaux d'elles-mêmes. Arrivons au « bombardement cosmique », formant ce qu'on appelle si improprement « étoiles filantes ».

Le phénomène est si connu qu'il est inutile de le décrire en détail. Tout à coup, en un point du ciel que rien ne faisait prévoir, apparaît un point brillant qui *file* rapidement et, après une course d'une ou deux secondes, s'éteint et disparaît. Un minuscule astéroïde, beaucoup trop petit pour être vu dans sa course à travers l'espace vide, est entré en collision avec la planète Terre. Dès qu'il atteint les plus hautes couches de notre atmosphère, une vive lumière se produit : une catastrophe sur un grain de poussière, bientôt volatilisé par la haute température résultant du choc. La simple observation de la trajectoire apparente sur le ciel a suffi pour que les astronomes, et d'abord Schiaparelli, aient pu nous apprendre bien des choses sur la marche à travers les siècles de l'astéroïde que nous n'avons vu que pendant une seconde : dans beaucoup de cas, c'est un débris de comète en désagrégation. Il est vraiment beau de pouvoir dire : telle « étoile filante », qui n'a lui qu'un instant, est un morceau de telle comète, qui en telle année s'est approchée de la Terre, et qui peut-être ne reviendra jamais.

Mais, si intéressant qu'il soit, ce n'est pas ce côté de la question que je veux examiner : nous parlons de géophysique et non d'astronomie. Donc, examinons les choses du point de vue terrestre.

Tout d'abord, il n'est pas très difficile de déterminer l'altitude à laquelle l'astre s'allume et disparaît, données fort indifférentes aux astronomes qui n'en sont pas à quelques centaines de kilomètres près. Il suffit que deux personnes éloignées de quelques kilomètres observent le même météore et notent sa trajectoire apparente dans le ciel. On trouve que, presque toujours, c'est vers cent vingt kilomètres d'altitude que se

produit l'inflammation, tandis que l'extinction a lieu aux environs de quatre-vingts. C'est donc qu'à plus de cent kilomètres de hauteur il y a assez de gaz pour opposer une résistance appréciable à la marche d'un projectile.

On aimerait avoir quelques précisions sur le mécanisme de la production de cette soudaine lumière, qui doit être fort intense eu égard à la distance où elle se produit. Prenons une « étoile filante » qui se manifeste à nous comme un astre de deuxième grandeur, ce qui est un météore assez brillant, mais non exceptionnel. En supposant que cet astre soit à cent kilomètres de nous, il est facile de calculer, au moyen des données banales de la photométrie, qu'il éclaire comme le ferait une lampe de trois mille bougies, aussi intense que l'une de celles qui éclairent nos plus brillantes avenues. Evidemment, nous ne sommes pas en peine pour trouver la source d'énergie nécessaire à cette courte illumination; la vitesse de l'astre par rapport à la Terre est, d'après le calcul des astronomes, d'une cinquantaine de kilomètres à la seconde: l'anéantissement de cette énorme vitesse fournit assez d'énergie pour tout volatiliser. En supposant que la lumière soit produite par les procédés de l'électrotechnique actuelle, procédés qui sont loin d'être parfaits, un astéroïde pesant un centigramme, — un grain de sable, — à la vitesse de 50 kilomètres par seconde aurait assez d'énergie pour entretenir nos trois mille bougies pendant cinq secondes, plus du double de la vie d'une étoile filante. Mais ceci est la preuve d'une possibilité, non une explication. Le mot « inflammation » que j'employais tout à l'heure n'est qu'une métaphore; il ne peut y avoir ici de combustion au sens chimique du mot. L'explication classique consiste à admettre que l'astéroïde est porté, par le frottement de l'air, à une température si élevée qu'il devient lumineux; la trainée de lumière que l'étoile filante laisse souvent derrière elle et qui, parfois, subsiste plusieurs minutes, serait formée d'étincelles incandescentes arrachées à ce même corps. C'est très simple, mais, malheureusement, c'est inacceptable. Aucun corps solide ne pourrait, sans être volatilisé, résister à la température nécessaire pour produire la lumière que nous observons; les particules arrachées ne pourraient rester lumineuses qu'un instant.

En réalité, tout indique que ce qui devient lumineux, c'est surtout le gaz très raréfié de notre haute atmosphère,

fouet-
dent
cation
M
fuyan
presq
sible,
un as
togra
mont
palen
mètr
dans
Q
choc
conn
choc,
les tr
offre
de la
d'un
conn
étoile
est e
que
E
astro
moy
les p
J
« bo
un i
l'aur
va n
l
laire
est

fouetté par le projectile d'origine cosmique; et il est alors évident que l'analyse de cette lumière peut nous donner une indication sur ce qui existe à cent kilomètres au-dessus de nous.

Malheureusement, l'étude de cette lumière passagère et fuyante est un problème fort ardu. L'observation visuelle est presque impossible, et la photographie, sans préparation possible, terriblement difficile. Une seule fois, si je ne me trompe, un astronome a eu la chance d'enregistrer, sur sa plaque photographique, le « spectre » d'une étoile filante; or ce spectre montre les caractères de la lumière émise par un gaz, principalement de l'hydrogène. Notre atmosphère, dans les cent kilomètres d'altitude, contiendrait donc ce gaz léger, naturellement dans un état d'extrême raréfaction.

Quant au mécanisme de cette illumination d'un gaz par choc d'un projectile, nous n'en savons à peu près rien. Nous connaissons, il est vrai, de nombreux cas d'illumination *par choc*, mais le projectile est alors une particule électrique; les tubes multicolores qui servent de réclame dans nos rues offrent de brillants exemples de ce procédé pour la production de la lumière; mais de l'illumination d'un gaz par le choc d'un projectile matériel, tel qu'une balle de revolver, nous ne connaissons pas d'autre exemple que celui qui est offert par les étoiles filantes. Il est vrai que la vitesse du projectile cosmique est environ cent fois celle des projectiles de nos armes à feu, et que l'expérience sur un gaz raréfié est, jusqu'ici, impossible.

En somme, dans cette question des étoiles filantes, les astronomes ont fait plus qu'on ne pouvait espérer avec leurs moyens d'une belle simplicité; beaucoup de besogne reste pour les physiciens.

AURORE POLAIRE

Je viens de faire allusion à l'illumination des gaz par « bombardement électrique », dont l'art de l'éclairage sait tirer un ingénieux parti. La très haute atmosphère nous offre, dans l'aurore polaire, un bel exemple de ce phénomène, et son étude va nous conduire dans des régions de plus en plus élevées.

Pendant certaines nuits, fréquentes dans les régions polaires et beaucoup plus rares dans les pays tempérés, le ciel est éclairé de lueurs changeantes, de formes et de couleurs

variées. Ce beau phénomène a donné lieu à de nombreuses observations, principalement de la part des physiciens norvégiens, et en particulier de M. Störmer qui a appliqué à son étude toutes les ressources des hautes mathématiques ainsi que des moyens d'observation puissants; la théorie en semble définitivement établie; la voici dans ses grandes lignes.

Des particules électriques projetées par le soleil, électrons libres et peut-être aussi atomes chargés positivement, remplissent tout le système planétaire, comme cet espace est rempli par le rayonnement lumineux du soleil; mais tandis que celui-ci est sensiblement constant, le bombardement électrique lancé par le soleil est très irrégulier dans le temps et dans l'espace; il est comparable au tir de batteries d'artillerie. Presque constamment quelques projectiles atteignent la terre; à de certains moments notre planète se trouve en plein dans la ligne de tir. Chose curieuse, tandis que des rayons lumineux vont en ligne droite et laissent un hémisphère dans la nuit, les projectiles électriques sont déviés par le gros aimant qu'est la terre et attaquent de préférence l'hémisphère qui ne voit pas le soleil. La détermination de ces trajectoires est un problème mathématique difficile, à propos duquel Henri Poincaré a trouvé de beaux théorèmes, et que M. Störmer a étudié avec le plus grand soin; l'ensemble des faits observés, en particulier la fréquence des « aurores » dans les régions polaires, se trouvent bien expliqués.

Comme pour les étoiles filantes, l'observation du même phénomène par deux ou plusieurs observateurs éloignés permet d'en fixer l'altitude. La mesure est à la fois plus facile et plus difficile que pour les étoiles filantes: plus difficile, parce que le phénomène est moins net, à contours plus flous; plus facile, parce qu'il est beaucoup moins fugitif. M. Störmer a attaqué le problème avec les ressources d'une technique très bien étudiée. Deux ou plusieurs observateurs sont placés en des points éloignés d'au moins une trentaine de kilomètres, et sont munis d'appareils photographiques très lumineux qui permettent d'obtenir une image presque instantanée de la lumière du ciel. Toutes les stations sont reliées par le téléphone. Un des observateurs remplit le rôle de chef d'équipe, et fait diriger les appareils vers un même point du ciel; sur un signal déterminé, toutes les photographies sont prises au même instant. Les

étoiles y impriment d'excellents points de repère ; l'examen des clichés permet de mesurer les altitudes des divers points des draperies lumineuses qui se montraient dans le ciel. C'est aux environs de cent kilomètres que la lumière est la plus fréquente, mais elle descend souvent plus bas, vers quatre-vingts kilomètres et se montre parfois beaucoup plus haut, jusqu'à deux et trois cents kilomètres. Une seule fois, un rayon a été observé dont le sommet était à sept cents kilomètres d'altitude. Il y a donc, au moins quelquefois, encore une trace de gaz à ces énormes altitudes.

Quant à la nature de ce gaz, un renseignement important nous est donné par l'analyse spectrale de la lumière de l'aurore. Avec les radiations connues de l'azote, on trouve une radiation jaune-verdâtre, la plus intense de ce spectre, dont la présence a été longtemps une énigme, cette radiation ne figurant dans aucun des catalogues de lignes spectrales émises par tous les corps connus. L'énigme est aujourd'hui résolue : la « raie de l'aurore polaire » est émise, tout simplement, par l'atome d'oxygène, dans des conditions difficilement réalisables au laboratoire, mais auxquelles est favorable l'état de liberté complète qui existe dans la très haute atmosphère. Quant à l'hydrogène, que les étoiles filantes montrent vers cent kilomètres, l'aurore polaire n'en décèle pas trace. Pourquoi ? Remarquons seulement que le mode d'excitation n'est pas le même ; projectiles matériels dans un cas, projectiles électriques dans l'autre ; dans un mélange de deux gaz les deux chocs peuvent ne pas blesser les mêmes atomes.

L'ANALYSE DE L'ATMOSPHÈRE PAR LE SON

Dans tout ceci, nous observons des phénomènes que nous sommes incapables de provoquer. Ne pouvant aller voir de près ce qui se passe, ne pouvons-nous au moins produire quelque chose qui intéresse la haute atmosphère et voir, de loin, comment elle réagit ? Nous allons montrer comment cela commence à devenir possible.

Le phénomène de la propagation du son dans l'air donne un moyen simple pour apprendre quelque chose sur ce gaz sans l'aide des chimistes ; la vitesse de propagation dépend de sa température et de sa composition et la mesure de cette vitesse,

sans résoudre complètement le problème de l'analyse d'un gaz, donne cependant une indication. C'est ainsi que, depuis longtemps, on a essayé avec succès la méthode acoustique pour reconnaître si l'air d'une mine contient des quantités alarmantes du terrible grisou.

Dans la propagation habituelle du son, celle qui nous fait entendre la cloche voisine ou le sifflet du train qui passe, c'est évidemment l'air des couches inférieures qui, seul, participe à l'ébranlement; mais si le bruit est très fort, l'audition peut avoir lieu à de grandes distances, parfois à des centaines de kilomètres, et alors nous pouvons recevoir des vibrations qui ont voyagé jusqu'aux plus hautes couches de l'atmosphère.

La guerre a révélé à des observateurs improvisés des particularités inattendues : le son du canon était parfois entendu à des distances énormes, alors que des observateurs beaucoup plus rapprochés étaient dans des « zones de silence ». On pensa tout de suite, pour expliquer ces bizarreries, à des inégalités de vitesse de propagation à travers les diverses couches d'air, produisant un phénomène analogue à la réfraction de la lumière; mais des occupations plus urgentes empêchèrent d'approfondir la question. Lorsque cela devint possible, on en reprit l'étude d'une manière systématique. En France, en 1924, des expériences furent faites sous la direction de M. Maurain. A un jour et à des heures fixés d'avance, de fortes détonations (la plus forte comportant dix tonnes d'explosif) furent produites au camp de la Courtine (Creuse) : le choc produisait à la fois une onde sonore et un petit tremblement de terre artificiel. L'étude de ce dernier phénomène a conduit à des résultats fort utiles pour la science sismologique; quant à l'ébranlement sonore, il fut observé en des points très éloignés par des physiciens préparés et par de nombreux observateurs bénévoles. On retrouva les *zones de silence* découvertes pendant la guerre. Des expériences analogues furent faites dans divers pays, en particulier par M. Whipple en Angleterre. La discussion des observations conduisit à ce résultat inattendu que le son se propage *plus vite* dans les très hautes couches de l'atmosphère que dans les couches moyennes.

On aurait pu s'attendre au résultat inverse, car la vitesse de propagation diminue quand la température s'abaisse. Il faut donc que les très hautes couches de l'atmosphère soient chaudes;

la stratosphère glacée, entre dix et peut-être trente kilomètres, est ainsi placée entre deux couches beaucoup plus chaudes, l'inférieure où nous vivons et la supérieure, directement exposée au rayonnement solaire. Il est très probable que l'ozone de cette très haute région est, pour une forte part, responsable de ce réchauffement, car si cet ozone absorbe une partie du rayonnement solaire, c'est en le transformant en chaleur, comme le fait une étoffe noire placée au soleil.

L'ANALYSE PAR LES ONDES ÉLECTRIQUES

Enfin, les ondes électromagnétiques, porteuses de messages écrits et parlés à travers tout le globe, ont révélé, sans qu'on l'ait cherché, des choses inattendues et encore mal expliquées.

Ces ondes, on le sait, ne se propagent pas en ligne droite comme le font les ondes lumineuses; elles voyagent le long de la surface terrestre, si bien que la réception est particulièrement forte aux antipodes du point d'émission. On est conduit à admettre que les ondes sont comme guidées par la surface terrestre, la plus grande partie de l'énergie émise restant confinée dans une couche relativement mince, peut-être une centaine de kilomètres, autour de notre globe. De divers côtés, dès le début de la télégraphie sans fil, l'idée a été émise que cet emprisonnement des ondes était dû aux propriétés de la très haute atmosphère, qui agirait sur elles comme un miroir, et que la propagation autour de la Terre se ferait par réflexions successives sur la haute atmosphère et sur le sol. Il faut pour cela que les hautes régions atmosphériques soient capables de conduire le courant électrique, ce que les gaz purs sont incapables de faire, et par suite qu'elles contiennent en abondance des charges électriques libres. Les spécialistes des radio-communications placent cette couche conductrice entre cent et deux cents kilomètres d'altitude; elle serait variable en hauteur et en conductibilité, et ces variations seraient la principale cause des inégalités constatées d'heure en heure et d'un lieu à un autre dans la réception des signaux.

D'ailleurs, d'autres faits conduisent aussi à imaginer cette couche conductrice; on l'invoque volontiers pour expliquer certaines particularités du magnétisme terrestre qui serait dû en partie aux mouvements de ces charges électriques. Elle est

très probablement produite par les divers *bombardements* que reçoit la haute atmosphère, qui ne sont pas sans produire quelques dégâts dans les molécules qui reçoivent le choc; et l'on sait qu'en brisant des atomes, on trouve des charges électriques.

Tout cela se passe à très grande hauteur, mais encore chez nous, dans l'atmosphère qui gravite avec notre planète; mais voici un fait nouveau qui, s'il est confirmé, fait pénétrer la télégraphie sans fil dans le domaine de l'astronomie. Tout récemment, M. Störmer pense avoir observé des *échos* des signaux radiotélégraphiques renvoyés non plus par notre atmosphère, mais par des charges électriques voyageant bien au delà, en plein espace vide, plus loin que la Lune. A vrai dire, les phénomènes d'échos en radiotélégraphie ne sont pas nouveaux; dans certaines transmissions à grande distance l'auditeur entend chaque signal plusieurs fois, comme dans ces salles où l'acoustique est mauvaise et où chaque syllabe prononcée est suivie d'un écho. Mais jusqu'ici, l'intervalle entre ces réceptions successives était très petit, une petite fraction de seconde, et comme les ondes mettent un septième de seconde pour faire le tour du globe, la Terre est assez grande pour expliquer les phénomènes observés. Mais dans les échos observés par M. Störmer, ce sont plusieurs secondes qui s'écoulent entre le signal et l'écho; la salle, — je veux dire notre Terre, — est trop petite pour produire un écho à un aussi long intervalle; le mur qui nous renvoie les ondes est en plein espace cosmique, au delà même de la lune; on peut l'imaginer comme formé de charges électriques projetées par le soleil, de celles qui produiraient une aurore polaire, si elles venaient nous bombarder. Comme le faisait remarquer M. Deslandres, l'écho observé par M. Störmer est le premier message d'origine humaine renvoyé par les espaces muets.

QUE NOUS RÉSERVE L'AVENIR?

Ainsi, peu à peu, les hautes régions de la haute atmosphère, bien qu'inaccessibles, nous livrent leurs secrets; toute la physique y contribue, sans qu'on l'ait prévu. On aurait pu croire que dans ces régions presque vides, à la limite de notre planète et de l'espace, il ne se passe rien d'intéressant; au contraire, ces hautes régions jouent un rôle important dans la

physique terrestre. Sans l'ozone de la haute atmosphère qui absorbe les radiations stérilisantes venues du soleil, la vie serait impossible sur notre terre. Ce sont ces gaz ultra-raréfiés qui reçoivent le choc des divers bombardements cosmiques ; c'est la couche conductrice de la haute atmosphère qui guide les ondes électromagnétiques et toute une importante industrie est ainsi dépendante de ses propriétés.

Faut-il renoncer pour toujours à l'espoir d'explorer directement ces hautes régions, d'y faire des sondages et des prises de gaz ? Oui sans doute, tant que l'on en restera aux moyens d'ascension, — ballon, avion, — utilisant la poussée ou la résistance de l'air. Mais on peut penser à d'autres moyens. Un projectile lancé verticalement avec une vitesse suffisante atteindra des couches très élevés ; les obus que, pendant la guerre, les Allemands lançaient sur Paris avaient décrit une trajectoire dont le sommet était probablement à une quarantaine de kilomètres d'altitude, et la hauteur atteinte aurait été encore plus grande, si le tir avait été vertical.

D'autre part, nous connaissons un moyen de propulsion indépendant de l'air, c'est la *fusée* qui s'élève par le recul provenant des gaz éjectés ; il n'y a pas d'impossibilité de principe à ce que, lancée du sol, elle s'élève jusqu'à sortir de l'atmosphère. De divers côtés l'attention a été appelée sur ce mode de propulsion, particulièrement par M. Goddard en Amérique et M. Esnault-Pelterie en France, et le nom d'astronautique a été imaginé pour désigner l'art futur des voyages interplanétaires. Sans envisager ce problème, encore pour longtemps chimérique, il ne serait probablement pas impossible d'envoyer un léger équipage jusqu'à une centaine de kilomètres d'altitude, et d'en rapporter quelque chose. Sans doute, la construction d'appareils capables de résister aux chocs du départ et du retour, capables aussi d'enregistrer quelque chose en un temps extrêmement court, ne serait pas facile. Il n'est cependant pas impossible que ces problèmes soient, tôt ou tard, résolus, et que l'on puisse enfin obtenir des informations directes sur des régions que nous connaissons seulement par les sagaces déductions des observateurs et des physiciens.

CHARLES FABRY.

PIERRE LOTI ⁽¹⁾

Mesdames, Messieurs,

S'il m'arrive d'employer d'une façon trop continue le pronom personnel, je vous prie de ne pas le trouver haïssable, — ou d'en rendre responsable le directeur de la *Revue*. Tout en me laissant une liberté dont je le remercie, il m'a moins demandé, en effet, une conférence sur Pierre Loti qu'une sorte de causerie familière où je recueillerais quelques-uns de mes souvenirs sur l'écrivain illustre qui me fit l'honneur de son amitié. Ainsi le *je* et le *moi* sont inévitables. C'est un écueil. Mais vous m'aidez, sinon à éviter ses dangers, du moins à atténuer leur risque, en vous persuadant que je viens accomplir devant vous un acte d'admiration où ma vanité ne cherche à jouer aucun rôle.

D'ailleurs, à un autre point de vue, la tâche est difficile. Pierre Loti s'est mis dans son œuvre plus et moins qu'on ne le croit. Ses voyages, ses aventures et ses amours, — il ne fit pendant longtemps aucun voyage qui n'eût son aventure amoureuse, — en constituent le fond sincère. Il « enchantait son mal », — c'était sa devise, — mais il ne « romançait » pas assez sa vie pour qu'on n'en retrouve pas aisément les étapes et les incidents, les émotions et les sensations, dans les récits où il la raconte. Il la transpose sans la déformer. Mais il ne disait que ce qu'il voulait dire. Il gardait jalousement les secrets très divers de son âme complexe et changeante, où les grandes passions voisinaient avec les petits enfantillages. A la fois « naïf et rusé », raffiné et primitif, coquet et sauvage, doux

(1) Conférence prononcée le 21 décembre 1929 en l'hôtel Jean Charpentier, pour le Centenaire de la *Revue*.

et violent, confiant jusqu'à la duperie et méfiant jusqu'à l'injustice, sensible et sec, timide et agressif, il déconcertait par ses contrastes. L'hommage qu'on rendait au génie de l'écrivain hésitait devant le caractère de l'homme. Il était illustre et méconnu. Des légendes couraient sur son compte; toutes ne le faisaient pas sourire. Il ne savait pas pousser le mépris jusqu'à l'indifférence, et j'ai été souvent le témoin de ses colères. Afin de les apaiser, il fallait, même s'il avait tort, commencer par lui donner raison. De son propre aveu, il y eut toujours de l'enfant en lui. Ses bizarreries l'amusaient, tantôt comme une drôlerie et tantôt comme un défi, mais elles trompaient sur sa vraie nature une opinion qu'elles renseignaient mal. Vers la fin, il eut la joie d'une gloire grandissante. Son génie vainqueur lui avait assigné un rang que ses grands émules, un Anatole France ou un Barrès, ne lui contestaient pas. Son œuvre témoigne pour lui par des chefs-d'œuvre qui ne peuvent pas périr. *Allah! Sélamet versen Loti*, disait Aziyadé, la jeune Circassienne aux grands yeux et aux prunelles vertes. *Allah! protège Loti!* Qui avait entendu cet appel? Une divinité tutélaire ou une fée bienfaisante? Je ne sais, mais quand Loti mourut, « il mourait immortel ».

Je tiens pour l'une des plus grandes fiertés de ma vie l'honneur de l'avoir connu. Ce fut au cours de l'automne de l'année 1906. Mon admiration avait précédé cette première rencontre, dont elle fut la cause. Jusque-là je n'avais pas trouvé, et peut-être même n'avais-je pas cherché, l'occasion de voir Loti. Il vivait peu à Paris. Il n'y passait que rarement et rapidement, toujours enveloppé de mystère et plein d'astuces pour se dérober aux indiscretions. Il ne portait pas le nom charmant qui l'avait rendu célèbre. Il se plaisait aux jeux compliqués de l'incognito. Quand il quitta l'hôtel modeste où l'enseigne du bon La Fontaine accueillait de braves curés de province, il choisit un gîte plus somptueux à cause d'une porte secrète, ou qu'il croyait telle. Et quelles difficultés il fallait vaincre pour pénétrer jusqu'à lui! Aucun sultan n'était mieux gardé. Ce ne fut donc pas tout de suite que je reçus mon initiation et que la confiance de Pierre Loti m'admit aux rites et aux mots dont la connaissance était nécessaire pour le voir.

A vrai dire, cette confiance, je suis étonné de l'avoir obtenue si vite. Il y avait entre Pierre Loti et moi un terrible obstacle.

Quand je demandai à le rencontrer, j'étais ministre. Or, les ministres n'étaient pas ceux que Loti préférait parmi les grands de la terre. D'un mot plus franc, il les abhorrait. Son aventure du Tonkin, en 1883, lui avait laissé un souvenir dont l'amertume s'exhalait encore, trente-six ans après, en 1919, dans cette tendre et délicate et exquise *Prime Jeunesse*, que l'habileté de M. René Doumic obtint, comme un précieux joyau, pour la *Revue*. Il y prenait à partie Jules Ferry comme « l'un des plus funestes de nos gouvernants » à cause de « l'absurde et folle expédition » qui avait sacrifié « pour un but stérile » des milliers d'enfants de France. Les trois articles qu'il publia dans le *Figaro*, en septembre et en octobre 1883, sur *Trois Journées de guerre en Annam*, avaient motivé son rappel. Il faut convenir que les couleurs de ces descriptions admirables étaient assez violentes pour émouvoir le gouvernement, attaqué par une opposition intransigeante. Mais en 1919 ! La guerre avait démontré à tous la clairvoyance courageuse de Jules Ferry. J'essayai d'obtenir de Pierre Loti la suppression d'un passage inutile et injuste. Rien n'y fit. Il ne céda pas.

Ses sentiments antiministériels, qui n'étaient pas encore des ressentiments, remontaient, d'ailleurs, à une date plus ancienne. Ouvrez le *Journal intime*. On est à Cherbourg en août 1880. C'est la visite officielle du Président de la République à l'escadre : « Grands pavois, salves, bamboulas officielles. Cérémonie écœurante. C'est ce ramassis de commis-voyageurs en goguette qui nous gouvernent ! Ils se tiennent bien mal, ces gens-là, ils sont bien laids, nos ministres. Et les braves matelots qui paraded depuis le matin pour cette clique de pacotille, lui jettent en passant des regards moqueurs... » Si je proteste contre cette appréciation, ne croyez pas que la solidarité ministérielle m'y contraigne. Il serait excessif que je me sente lié par la laideur des ministres qui exerçaient leurs fonctions au cours de l'année 1880. On a déjà quelque peine à accepter ou à subir, quand on fait partie d'un gouvernement, la responsabilité de tous les actes qu'il accomplit. Après cinquante ans, la prescription acquise a détruit la solidarité. Mais Pierre Loti est, de toute évidence, trop partial. Il use d'un vocabulaire de pamphlet, où la généralisation est condamnée par ses excès mêmes.

Peut-être, d'ailleurs, n'était-il pas républicain. Qui pourrait

dire les opinions politiques de Pierre Loti? Il avait, dans sa jeunesse, considéré comme « des facéties toutes les choses sérieuses, la politique surtout... » Quoique, sur ce dernier point, je n'aie jamais reçu ses confidences, je suis sûr qu'il n'avait pas changé. Il s'inquiétait peu des doctrines, des principes et des programmes; on lui plaisait ou on lui déplaisait, voilà tout. Il entrait dans ses jugements plus de sensibilité que de réflexion. Aussi étaient-ils décevants et contradictoires. Pourtant, il n'aimait pas le régime parlementaire. Cette aversion s'exprime dans le livre où on s'attend le moins à la trouver, dans la charmante et perverse *Aziyadé*, qui fut son début. Il ne pouvait pas se faire à l'idée d'un sultan constitutionnel. Qu'aurait-il dit d'une Turquie républicaine? Selon la forte parole d'Herbert Spencer, il n'y a que l'imprévu qui arrive. Si fataliste qu'il fût, Pierre Loti ne se serait pas résigné à cette philosophie pessimiste. Mais, quand il commentait le Koran avec des derviches, dans le kiosque funéraire de Soliman le Magnifique, il n'avait pas tort de penser qu'une constitution n'aurait été admise ni par le « grand souverain qui fit étrangler en sa présence son fils Mustapha ni par son épouse Roxelane, qui inventa le nez en trompette ».

Au moment où je le vis pour la première fois, en 1906, Pierre Loti venait de publier *les Désenchantées*, dont le triomphe, qui dépassa son but, contribua à ruiner l'une des « traditions ancestrales » les plus caractéristiques de la Turquie. Il venait aussi d'être nommé capitaine de vaisseau. Sa promotion de grade me parut bien vite l'avoir plus touché que son succès littéraire. Avant cette rencontre, et pour m'y préparer, j'avais, d'un coup d'œil rapide, parcouru à nouveau son œuvre, et plus particulièrement *Aziyadé* et *le Mariage de Loti*, parce que ces deux livres de jeunesse me semblaient renfermer plus que tous les autres les secrets de sa personnalité étrange, mystérieuse et fascinatrice. Au passage, j'avais retenu, dans le premier, une sorte de définition que donnait Plumkett, son camarade de promotion et alors son ami préféré, du caractère de Pierre Loti. Ce témoignage comptait, mais, depuis, le *Journal intime* l'a confirmé, à deux reprises. « Vous avez raison, il y a, sur moi, une foule de couches disparates, superposées par les circonstances, par les milieux, par le temps. Les gens qui m'entourent rencontrent l'une ou l'autre de ces

couches artificielles, suivant ce qu'ils sont, suivant ce qu'ils m'inspirent. Tout au fond de moi-même, il y a beaucoup de simplicité, presque une simplicité d'enfant... Rien de plus dangereux, de plus malsain que ces existences nerveuses et factices que nous nous sommes créées, vous et moi, mon cher ami. » Quand il répondait ainsi à Plumkett, en 1880, Pierre Loti avait trente ans. Il avait mené, à travers le monde, une existence « égoïste et inutile, détraquée et blasée », sans enchanter son mal incurable, ayant dans l'âme une « fleur d'ennui » qui l'empoisonnait. Un an après cette lettre, il faisait à Émile Pouvillon, un ami de fraîche date, le même aveu sur ce *moi* qui était au fond de lui-même, « le vrai celui-là, un homme primitif, une espèce de sauvage préhistorique qui se montre de temps en temps et fait peur aux gens... »

Pierre Loti, dès le premier abord, ne me fit pas peur, mais il me déconcerta par sa politesse glaciale et presque muette. Il fallait, patiemment, lui arracher les mots. Méfiant, il s'était mis en garde et il ne se livrait pas. La politique et le Midi m'avaient habitué à d'autres accueils. Il s'aperçut de l'effet produit et, sans s'étonner, mais peut-être en s'excusant, ses beaux yeux, — où il y avait à la fois de la tristesse et de la malice, — paraissaient me dire : « Que voulez-vous ? c'est ainsi que je suis »... Il était ainsi, mais il était autrement. Je n'avais rencontré qu'une des couches sous lesquelles il cachait son âme. Cette première entrevue n'avait pas été heureuse. Vraiment, pour parler comme lui, il était un « oiseau difficile à apprivoiser », qui exigeait des soins particuliers, du temps, de la patience et de la prudence. Il suffisait d'un mot mal venu ou mal compris pour tout compromettre. L'« oiseau », qui se savait curieux, n'acceptait pas d'être un objet de curiosité. Avant de se donner, il voulait qu'un dévouement désintéressé s'offrit à lui. La confiance de Loti ne se gagnait que comme une conquête, toujours fragile et précaire. Les familiarités lui répugnaient. Même quand on était sûr de son amitié, ou qu'on croyait l'être, il fallait se surveiller et le ménager.

Écoutez ce qu'écrivait, après avoir reçu son hospitalité dans la « maison enchantée » de Rochefort, une femme d'élite, qui fut son amie et aussi, parce qu'il l'en pria, sa marraine de guerre, « sa bonne et adorable marraine », disait-il. « Lointain, hautain, distant, déconcertant par son regard qui voit trop de choses et

qu'il ne vous livre pas, il a une peur affreuse d'être envahi, débordé. Son indépendance farouche ne supporte pas d'être approchée, même par une compréhension. Il dédaigne, il plane avec une distinction suprême: et, d'une voix très douce, pleine d'un charme infiniment prenant, il sait dire les choses les plus impertinentes avec une candeur avisée qui achève de désarçonner le malheureux interlocuteur. Il faut avoir franchi la redoutable barrière pour savoir quels trésors de bonté profonde, de tendresse délicate et fine, d'exquis enfantillage averti, d'inlassable sollicitude pour ceux qu'il aime, se cachent sous ce masque, servant de défense à une nature timide, infiniment solitaire, et sensible au point que le moindre choc la fait souffrir d'une manière indicible. »

Ce sont là, si je peux m'exprimer ainsi, des amitiés de serre chaude, dont on a la fierté, mais qu'on doit cultiver avec le tact le plus attentif et la délicatesse la plus continue. Elles ressemblent à celles dont parle Montaigne: « Il y faut marcher la bride à la main, avecques prudence et précaution: la liaison n'est pas nouée en manière qu'on n'ait aucunement à s'en défier. » Ah! si Loti avait connu les *Essais*! Il y aurait trouvé le mot qu'Aristote avait très familier: « O mes amis! il n'y a nul ami. » Mais avait-il besoin d'Aristote? Il avait extrait d'une vieille poésie orientale deux proverbes qui disaient la même chose et, pour son compte, il l'exprimait de la façon la plus pittoresque: « Les amis sont comme les chiens: cela finit mal toujours, et le mieux est de n'en pas avoir. »

Pourtant, il en eut, non des chiens, mais des amis, et avec lesquels cela ne finit pas toujours mal. C'étaient les commencements qui étaient difficiles. Il avait pour ses semblables un « mépris merveilleux », — je le cite, — qui ne rendait pas les relations aisées. « Je ne me figure pas, écrivait-il à Alphonse Daudet, qu'un nouveau venu pourrait encore prendre place dans ma vie. » Quand j'y entrai, je ne me figurais pas davantage que, poussé vers lui par l'admiration et par la curiosité, je serais, pendant dix-sept ans, le confident de ses pensées les plus intimes. Il m'avait pardonné d'être ministre. Il y a des habitudes, si mauvaises soient-elles, qu'il faut se résigner à excuser. Je fus même plus heureux que Plumkett, qui lui écrivait: « Jamais nous n'avons été bons amis qu'à distance. C'est un fait acquis: vous m'avez toujours cherché noise. » Je connus de

ces noises, mais, en 1913, j'eus la grande querelle et presque la brouille. Le port de Rochefort en fut la cause. Loti défendait les intérêts de sa ville natale avec une âpreté et une ténacité qui se réclamaient, contre les projets de la Marine, de l'intérêt national. Ma situation de président du Conseil m'imposait les devoirs d'un arbitrage périlleux. Il me fut impossible de satisfaire toutes les exigences de Pierre Loti. Il donna, courtoisement, congé à mon amitié : je ne l'acceptai pas. Mais l'alerte avait été chaude et le cas était grave. Des explications loyales furent échangées. J'apaisai Loti sans le convaincre. Il garda une forte rancune à mon collègue de la Marine, mais la suite me prouva, par les plus précieux témoignages de sa confiance, qu'il ne restait rien, à mon égard, de cet incident, — rien, sinon son opinion inflexible. La Turquie et Rochefort, le port de Rochefort « agonisant » comme la Turquie, ont donné à Pierre Loti, sans que j'aie besoin de citer d'autres exemples, l'occasion de prouver jusqu'où pouvaient aller sa fidélité courageuse et son dévouement désintéressé.

A l'âge de vingt-cinq ans, il croyait que les sources de ce dévouement étaient taries en lui : il se jugeait mal. Il disait qu'il avait fermé son cœur à autrui : il ne savait pas de quels réveils un cœur né bon est capable. Il n'était pas égoïste : il était exclusif. Quoique capricieux et fantaisiste, sa vie était dominée par des partis pris dont il subissait, à son insu, la contrainte ou la duperie. Son discours de réception à l'Académie française, où il fut élu en 1891, à l'âge de quarante et un ans, est plein de révélations. Faute peut-être d'en avoir compris le sens, on n'a pas encore épuisé toute leur richesse. Il succédait à Octave Feuillet. L'Académie se plaît à ces contrastes. L'auteur du *Mariage de Loti* s'attacha avec un art paradoxal à rechercher et même à accentuer les traits qui lui étaient communs avec l'auteur d'un *Mariage dans le monde*. On ne lui en demandait pas autant. Il n'est pas nécessaire de ressembler à celui que l'on remplace. L'Académie serait une réunion vraiment trop monotone si la succession aux fauteuils vacants était réglée par la loi d'une imitation continue. Aussi Pierre Loti se méprit-il sur ses devoirs de récipiendaire en affirmant qu'au fond il y avait entre Octave Feuillet et lui une « conformité de goûts complète ». Au contraire, tout les séparait, leurs sujets, leurs milieux, et leurs tendances. Il n'est pas vrai qu'ils aimaient,

comme écrivain, « les mêmes choses, les mêmes compagnies, les mêmes femmes ». Mais l'auteur de *Madame Chrysanthème* trouvait et forçait l'occasion de ce rapprochement pour faire, non comme homme de lettres, mais comme homme tout court, une profession de foi qui avait besoin d'une caution. « Un commun dégoût nous unissait contre tout ce qui est grossier ou seulement vulgaire, et peut-être aussi, il faut l'avouer, un commun éloignement trop dédaigneux, pas assez tolérant, à peine justifiable, pour tout ce qui tient le milieu de l'échelle humaine, pour les demi-éducations et les banalités bourgeoises. »

Voilà l'aveu, nuancé, mais formel. Pierre Loti détestait les bourgeois et, dans l'échelle humaine, il ne se laissait séduire que par les deux extrêmes. D'un côté, il aimait « les simplicités sauvages » de ses rudes matelots et de ses « très petites amies à peine plus compliquées de civilisation que des gazelles ou des oiseaux ». De l'autre, il n'échappait pas aux élégances et au charme des « grandes dames », qu'il préférait et choisissait dans l'aristocratie de la race, sans nier que d'autres, non titrées, pussent avoir la « haute fierté de cœur et l'affinement extrême ». Il est tout entier dans cette opposition.

Mais c'est surtout l'homme primitif qui l'emportait en lui. Déjà, au collège, il s'entendait avec « les petits paysans des montagnes ou les petits pêcheurs de l'île » et il jouait avec eux, tandis que les autres, qu'il traitait comme des égaux, le trouvaient « fier, bizarre et poseur ». Partout et toujours, il fut le même. Il n'est que de lire *Aziyadé*, les *Fleurs d'ennui* ou le *Journal intime* pour recueillir les aveux du goût qu'il avait pour les gens « extraordinairement simples, qui croissent comme des plantes saines ». Il ramassait des forbans dans les rues, tel, dans le vieux quartier musulman à Salonique, un Samuel « tout dépenaillé, pieds nus, jambes nues, la chemise en lambeaux, mais propre comme une chatte ». Il trouvait chez ces amis de rencontre « plus de jeunesse et de vie, des sentiments plus puissants et moins banals » que chez ses pareils. A bord du *Redoutable*, en 1878, il avait reconnu Kermadec, un contremaître, qui fut autrefois son compagnon de navigation. « J'aime mieux les gens qui ont poussé tout seuls que les demi-éducations de mes collègues. C'est amusant d'avoir un camarade qui accepte avec admiration toutes vos idées et vous prend pour un homme de génie, opinion que vous ne

partagez pas. » Cette opinion lui vint plus tard. Comme je disais un jour à Pierre Loti qu'il était un « enfant de génie », il me répondit : « Le dernier mot est excessif. — Non, lui dis-je, et c'est même celui dont vous êtes le plus sûr. » Il se contenta de sourire. Mais, en 1878, il ne le savait pas tout à fait encore. A bord du *Tonnerre*, ses soirées heureuses étaient celles qu'il passait avec son frère Yves. « Nous faisons flamber un feu joyeux et nous causons d'autrefois. Son intelligence s'ouvre, au contact de la mienne, à une foule de choses, de notions, d'idées jusqu'alors inconnues pour lui. Je lui apprends aussi Stamboul et il m'écoute avec complaisance... » A ce contact, sa propre nature, trop compliquée, se rafraîchit et se repose. Quand il écrit en 1884 à Émile Pouillon, il invoque comme amitié durable celle qui le lie à Yves. « Pensez-vous qu'elle pourra finir?... Nous avons toujours été prêts à tout risquer l'un pour l'autre, et, vraiment, si on m'affirmait qu'un jour viendra où je n'aimerai plus mon pauvre Yves, ce serait pour moi la déception suprême. » Il ne connut pas cette déception.

* * *

Excessif et sincère, il passait de cette sorte de simplicité primitive, qui le rapprochait de l'homme naturel, aux charmes de la civilisation, qu'il détestait pour ses prétendus progrès, mais dont il aimait certains raffinements. Il était fier des relations qu'il s'était créées avec les reines, les princesses, les duchesses ou les marquises. Mais il y avait dans sa gratitude respectueuse une sorte de timidité apeurée, qui craignait de déplaire. C'est avec un frisson qu'il sentait « le frôlement d'un de ces êtres spéciaux... en qui de grandes nations se personnifient ». Il eut beaucoup de ces *reflets* royaux sur la *Sombre route* : la reine régente d'Espagne, la reine des Belges, la reine Nathalie de Serbie, la reine Élisabeth de Roumanie. Il restait fidèle dans l'infortune. S'il frissonnait devant les têtes couronnées, les couronnes tombées ou chancelantes ajoutaient de l'émotion à son respect.

Il fréquenta surtout Élisabeth de Roumanie, qui avait pris en littérature le pseudonyme de Carmen Sylva. C'est en 1886, après *Pêcheur d'Islande*, dont elle fut éprise, qu'elle invita Pierre Loti à lui rendre visite. Les « yeux clairs et doux » de la Reine, et la simplicité bienveillante de son accueil, firent

oublier à son hôte son origine allemande. Il fut flatté dans son amour-propre et dans sa vanité littéraire. Elle lui avait suggéré l'idée d'écrire ses souvenirs et il lui dédia *le Roman d'un Enfant*. Je ne crois pas commettre un sacrilège en vous lisant dans son entier cette dédicace, telle que Pierre Loti me l'a donnée et que le livre a écourtée si brusquement :

« Il se fait déjà tard dans ma vie pour que j'essaie d'écrire ce livre : autour de moi une sorte de nuit commence à tomber. Où trouverais-je à présent des mots assez frais, des mots assez jeunes ?

« Je l'entreprendrai demain, en mer. Au moins tâcherai-je d'y mettre ce qu'il y a eu de meilleur en moi, au temps où il n'y avait rien de bien mauvais encore. Je l'arrêterai de bonne heure, afin que l'amour, dont j'ai beaucoup parlé dans mes autres livres, n'y apparaisse qu'à l'état de rêve imprécis.

« Et je l'offrirai comme un hommage d'extrême admiration, de confiance charmée, de vénération singulière, à l'exquise Reine qui, au moment du départ, m'envoie pour talisman cette lettre.

«... Faut-il vous dire que je suis heureuse de vous savoir bientôt dans le grand désert du large, en tête-à-tête avec l'Imagination, — la seule maîtresse fidèle qui donne toujours et ne demande rien. Mais en cet instant vous ne pouvez me comprendre : votre cœur troublé déborde d'angoisse et la solitude au milieu de la mer vous épouvante. Cependant j'espère que dans peu de temps vous direz que j'ai eu raison et qu'il fait bon dans la petite cabine, la plume en main, — ou sur le pont du quart dans le silence majestueux d'une nuit d'étoiles. Il me semble que les orages du cœur doivent s'apaiser alors et qu'on se met à avoir pitié de ce pauvre moi laissé à terre, et à lui pardonner ses faiblesses. Un autre grand moi sort des flots et vous regarde et vous dit de l'écouter parce qu'il est celui que les dieux aiment, et auxquels ils ont confié leurs dons ; un beau moi qui ne connaît ni péchés, ni dégoûts, ni lassitude, parce que le grand souffle a passé sur lui. Peut-être me trompé-je sur la nature de la passion ; mais il me semble qu'elle est composée de matières trop grossières pour pouvoir résister quand l'âme prend son vol, qui ne peut jamais être que solitaire. A deux, l'on peut toucher aux cimes : il faut être seul pour s'y soutenir. Oh ! comme je vous envie cette prison cellulaire mouvante, cet ermitage, cette

monotonie grandiose et purifiante ! Comme j'en jouirais ! Comme ce mouvement perpétuel me calmerait, à condition d'être seule parmi des gens ne connaissant pas mes peines !...

« Lorsque la souffrance est bien grande, on ne la sent presque plus, on est transfiguré, on se surpasse, on marche sur l'air comme les somnambules, sur les eaux comme Jésus, on est invulnérable ; même, on ne comprend plus très bien les petites choses qui vous blessaient autrefois.

« Vous me ferez mon livre, n'est-ce pas ? Je l'aimerai tant ! Il satisfera au besoin qu'a l'âme en peine de parler d'elle-même, et ainsi il vous sera bon. Donnez au monde une de ces choses profondes de vérité, de simplicité, de pureté, — et si vous versez quelquefois des larmes sur votre âme, enfantine et angélique, ne les chassez pas : — elles lavent !

«... Lorsque vous penserez à moi, ce sera un stimulant, je l'espère ; un appel à toutes les forces de l'âme ; un appel à votre génie, qui est plus grand que la passion même ! »

Cet appel émouvant, où la Reine s'effaçait derrière la femme, ne pouvait laisser indifférents ni le cœur ni le génie de Pierre Loti ; il y répondit par un chef-d'œuvre.

Quatre ans après il revint à Sinaïa. La Reine l'intéressait plus que le pays, pourtant si beau, mais qu'il n'eut pas le temps ou le goût de voir. Ce sont, je le crois bien, les seuls voyages qui ne lui aient pas inspiré des pages pittoresques, et c'est dommage. Son petit livre, *Une exilée*, est un plaidoyer pour la Reine en disgrâce. Avec elle, et tout au contraire des relations avec la reine régente d'Espagne, la « vénération » de Pierre Loti prenait un caractère plus « singulier » que « religieux ». C'est son mot. Pourtant, il ne faut pas qu'on s'y méprenne. C'est assez de dire, sans en dire plus, que Pierre Loti fut traité par Carmen Sylva sur le pied de l'amitié la plus confiante. Le génie avait rapproché les distances sans les supprimer. Il restait un protocole. Mais l'ami de Samuel et d'Yves excellait à en concilier les règles avec la liberté qu'on lui laissait. Vraiment, il avait la manière.

Quand il fut rentré à Rochefort, après son second voyage de Cour, il écrivit à la Reine plusieurs lettres, qui, perdues d'abord, lui furent restituées plus tard dans des circonstances où j'eus l'occasion de le servir. Il m'en a donné une partie. La première vous permettra d'en juger le ton et le tact.

« Voici de nouveau l'énorme distance entre nous, et qui sait pour combien d'années?... Me voici de nouveau vous écrivant de très loin, dans ce petit cabinet de travail où je songe avec tristesse que jamais, jamais vous ne viendrez, même une seule minute, laisser le charme de la plus passagère présence.

« Bucarest et Constantinople se sont brusquement reculées dans un lointain de rêve; il me semble déjà, replongé comme je suis dans ma vie habituelle, n'avoir eu que l'illusion de ce rapide voyage. Mais, du rêve il reste ceci, c'est que je me suis attaché à la Reine dix fois comme avant, que je l'aime de l'affection la plus réelle, la plus humaine en même temps que la plus respectueuse; cette affection est à présent indépendante de toute admiration, affranchie de toute influence de prestige, plus profonde que cela et meilleure.

« J'espère que Votre Majesté aura bien voulu, comme je l'en avais priée, dire au Roi ce que je n'ai pas su lui dire en partant, le remercier de son accueil si particulièrement bon et exquis. J'ai été si touché et charmé d'être admis chaque soir à cette petite table intime et je comprends si bien quel rare privilège m'a été accordé là! Après mon premier séjour à Sinaita, j'étais parti ne connaissant pas plus le Roi que les statues qui gardent l'escalier du château, malgré l'excessive bienveillance de son accueil; cette fois, au contraire, j'ai entrevu l'âme derrière l'intimidante enveloppe et je sens que, en toute vénération, je lui suis attaché du fond du cœur; — l'attachement, il me semble, est une chose toujours bonne, n'importe de qui il vienne; c'est du reste un sentiment que Sa Majesté royale ne peut empêcher, — de même qu'elle est tout à fait impuissante à le faire naître. Je demande à Votre Majesté de vouloir bien dire cela au Roi, dans la mesure de ce qu'il est correct d'exprimer à un souverain.

« Je m'étais fait un peu de bien près de vous, Madame, — sans qu'il y parût, car j'ai conscience d'avoir été très nerveux pendant mon séjour à Bucarest; mais c'était très réel cependant; j'avais pris un peu de votre haute sérénité, — et puis je l'ai perdue à Stamboul, où je me suis fait beaucoup de mal; je l'ai semée dans les cimetières et ailleurs; — puis je suis rentré ici plus troublé et plus changeant qu'au départ. J'aurais mieux fait de revenir tout de suite au logis, — cependant le Sultan m'a fait un bien charmant accueil et m'a comblé, et j'aime

tant la Turquie que j'ai été très heureux de me sentir compris par lui... »

* * *

Décidément, il y avait plusieurs hommes dans Pierre Loti, et il n'avait pas eu tort de se définir « un composé de tout », un tout où il mêlait avec ses « sentiments de rouleur, de blasé, d'égoïste et de sauvage » les plus exquises délicatesses, le tact le plus prévenant et la douceur la plus raffinée. Il savait parler aux reines et aux forbans, aux princesses et aux matelots, aux duchesses et aux contrebandiers, aux marquises et aux pelotaris. Ces contrastes l'amusaient, mais il ne s'y plaisait pas comme aux jeux recherchés d'un paradoxe voulu : ils étaient la loi même de sa nature et l'effet imprévu d'une éducation qui avait manqué son but. Élevé « comme une petite fleur rare de serre chaude », il tournait, « au rebours de toutes les probabilités, à la brousse de maquis, à la plante de hallier ». Mais jamais il ne s'avalissait jusqu'à des bassesses de tenue ou des trivialités de langage qui auraient répugné à sa distinction native. A travers ses déguisements et ses débordements, il restait un aristocrate, qui respectait les grands et se faisait aimer des humbles. Que de fois n'ai-je pas dû régler avec les autorités administratives des Basses-Pyrénées les affaires de contrebande où s'étaient laissé prendre des pelotaris qui étaient les amis, mais, vraiment oui, les amis de Pierre Loti ! Ainsi il m'apparaissait toujours comme « l'énigme vivante » dont Plumkett, le plus capable pourtant de la déchiffrer, n'avait pas réussi à pénétrer le troublant et irritant mystère, une âme innombrable et instable, complexe, changeante et insaisissable, un composé de plusieurs êtres qui entremêlaient dans un seul et même homme leurs existences contradictoires, leurs rêves, leurs besoins, leurs désirs, leurs passions, et je n'ajouterais pas : pis encore, si Loti, à l'âge de trente-cinq ans, n'avait pas écrit à Émile Pouillon : « Je suis capable de pardonner des vices, même des crimes, à ceux que j'aime. Soyez indulgent, vous aussi. Mon sauvage à moi a fait pire que le vôtre... »

Tout n'était pas fanfaronnade dans ces aveux. Mais il faut se dire aussi que Pierre Loti aimait les mystifications, les gageures, les farces, les bons et les mauvais tours, les diver-

tissements et les travestissements. Il ne lui déplaisait pas d'étonner les gens, de les déconcerter et même de les épater, cédant, — d'après son propre aveu, — au « désir enfantin de se singulariser ». Comme il avait plusieurs âmes, il avait plusieurs costumes, et pas seulement au cours des voyages où il prenait, par commodité et par fantaisie, les vêtements du pays. A Toulon, en 1876, il s'était enrôlé sous la présidence d'« une vieille dame maritime » dans une certaine « bande lyrique », qui donnait des concerts (pour les pauvres, il est vrai) dans les villes voisines, où il arrivait que des municipalités reconnaissantes offraient un souper au champagne à la troupe joyeuse. A Bordeaux, déjà et depuis longtemps officier de marine, il s'était affublé d'un costume de matelot pour manger, dans une vieille auberge, des mets grossiers auprès de marinières et de bonnes femmes qui le prenaient pour un conscrit et l'exhortaient au courage. C'est également en matelot qu'il rendait visite à Sarah Bernhardt, avenue de Villiers, ou qu'il allait l'applaudir au Théâtre Français. Reconnu par elle, il en recevait « de la scène un imperceptible sourire, et le public, étonné, regardait ce simple marin qui venait d'obtenir une faveur si grande ».

Rien ne marque mieux les contrastes dans lesquels Pierre Loti se complaisait que deux passages du second volume du *Journal intime*. Ils se placent au mois de mai 1884. La *Revue des Deux Mondes*, en publiant, quelques mois avant, *Mon frère Yves*, a fait de sa célébrité, jusque-là plus pittoresque que solide, une gloire littéraire. Il a du génie. On le sait maintenant, et la curiosité mondaine se le dispute.

« Lundi, 12 mai. — Diné à une table qui disparaît sous une gerbe de fleurs blanches, ayant à ma droite Ouida (surnom de M^{me} Lee Childe), à ma gauche la jeune duchesse de Richelieu, habillée comme une fée Louis XV, étincelante de diamants.

« Il y a la duchesse de Grammont, la comtesse de la Rochefoucauld, la marquise de Nadaillac, etc.

« Après dîner, Ouida, la jeune duchesse blonde et moi, isolés tous trois dans le recoin d'un salon, nous faisons aparté, perdus dans une longue causerie intime. En nous séparant, ce sont des promesses d'amitié durable, des promesses de nous revoir... comme hier, aux bas-fonds de Belleville, avec les grands Nopeins et leurs amies... »

Qu'avait-il donc fait la veille ? L'aveu ne lui coûte pas :

« Dimanche, 11 mai. — Roulé toute la nuit dans les bas-fonds parisiens, en compagnie des deux frères Nopeins, mes matelots jadis, aujourd'hui des *forts* de Belleville, — le bal Kolbus, le bal Sauvage, les bouges d'Auvergnats où l'on danse au son des cornemuses ; renversé des tables, chanté jusqu'au matin par les rues. Les frères Nopeins, leurs maitresses, leurs amis, forment une bande assez unie où tout le monde se tutoie. On se sépare aux Halles en s'embrassant ; ils me sont dévoués, disent-ils, jusqu'à la mort ; et ce sont des serments d'amitié éternelle, des serments de se revoir... »

Il n'y a eu dans la vie de Pierre Loti qu'un seul frère Yves, mais, cueillis ou ramassés dans toutes les parties du monde, combien de Nopeins !

Je n'en connais pas de plus imprévus que les clowns du Cirque Étrusque de Toulon, avec lesquels il s'était lié d'amitié. Façonné, transformé, musclé par les exercices de gymnastique de Joinville, il eut un soir, par dépit ou par défi d'amour, la fantaisie de paraître avec eux en public. Quoique le secret eût été bien gardé, l'amiral de la *Couronne* n'ignorait pas la folle équipée qui se préparait. Il eut le langage d'un chef : « S'il réussit, je ne sais rien ; s'il échoue, je le f...iche aux arrêts. » L'acrobate improvisé lui épargna cette peine. Vêtu d'un maillot jaune et vert, « collant à craquer, ce qui est la suprême élégance des pitres », et d'un caleçon de bain de velours noir, un loup sur le visage, il accomplit tous les exercices qui pouvaient « faire briller ses talents du plus vif éclat » : voltige, sauts périlleux à l'endroit et à l'envers, pyramide humaine, équilibre vertigineux. Ce fut un triomphe qui entraîna tout : les spectatrices, les femmes du monde... et de l'autre, les écuyères, M^{me} Hortensia, qui exécutait « un travail de sauvage sur un cheval nu », et la belle Pasqualine, âgée de seize ans, fiancée à l'écuyer Massi. « Quel dommage, monsieur, lui dit le directeur du cirque, que votre éducation ait été commencée si tard ! » Quoique ces paroles fussent pour Loti, dont l'ironie ne respectait rien, « les plus profondes qu'il eût entendues dans sa vie », je ne les ai pas retrouvées, ni même leur écho, dans le discours par lequel le respecté M. Mézières le reçut seize ans plus tard sous la Coupole. Je vous laisse le droit de croire qu'une autre « éducation » avait dicté le choix de l'Académie.

* * *

Pourtant, un grand écrivain, qui ne fut pas de l'Académie, mais auquel rien de Pierre Loti n'échappait, Alphonse Daudet, lui écrivait un jour : « Je m'imagine l'enfant et le jeune homme que vous avez été, et l'on n'est pas la délicieuse pourriture d'écrivain que vous êtes, on n'a pas cette saveur molle de banane, cette exquise odeur de fleur de soleil, on n'est pas poreux, ouvert, sensitif, instinctif comme Loti, sans avoir été ce que le philistin ignorant des causes appelle un chenapan ! »

Quelle façon délicate et profonde de comprendre Loti et de le définir ! Mais le génie pousse-t-il comme une banane ? Et toutes les fleurs germent-elles de la même façon sous le même soleil ? Il n'est presque pas un critique qui n'ait cherché à établir par des comparaisons la filiation d'un écrivain dont l'originalité consiste précisément à ne se rattacher à personne. Pierre Loti n'était pas insensible aux louanges, mais il trouvait généralement qu'on le louait mal. Il acceptait, avec plus ou moins de bonne humeur, la sévérité d'une critique juste, tandis que l'incompréhension l'irritait. J'ai rappelé dans le *Livre du Centenaire* de la *Revue* l'aveu qu'il faisait à une amie : « Je ne suis pas susceptible avec les gens qui me plaisent : il y a moyen de tout me dire en sachant s'y prendre. » Cela faisait bien des conditions. Son camarade Plunkett les remplissait toutes. Il avait eu sur ses premiers livres un droit de regard. Il s'en acquittait avec une mesure, un sens des mots et des nuances, une patience diplomatique et une habileté dont témoignent les manuscrits de *Rarahu* et de *Mon frère Yves* qui sont... je ne veux pas dire où, pour ne pas susciter des jalousies dangereuses. Loti se défendait et il résistait, mais il appréciait à sa vraie valeur la censure préventive de son ami. Aussi quand, après cette revision commune, le livre paraissait, Loti l'avait poussé, jusqu'à ses négligences voulues, au point de perfection qu'il rêvait. Le tour de la critique était venu. Assez et trop indifférente à *Aziyadé*, elle fit un très bon accueil au *Mariage de Loti*, qui avait bouleversé Alphonse Daudet, charmé Octave Feuillet et plu, par son « rare talent », à Goncourt. Alphonse Daudet trouvait que Scherer avait écrit des « choses lourdes » et Mézières des « choses académiques », tandis que, au contraire, l'article de Saint-Victor lui paraissait « charmant », et celui

d'Henry Fouquier, — à l'*Officiel*, ô temps heureux ! — « excellent ». Loti fut, et sincèrement, surpris de ce succès. Mais, à part Paul de Saint-Victor, il n'avait pas été compris, sinon par bribes, et il regrettait que le charme polynésien (« Il n'y a que cela, disait-il, dans le livre ») eût échappé aux représentants de la « critique intelligente ». Il en est ainsi de tous les chefs-d'œuvre de Pierre Loti : celui qui n'en comprend pas le *charme* ne sait pas et ne peut pas les admirer. Il est insensible au sortilège du magicien. J'accorde qu'on ne mette pas Loti *au-dessus* (je l'accorde, bien entendu, à ceux qui ne pensent pas comme moi) ; mais il faut le mettre *hors série*. Qui s'y refuse avoue que l'âme de Loti lui est étrangère, et, pourtant, « c'est de cette âme, comme le disait si bien Jules Lemaitre, que vient aux petites phrases de Loti leur immense frisson... »

Déjà *Aziyadé* ne ressemblait à aucune autre œuvre. A quoi donc ressemblent les chefs-d'œuvre qui ont suivi ? Ne cherchez pas aux livres de Pierre Loti une influence et laissez à leur auteur toute sa paternité. Il ne doit rien à personne. Quand il dit, à l'Académie, dans son discours de réception : *je ne lis pas*, on s'étonne, mais il dit la vérité. Est-ce paresse d'esprit, frayeur ou lassitude ? Il n'en sait rien, mais *il ne lit pas*. Enfant, il dédaignait les livres. A Rochefort, en 1879, il étouffe dans l'atmosphère monotone d'une maison triste. Ses trente ans regrettent ses camarades de bord, leurs jeux bruyants, « les tapages nocturnes, le vacarme par les rues », et il note cet aveu, dont la sincérité, à cette date, est décisive : « Si je lisais encore ! Mais il y a des années que je n'ai pas ouvert un livre... »

Il a surtout les vers en horreur. Son père, à ses heures, en faisait : lui, jamais. Au collège, l'un de ses amis, Paul, amoureux d'une petite parfumeuse, « qui s'appelait d'un nom comme Stella ou Olympia », lui dédiait « les rimes les plus suaves... où son nom en *a* revenait fréquemment comme un parfum de cosmétique ». Ce « lyrisme éthéré » n'avait d'autre effet que d'exciter la « pitié agacée » de Julien Viaud. « Elles ont été en partie cause, écrit-il dans *le Roman d'un Enfant*, que jamais, jamais, à aucune époque de ma vie, l'idée ne m'est venue de composer un seul vers, — ce qui est assez particulier, je crois, peut-être même unique. »

On peut ne pas faire des vers et cependant les aimer : il ne

Les aime pas. Avec Victor Hugo, je doute qu'il soit allé beaucoup plus loin que les *Orientales*. Avec Lamartine, il a, d'abord, admiré *le Lac*, surtout les vers « magnifiquement sinistres de la strophe lapidaire » : *Dans la nuit éternelle*, qui ont « éveillé ses premiers effrois devant la possibilité d'un néant final ». Mais, plus tard, — pardon pour ce sacrilège ! — il les a trouvés « bien rococo », peut-être parce que Lamartine, — pardon pour cette profanation ! — continuait à lui « être antipathique par sa poserie et son grand profil pompeux ». Avec Musset, c'est différent, mais pas autant qu'on l'a dit. Son ami Paul lui en avait lu des vers, qui le « troublaient comme quelque chose d'inouï, de révoltant et de délicieux ». Il hésita longtemps avant de prendre sur un rayon de la bibliothèque de son frère le volume où ils se trouvaient et qu'on lui avait interdit. Un jour de juin, il l'ouvrit et il écouta la « dangereuse voix d'or » de *Don Paez*. Mais ces vers et les autres du même ton, ceux de *Rolla* ou de *Namouna*, n'éveillèrent en lui que sa corde byronienne, sans émouvoir son cœur. « Ayant rabattu mon chapeau de feutre sur mes yeux, comme Don Paez, je marchais d'un pas souple et léger, relevant la tête vers les balcons, et poursuivant je ne sais quels rêves enfantins de nuits d'Espagne, de sérénades andalouses... » Et ce fut tout. Les vraies, les grandes *Nuits*, lui échappèrent.

Non, il ne lisait pas. Un jour il vit chez moi l'admirable croquis où Fantin Latour avait dessiné la tête si expressive de l'auteur du *Bateau ivre*. « Tiens, me dit Loti, c'est un très beau tableautin. Qui représente-t-il ? — Devinez. — Je ne sais pas. » Il regarde avec attention. « De l'apache et du génie, dit-il. — C'est bien cela : Arthur Rimbaud. — Rimbaud, connais pas. »

Une autre fois, je lui donnai *Servitude et grandeur militaires*, dont il ignorait même le titre. Il fit la moue. « Lisez au moins *Laurette* », lui dis-je. Quand il me rendit le volume, il m'avoua sa déception. *Laurette* ne lui avait pas plu, peut-être à cause de la mer trop sèchement décrite, et il n'avait pas lu le reste.

Ce n'est donc pas dans les lectures de Pierre Loti qu'il faut chercher les secrets de son art. Ces secrets, dans la mesure où il est possible de les pénétrer, sont ailleurs. Dès son plus jeune âge, la peinture et la musique furent ses occupations favorites. Il apprit de l'une l'observation et de l'autre le mouvement, la cadence et le rythme.

A sept ans, il dessinait. J'ai de lui une feuille de « petits diables » qui date de cette époque. Sa sœur Marie avait un réel talent : elle le conseilla et elle le guida. Ses commencements furent si prématurés qu'il ne se les rappelait plus. « Il me semble que de tout temps j'ai su, avec des crayons ou des pin-ceaux, rendre à peu près sur le papier les petites fantaisies de mon imagination. » Il cultiva ce don. A quinze ans, il écrivait des lettres où des dessins commentaient sa prose, déjà si nette et presque personnelle. A seize, il fréquenta le Louvre. Il renonça vite à la peinture à l'huile pour la mine de plomb et pour l'aquarelle. Il s'était cru artiste : il l'était. A part Victor Hugo, qui est toujours à part, aucun homme de lettres n'a dessiné et peint comme Pierre Loti. C'était plus qu'une fantaisie. Il y avait dans son talent les espérances d'une vocation. Quand la *Petite Illustration* publia, il y a dix ans, *Un Jeune officier pauvre*, avec « dessins et aquarelles de l'auteur », ceux-ci furent une révélation. On avait oublié ou on ne savait pas que *l'Illustration* avait reproduit en 1872 et en 1873, puis *le Monde Illustré* en 1876, des dessins du jeune officier pauvre, qui augmentait ainsi les maigres ressources de sa solde. Pierre Loti y tenait, — surtout à ceux du Sénégal, — plus qu'à ses manuscrits. En 1876, il *prêtait* (le mot est souligné dans la lettre) à sa sœur, devenue madame Bon, un dessin de Dakar qu'elle lui avait demandé. A plusieurs reprises, il fut question d'une exposition ou d'une publication. J'avais réussi à les préparer, mais, au dernier moment, Pierre Loti se ravisait toujours ; il avait peur qu'on ne lui abîmât ses « peinturlures ». Sa modestie était feinte. Il gardait ses dessins avec jalousie à cause des chers souvenirs qu'ils lui rappelaient, mais aussi parce qu'il savait leur valeur artistique : elle aura son heure.

Pour l'instant, j'ai simplement voulu marquer d'un trait rapide l'influence que la peinture, pratiquée dès son plus jeune âge, exerça sur le talent d'écrivain de Pierre Loti : elle lui apprit à voir, ou plutôt à *regarder*, à décomposer un ensemble, à dégager les détails, à saisir les contours et les couleurs d'un paysage, à sacrifier l'habileté à la sincérité, à préférer la nature aux écoles. D'un mot plus bref, elle contribua à l'éducation de son *œil*, le plus pénétrant peut-être, le plus aigu et le plus profond que notre histoire littéraire ait connu.

Pierre Loti commença à travailler la musique dans le temps

même où il s'initiait à la peinture, mais, à la différence de celle-ci, abandonnée assez vite, il ne renonça jamais à celle-là. On l'avait mis, dès son enfance, au piano, qui l'aida, pendant toute sa vie, à *enchanter son mal*. Son œuvre entière est baignée de musique. Il ne faisait jamais rien comme tout le monde. Aussi jouait-il à sa façon, avec son âme. Je l'ai entendu : aucune virtuosité, mais le sentiment et l'art les plus délicats. Il y a dans *Prime Jeunesse* deux émouvants souvenirs : ici une réunion de famille où il donne à un Nocturne de Chopin, « une musique qui n'était pas de son âge », de tels accents que sa mère le couvre « d'un regard de mélancolique inquiétude » ; là, après des « variations vieillottes et jolies » de Mozart sur l'air *Lison dormait*, la rencontre avec « des choses plus tourmentées, plus insondables », l'*Appassionata* et l'*Aurore* de ce Beethoven qui fut, je le crois bien, son Dieu préféré. Mais il jouait aussi du Chopin et du Liszt.

D'ailleurs, piano à part, il variait et il poussait loin sa culture musicale. Après *le Désert*, *l'Africaine*, et *les Huguenots*, il vint, sans peine, à Wagner : je me souviens de l'émotion profonde avec laquelle il écouta un soir, à mes côtés, *Parsifal*. Et il admira Debussy. Faut-il que j'excuse ici, aujourd'hui, cette admiration, qui est aussi la mienne, pour l'auteur de *Pelléas*? M. Camille Bellaigue, qui a écrit des articles si finement nuancés sur les « ombres », dont la vie musicale a occupé pendant un siècle la *Revue des Deux Mondes*, ne me le demande pas. Je le sens déjà, si je l'ai bien lu, à l'égard de Claude Debussy, sur le chemin du « repentir », et tout près de l'heure où il ne se défendra plus contre les « enchantements subtils » du *génie* qui a apporté dans la musique un « frisson nouveau »...

Aucun frisson, ni ancien, ni nouveau, ne laissait l'âme de Pierre Loti indifférente. Aux heures troubles, pendant lesquelles il n'était soutenu par aucune croyance, il demandait « de la musique avant toute chose ». Il se heurta, pendant la guerre, étant marin et âgé de soixante-quatre ans, à des difficultés et à des obstacles dont, voulant *servir*, il ne se résignait pas à comprendre les raisons réglementaires ou simplement humaines. C'est une histoire douloureuse, et toute à son honneur d'officier et d'écrivain, qui méritera d'être racontée quelque jour. Comme on ne fit pas partout de lui ce qu'on

aurait pu et dû en faire, il connut l'humiliation de fausses situations qu'un tact plus intelligent lui aurait épargnées. Il recherchait les missions périlleuses. Il souffrit beaucoup de ne pas être appelé plus souvent à les remplir. La mort, et quelle mort ! aurait été pour lui une délivrance. En septembre 1916, il écrivait à sa marraine : « ... Je suis bien bas en ce moment, je ne me suis jamais senti si bas, avec une telle hâte de voir tout finir. Ce temps sinistre et glacé, que nous avons déjà ici, cette première agression d'un nouvel hiver à passer dans cet exil, tout cela m'achève... » Il la chargeait de deux commissions. Voici la seconde : « ... Un jour que vous passerez devant un marchand de musique, m'acheter (ça coûte 95 centimes) la *première partie* de la Sonate op. 27 de Beethoven, dite *Clair de Lune*, dans la « Nouvelle Édition Française » publiée par Vincent d'Indy. Avec le choral de César Franck, que j'ai déjà ici, c'est ce qui me calme le plus à mes heures trop angoissées. »

... Tout ceci dit, je sens que les lois profondes de son art m'échappent. Les conseils de sa sœur, la peinture et la musique, la mer et les voyages ont contribué à sa formation ; mais sa source même s'enveloppe d'un secret et d'un mystère que je suis impuissant à pénétrer. D'autres, et qui sont des maîtres, y ont échoué, ou renoncé. Les miracles ne se démontrent pas. L'art d'Anatole France prête à l'analyse, et peut-être même celui de Renan. Au contraire, le charme de Loti est indéfinissable, parce qu'il est spontané, naturel, instinctif, affranchi de tout procédé et de tout préjugé. Pendant longtemps il s'est ignoré lui-même. Quand le jeune officier de marine, errant à travers les mers du vaste monde, confiait à des cahiers d'écolier les descriptions où son âme se mêlait aux paysages, il ne faisait pas de la littérature. Il cédait à une force intérieure. L'ambition d'être un homme de lettres ne le hantait pas. Ce furent ses amis qui, avant lui, découvrirent son génie. Qui peut en dire la juste mesure ? Il est vain, à un certain degré, d'assigner des rangs. Mais c'est surtout Pierre Loti qui dément ces hiérarchies artificielles. De quelque façon qu'on l'envisage, son cas est unique, et comme Alexandre Dumas fils pour Lamarline, *je ne le compare pas, je le sépare.*

LOUIS BARTHOU.

UN MOT SUR EUGÈNE DELACROIX

L'approche des anniversaires romantiques rend une vive actualité à Eugène Delacroix. Sa figure grandit de jour en jour. Nous aussi nous sommes romantiques. Notre nouvelle école, notre jeunesse forgée au feu (celle des Othon Friesz, des Segonzac, des Dufresne, des Luc-Albert Moreau), se reconnaît en lui comme dans un illustre aîné. Jamais il n'a été plus vivant qu'aujourd'hui. Le Louvre prépare pour le printemps une exposition Delacroix : l'Europe, l'Amérique rendront leurs lambeaux du poète. La Chambre, le Sénat ouvriront leurs bibliothèques. En attendant ce jubilé, on n'aura rien de mieux à faire que de lire les trois beaux volumes de M. Raymond Escholier sur le plus grand des maîtres du XIX^e siècle (1).

Personne n'était mieux fait pour rendre ce témoignage que le délicieux auteur de *Cantegril*. Tout le monde sait ce qu'il a fait de son musée de la place des Vosges, la maison de Victor Hugo. Dans ce coin de Paris, le seul qui ait gardé une physionomie, le seul qui ne soit pas encore une Amérique, dans ce vieux Marais peu fréquenté des Parisiens, c'est une joie de penser qu'il existe, pour quelques amis du passé, des choses qui ne changent pas, des logis qui ne perdent pas la mémoire, des refuges pour le souvenir : vieilles églises, quartiers déchus et pittoresques, peuple familial de boutiques et de palais tombés en rotture, où la fruitière voisine avec l'hôtel aristo-

(1) Raymond Escholier, *Eugène Delacroix, peintre, graveur, écrivain*, 3 vol. in-4°, illustrés ; Paris, Floury, édit. 1926-1929.

crate, où la friperie installe ses guenilles sous la porte cochère seigneuriale et délabrée, où le pavé que foule une juiverie en loques parle encore de Louis d'Orléans et de M^{me} de Sévigné, où l'on rencontre à chaque pas, dans la plebe et la crasse, ces deux exils, éliminés de la vie contemporaine, le ghetto et l'histoire.

C'est dans cette province, qui conserve son rythme à part en dehors de la cohue des affaires et des plaisirs, que se trouvent ces deux joyaux du Paris d'autrefois, l'hôtel Carnavalet et le musée Victor Hugo, royaumes de nos amis MM. Jean Robiquet et Raymond Escholier. Tous les deux sont savants, souriants et serviables; tous deux excellent à faire les honneurs de chez eux. Ce sont les plus ingénieux des *impresarii* : ils passent leur temps à conspirer pour ramener le public dans leurs lointains empires, et ils y réussissent. Qui a oublié l'exposition de la jeunesse des romantiques? Personne ne connaît mieux que M. Raymond Escholier tout ce petit monde qui tourne autour de Victor Hugo, cette poussière d'astres secondaires à demi perdus aujourd'hui dans l'éclat des soleils de première grandeur, les Louis Boulanger, les Célestin Nanteuil, les Devéria, les Johannot. Nul ne sait se débrouiller comme lui parmi ces personnages; il est là comme à une soirée où il connaîtrait tout le monde. Il est au fait de tous les secrets, de toutes les histoires. Il est de la famille : il a repéré les descendants, renoué avec les neveux, les cousins, les amis et jusqu'aux amis des amis. Il voit les choses à la fois avec le recul de l'historien et avec le détail d'un intime de la maison. A force de vivre avec les gens, il a fini par leur ressembler : il a contracté quelque chose comme une atmosphère d'époque et on pourrait le prendre, avec son col rabattu et sa cravate noire, pour un jeune frère de Fontaney ou d'Antony Deschamps qui viendrait de sortir d'un cadre de Champmartin ou du salon de Charles Nodier.

On a déjà beaucoup écrit sur Delacroix. Il suffit de citer, depuis dix ans, le livre de M. Pierre Courthion et le monumental ouvrage de Moreau-Nélaton, dont l'auteur est recommandable à la reconnaissance de tous les amis de Delacroix par le don magnifique qu'il a fait au Louvre, de quarante tableaux et de quinze cents dessins. Dans ce sujet, déjà tellement exploré, M. Raymond Escholier a su faire cent trouvailles. Il ressemble à ces sourciers qui découvrent de l'eau là où d'autres

ne trouvent rien. Ces trois volumes fourmillent d'inédit. L'auteur ne s'est pas borné à vérifier toutes les citations du *Journal* en se référant aux manuscrits, que possède aujourd'hui la Bibliothèque d'Art et que M. André Joubin a mis à sa disposition; il a utilisé des notes de Constant Dutilleux et de Léon Riesener, appartenant à M^{me} Tourneux et M^{me} Léouzon-le-Duc; d'autres lots et d'autres dossiers ont été consultés dans la collection Vila ou la collection Lajudie. Une foule de points obscurs, mal éclaircis ou même embrouillés par les éditeurs du *Journal*, se trouvent désormais éclairés. Beaucoup de lacunes sont comblées. On ne peut plus écrire sur Delacroix sans recourir au livre de M. Raymond Escholier.

Je croyais connaître le sujet, pour m'en être autrefois mêlé, et je conviens sans peine que M. Escholier m'aura beaucoup appris. Il y a toujours du profit à le lire ou à l'écouter. Il m'a fait connaître plus de vingt tableaux que j'ignorais. M. Escholier sourirait si on lui disait que son livre est définitif. Depuis que son premier volume a paru, n'a-t-on pas retrouvé par hasard un des premiers tableaux de Delacroix, une *Vierge du Sacré-Cœur* peinte pour un couvent de Nantes et qu'on recherchait vainement dans toute la Vendée, tandis qu'elle était, Dieu sait pourquoi? en voyage à Ajaccio. Ce renseignement sera pour la prochaine édition. En attendant, M. Escholier a été assez heureux pour corriger sur beaucoup de points, de la manière la plus heureuse, le catalogue de Robaut. Il a bien fait de montrer que la belle nature-morte, dite la nature-morte de Beffes (une des perles de la collection Moreau-Nélaton), ne peut avoir été peinte en 1824: elle est certainement postérieure au voyage d'Angleterre qui est de 1825, et comme elle n'a paru qu'au salon de 1827, c'est à cette date qu'il faut la rapporter. L'auteur a encore raison de penser que le portrait du Louvre, le portrait au gilet amande, est plutôt de 1834 que de 1829; j'avoue que je vois moins clairement les motifs de changer la date du beau portrait de la collection Rouart qu'on vient de voir à l'exposition des *Cent ans de vie française*, et qui me semble nettement plus « jeune » que celui du Louvre. Puis-je me permettre d'ajouter que deux ou trois attributions me paraissent contestables? Je songe à deux très beaux pastels, reproduits en couleur au deuxième volume, l'un représentant des têtes d'Arabes et l'autre une Amazone à la peau d'orange,

aux reins élastiques : ces deux dessins ont tous les caractères des ouvrages de M. Auguste.

Un des meilleurs chapitres du livre est celui que l'auteur consacre à situer Delacroix dans le monde romantique et à préciser ses relations avec ses grands contemporains, les Hugo, les Balzac, les Dumas, les Gautier, les Musset. On y apprendra qu'il faisait grand cas des dessins de ce dernier et qu'il ne dédaignait pas de les copier pour son édification personnelle. D'autres morceaux, et non des moins intéressants, portent sur la vie sentimentale de Delacroix ; c'est un point délicat, sur lequel M. Escholier, avec beaucoup de tact, a su dire beaucoup de choses aussi justes que nouvelles. On est bien forcé d'insister, ne fût-ce que pour laver Delacroix de certaines médiocrités. Dans son *Journal*, Delacroix dit tout ; il s'exprime aussi franchement que Stendhal dans le sien. De seize à vingt-quatre ans, il confesse beaucoup d'amourettes, de petites faiblesses avec de jolis modèles, parfois avec une paysanne ou avec une grisette, et cela a fait croire qu'il n'avait jamais su bien placer son cœur et n'avait eu que des aventures avec des chambrrières. On a même insinué que sa gouvernante, la fameuse Jenny Le Guillou (la « servante au grand cœur » dont parle Baudelaire), aurait tenu auprès de lui un emploi équivoque, l'emploi d'une Rabouilleuse dans *Un ménage de garçon*, et même qu'elle n'était autre qu'une ancienne fille séduite dont il aurait eu un enfant pendant qu'elle était au service de sa sœur, M^{me} de Verninac. Moreau-Nélaton s'est fait l'écho de ce roman chez la portière, lequel ne repose, il va sans dire, sur aucun fondement, excepté sur le témoignage d'un malheureux, Lassalle-Bordes, rapin haineux qui a passé sa vie à calomnier son maître. Le crédule biographe va même jusqu'à reproduire pieusement comme un ouvrage de Delacroix le portrait de la fille de Jenny, croûte indigne léguée au Louvre par la bonne femme en même temps que le portrait de son maître, et que les conservateurs ont l'esprit de ne pas exposer.

Tout cela ne tient pas debout. Il n'est pas douteux que Delacroix, sur ce chapitre, avait beaucoup des idées d'un homme du XVIII^e siècle et ne se faisait pas scrupule de quelques peccadilles, dont il n'abusait pas du reste, dans sa vie de furieux travail. Mais il était trop délicat pour ne pas distinguer le plaisir de l'amour et le caprice de la tendresse. Il eut un atta-

chement durable pour la charmante M^{me} Dalton, cette aimable riieuse aux cheveux fous dont Bonington a fait un si joli crayon et qu'il a peinte lui-même dans une pochade ravissante qui est aujourd'hui au Louvre et qu'on a prise souvent, à tort, pour George Sand. M. Escholier a bien fait de lui rendre son vrai nom. Parmi les femmes qui le troublèrent, il semble prouvé qu'on n'a pas le droit de mettre Indiana, qui d'abord en conçut quelque dépit : cette tentative fut le prologue d'une solide et confiante amitié.

Après le voyage du Maroc, on peut croire que les beaux yeux de Pauline Villot ne lui furent pas indifférents. M^u Blavot marqua un épisode plus vif. Cette dame décidée, dont Ingres nous a laissé un portrait si appétissant (une pêche où on a envie de mordre) et qui faisait de la peinture sous le nom de Monchablon, avant de devenir la femme de Clément Boulanger, puis la célèbre M^{me} Cavé, fit un jour une chose hardie : elle enleva Delacroix. Voyez comme on écrit l'histoire ! En 1837, à la veille d'entreprendre son grand ouvrage de la Chambre, l'artiste toujours si casanier fait une course à Anvers ; et tout le monde a écrit que c'était pour voir Rubens. En réalité, c'était une fugue, une escapade de collégien avec une jolie maîtresse. Du reste, la lune de miel fut courte. A quarante ans, Delacroix n'était plus un Don Juan. Les femmes le mettaient toujours plus ou moins en émoi, mais il préférait garder pour son cerveau et sa chère peinture l'excitation qu'elles lui donnaient. Il adorait leur faire la cour et se laisser courtiser par elles, mais il n'avait plus de passion sérieuse que pour son art.

Nous voilà loin des femmes de chambre et de l'étage des domestiques. M. Escholier a bien mérité de Delacroix en lui rendant ses vraies habitudes ; il en coûterait de penser qu'un homme de façons si rares eût aimé à si bon marché, et que ce qui contentait Sainte-Beuve eût satisfait ce prince de l'esprit. Mais ces diverses affaires de cœur n'occupent pas vraiment la vie de Delacroix. Il semble que le grand artiste n'a eu qu'un grand amour. Il y a dans les premières années du *Journal* des passages qui tranchent sur les autres par la vivacité du ton, par un accent qui ne trompe pas : fragments aussi agités, d'une passion aussi acérée que certaines pages d'*Adolphe*. Ces morceaux, défigurés par les lacunes et par les astérisques, m'avaient souvent donné à réfléchir et je n'en trouvais pas

le mot. M. Escholier l'a déchiffré. Par des rapprochements, par des recoupements, il est parvenu à deviner, à lire entre les lignes ; il soulève le voile du mystère. Je laisse au lecteur le plaisir de découvrir chez lui le secret du roman de Delacroix.

La même étude patiente et souvent révélatrice est appliquée à l'analyse des ouvrages du maître. Jamais on n'avait si bien distingué ce qu'on eût appelé autrefois ses différentes manières, ce qu'on appellerait aujourd'hui l'évolution de son dessin : les formes stylisées et un peu grimaçantes de la suite de *Faust*, les formes pleines et classiques, le dessin héroïque de la suite d'*Hamlet*. Combien il me plaît d'apprendre que les traits du prince mélancolique, l'artiste les a empruntés au masque pathétique de la femme de son ami Pierret ! Certaines délicatesses dans des natures d'éphèbes, l'art ne peut les obtenir que par ces transpositions de sexe : ainsi, David, pour représenter le martyr de la République, le jeune Viala, fait poser une belle fille.

Je ne finirais pas si je voulais tout dire. Pour donner une idée du livre, je me bornerai à deux exemples. Il s'agit de deux tableaux célèbres, le *Pont de Taillebourg* et les *Croisés à Constantinople*. Vous vous souvenez du premier, cette mêlée furieuse où charge d'un si grand cœur, seul en avant de tous, le beau cavalier bleu couvert de fleurs de lys sur son glorieux cheval blanc. Cet azur au centre de la bataille inspire bien M. Escholier. « Bleu suave et fort, écrit-il, comme une parole du saint Roi recueillie par Joinville, comme une prière de Jeanne, comme un vers de Racine... Cette page illustre est bien mieux qu'un chef-d'œuvre du genre historique : elle exprime l'âme d'une nation qui eut pour roi un saint et pour sauveur une femme. »

Sans doute, M. Escholier fait quelquefois comme saint Louis : il charge à fond de train, il pourfend l'adversaire. Je ne trouve pas, moi non plus, que l'*Apothéose d'Homère* soit un très bon tableau, mais je ne puis prendre sur moi de lui accorder qu'Ingres soit un maître tout à fait sans talent. Mais après tout, ces colères m'amuse et il faut convenir qu'Ingres ne les a pas volées. Je suis ravi quand je vois M. Escholier courir à la défense de son maître favori, et lui dire comme le Dauphin à Poitiers : « Père, gardez-vous à droite ! Père, gardez-vous à gauche ! » Il a même le courage de contredire une

opinion de M. Paul Valéry. Celui-ci n'a-t-il pas reproché aux *Croisés* un excès de théâtre ? Ah ! comme je sais gré à M. Escholier de sa réponse à ce grief ! Pour ce qui est du décor, il a été jusqu'à Stamboul, afin d'en vérifier le site qu'il a trouvé non loin de Karié-Djami, sur les ruines du palais des Blachernes. Et quant à l'exagération de la pantomime, il la rétorque par une citation de Baudelaire : « Toujours (chez Delacroix) la foule inquiète, le tumulte des armes, la pompe des vêtements, la vérité emphatique du geste dans les grandes circonstances de la vie... » Et il ajoute : « Rappelez-vous cette *grande circonstance* de la vie contemporaine, le sublime défilé de la victoire sous l'Arc de triomphe, le 14 juillet 1919... Rappelez-vous l'allure triomphale d'un Mangin... Ah ! celui-là était à la hauteur d'une telle minute ; son geste était « emphatique » comme le Destin : celui-là, sous le heaume ailé du conquérant, eût été à sa place parmi le groupe fameux d'Eugène Delacroix. » Et voilà l'agrément du livre de M. Raymond Escholier ; il ne se contente pas de raconter son héros, il se mêle à son existence ; les tableaux ne sont pas pour lui de froides images de musées, ils respirent, ils conservent l'atmosphère de la vie. C'est pourquoi, pour faire de l'histoire, les documents ne suffisent pas ; être un écrivain ne gâte rien.

LOUIS GILLET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Dictaturæ ad tempus sumebantur. Tacite, aux premières lignes de ses *Annales*, dans ce nerveux raccourci où il ramasse en quelques mots les traits essentiels de l'histoire de la Rome républicaine, nous indique, en ces termes, le caractère essentiel de la dictature : elle était temporaire. La constitution romaine limitait à six mois les pouvoirs du dictateur ; il devait abdiquer avant ce délai dès qu'il avait rempli l'objet précis qui avait décidé le Sénat à lui confier l'autorité suprême. Le dictateur n'avait pas de pouvoirs financiers. Ainsi limitée, la dictature apparaît comme l'une des plus sages et des plus nécessaires institutions que le génie politique des Romains ait imaginées : en cas d'extrême péril de guerre ou de révolution, s'il s'agit de trancher sans troubles civils une grave question d'ordre social ou constitutionnel qui divise la société, s'il devient nécessaire de procéder à quelque réforme disputée, tous les pouvoirs sont, pour un temps, concentrés entre les mains d'un homme éminemment capable de résoudre la difficulté ou de conjurer le péril. La dictature qui dure et se perpétue sans limite dans le temps, c'est, au sens grec très précis du mot, la « tyrannie ».

Le général Primo de Rivera qui, en Espagne, vient de déposer le fardeau d'un pouvoir qui se prolongeait depuis six ans et demi, avait toujours annoncé que sa dictature serait temporaire ; il en avait même, à plusieurs reprises, fixé lui-même le terme, mais les circonstances l'avaient amené à ajourner la réalisation de ses promesses jusqu'à ce qu'une nouvelle constitution, mieux adaptée au tempérament espagnol, fût promulguée pour remplacer celle de 1876 : il est rare qu'un homme qui détient l'autorité réussisse à se persuader qu'il a cessé d'être indispensable. La plus grave erreur du général Primo de Rivera fut sans doute de ne pas partir à temps, avant de se laisser acculer par les circonstances à une démission qui ne pouvait plus

être différée; et sans doute le dictateur eût-il emporté, dans sa retraite, les regrets d'un peuple, qui, dans sa masse, appréciait ses services et s'accommodait de son pouvoir.

Car c'est un fait que la dictature du général Primo de Rivera, si elle a duré trop longtemps, a été bienfaisante et laisse l'Espagne en une situation tranquille et prospère. Quand, en septembre 1923, le général s'empara du pouvoir avec la sanction royale, l'Espagne était troublée à l'intérieur et humiliée au dehors. Jamais, en réalité, le gouvernement constitutionnel n'y avait fonctionné normalement. Une oligarchie de politiciens se succédaient au pouvoir selon un rythme prévu et alterné qui avait même reçu un nom : le rotativisme; et, en général, ces ministres appréciaient les avantages matériels du pouvoir plus qu'ils n'en recherchaient les responsabilités onéreuses. Les élections n'étaient qu'une fiction puisqu'elles étaient faites presque exclusivement par de tout puissants entrepreneurs spéciaux appelés les caciques; il n'y a pas d'exemple qu'un ministère nouvellement formé n'ait aussitôt obtenu la majorité : les caciques servaient indistinctement toutes les factions qui se remplaçaient au gouvernement et ils obtenaient de chacune avantages et récompenses. En Catalogne, une sécession semblait se préparer; de fréquents assassinats politiques ensanglantaient les rues de Barcelone où les affaires étaient dans le marasme. L'armée obéissait, plutôt qu'à ses chefs, aux juntas d'officiers qui n'admettaient que l'avancement à l'ancienneté et ne permettaient pas qu'un officier qui s'était distingué au feu bénéficiât d'un choix avantageux pour le grade supérieur. Des troupes sur le point de s'embarquer à Malaga pour le Maroc s'étaient mutinées. L'armée espagnole montait, dans les presidios de la côte marocaine, une garde pénible, dangereuse, coûteuse et inutile. Le mécontentement allait grandissant, l'inquiétude était générale.

Le général Primo de Rivera mit fin à un état de choses si déplorable. Le bilan de sept années de dictature peut se glorifier d'heureux résultats. Les désastres militaires au Maroc ont été brillamment réparés et, grâce à une étroite coopération avec l'armée française, le problème du Rif résolu : le Maroc espagnol est aujourd'hui, comme le Maroc français, en plein développement et la prospérité y grandit dans la sécurité. La discipline a été restaurée dans l'armée, les juntas dissoutes ou réduites à l'obéissance. Pour la première fois depuis longtemps, une administration soucieuse du bien public a fait des dépenses d'intérêt général, s'est préoccupée des routes, des

chemins de fer, des ports, du commerce, de la navigation, du tourisme. La Catalogne est complètement pacifiée et Barcelone travaille dans le calme : une magnifique exposition y attire actuellement de nombreux étrangers.

La dictature, en Espagne, — c'est l'un de ses traits caractéristiques, — a été infiniment plus démocratique que la caricature de régime parlementaire de l'époque précédente. La situation des ouvriers, celle des paysans ont été grandement améliorées ; une législation sociale, protectrice de l'ouvrier, a été introduite ; des comités paritaires de patrons et d'ouvriers ont été créés pour prévenir ou résoudre les conflits préjudiciables à l'industrie ou nuisibles aux travailleurs. Une réforme de l'impôt a obligé les grosses fortunes, scandaleusement exonérées, à participer équitablement aux charges publiques. Il faut bien le dire, dans l'offensive contre la dictature, à côté de libéraux sincères, les forces de l'oligarchie financière et politicienne mènent l'attaque pour la défense ou la reconquête d'injustifiables privilèges et de criants abus. Enfin, le général Primo de Rivera, dans son œuvre, n'a pas versé le sang ; des mesures ont été prises contre certaines audaces de la plume ou de la parole trop libres dans leur critique, certaines libertés ont été confisquées, des hommes tels que M. Miguel de Unamuno ont été exilés ; mais le dictateur qui s'en va aime à dire que, sur ses gants blancs, il n'y a pas une tache rouge. Et cela rend infiniment plus faciles les réconciliations nécessaires.

Un régime dictatorial ne peut se maintenir et durer que s'il apporte au peuple, à défaut de la liberté, la prospérité. L'état économique de l'Espagne est loin d'être mauvais ; le septennat qui s'achève est, au contraire, caractérisé par un accroissement inespéré de la richesse espagnole, conséquence de la guerre et de la neutralité, mais aussi d'un régime d'ordre et de travail. Malheureusement la gestion des finances n'a pas été heureuse. On reproche surtout à M. Calvo Sotelo, qui dirige depuis quatre ans cet important ministère, de n'avoir pas stabilisé la peseta quand il en était temps ; il aurait pu le faire, disent les hommes de l'art, lorsque la peseta atteignait le cours de trente pour une livre sterling (le pair étant un peu plus de 25 pesetas pour une livre). Il aurait ainsi fixé la prospérité et donné à l'Espagne, dans des conditions qui, en 1914, auraient paru inespérées, une monnaie à l'abri de toute attaque. Mais des conseillers inexpérimentés laissèrent croire au général Primo de Rivera qu'il pourrait amener la peseta au pair de l'or

et de la livre, au taux de 25 par livre, et il laissa passer le moment favorable. La peseta restait, dans l'Europe orientale, la seule monnaie vulnérable parce que non stabilisée; c'est à elle que s'attaqua la spéculation internationale, comme elle avait attaqué le franc en 1923.

Comment cette offensive réussit-elle ? Elle profita du mécontentement intérieur et de l'incertitude que les hésitations d'une dictature qui paraissait douter d'elle-même répandaient parmi les gens d'affaires. Menée ostensiblement par Amsterdam, l'offensive spéculative était soutenue par la City de Londres. L'une des fautes les plus graves du gouvernement dictatorial a été, en effet, l'excès d'un nationalisme économique qui allait jusqu'à l'exclusion du capital étranger et parfois jusqu'à des mesures voisines de la spoliation. Des intérêts respectables furent lésés, des espoirs plus ou moins légitimes furent déçus. Lorsqu'il s'agit de pétrole, le cas devient particulièrement grave et prend les proportions d'un attentat à la puissance britannique. Bref, le directoire, en Espagne et hors d'Espagne, s'aliéna certaines puissances financières qui menèrent l'attaque contre la peseta et indirectement contre la dictature.

Le général Primo de Rivera, peu habitué à ce genre de guerre, se sentant miné sans savoir d'où venait l'attaque, apparut désarmé. Le cours de la peseta baissait, devenait irrégulier, et il en résultait des difficultés dans les affaires et une hausse du prix de la vie, avec tous les troubles consécutifs aux phénomènes d'instabilité monétaire. Le général congédia son ministre des Finances et le remplaça par le comte de Los Andes. Mais, à de nombreux signes, se révélait cette « usure de la dictature », dont se rendait compte l'homme de bon sens et de jugement droit qu'est le général Primo de Rivera et dont il avait lui-même parlé le 24 décembre dans un article de l'A. B. C. Joueur et beau joueur, il chercha à rajeunir son pouvoir par un coup d'audace en obtenant une sorte d'approbation ou de blanc-seing des capitaines-généraux, c'est-à-dire des chefs militaires placés à la tête des circonscriptions territoriales, et il écrivit une lettre singulière où, sans consulter le roi, il demandait aux généraux s'il possédait encore leur confiance et si l'armée restait favorable à la dictature; dans la négative, il n'hésiterait pas à se démettre aussitôt de son pouvoir. C'était réintroduire la politique dans l'armée d'où il avait cherché à l'extirper, et c'était surtout empiéter sur les prérogatives du roi, seul juge de savoir si la dictature avait assez duré ou si elle était encore indispensable. Alphonse XIII ne cacha pas son mécontentement au général qui, reconnaissant qu'il

s'était trompé et qu'il avait commis une faute, le pria d'accepter sa démission (28 janvier).

La fin de la dictature n'a été marquée, en Espagne, par aucun trouble. Certaines dépêches tendancieuses qui représentaient la situation comme alarmante étaient visiblement d'origine spéculative, mais elles ont manqué leur but. On reproche surtout au dictateur le choix de quelques-uns de ses collaborateurs, le ministre des Finances, le ministre de l'Instruction publique qui a réussi à dresser l'Université, presque unanimement, contre la dictature. Si elle a duré, c'est grâce au mérite personnel et au labeur de son chef, et aussi, il faut le dire, à l'apathie politique des Espagnols; mais elle n'a jamais réussi à se rendre populaire. Il y a un an (1), nous citions ici un article où, commentant la tentative de M. Sanchez Guerra pour renverser la dictature, son débarquement à Valence et le commencement d'insurrection de Ciudad Real, M. Maurice Legendre, correspondant du *Journal des Débats*, écrivait : « Ce n'est pas une prophétie, c'est une constatation : le régime instauré en Espagne au mois de septembre 1923 vient de prendre fin ». Anticipation audacieuse et pourtant véridique. Depuis lors, le régime dictatorial a battu de l'aile, en proie aux difficultés financières, aux attaques de ses ennemis, à l'indifférence de ses amis auxquels il avait cessé de paraître nécessaire : mieux inspiré, le général Primo de Rivera aurait, depuis lors, réglé lui-même sa succession et préparé le régime de transition qui, dans sa pensée, devait acheminer sagement l'Espagne vers un ordre constitutionnel nouveau, mieux adapté que la constitution de 1876 aux traditions et aux mœurs politiques du pays.

Pour tout pouvoir personnel l'écueil est le lendemain : l'histoire le prouve. La monarchie, lorsqu'elle a survécu, comme en Espagne, à toutes les tempêtes politiques, remplit son office en assurant la continuité et en facilitant la transmission du pouvoir; elle est le point fixe, l'incarnation symbolique de l'unité et de la vitalité nationale. Alphonse XIII a toujours joué ce rôle avec discrétion et efficacité. Acceptant la démission du général Primo de Rivera, il a aussitôt fait appel au chef de sa maison militaire, le général Damaso Berenguer qui eut, aux premiers temps de la dictature, à propos du Maroc, un différend assez violent avec le général de Rivera et qui fut même interné durant quatre mois dans une forteresse, mais qui a

(1) Voyez la *Revue* du 15 février 1929. — Cf. pour l'établissement de la dictature, le numéro du 4^{or} octobre 1922.

toujours joui de la confiance royale. Le général Berenguer a réussi sans trop de peine à constituer, sans le concours des hommes politiques de premier plan, un ministère fort honorable qui, il le dit lui-même, servira de transition pour préparer le retour progressif à un régime constitutionnel et prévenir toute espèce de représailles contre les ministres ou les agents de la dictature. Des élections municipales, puis cantonales et enfin législatives, sont annoncées. Mais quel sera le régime de demain ? Le retour à la Constitution de 1876 que l'expérience a condamnée, ou une assemblée constituante ? Déjà les éléments de gauche, socialistes et radicaux, s'agitent et parlent de la formation d'un cartel. Les hommes qui vivaient à l'étranger, hommes politiques tels que M. Santiago Alba, professeurs tels que M. de Unamuno, rentrent en Espagne ; mais aussi les officiers factieux reviennent à leurs corps, rêvant de nouveaux *pronunciamientos*. Là est le danger. Il est aussi dans les gens d'affaires qui se mêlent aux politiciens, parfois même se confondent avec eux en une seule et même personne, et dont les intérêts très précis se cachent derrière l'apparence de luttes politiques. L'Espagne va-t-elle revoir ces partis sans doctrine qui sont des clientèles et des syndicats d'intérêts ? On ne saurait le lui souhaiter, même sous le voile des libertés politiques. Où en est le catalanisme ? Régionalisme ou centralisation administrative : dans quelle direction s'orientent l'opinion et la monarchie ?

Le comte de Romanones qui, en même temps qu'un homme politique fort en vue et de large intelligence, est le chef d'un puissant « groupe » financier, a donné à plusieurs journaux français des déclarations intéressantes ; il fait campagne pour que les premiers Cortès soient élus avec le pouvoir constituant et donnent à l'Espagne un statut nouveau où le pouvoir de dissolution que le roi peut exercer sans conditions serait strictement limité ; il demande aussi, non sans raison, que les chefs militaires, quels qu'ils soient, se bornent à leurs fonctions assez honorables par elles-mêmes et cessent de s'occuper de politique. Le correspondant du *Matin*, M. Henry de Korab, trace un tableau pittoresque mais inquiétant de la maison de M. de Romanones durant ces jours de crise : « elle est pleine d'anciens députés sans emploi, de gens portant sous le bras des serviettes blanchies par l'usage, de clients éculés qui, pendant sept ans, se sont nourris de vache maigre. » Est-ce que cette troupe famélique va de nouveau s'abattre sur l'Espagne sous couleur de parlementarisme ? Toute décompression trop brusque risque d'en-

trainer des désordres et de graves difficultés. Pour le moment, les patriotes espagnols seront bien avisés en se serrant avec abnégation autour du général Berenguer; il saura ménager les transitions et prévenir une évolution politique trop précipitée. La situation économique, avec une balance du commerce fortement et depuis longtemps déficitaire, la situation financière avec un budget mal équilibré, appellent toute l'attention des hommes d'État: il n'y a pas de place pour les luttes de groupes et les intrigues des politiciens.

La conférence de Londres, en se prolongeant sans paraître avancer, commence à lasser l'opinion publique dans tous les pays intéressés; on se prend, ici et là, à se demander s'il est bien nécessaire de retenir durant des semaines les chefs de gouvernement et les principaux ministres des États-Unis, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et du Japon, qui auraient par ailleurs un utile emploi de leurs journées, à discuter sur le tonnage global et le tonnage par catégories. On n'est même pas d'accord sur la définition du tonnage et s'il faut l'entendre du navire vide ou du navire équipé, armé et chargé de toutes ses machines: c'est ainsi que le fameux bateau allemand *Ersatz-Preussen*, dont on a tant parlé, et qui appartient à la catégorie des croiseurs de 10 000 tonnes, en jaugerait en réalité 13 000. Il n'apparaît pas que les puissances qui ont pris l'initiative de la conférence, les États-Unis et l'Angleterre, soient assez complètement d'accord pour donner une direction à la conférence; Peut-être d'ailleurs n'ont-elles pas encore démasqué leurs batteries. Il était naturel que les représentants de la France, qui apportaient une doctrine bien établie et une proposition ferme, fissent triompher dès l'abord, sur une question de méthode qui, il est vrai, ne préjuge pas le fond du problème, leurs principes et leurs définitions.

C'est ainsi que le projet transactionnel français, présenté le 11 avril 1927 à la conférence préparatoire pour la limitation des armements, a été adopté comme base de discussion. En quoi consiste ce projet? Il s'agit de savoir si on limitera les forces navales de chaque État par tonnage global ou bien par catégories de navires. La France préconisait la première solution et demandait pour elle-même, comme pour les autres puissances, un chiffre global de tonnes avec l'entière faculté de le répartir suivant les besoins de sa sécurité et de ses intérêts. L'Angleterre, au contraire, opinait pour la limitation par catégories nombreuses et strictement définies. La

transaction proposée dès 1927 par la France consiste à compléter la limitation par tonnage global en publiant la répartition de ce tonnage entre les principales catégories de navires, chaque État gardant le droit de transférer d'une catégorie à une autre une partie du tonnage qui lui est alloué pourvu qu'il fasse connaître ses intentions un an à l'avance. C'est sur cette base que se poursuivent les négociations actuelles. Mais combien de catégories convient-il d'établir ? Doit-on les définir par le tonnage ou par le calibre des canons, ou par les deux éléments associés ? Le transfert d'une catégorie à l'autre pourra-t-il s'opérer aussi bien en remontant l'échelle qu'en la descendant ? Au-dessous de quel tonnage ou de quel calibre cessera la limitation ?

Les difficultés d'application surgissent de toutes parts. Elles n'ont, la plupart du temps, d'intérêt que par les intérêts politiques qui se cachent souvent derrière elles. Les revendications italiennes ne sont pas le moindre obstacle à une entente. L'Italie fasciste est partagée entre le besoin qu'elle a de réaliser des économies et le prurit qu'elle ressent de posséder une marine égale à celle de la France. « Il ne s'agit pas, dit M. Grandi, d'une question de prestige mais d'une question de sécurité. » L'Italie accepte donc de réduire ses forces navales à un niveau aussi bas que l'on voudra, mais elle refuse d'admettre qu'aucune puissance continentale puisse dépasser ce niveau. En dépit du succès obtenu par le système français au point de vue de la méthode, le différend entre la France et l'Angleterre reste aigu : la France demande pour chaque nation la faculté de répartir le tonnage global qui lui est alloué au mieux de ses intérêts sans avoir à subir de contrôle ou de contrainte ; l'Angleterre insiste pour que la répartition par catégories soit fixée par des accords internationaux. Enfin, la France réserve les droits de la Commission préparatoire de Genève, dont l'Angleterre et surtout les États-Unis feraient volontiers bon marché. D'autre part, les Dominions des mers australes et du Pacifique redoutent la forte proportion de croiseurs à grand rayon qui serait permise au Japon et invoquent la protection de la marine impériale britannique. M. Tardieu, après quelques jours passés en France, est reparti le 5 février pour Londres : son retour amènera sans doute une nouvelle activité des négociations, mais les solutions ne sont pas encore en vue.

La disparition, parmi des circonstances encore mystérieuses, du général Koutiepop qui exerçait, sur les anciens officiers russes réfu-

giés en France une autorité effective, émeut à juste titre et alarme l'opinion publique; elle y voit une terrible vengeance, audacieusement exécutée en plein Paris, de ce Guépéou qui est le trop célèbre continuateur de la Tcheka, de sinistre mémoire. Tant que les responsabilités ne sont pas établies, toute conclusion serait téméraire; mais il est un fait bien démontré, tant par cette affaire que par toutes celles qui l'ont précédée, c'est l'existence, sur le territoire français, d'une police étrangère organisée, d'une police d'un genre tout spécial dont la fonction est, non pas de surveiller des malfaiteurs internationaux, mais d'espionner de malheureux exilés, non pas de poursuivre des criminels, mais de commettre des crimes au nom d'une justice atroce qu'aucun peuple civilisé ne saurait reconnaître. C'est cela que la France, toujours hospitalière aux étrangers qui trop souvent abusent de sa tolérance, ne doit pas souffrir plus longtemps : un large coup de balai s'impose. Hors de France, tous les étrangers qui n'y vivent pas honnêtement d'une profession honnête!

Sur le territoire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes sévit une recrudescence de terreur. Nous décrivions ici, à pareille date, l'année dernière, le mouvement de pendule que le maître de la Russie, le Géorgien Staline, adroit manœuvrier sans grandes vues d'avenir, imprime à sa politique et nous disions comment, après s'être débarrassé de Trotski et des extrémistes qui prétendaient réaliser contre les *Koulaki* (paysans enrichis) et les *Nepman* (citadins enrichis par le commerce) une nouvelle révolution niveleuse, Staline adoptait précisément leur programme et l'exécutait à son profit. Depuis lors, le pendule n'a cessé d'incliner vers la gauche; sans s'être réconcilié avec les Trotskistes, Staline a entrepris la guerre contre les paysans pour la réalisation complète du système communiste. Lénine et Trotski, en 1917, s'étaient arrêtés devant la résistance des paysans qui constituent les neuf dixièmes de la population russe; ils leur avaient abandonné les terres sinon en toute propriété du moins en jouissance effective et pratiquement sans limite de temps. Staline aujourd'hui prétend achever la révolution et, sous prétexte de poursuivre les *Koulaki*, arracher en fait aux paysans la jouissance individuelle de leurs terres. Le paysan qui, par son labeur acharné, a acquis la moindre aisance passe, aux yeux des communistes, pour un dangereux capitaliste; qui possède deux vaches ou un cheval, qui emploie une main-d'œuvre salariée est déjà un *Koulak*.

Le gouvernement, d'abord, encourage, par tous les moyens, la formation de coopératives de production agricole, puis il s'empare des biens des paysans et les socialise au profit de la coopérative communale. Dans un discours, le 27 décembre 1929, Staline a dit : « Il faut passer de la liquidation de l'activité des *Koulaki* à la liquidation des *Koulaki* en tant que classe. » On va lâcher sur les campagnes 25 000 ouvriers qui se chargeront de « liquider » les *Koulaki* et de communiser leurs lopins. Un commissariat à l'agriculture vient d'être institué dont les pouvoirs s'étendent non plus seulement à l'une des parties de la République fédéraliste soviétique, mais à toute la fédération ; le titulaire est Yakovlef ; sa tâche est, dans tous les pays de l'ancienne Russie, de former des coopératives agricoles en groupant les paysans pauvres ou paresseux et de confisquer à leur profit les bonnes terres engraisées par le travail des *Koulaki*. On confisque outils, machines, écuries, au profit de la collectivité ; on excite contre leurs pères les convoitises des enfants des paysans aisés ; on expulse les *Koulaki* de leur région pour les transporter sur des landes stériles ou des marécages : voilà comment on récompense, en pays soviétique, le travail, l'initiative, le goût du progrès.

Le résultat, c'est naturellement la famine et ensuite la terreur : réquisitions, perquisitions, assassinats par les paysans des agents bolchévistes, exécutions par les troupes « à destination spéciale » des paysans ou des villages rebelles. Le paysan, traqué, ne produit plus que le strict nécessaire à sa subsistance ; s'il a quelques réserves, il refuse de les livrer et se garde de les vendre. Au printemps qui vient, la famine et la terreur seront à leur comble dans la malheureuse Russie livrée vivante aux expériences de théoriciens médiocres qui ne veulent pas avouer que leur système a fait faillite. Terreur dans les campagnes, assassinats et spoliations, perquisitions et évictions : la guerre civile est partout, surtout en Ukraine, à l'état latent, parfois à l'état aigu. A ce tableau il faut ajouter la persécution religieuse, la fermeture des églises, tout acte religieux interprété comme un acte antisoviétique. Jamais, depuis 1917, la Russie n'a été dans une situation plus atroce.

RENÉ PINON.

AUGUSTE DORCHAIN

Une douloureuse nouvelle nous arrive, au moment où nous terminons ce numéro : la mort d'Auguste Dorchain, renversé par une automobile, comme il sortait de chez lui, dans la paisible rue Garancière.

C'était un poète délicat et qui avait su, à son heure, être l'interprète d'une génération. Les hommes de mon âge n'ont pas oublié ce que fut pour eux ce livre d'ardente sensibilité et de pensée grave : *la Jeunesse pensive*. Le poète avait traduit les inquiétudes de la vingtième année et témoigné pour les jeunes gens de son temps. L'accent s'y reconnaissait, — influence ou affinité ? — de Sully Prudhomme, qui fut pour Dorchain le grand aîné, le maître et le chef. Avec ce disciple d'élite s'est continué le même courant de poésie intime, méditative, et si noble !

Auteur dramatique, Auguste Dorchain, fidèle au drame en vers, a donné à la scène ce précieux *Conte d'avril*, poétique reflet de la fantaisie shakespearienne. On a repris récemment ce petit chef-d'œuvre : il n'a rien perdu de son charme aérien et de sa grâce souriante.

Passionné pour son art, Dorchain en savait, comme pas un, l'histoire et la technique. Il n'est presque pas de poète de chez nous auquel il n'ait consacré de pénétrantes études. Son *Art des vers* est un excellent traité, de la doctrine la plus sûre, où on ne saurait trop conseiller aux apprentis poètes d'aller apprendre leur métier.

L'homme était exquis ; toute bienveillance et toute douceur : une âme de cristal. A la vie, qui n'avait pas réalisé tout ce qu'il en eût souhaité, il ne gardait pas rancune. Jamais un mot qui trahit une amertume. Il applaudissait à tous les succès, il avait le goût du talent. Par dessus tout, il avait l'amour de notre grande tradition littéraire ; il veillait avec un soin jaloux sur la mémoire des poètes dont il avait été l'émule et l'ami. Et quand, avec une tendre pitié, il en évoquait les souvenirs dans un cercle intime, on croyait voir se dessiner les lignes idéales de cette cité du Rêve et de la Beauté, qui était la patrie de ce charmant esprit.

RENÉ DOUMIC.

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTE-CINQUIÈME VOLUME

JANVIER — FÉVRIER

Livraison du 1^{er} janvier

	Pages.
LE ROMAN DE LA CONQUÊTE, troisième partie, par M. Louis BERTRAND, de l'Académie française	5
L'A PROPOS DU CENTENAIRE. — POÈME, par M. André RIVOIRE.	41
L'AGONIE DE FONTAINEBLEAU. — I. LA "COUR DE FRANCE", par CAULAINCOURT.	45
LE LONG DE NOS FRONTIÈRES. — LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, par M. FRANÇOIS DE WITT-GUIZOT	73
LETITRES DE JEUNESSE, par le général MANGIN	102
LA COMPAGNIE DE JÉHU. — LE DIEU CHALIER (suite), par M. G. LENOTRE	126
LE LIVRE DES BÊTES QU'ON APPELLE SAUVAGES. — V. LA CLAUSE DE CHALEUR, par M. ANDRÉ DEMAISON.	160
LA QUESTION DU SURMENAGE SCOLAIRE. — II. QUELQUES REMÈDES, par M. PAUL HUNZIKER	178
CE QUI SE PRÉPARE EN ALGER, par M. A. AUGUSTIN-THIERRY.	194
OCTAVE FEUILLET, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française	204
NOS CONCERTS, par M. CAMILLE BELLAIGUE.	222
NOS REPRÉSENTATIONS DE THÉÂTRE, par M. R. D.	226
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par M. RENÉ PINON	230

Livraison du 15 janvier

LE ROMAN DE LA CONQUÊTE, dernière partie, par M. Louis BERTRAND, de l'Académie française.	241
L'AGONIE DE FONTAINEBLEAU. — II. LES ALLIÉS A PARIS, par CAULAINCOURT.	280
FEZ, OU LES BOURGEOIS DE L'ISLAM — I. LA VILLE DE MONSIEUR IDRIS, par J. ET J. THARAUD.	308
LA RUINE MORALE AU PAYS DES SOVIETS. — I. LA LUTTE CONTRE DIEU, par M. LE COMTE KOKOVITZOFF.	336

NOUS AVONS FAIT UN BEAU VOYAGE. — III. <i>DE JAIPURA AGRA</i> , par M. FRANCIS DE CROISSET	365
LA JEUNESSE DE PAULINE DE BEAUMONT, par M ^{me} MARIE-LOUISE PAILLERON	380
AVANT LA CONFÉRENCE NAVALE, par M. RENÉ LA BRUYÈRE	465
COMMENT SE FAIT UN IMMORTEL OU LE POÈTE MALGRÉ LUI. — <i>COMÉDIE</i> , par M. GEORGE MOORE	456
QUESTIONS SCIENTIFIQUES. — <i>FLORENCE, VILLE DE SCIENCE</i> , par M. FRANÇOIS CANAC	458
A LA CONFÉRENCE DE LA HAYE. — <i>CHOSSES VUES ET ENTENDUES</i> . III, par M. MAURICE PERNOT	465
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON	471

Livraison du 1^{er} février

LEURS ENFANTS, première partie, par M ^{me} EDITH WHARTON	481
LA COMPAGNIE DE JÉHU. — III. <i>LA CHASSE AUX MATHEVONS</i> , par M. G. LENOTRE	510
FEZ OU LES BOURGEOIS DE L'ISLAM. — II. par MM. JÉRÔME et JEAN THARAUD	521
LA RUINE MORALE AU PAYS DES SOVIETS. — II. <i>L'OFFENSIVE CONTRE LA FOI</i> , par M. LE COMTE KOKOVITZOFF	533
VISITIS A LA PRESSE DE PROVINCE. — <i>LES JOURNAUX DE L'OUEST</i> , par M. ANDRÉ DEMAISON	601
L'AGGONIE DE FONTAINEBLEAU. — III. <i>LE CALVAIRE DE NAPOLEON</i> , par CAULAINCOURT	621
NOUS AVONS FAIT UN BEAU VOYAGE... — IV. <i>BÉNARES</i> , par M. FRANCIS DE CROISSET	649
POUR LE CENTENAIRE DE LA LÉGION. — LA LÉGION ÉTRANGÈRE AU FRONT, par M. G.-JEAN REYBAZ	679
LE THÉÂTRE D'ALFRED DE MUSSET, par M. ANDRÉ BELLESSORT	699
REVUE MUSICALE. — <i>LE ROI D'YVETOT</i> , par M. CAMILLE BELLAIGUE	716
A TRAVERS LES THÉÂTRES, par M. JACQUES DEVAL	722
A LA CONFÉRENCE DE LA HAYE. — <i>CHOSSES VUES ET ENTENDUES</i> , par M. MAURICE PERNOT	728
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON	741

Livraison du 15 février

LEURS ENFANTS, deuxième partie, par M ^{me} EDITH WHARTON	753
CRÉPUSCULE D'ALLIANCE. — LE DIALOGUE AUSTRO-ALLEMAND EN 1918, par ***	780
LA PRINCESSE ANTOINE RADZIWIŁŁ, par M. JULES CAMBON, de l'Académie française	806
FEZ OU LES BOURGEOIS DE L'ISLAM. — III. <i>UN GRAND MARIAGE</i> , par MM. JÉRÔME et JEAN THARAUD	825
L'INVASION CINÉMATOGRAPHIQUE AMÉRICAINE, par M. RENÉ JEANNE	857
LA COMPAGNIE DE JÉHU. — IV. <i>LES VENGEURS FANTOMES</i> , par M. G. LENOTRE	885
POÉSIES, par M. PIERRE DE NOLHAC, de l'Académie française	915
LES DEUX ALLEMAGNE DE M ^{me} DE STAEL, par M. PAUL GAUTIER	921
QUESTIONS SCIENTIFIQUES. — <i>LA HAUTE ATMOSPHERE</i> , par M. CHARLES FABRY, de l'Académie des Sciences	934
PIERRE LOTI, par M. LOUIS BARTHO, de l'Académie française	952
UN MOT SUR EUGÈNE DELACROIX, par M. LOUIS GILLET	973
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON	986
AUGUSTE DORCHAIN, par M. RENÉ DOUMIC	990

400

340

380

403

430

450

463

471

481

510

531

580

600

601

631

649

679

691

716

732

729

741

753

780

800

806

825

857

885

915

921

934

953

973

980

990